LES SOCIETES SAVANTES DE ROCHEFORT (1806-2006)

De la Société de Littérature, Sciences et Arts à la Société de Géographie

SOCIETE DE GEOGRAPHIE DE ROCHEFORT

2007

INTRODUCTION

par Alain Dalançon

Les anniversaires sont toujours l'occasion d'un exercice de mémoire, quand le nombre des bougies atteint plusieurs dizaines. Un cinquantenaire est un jubilé à marquer d'une pierre blanche ; un centenaire est un événement mémorable qui se fête avec éclat ; un bicentenaire vous fait entrer dans l'Histoire. C'est ainsi que la société savante de Rochefort, née en 1806, peut y prétendre, même si c'est par la petite porte.

Une des plus vieilles sociétés savantes de France

Elle est en effet une des plus vieilles de France, parmi les quelque 83 sociétés provinciales que comptait la France impériale en 1810, alors que la moitié des départements en étaient encore dépourvus. Rochefort était alors une des 57 villes disposant d'un tel type d'organisme savant et parmi elles, fait plus rare, de la quinzaine de villes à n'être pas chef-lieu de département. Depuis cette époque, en dépit de mues et d'aléas, la société n'a cessé de tenir sa place parmi les centaines recensées par le Comité des Travaux Historiques et Scientifiques (CTHS), créé par Guizot en 1834 auprès du ministère de l'Instruction publique. Et aujourd'hui, elle est bien vivante et entrevoit son avenir avec sérénité, dans un département qui a toujours été un des mieux classés pour l'importance et la variété de ce type d'activité.

On s'étonne qu'avec un tel palmarès, aucune des différentes versions de la société ne soit citée dans l'enquête de Jean-Pierre Chaline publiée en 1995[1]. Certes la Société rochefortaise n'a jamais eu l'envergure scientifique de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, sa cadette régionale créée en 1834, basée dans la vieille ville universitaire de Poitiers, mais la responsabilité de l'historien ne vise pas à décerner des brevets de notoriété.

Il faut donc être d'autant plus reconnaissant aux sociétaires, auteurs des articles qui suivent, d'avoir dépouillé l'impressionnante quantité d'archives, de sujets de conférences et de bulletins de la Société, dont les séries sont presque complètes depuis l'origine en 1806 - fait méritant d'être souligné -, afin de fixer quelques points de repères permettant d'en esquisser l'histoire.

Une histoire à la fois singulière et ordinaire. Elle offre en effet une synthèse, en quelque sorte, de ce mouvement de sociabilité culturelle provinciale, qu'a représenté le déploiement des sociétés savantes aux XIXe et XXe siècles en France et en Europe. Mais dans une cité particulière, liée au destin de la Marine jusque dans la première moitié du siècle dernier, reflétant les centres d'intérêt de ses élites et

[1] *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France. XIXe-XXe siècles*. Editions du CTHS, 2e éd. 1998, 480 p. Toutes les citations de ce texte sont extraites de cet ouvrage.

souvent les enjeux de pouvoir auxquels elles étaient mêlées. Ses changements de noms et ses préoccupations ne sont qu'illustrations des tendances et des modes qu'on peut observer ailleurs aux mêmes époques : tour à tour *Société de Littérature, Sciences et Arts* puis après 1834 *Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres*, enfin *Société de Géographie* à partir de 1878, entée par un trio de professeurs du collège sur la précédente, les deux fusionnant définitivement en 1894-1895. La nouvelle Société est alors à son apogée et comporte 5 sections : géographie, agriculture, sciences industrielles, littérature et Beaux-Arts, statistiques et économie politique et dispose d'une bibliothèque de 3460 volumes, de 1233 cartes géographiques et de nombreuses photos et clichés. Depuis, la Société a conservé sa dénomination de 1878 mais qui a recouvert des préoccupations diverses, dans lesquelles l'Histoire et l'archéologie ont pris de plus en plus de place au XXe siècle.

Comment définir une société savante ?

Une telle variété interpelle et fait poser la question : mais qu'est donc une société savante ? Jean-Pierre Chaline a souligné que l'image caricaturale de « cénacles d'érudits hors d'âge, consacrant leur retraite au dépouillement d'archives locales et au classement de fossiles », n'a jamais correspondu à la réalité. Cela dit, les définitions qu'en donnent les grands dictionnaires du XIXe siècle ne permettent pas d'embrasser complètement la variété caractéristique de ce type de société. En s'appuyant sur les inventaires exhaustifs du CTHS, Chaline propose d'exclure de la définition, les sociétés « dont le but n'est pas de nature littéraire, scientifique ou artistique » et qui « ne donnent pas lieu à quelque production intellectuelle tangible ». La publication de bulletins et l'édition de brochures ou volumes consacrés à des études apparaît donc comme un des critères les plus déterminants, auquel a toujours satisfait la Société rochefortaise. Sont donc exclus les cercles, sociétés de lecture, groupements ésotériques, sociétés de bienfaisance ou d'entraide… mais l'historien concède qu'il est impossible d'écarter certaines sociétés à caractère professionnel (médecins, pharmaciens, architectes…). La complexité de la notion est donc grande, au point que les services chargés officiellement de contrôler ces sociétés, ont toujours eu de la peine à les définir. Le mieux est donc de partir des réalités, provinciales en particulier. La Société savante de Rochefort en donne un exemple tout à fait intéressant, notamment à travers ses mutations.

Derrière ses différentes dénominations, se cache en réalité une bien plus grande polyvalence mais qui s'est rétrécie progressivement pour aboutir aujourd'hui à la monovalence de l'Histoire. En effet, durant tout le long XIXe siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, les sociétaires n'ont pas seulement manifesté leur goût pour la Culture, pour l'histoire locale - réduite cependant à la portion congrue-, pour un savoir apparemment désintéressé. Les érudits rochefortins ont été également curieux de tout ce qui était à la pointe de la nouveauté, de la modernité de leur époque, cherchant à intervenir dans le siècle de façon utile, pour faire pénétrer le Progrès dans leur ville et sa région et assurer leur promotion et leur défense.

Navigation, construction navale, agriculture, industrie, commerce, santé, démographie, éducation… n'échappent pas à leur curiosité et alimentent leurs études et suggestions, comme le raconte Jean-Pierre Dinand, analysant les quarante premières années d'activité. Philippe Duprat montre comment, sous le Second

Empire, sans véritable hiatus par rapport à la période précédente de la Monarchie de Juillet, la société a consacré de plus en plus ses efforts au développement et à la modernisation de l'agriculture et de l'élevage, en participant à l'organisation de concours et comices agricoles[1]. Mais dès la fin du Second Empire, le déclin de la Société s'annonce et se précipite au début de la IIIe République, tandis que se crée en 1878 une très dynamique *Société de géographie*, orientée, dans la fièvre de la seconde vague de colonisation européenne, vers la découverte des pays de l'Outre-mer, les deux associations finissant par fusionner au profit de la plus récente.

On vérifie donc que les sociétés savantes ont été au XIXe, autant des conservatoires que des relais de la science appliquée et de l'efflorescence des techniques. Mais on vérifie également que les préoccupations scientifiques, celles de la géographie et de l'ethnologie en particulier, au-delà du goût pour l'exotisme et l'aventure, n'étaient sans doute pas totalement désintéressées et servaient de paravent et de légitimation à la conquête coloniale après la défaite de 1870, comme l'analyse Daniel Foussier.

De l'éclectisme à la monovalence de l'histoire

Les contributions qui suivent, permettent donc de suivre le lent basculement de cet éclectisme de la curiosité vers la montée en puissance de la géographie et de la « cliomanie », qui exclut les sciences appliquées après 1919 et réduit la place de la littérature, sauf à évoquer un poète, chantre du nationalisme italien comme Gabrielle d'Annunzio (1923) ou les amours de Musset et George Sand (1931) ou, sous le régime de Vichy, « Trois précurseurs de nos malheurs » - ces malheurs mis en exergue par le Maréchal - : « Renan, France, Berthelot » (1941) puis « Alfred de Vigny, professeur d'énergie » (janvier 1944).

La politique n'est en effet jamais bien loin dans les sujets des conférenciers de l'entre-deux-guerres, puis durant les « années noires », ainsi que le montre le travelling de Monique Foussier. Abondent les analyses et conférences sur la géopolitique dans la nouvelle Europe issue des traités et sur l'Empire colonial. Militaires, ecclésiastiques, professeurs trouvent des tribunes où, après les carnages qui invitent à s'incliner devant « nos morts », ils apparaissent en quête de signes du maintien de la puissance de la « Grande Nation » ou de la « France éternelle ».

Les sociétaires se penchent en même temps sur les vestiges d'un passé, où ils recherchent surtout des traces de l'ancienneté de leurs origines et du caractère illustre ou injustement méconnu de leurs prédécesseurs, en n'échappant pas à la vague d'une « celtomanie » nostalgique d'une civilisation mythifiée, à une vision romantique du Moyen-Age et à une reconnaissance toute républicaine de la grandeur du siècle de Louis XIV, d'autant que la création de l'Arsenal et de sa Ville en apparaissent comme un des plus beaux fleurons.

Après le second conflit mondial, la Société se reconstruit péniblement sur de nouvelles bases anciennes, en fuyant les affaires du siècle qui divisent et en se réfugiant dans les études d'un lointain passé qui rassemble. L'archéologie locale prend le relais des conférences géographiques de *Connaissance du monde*, support

[1] A cet égard, l'exclusion par Chaline des comices agricoles de la définition des sociétés savantes, apparaît sans doute comme un mauvais positionnement de la frontière des critères.

d'une éducation populaire qui ne fait plus recette, comme l'indique la dernière étude de Jean-Pierre Dinand.

Que reste-t-il de cette érudition proliférante ? A côté de ce « bric à brac de clocher », de ces poèmes épiques et de ces élucubrations de politologues en chambre, on trouve aussi d'indispensables travaux d'inventaire de sites, monuments, objets, des études ponctuelles irremplaçables et parmi elles, des récits de voyages, des descriptions de pays, de flores, de faunes et de sociétés, accompagnés de cartes, plans, dessins, photos, qui constituent en outre aujourd'hui d'inestimables sources pour des recherches en cours et futures. Le bilan scientifique de la Société rochefortaise est donc loin d'être sans intérêt et atteste d'une activité, qui ne se réduisit nullement à « des cercles de reconnaissance mutuelle » et qui permit longtemps de « suppléer efficacement à l'absence ou à l'insuffisance des acteurs institutionnels », que sont devenues les universités et les moyens de communication modernes. Plus largement, tous ces travaux érudits, y compris ces autres activités que furent les concours agricoles, deviennent en soi, aujourd'hui, objets potentiels d'histoire, comme le sont les cellules de sociabilité qui les ont produites.

Un reflet de la sociabilité urbaine

Les sociétés savantes ont constitué en effet une forme de sociabilité urbaine unissant électivement des hommes, suivant des rites et des statuts les apparentant au départ à des organisations confraternelles ou maçonniques, excluant donc pendant longtemps les femmes, qui restent aujourd'hui très minoritaires. Des élites masculines réunies localement autour « de centres communs d'intérêt qui sont pour partie l'image d'eux-mêmes ». D'où l'importance de cerner les origines, les occupations professionnelles, les relations des érudits qui animent et composent ces cellules de sociabilité. Ce qui pourrait donner matière à une riche prosopographie, s'extrayant du genre convenu de la biographie hagiographique, et permettrait de mieux comprendre leur influence multiforme dans la « Cité », puis une tendance à leur marginalisation de plus en plus évidente au XXe siècle, apportant ainsi une précieuse contribution à l'histoire sociale.

Les articles de cette esquisse donnent une idée de cette évolution. Et d'abord des raisons qui expliquent la naissance, si tôt, d'une société savante à Rochefort, à l'époque radieuse du Premier Empire, alors que la vague des créations provinciales ne commença vraiment que sous la Monarchie de Juillet. Comment cette « ville nouvelle du XVIIe siècle », comme le proclament maintenant avec fierté les panneaux à l'entrée de la cité, ne disposant pas d'un passé prestigieux remontant à l'antiquité gallo-romaine comme Saintes, ou d'un riche passé médiéval se prolongeant dans un XVIIIe siècle prospère et triomphant comme La Rochelle, a-t-elle pu donner naissance à une telle entreprise ? Pas d'université, pas d'évêché, pas de hauts tribunaux, pas de lignées de l'aristocratie de la terre, de la Robe ou du commerce, pas de puissantes organisations corporatives, pas d'académie…toutes choses qui faisaient la ville d'Ancien Régime. Une intendance certes, mais de courte durée, et ensuite pas de préfecture qui faisait reconnaître la ville provinciale, lieu de pouvoirs, au début du XIXe siècle et encore au XXe. Rien que l'Arsenal, pourrait-on dire, et quelques activités portuaires, des militaires et quelques médecins et pharmaciens liés à la Marine… et un bagne.

Jean-Pierre Dinand nous explique comment l'initiative vint de façon complémentaire des grands commis de l'Etat et des membres de l'élite sociale, qui n'étaient point ici des amateurs oisifs, vivant de leurs rentes, mais des intellectuels diplômés relevant majoritairement du service public et des professions libérales puis des propriétaires terriens. Complémentarité qui ne s'est jamais démentie au cours du long XIXe siècle, comme le montre l'analyse sociologique de Philippe Duprat. Non que la société rochefortaise ait été un instrument entièrement entre les mains des représentants du pouvoir politique, même durant les périodes les plus autoritaires, mais plutôt parce que cette complémentarité illustrait la domination d'une bourgeoisie conquérante, ses certitudes, son optimisme, comme sa prudence et son conservatisme social parfois mâtiné de libéralisme. Il ne faut point chercher en effet dans la Société la moindre trace de contestation dans ce siècle si fertile en révolutions. Elle ne connut d'ailleurs pas d'interruption significative des comptes-rendus de son activité au cours de l'année 1848. En dehors de cette période incertaine du milieu du siècle, les responsables de la Société apparaissent plutôt bonapartistes sous les deux Empires, monarchistes sous la Restauration, libéraux sous la Monarchie de Juillet et républicains à partir de 1878-1879, mais constamment convaincus des bienfaits de la Science, ce qui, alors que l'Eglise condamne les erreurs du rationalisme et du libéralisme, les situe tout de même dans le camp des « progressistes ».

Après la Première Guerre mondiale, alors que l'Arsenal se meurt puis ferme, tout en laissant progressivement une petite place dans l'animation de la Société aux professions libérales, aux professeurs et à quelques ecclésiastiques catholiques et protestants, les anciens militaires et hauts fonctionnaires de la Marine s'accrochent aux responsabilités. Mais comme ces anciens acteurs d'une gloire passée, la *Société de Géographie* périclite durant l'entre-deux-guerres.

C'est qu'en ce siècle, la politique se joue ailleurs, la recherche crée les connaissances dans d'autres lieux, la culture s'abreuve à d'autres sources. Et pourtant, comme ses émules, la Société rochefortaise ne mourra pas du déferlement de nouvelles sources du savoir et de l'émergence d'une culture de masse diffusée par les nouveaux moyens de communication à partir des années 1950-1960. Elle manque bien disparaître mais elle réussit à se rétablir en ces temps où, sans doute pour tromper leurs angoisses collectives devant l'avenir, les publics et les individus, de plus en plus informés, ont besoin de se construire une identité, notamment en recherchant leurs racines. L'engouement pour la généalogie, le succès des romans comme des revues historiques, l'intérêt pour la conservation du patrimoine, les querelles de clocher générées par telle ou telle restauration, les débats politiques acharnés lorsqu'il s'agit d'accorder une reconnaissance officielle à un génocide ou simplement la faute d'un d'Etat, en sont autant de signes et de preuves.

Continuité et nouveaux défis

C'est donc dans ce cadre, que depuis une cinquantaine d'années, la géographie a été presque oubliée dans les publications de la Société - qui n'a cependant pas abandonné son nom, ce qui eût été interprété comme un reniement -, et que la primauté aux études historiques s'est développée. Une Histoire à mi-chemin de l'érudition très savante et de l'anecdote locale, protestant de son caractère non

partisan car accordant sa prédilection aux temps anciens qu'on dénomme préhistoire et protohistoire, à l'archéologie des périodes gallo-romaines et médiévales, à des inventaires, des généalogies, des études diverses sur le Moyen-Age… Une Histoire illustrée, relayée et comme sous-tendue par les objets amoureusement classés et exposés dans les vitrines du musée installé dans l'église de la Vieille Paroisse. Une Histoire qui fait aussi sa place au siècle d'or de Rochefort mais qui ose à peine quelques incursions dans le XIXe siècle et de rares téméraires évocations du XXe. Comme si les érudits contemporains craignaient d'étudier des choses trop récentes et de se mêler ainsi aux disputes de leur temps. A moins que, dans un souci de partage inconscient des tâches entre les générations, ils n'aient la première préoccupation de sauver de l'oubli ce qu'ils seront peut-être les derniers à comprendre : les lieux, le langage, les façons de travailler et de posséder, les règlements écrits et, plus essentielles, les règles non écrites, celles des manières d'être et de réagir, ce que nos savants universitaires dénomment pratiques, comportements, imaginaires et représentations…Tout cela ne se réduit évidemment pas aux Arts et Traditions populaires mis au goût du jour dans quelque musée ou festivité folklorique et recèle incomparablement plus de richesses.

C'est donc dans une certaine fidélité et continuité que se poursuit aujourd'hui l'activité de recherche de la Société. Mais en devant s'interroger comme Jean Jacquart dans la préface de la réédition du livre de J.P. Chaline : « Des sociétés savantes à l'aube du IIIe millénaire, pour quoi faire ? ». La réponse qu'apporte cet universitaire nous paraît frappée au coin du bon sens.

L'existence de réseaux d'institutions officielles chargées de la recherche en histoire, archéologie, anthropologie… (universités, CNRS…), de services compétents de l'Etat et des collectivités locales pour l'inventaire, la restauration, la muséographie, de syndicats d'initiatives et d'associations pour la conservation et la valorisation du patrimoine, n'invalide pas et ne relègue nullement au musée les initiatives « d'amateurs bénévoles et incontrôlés » de nos sociétés savantes.

Ceux-ci ont l'immense avantage de travailler dans une certaine liberté et surtout d'être des familiers du pays et de ses hommes et femmes, plus à même d'en comprendre les caractères que « des chercheurs venus du dehors, inconnus et souvent mal informés ». Cependant, il serait souhaitable qu'ils soient encouragés à mieux connaître les exigences des différentes sciences auxquelles ils s'adonnent et qu'ils ne s'enferment pas dans leur champ d'étude, nécessairement réduit dans le temps et l'espace, et soient amenés à comparer et « contextualiser ». Ajoutons, pour notre part, que l'histoire contemporaine, voire celle du « temps présent », devrait prendre une place plus grande, ne serait-ce que parce que la mémoire des hommes constitue en définitive une des sources essentielles de l'Histoire. A ce prix, conclut J. Jacquart, « ce réseau de plusieurs milliers d'associations qui maille le territoire, peut continuer à remplir ses missions : inventorier, étudier, protéger, faire connaître».

LA SOCIETE DE LITTERATURE, SCIENCES ET ARTS

SOUS L'EMPIRE ET LA PREMIERE RESTAURATION (1806 – 1815)

par Jean-Pierre Dinand

Fondation de la Société

Janvier 1806 : La France vit une des périodes les plus exaltantes de son histoire. Emmenée tambour battant et sabre au clair par l'Empereur Napoléon, elle a porté sa puissance jusqu'au cœur de l'Europe, en Italie, en Bavière, en Autriche. Un mois auparavant, son armée s'est imposée à Austerlitz, et, le 26 décembre 1805, le traité de Presbourg a concrétisé sa victoire. On peut, avec le recul du temps, porter un jugement plus ou moins critique sur cette campagne guerrière, mais on doit tenir pour certain que la quasi-totalité des contemporains a vécu ces évènements avec un sentiment intense d'enthousiasme et de fierté nationale. Après avoir traversé les troubles sanglants de la Révolution, après avoir été confrontés à trois coalitions européennes, les Français reprennent confiance en leur pays et en eux-mêmes.

Rochefort est alors en pleine activité de construction maritime. L'arsenal a fixé dans notre petite ville une élite intellectuelle composée surtout d'officiers, de médecins, d'ingénieurs de la Marine. A cette « colonie » s'agrègent des notables, administrateurs, magistrats municipaux. Chacun participe au mouvement d'expansion qui anime la société d'alors ; chacun a conscience de sa propre valeur et souhaite s'employer à être « utile aux autres. » Ainsi naquit sans doute le projet commun de se regrouper en une société académique où chacun pourrait apporter ses compétences et son savoir, à l'instar d'autres sociétés déjà écloses dans le département.

Le vendredi 10 janvier 1806, six « personnes honorables » se présentent donc dans le bureau du sous-préfet Samuel Bernard, pour lui faire connaître leur intention. Il s'agit de Bobe-Moreau, pharmacien en chef de la Marine, Chaumont, officier du Génie Maritime, Croizetières, procureur impérial près le Tribunal de 1ère instance, Defortair, architecte du Département, Laborde, commissaire de la Marine et Tuffet, chirurgien de la Marine. Le 14 janvier, le sous-préfet transmet au préfet Echassériaux la demande de se réunir en Société, formulée par « plusieurs personnes qui s'occupent de Sciences et d'Arts… Leurs qualités et leur caractère sont garants que cette réunion ne peut avoir aucun inconvénient ; leurs lumières et leurs talents connus font espérer les résultats les plus utiles. » Le 22 janvier, le préfet donne sa réponse, mais, (est-ce par erreur ou par intention ?) il autorise l'organisation d'une *Société* ***d'Agriculture***, *Sciences et Arts*, et escompte que ses membres « **guideront les agriculteurs**, encourageront les découvertes utiles et feront fleurir tous les genres de sciences »… Cette mission agricole dépasse sans doute les intentions et

les compétences des fondateurs et ne répond pas à leurs intérêts, au moins dans l'immédiat…

Quoi qu'il en soit, la Société est créée. Elle s'intitulera d'abord « Société des Sciences et Arts de Rochefort. » Ce n'est que cinq mois plus tard, après l'élaboration du règlement, qu'elle prendra l'appellation officielle de **Société de Littérature, Sciences et Arts** , appellation qu'elle conservera jusqu'en 1834 ; elle deviendra alors Société **d'Agriculture**, Belles-Lettres, Sciences et Arts , se pliant aux pressions de l'autorité administrative, dont on a vu la première manifestation dès l'origine. En 1895, elle sera absorbée par la Société de Géographie créée en 1878, et qui perdure jusqu'à ce jour.

Dans l'immédiat, la fondation de la Société est suivie d'un succès instantané, ce qui prouve l'attente du milieu intellectuel rochefortais. Trois semaines plus tard, le 28 janvier, elle compte déjà 32 membres.

Structuration de la Société[1]

La première tâche des fondateurs est évidemment d'élire les sociétaires, et en premier lieu six membres honoraires choisis parmi les notabilités : le préfet maritime Martin, le préfet du département Guillemardel, le maire Imbert, Cochon-Duvivier médecin consultant de la Marine, Duperreau, inspecteur de la Marine, Augier membre du corps législatif.

On procède également à la nomination des membres résidents, habitants de la ville, qui doivent constituer les éléments actifs de l'association. Après trois réunions, la Société est constituée, avec 32 membres, parmi lesquels on compte 21 marins : l'amiral Martin et l'officier de Marine Lévêque, cinq officiers du Génie maritime (Chaumont, Hubert, Rolland, de Sérigny et Trouille), trois commissaires de la Marine (Fourcroy, Laborde et Sonolet), un professeur d'hydrographie (Lesueur), quatre médecins professeurs à l'Ecole de médecine (Cochon-Duvivier, Tuffet, Chaslon et Tardy), deux pharmaciens (Bobe-Moreau et Réjou), deux administrateurs (Duperreau et Thivend), et deux gardes-magasin (Allard et Jollivet). Parmi les civils on compte les autorités (le député Augier, le préfet Guillemardel, le sous-préfet Bernard, le maire Imbert, le commissaire Faurès), deux magistrats (Croizetières et Doré), l'architecte du département (Defortair) et trois propriétaires négociants (Pelletreau Jean-François, Pelletreau-Lafoy et Charrier).

La plupart de ces membres joueront un rôle très actif dans la vie de la Société. Par la suite, l'effectif se maintiendra sensiblement au même niveau au fur et à mesure des arrivées et des départs, des démissions et des décès. On y ajoutera des membres associés, correspondants dans d'autres villes. A la fin de la période impériale, en 1816, la Société comptera en plus des membres honoraires 26 membres résidents, 1 associé résident, et 49 associés correspondants.

Le corps de l'association étant ainsi constitué, on élabore son règlement qui est adopté le 17 juin 1808. Les statuts fixent le nombre des membres résidents à 30, éligibles au scrutin secret après proposition. Chaque membre est tenu d'apporter

[1] Voir : « La Société de Littérature, Sciences et Arts de Rochefort durant la période impériale et la première Restauration (1806-1816) », *Roccafortis*, BSGR, 3ème série, tome V, n° 33, janvier 2004, p. 278-300.

chaque année à la Société, outre sa contribution financière, au moins un ouvrage de sa composition. Un nouveau bureau est élu chaque mois de janvier ; les membres du bureau précédent peuvent être immédiatement réélus, sauf le président et le vice-président qui ne peuvent être réélus qu'une seule fois, puis doivent attendre un an avant de pouvoir se présenter à nouveau.

Une assemblée générale ordinaire se tient le premier et le troisième mardi de chaque mois, d'abord dans la bibliothèque de la ville, puis, après le 27 janvier 1808, dans un local de l'hôtel de ville, mis à la disposition de la Société par le maire. Chaque séance se déroule selon un ordre strict. Les membres y présentent leurs travaux ; si nécessaire, on nomme une commission pour en faire l'étude et un rapport critique qui doit être exposé ultérieurement.

Outre les séances ordinaires, la Société peut tenir des séances publiques extraordinaires, qui lui donnent l'occasion de faire connaître la qualité de ses travaux et ses aspirations. Deux séances publiques ont lieu en mai 1810 [1] et en mai 1812. Toutes deux se tiennent dans les locaux de la loge maçonnique « L'aimable concorde » et constituent un événement dans la vie mondaine rochefortaise. Une troisième séance, prévue pour mai 1815, est annulée en raison des évènements liés à la chute de l'empire.

Chaque membre verse, outre sa cotisation mensuelle de 2 francs, une somme de 12 francs à titre de consignation ; cette somme est amputée de 2 francs pour chaque absence ou retard injustifié. Le membre défaillant est tenu de reconstituer sa consignation au début de chaque trimestre.

Les compétences des membres sont très diverses. La Société s'organise donc initialement en plusieurs classes dont chacune se dote d'un bureau particulier : classe de littérature et beaux-arts, classe de sciences naturelles et économiques, classe de sciences physiques et mathématiques. Cependant, les mathématiciens étant peu nombreux, les deux dernières classes se fusionnent en janvier 1807 pour former une classe unique de sciences et arts.

Travaux de la Société

Les sociétaires se tiennent au courant de l'actualité littéraire et scientifique ; ils consultent divers journaux spécialisés dont l'abonnement absorbe la majeure partie des ressources de la Société. Ils entretiennent des relations suivies avec d'autres sociétés savantes, de Paris, Niort, Caen, Bordeaux ou Toulouse, de l'Eure, de la Seine, de la Marne, à charge pour eux de faire connaître en retour leurs propres travaux, ce qui ne va pas sans hésitations… Ce n'est qu'en 1810 qu'on décide de rendre publiques des analyses succinctes des mémoires jugés « utiles et intéressants. »

Les productions des membres sont pourtant, à cette époque, abondantes et variées ; elles portent parfois sur l'analyse critique d'un article, d'une communication externe, plus souvent sur l'exposé d'une étude personnelle. Certains

[1] Voir : Suzanne Mariot, « Première séance publique de la Société de Littérature, Sciences et Arts de Rochefort », *Roccafortis*, BSGR, 3ème série, tome IV, n° 24, septembre 1999, p. 117-119.

travaux relèvent du domaine des sciences ; d'autres sont des œuvres littéraires ; les moins nombreux ont trait aux beaux-arts.

Rapports scientifiques et techniques

1. Marine et le Génie maritime

Les recherches furent foisonnantes, étant donnée la prédominance des marins parmi les sociétaires. Elles se fondaient, généralement, sur des connaissances avancées en sciences mathématiques et physiques.

Les **questions propres à la navigation** firent l'objet d'exposés généraux, comme celui d'Henry de Freycinet sur « Une méthode d'astronomie nautique » ou celui de Pouget : « Mémoire statistique sur le commerce de l'arrondissement maritime de Rochefort » ou encore un essai de Repey sur « La manière de commander un quart à la mer ». On note également un ouvrage purement théorique, le « Traité de statique analytique » de Pirard, élève du génie maritime, qui expose une méthode d'analyse algébrique des forces appliquées en différents points des corps. Mais, le plus souvent, les travaux proposent des moyens pratiques pour résoudre certains problèmes propres à la navigation. Comment, par exemple, déterminer la position de corps flottants sur la mer (éventuellement des navires ennemis) ? Chaumont propose une méthode de triangulation utilisant deux observateurs fixes sur la côte, qui communiquent entre eux par le moyen de « planchettes télégraphiques ». Quant aux liaisons entre deux bateaux à la mer, elles seraient grandement facilitées par la méthode des « signaux numérotés » exposée par Lamanou : 6 840 signaux différents pourraient être transmis par combinaisons de 20 pavillons seulement ! « Différents moyens de soulever les navires submergés », présentés par la Société de Bordeaux, font l'objet d'un examen critique approfondi de Chaumont.

Les **techniques appliquées à la marine de guerre** constituent un champ de recherche plus restreint. Ainsi Bobe-Moreau propose un nouveau procédé d'explosion des mines. Chaumont présente un « Mémoire sur les moyens de lancer des grapins avec des bouches à feu, soit pour aborder les vaisseaux, soit pour aider les équipages dans les cas de naufrage, soit pour arrêter et détourner les brûlots ». L'ingénieur Hubert fait un rapport sur les pompes à feu également utilisables pour la protection de la ville.

La **construction navale** fait l'objet d'études beaucoup plus nombreuses. Dans son discours de réception, Rigault trace l'historique de la construction des navires chez les anciens et les modernes. Le plus souvent les études sont focalisées sur un sujet précis : Bonnet-Lescure expose les « effets des cabestans et des caliornes » (poulies), et leur utilisation dans les machines à mâter. On étudie le « gouvernail de fortune » inventé par Bassiert, capitaine de frégate à Anvers ; il avait permis de sauver le vaisseau *L'impétueux*, démâté et privé de son gouvernail au cours d'une tempête en 1806. Rolland, quant à lui, s'intéresse aux procédés de chevillage, clouage et doublage de cuivre utilisés sur les bâtiments hollandais. Plusieurs études s'inscrivent dans le cadre des activités de l'arsenal. Un rapport de Rolland est consacré au moulin de l'ingénieur Hubert, faisant fonction de laminoir et de broyeur de couleurs. Hubert lui-même présente un autre moulin de son invention utilisé pour scier les bois de construction. Thomas relate l'expérience qu'il avait acquise en Egypte, pendant l'expédition de Bonaparte, concernant la fabrication de la toile à

voile avec du coton. Avec Filhou il propose qu'on essaie un nouveau procédé pour enduire les toiles de couleurs à l'huile, par imitation des Anglais, « en vertu de la loi de représailles ». Badeigts-Laborde consacre des recherches patientes et prolongées sur « l'utilisation des substances résineuses produites par les pins des Landes pour la fabrication des goudrons et brais utilisés dans la marine. »

Les études suscitées par **la logistique et l'intendance appliquées aux troupes de marine** sont inspirées surtout par les préoccupations de l'époque : on manque de céréales, ne peut-on les remplacer par un gruau de pommes de terre ? Ce produit, selon Thomas, paraît susceptible d'une longue conservation et pourrait être consommé durant les campagnes au long cours... Réjou pour sa part fait un examen comparatif des manières de préparer et de conserver le cochon. Faut-il le griller ou l'échauder ? Le grillage pratiqué par les particuliers semble préférable à l'échaudage adopté par le magasin des vivres depuis plusieurs années. Chaumont fait un rapport sur un appareil propre à distiller l'eau de mer, chauffée avec le feu de la cuisine, ce qui permettrait donc une économie de combustible. Tuffet s'intéresse surtout à l'habitat des troupes au sol : « Comment améliorer le logement des soldats ? » Il propose en particulier de remplacer les lits ordinaires par des cadres suspendus, ou hamacs à l'anglaise. Il présente par ailleurs un long exposé sur « Un procédé de construction capable de réunir à la salubrité la commodité et l'économie. »

2. Médecine

La médecine tenait également une place importante parmi les travaux des sociétaires. Quelques **mémoires sur des sujets généraux** témoignaient d'idées philosophiques, souvent imprégnées des conceptions hippocratiques de l'époque. Il s'agissait généralement d'un discours de réception destiné à mettre son auteur en valeur. Ainsi de « L'éloge des sciences et de la médecine », prononcé par Clémot en 1809, ou bien, par Droguet en 1814, l'étude des « Signes de la Nature qui agissent sur l'homme » : tout être humain est une partie de l'Univers ; comme tel il est soumis aux causes naturelles qui peuvent provoquer chez lui certaines maladies (rôle des saisons dans les épidémies, etc.).

Brochot prononce en 1809 un discours sur « Les effets de la coloration de la peau sur les différents peuples du globe ». Son analyse mérite d'être détaillée : L'homme, chef d'œuvre du Créateur qui l'a fait à son image, s'est adapté pour survivre dans différents climats. L'ensoleillement produit une expansion de l'air, donc une raréfaction de l'oxygène. Mais les rayons lumineux, en pénétrant les corps, facilitent leur absorption d'oxygène. Or les corps noirs réfléchissent moins la lumière que les blancs ; ils sont donc plus pénétrés par l'oxygène. D'où les différences de couleur de peau entre les peuples des pôles et ceux de l'équateur. Conclusions : 1) la peau est un organe auxiliaire du poumon 2) le nègre a plus d'énergie musculaire dans les pays chauds que le blanc transplanté 3) l'odeur ammoniacale du nègre, sa peau huileuse sont les preuves qu'il exhale davantage de carbone, d'azote et d'hydrogène que le blanc...

Besnard s'intéresse à la formation du pus. Tuffet, quant à lui, soutient que les fluides dans les animaux (sang ou lymphe) peuvent se transformer en chair vivante. Par ailleurs au cours d'une série de communications échelonnées de janvier 1811 à février 1813, il s'attache à faire un inventaire exhaustif des « Déceptions en

médecine », c'est-à-dire des « moyens de tromperie utilisés par les militaires, les marins, les détenus et autres »...

Mais les sujets abordés étaient en général plus ponctuels, portant sur des **maladies** particulières. Ils témoignent entre autres de l'incertitude où l'on était à l'époque, concernant la pathogénie des maladies infectieuses et leur traitement, bien que l'on commençât à soupçonner le rôle des microorganismes.

La Fièvre jaune fait l'objet d'un rapport de Repey en 1814. Tuffet, en 1806, avait prétendu que cette affection n'était pas contagieuse. Mais en 1814, Bobe-Moreau soutient que la Fièvre jaune se propage par le contact avec des substances contaminées, véhiculées par l'air ; il dresse en 1815 le bilan des « moyens préservatifs de la Fièvre jaune ».

En ce qui concerne la vaccination antivariolique, le même Bobe-Moreau, qui s'était illustré en cette matière, présente le cas d'une vaccination positive chez un sujet ayant déjà été atteint par la petite vérole ; il met en doute une communication de l'anglais Mac Nab selon lequel la vaccination contre la petite vérole augmenterait la mortalité due à la rougeole.

Le croup, selon Brochot, serait guéri par des applications de compresses froides sur la trachée. Pour Bobe-Moreau, le cresson de fontaine pourrait être la cause de troubles congestifs. Besnard prétend que le virus de la blennorragie est le même que celui de la vérole, mais Hernandez considère qu'ils sont distincts. Tuffet pense que le tétanos post-opératoire, notamment à la suite des amputations de membre pratiquées dans les pays chauds, pourrait être prévenu par l'administration d'opium à hautes doses.

Les fièvres intermittentes qui font des ravages dans le pays rochefortais sont étudiées. Besnard aurait guéri deux cas de fièvre double-tierce par une association de gentiane, laudanum et éther sulfurique. Par contre le « quinquina français » proposé pour remplacer le vrai quinquina, d'origine américaine, ne serait pas efficace (Tardy), non plus que le « vin fébrifuge de Seguin » (Bobe-Moreau). En novembre 1811, Tuffet fait un rapport sur « La maladie qui pèse sur les habitants de Rochefort depuis quatre mois » ; il décrit des fièvres attaquant le système nerveux qui avaient provoqué, entre août et octobre 1811, 463 décès en ville et 312 à l'hôpital. Parmi les causes invoquées, il attribuait un rôle pathogène aux grands remuements de terre nécessités par les travaux de fortification de la ville.

De nombreuses publications ont trait à certaines **thérapeutiques médicales ou chirurgicales**, telles que : « l'abus des laxatifs », « les vésicants » ou la « poudre de Rousselot » (mélange de sulfure de mercure, de sang de dragon, d'oxyde d'arsenic et de savate brûlée [*sic*], qui aurait permis de guérir deux cas d'ulcère carcinomateux). Un cas d' « esquinancie gangréneuse » (amygdalite suppurée) aurait été guéri, en Angleterre, par l'ingestion de huit litres d'eau-de-vie en 48 heures ! Tuffet rend compte d'une cure chirurgicale d'opacité de la cornée, obtenue en créant une pupille artificielle par iridectomie. En psychiatrie, la manie est traitée par des douches, saignées, médicaments, mais aussi, depuis Pinel, par « le traitement moral longtemps maintenu » qui préfigure sans doute notre actuelle psychothérapie. Pour prévenir les crevasses du sein chez les femmes qui allaitent, Petit propose d'utiliser un mamelon factice fourni par le pis d'une vache conservé dans l'alcool, qui devrait être changé tous les cinq à six jours. D'autres observations rapportées par divers

auteurs visent surtout à exciter la curiosité plus ou moins malsaine du public, par exemple : « un cas de léthargie chez une jeune fille anglaise », « les corps étrangers du rectum », « les atrésies congénitales de l'anus ». Bobe-Moreau semble s'être fait une spécialité de communications pittoresques, telles que « Dangers de certains bijoux et autres moyens employés à la toilette des femmes », « Un nouveau moyen de produire chez une personne sourde un bruissement d'oreille ou tintement particulier qui supplée à toute autre perception des sons ».

3. Travaux d'intérêt local

Concernant la ville de Rochefort : En 1811, Thomas présente une « Histoire de la ville et du port de Rochefort, de sa fondation à 1710 ». Aussitôt après, la Société charge une commission, constituée de Samuel Bernard, Jamet, Quillet et Thomas, assistés plus tard de Tuffet, de poursuivre cette recherche historique. C'est ainsi que de 1811 à 1815 furent présentées diverses études, soit sur l'histoire médiévale de la ville (« Notes sur la châtellenie de Rochefort de 1096 à 1660 »), soit surtout sur ses antécédents récents et ses institutions actuelles. Furent ainsi étudiés l'administration civile et la justice, l'Instruction publique et les Ecoles de navigation, les Douanes, l'Hôpital des pauvres ou Hôpital Saint-Charles, l'Hôpital de la Marine, l'Hospice des orphelines, le culte catholique, les casernes, la chiourme, les fontaines publiques, les progrès de la salubrité, ainsi que les peintres rochefortais Gauffier et Audebert

Par ailleurs Tuffet et de Sérigny oeuvrèrent en février 1812 pour la création d'un bureau de bienfaisance, rendu nécessaire par le nombre croissant des indigents. Ils proposaient de fabriquer un « pain de bienfaisance » à base de farine de céréales et de pommes de terre.

En 1808 fut créée une commission chargée de relever les observations météorologiques. Il s'y adjoignit en 1810 une commission médicale, pour noter chaque mois les effets du climat sur la santé des habitants, et une commission agricole pour observer l'influence des changements météorologiques sur la végétation.

L'agriculture fit en effet l'objet de nombreux mémoires. La lutte contre les parasites occupait une place importante. Citons par exemple : « L'échenillage des arbres », « Sur la répugnance qu'ont les souris et les rats à l'approche de la boutique des maréchaux-ferrants ». « Sur les belins dus aux lombrics ou vers de terre ». Une « pipe mortifère » était proposée pour la destruction des vers blancs dits turcs des bois. La lutte contre les termites ou « fourmis blanches », qui causaient des dégâts considérables aussi bien sur les navires que dans les constructions, fit l'objet d'une recherche systématique récompensée par un prix offert par la Marine. On s'intéressa également à la destruction des punaises et aux ravages produits par les insectes dans les vignobles.

Autre objet d'intérêt : **l'insalubrité du climat** de Rochefort et les moyens d'y remédier par la **« sanification » des marais** avoisinants. En 1810 Cochon-Duvivier avait montré les résultats obtenus par l'assèchement des marais gâts de Brouage ; il proposait en outre de détourner la rivière La Gère sur Rochefort, pour que la ville soit enfin alimentée en eau de qualité... Par la suite, divers mémoires portèrent sur l'utilité de poursuivre l'assèchement des marais de Brouage, sur l'avantage de digues pour protéger les marais de Laubonnière, sur l'intérêt de rendre les marais à

la culture et de les planter d'arbres. En avril 1814, des travaux importants furent exécutés autour de Rochefort pour sa fortification et on craignit que ce grand remuement de terre ne fut une cause d'insalubrité.

Enfin les sociétaires cherchèrent à **faire progresser les techniques agricoles locales**, par l'importation de méthodes étrangères qui avaient pu faire leur preuve. On étudie l'usage du bois de platane ou bien le mode de culture des vignes en Andalousie, ou encore de certaines variétés de pommes de terre hâtives. De nouveaux outils sont proposés, tels que « l'élagoir » à arbres, le « rouleau à battre le bled ». On envisage de créer une usine coopérative pour la distillation de l'eau de vie. Le blocus imposé par l'Angleterre interdit l'importation de certaines matières : on cherche donc les possibilités de les remplacer par des succédanés ; les tourbières de notre région doivent pallier l'insuffisance du bois de chauffage ; la culture du pastel pourrait permettre d'extraire l'indigo ; avec les betteraves on peut fabriquer du sucre, leur culture est fortement conseillée … mais elle ne réussit guère dans nos contrées. On tente également de convertir en soude le sel marin, etc.

Le champ des connaissances de nos sociétaires était donc très étendu. Mais outre les domaines de l'intelligence, certains se piquaient de faire œuvre d'imagination, par des créations littéraires qui témoignent du goût de l'époque.

Œuvres littéraires

Les relations de voyages sont souvent inspirées par les souvenirs de campagnes maritimes de certains membres. Ainsi Bonnefoux décrit ses premiers contacts avec la population malgache dans « Campagne d'un lieutenant de vaisseau à bord de La Belle Poule» ; Henry de Freycinet produit une « Notice sur la dernière expédition aux Terres Australes », à laquelle il avait participé comme géographe de 1800 à 1804, avec son frère Louis de Freycinet. Thomas décrit plaisamment les cérémonies du passage de la ligne dans « Une visite des Tropiques ». D'autres récits évoquent les voyageurs du temps passé. Ainsi Tuffet fait connaître le « Journal de campagne de Le Gardeur de Tilly » qui raconte les combats menés à la Guadeloupe et à Saint-Domingue de 1778 à 1782. Il rapporte également « Un voyage au pic de Ténériffe en 1798 » dans lequel Bonnière, Despérou et Fort, officiers du corsaire *l'Abeille* de La Rochelle, se posent en découvreurs de cette montagne ; cette prétention est fortement contestée par H de Freycinet. On note encore une « Promenade dans la Belgique en 1804 » où de Sérigny relate une visite aux établissements pénitentiaires de Gand et de Bruxelles, dont il vante les avantages par rapport au bagne de Rochefort [1].

Les fables et apologues constituent un genre plaisant dont la forme et la morale perpétuent la tradition classique. Quelques membres en sont friands, comme Croizetière (« La ruche et les frelons », « Les deux figues », « Le libertin et le vieillard », etc.) Dans « Les meuniers et le moulin » on assiste à l'étonnement des meuniers du voisinage, venus visiter dans l'Arsenal le moulin de l'ingénieur Hubert, qui servait à actionner la drague et à broyer les couleurs. Citons, comme autres fabulistes, Jamet , Léon Bonnefoux, Agier Saint-Aubin.

---

[1] Voir *Roccafortis*, BSGR 3ème série, tome V, n° 31, janvier 2003, pages 167-172.

Certains poèmes aimables, enjoués ou sentimentaux, pourraient être qualifiés de **poèmes de salon.** Ainsi de Croizetières « Epître à Mme D. sur le genre de littérature qui convient aux femmes », « Les étrennes » ; de Bonnefoux « Le jeu du diable », « Stances sur les fleurs et les jardins ». Les **contes et nouvelles en prose**, souvent tristes ou édifiants, étaient affectionnés par Thomas (« Le retour », « Une soirée de garnison », « Eloge funèbre de Sultan »). Jamet affectionnait particulièrement les **poèmes satiriques** propres à inspirer l'horreur du vice et à corriger les mœurs du siècle (« Mes conseils », « La critique », « Les poètes »).

Plusieurs latinistes produisent des **traductions** du latin en français, telles que *La Pharsale* de Lucain (Bonnet), une ode d'Horace (Doré), *Némésis* de Tibulle (Ancelot-Pouyer). Baril, le régent du collège, ardent bonapartiste, traduit en vers latins un poème de Millevoye, « La bataille d'Austerlitz », et compose un poème latin en l'honneur de Cochon-Duvivier, *legifer et medicus, membrum legionis honoris*. Doré célèbre par une ode latine la rupture du traité d'Amiens qui avait institué en 1802 une courte trêve entre la France d'une part et l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne d'autre part.

Dans leur majeure partie, les productions littéraires sont représentées par des poèmes en français dans le goût antique. Certains sont des **poèmes pastoraux ou bucoliques :** Nermand fils compose des églogues qui idéalisent la pureté et la vertu en amour (« La Sultane de Géorgie », « Sélim ou la morale du berger »). Ancelot-Pouyer préfère les élégies, chants de deuil mélancoliques comme « Le retour », de même que Quillet avec son « Épître aux mânes de mon fils » ou son « Épître à ma nièce ». Par contre les **odes anacréontiques,** qui célèbrent l'amour et la bonne chère ont la prédilection de Gravier. Bonnefoux compose un poème bachique intitulé « Ode à Comus (dieu de la table) et à Bacchus (dieu des buveurs) ».

Les **poèmes épiques** et les **tragédies** glorifient le plus souvent les victoires remportées par l'empereur et le régime qu'il a donné à la France. Baril produisit en 1809-1810 une œuvre ambitieuse, *La Napoléonide*[1], qui fit l'objet de plusieurs communications échelonnées. Dans le même esprit, Quillet composa un « Discours de Taxite, roi des Indes à Alexandre » puis les « Stances sur la naissance du Roi de Rome ». D'autres œuvres commémorent des défaites dramatiques comme l'incendie de l'escadre française par des brûlots anglais, en avril 1809, qui inspira à Croizetières, un mois plus tard, une « Ode sur les malheureux évènements arrivés en rade de l'Île d'Aix ». Ancelot-Pouyer, dans « Epponine » célèbre le patriotisme gaulois contre l'oppresseur romain. Nermand, membre correspondant, adresse de Toulon un poème sur « La mort de Roland ».

Mais la chute de l'empire apporte un changement de ton. Onze jours seulement après l'abdication de Napoléon en avril 1814, et onze jours avant le retour de Louis XVIII à Paris, Ancelot-Pouyer produit un extrait d'une tragédie de sa composition, « Warbeck », dans laquelle un guerrier combat Henri VIII, usurpateur du trône d'Angleterre, pour rendre à la famille des Plantagenêts le trône qui lui avait été arraché…

---

[1] Dont il lit un fragment sur la scène du théâtre, devant l'empereur, le soir du 5 août 1808, lors du passage de Napoléon à Rochefort.(voir « La destinée singulière de Jacques Baril, 1758-1824, par Philippe Duprat, *Roccafortis*, BSGR, 3e série, tome III, n° 21, janvier 1998, p. 262-264).

Enfin les **essais littéraires et philosophiques** sont des compositions ambitieuses présentées le plus souvent par les nouveaux membres lors de leur réception, ou dans les séances publiques. On y trouve le rationalisme, le scientisme et l'érudition à prétention universelle propres au XIXe siècle. De façon convenue, ces discours académiques vantent les bienfaits de la civilisation, du progrès des sciences et des arts, par comparaison à l'état de nature jadis si cher à Rousseau. Ainsi fait Faure dans « L'utilité des sociétés savantes prouvée par celle des Sciences et des Arts ». Croizetières, lors de la première séance publique de 1810, attribue les mérites de cet accroissement des connaissances humaines au règne de Napoléon « ce héros cher à la Victoire et aux Muses ». Au cours de la séance publique de 1812, Quillet montre l'heureux effet sur l'homme de la croyance en Dieu et en un avenir meilleur. Un peu plus tard, dans son « Mémoire sur la Russie », il peint le peuple russe qui « continue de croupir dans l'abrutissement et l'abjection » ; fort heureusement « la céleste providence a suscité le bras puissant d'un homme extraordinaire pour arrêter le débordement de ces barbares ». Par la suite, les discours ignorent davantage la politique. Au moment où Napoléon vient de débarquer au Golfe Juan en mars 1815, Leschenaut de la Tour, membre correspondant, prononce son discours d'admission sur « Les avantages de la culture des sciences naturelles ». En novembre 1815, le discours d'admission d'Hernandez porte sur « La marche de l'esprit humain et le progrès des connaissances ». Mieux qu'un discours de circonstance, c'est un exposé épistémologique qui prône la rigueur et l'objectivité dans la recherche expérimentale ; il énonce les principes que vulgarisera plus tard Claude Bernard, dans son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale (1865).*

Productions artistiques

Elles furent au contraire beaucoup plus modestes. On note seulement un mémoire de Defortair proposant en 1807 la création d'une Académie de peinture, sculpture et architecture dans le département. Le seul membre qui oeuvra véritablement dans le domaine des Beaux-Arts fut Chailly, artiste peintre: il consacra son discours de réception à « L'éloge du dessin et de la peinture et l'histoire de ses progrès » ; il demanda le retour à Rochefort des peintures de Gauffier et d'Audebert, artistes rochefortais en renom ; il produisit lui-même un projet de tableau pour décorer le palais de justice, alors en construction, ainsi que des dessins représentant des paysans en costume, et les monuments de Saintes. En 1814 il participa à la décoration de la ville pour la visite du duc d'Angoulême.

Ce survol trop rapide des travaux de la Société dans les dix premières années de son existence montre la diversité et l'étendue de ses intérêts, concernant les Sciences, la Littérature et (à un moindre degré) les Beaux-arts. Cette émulation intellectuelle est assez remarquable si l'on tient compte du niveau des connaissances de l'époque et de la modestie de cette association née spontanément dans une petite ville. Elle est révélatrice, sans aucun doute, de l'aspiration au progrès et à la culture qui tend à se généraliser durant cette époque impériale.

La Société entretenait alors les meilleurs rapports possibles avec le Préfet Maritime, de même qu'avec les autorités municipales et préfectorales. Quant aux relations avec le pouvoir gouvernemental, elles fluctuèrent évidemment selon

l'évolution de la situation. Tant que l'Empire fut à son apogée, les sociétaires, pour la plupart, s'affirmèrent comme de fermes partisans de Napoléon. En 1809, on écrit à M. le maire pour l'inviter à « enrichir nos archives du discours qu'il a prononcé le jour de l'anniversaire du couronnement de l'empereur des français ». En 1810, Thomas, dans son discours de réception, évoque « les héros de la France, qui sont tous dépassés en grandeur par l'empereur Napoléon : tous ces héros ne purent avoir qu'un genre de gloire et l'empereur les réunit tous ». En 1811, Quillet adresse ses « Stances sur la naissance du roi de Rome ». En 1812, Samuel Bernard annonce que la « munificence de l'Empereur » vient d'accorder un don de 20 000 francs à Rochefort.

Mais, après la retraite de Russie, d'août à décembre 1812, on ne trouve plus dans les comptes rendus la moindre expression d'un attachement pro-napoléonien ; nulle mention de sympathie ni de soutien envers l'empereur défaillant, autrefois encensé ! Dès le mois d'avril 1814, dans le sillage des conseillers municipaux, la Société fait immédiatement allégeance à Louis XVIII, et ses sentiments royalistes ne se démentent pas durant la première Restauration, de mai 1814 à mars 1815. Le 10 juin 1814 elle fait une « adresse respectueuse de félicitations à S.M. Louis XVIII », propre à « interpréter dignement les sentiments qui l'animent envers l'auguste famille et le prince vénérable qui ont recouvré la jouissance de leurs antiques droits sur le cœur des français ». En juillet, elle participe aux festivités pour la réception du duc d'Angoulême à Rochefort. Elle sollicite la protection du prince et pour chacun de ses membres la décoration du Lys…

Mais voici que Napoléon revient ! Le 1er mars 1815, il débarque au Golfe Juan, et le 20 mars il entre dans Paris. Sans doute rendue prudente par l'imprévisibilité de l'Histoire, et liée par ses récents engagements monarchistes, la Société ne manifeste aucun enthousiasme pour le retour de l'Empereur prodigue ; à peine trouve-t-on dans les comptes-rendus quelques allusions à la crise qui se déroule, concernant « les évènements majeurs qui se sont déroulés en France depuis quinze jours » (24 mars 1815) ou « la crainte de voir quelques membres de la Société s'éloigner par ordre supérieur » (31 mars). De nombreux membres sont absents, on est contraint d'annuler la séance publique prévue pour le mois de mai. Malgré la réduction de ses effectifs, la Société continue de travailler.

18 juin 1815, c'est la défaite de Waterloo ; Napoléon abdique à nouveau, et à nouveau Louis XVIII s'installe aux Tuileries. On licencie l'armée impériale, la Terreur blanche commence à sévir contre les partisans de l'Empereur.

Après les vacances d'été, la Société reprend ses séances très régulièrement. Elle continue à se consacrer avec conscience et sérénité à ses travaux littéraires et scientifiques, en dépit de quelques démissions mal expliquées, telles que celles de Chailly, de Raynaud ou de Thomas.

Une nouvelle époque commence alors pour la Société de Littérature, Sciences et Arts, celle de la Seconde Restauration.

LA SOCIETE DE LITTERATURE SCIENCES ET ARTS

PENDANT LA SECONDE RESTAURATION (1815 – 1830) [1]

par Jean-Pierre Dinand

Evolution de la Société

Cinq semaines seulement après le premier retour du roi à Paris, le 10 juin 1814 la Société, dans sa lettre à Louis XVIII, lui avait exprimé son allégeance enthousiaste, effaçant sans vergogne les témoignages passés de son attachement à l'empereur…

« En s'imposant jusqu'ici la règle de ne point s'occuper de politique, ils (ses membres) s'étaient dispensés depuis la fondation de la Société des adulations souvent commandées aux autres corps, envers un gouvernement qui régnait par la crainte. Au moment où le retour de V.M. qui veut moins gouverner en monarque qu'en père, comble tous les français d'ivresse, nous ne pouvons contenir les sentimens dont nos cœurs sont remplis et nous éprouvons le besoin de mêler notre voix au concert des louanges et des bénédictions par lequel toute la France célèbre le retour du descendant de Henri IV. Vive Louis XVIII, vive les Bourbons ! »

Mais une fois passés le retour de Napoléon et les Cent jours, cet amour de la monarchie se fait discret et mesuré. Quelques membres ont été contraints au départ, au moment de la Terreur blanche. En outre le nouveau pouvoir ne soutient guère les activités de la Société. Le roi semble se méfier de cette réunion d'intellectuels, née sous l'Empire, qui pourrait être ou devenir un foyer d'agitation subversive. Mieux vaudrait que ses intérêts se limitent à une activité inoffensive mais néanmoins utile, telle que l'Agriculture, sous le contrôle de l'autorité centrale. Certains membres royalistes convaincus, en particulier Jamet[2], continuent pendant les premières années de la Seconde Restauration d'exalter la gloire des Bourbons, mais leurs œuvres sont accueillies par leurs pairs sans enthousiasme, par de simples compliments de circonstance.

---

[1] Voir *Roccafortis*, BSGR, tome VI, n° 35 (janv. 2005, p. 15-29), n° 36 (sept. 2005, p. 110-123) et n° 37 (janv. 2006, p. 158-170).

[2] Ainsi que Baril (Voir « La destinée singulière de Jacques Baril… », *op. cit.*). Mais son cas est particulier. Cet ancien prêtre, avait fait allégeance à la Révolution puis à l'Empire. Redevenu laïc, marié et père de famille, il fut nommé régent de latin au collège de Rochefort et témoigna ardemment de son attachement à Napoléon. Le retour de Louis XVIII entraîna sa disgrâce : la perte de son poste le réduisit à la misère. Dès lors il multiplia les productions glorifiant la famille royale, en les communiquant régulièrement à la Société de Littérature – dont il avait été membre, mais ne put obtenir sa réhabilitation auprès d'une monarchie inflexible. La Société, en retour, lui faisait l'aumône discrète d'une somme de 20 francs chaque année…

Le 24 mai 1816, la compagnie définit clairement son domaine d'élection : elle veut être considérée comme consacrant spécialement ses recherches à tout ce qui peut être utile à la Marine.

Cependant par un décret du 14 juillet 1815, le roi avait créé la Société Centrale et Royale d'Agriculture de Paris à laquelle la Société de Littérature, Sciences et Arts sera inféodée, si elle accepte de devenir, comme le Préfet l'en prie instamment en 1819, « Société spéciale d'Agriculture pour l'arrondissement de Rochefort ». Après en avoir délibéré, la Société rejette la proposition qui lui est faite ; elle veut « maintenir l'intégrité de ses règlements et éloigner toute idée de dépendance qui put tendre à la rendre tributaire de l'autorité… » Le 10 novembre 1820, le président Tuffet réitère cette fière déclaration d'indépendance. Quelques jours plus tard, le préfet renouvelle insidieusement ses propositions : il propose à la Société de concourir d'une manière purement officieuse à l'amélioration de l'art agricole, en s'agrégeant un plus grand nombre d'agriculteurs, sans se constituer directement Société d'Agriculture. Finalement, la proposition ainsi formulée est favorablement accueillie, puisque la parfaite indépendance de l'association est reconnue comme Société littéraire et scientifique.

Il faut dire qu'on redoutait une mise à l'écart et surtout de « ne plus participer aux bienfaits du gouvernement »… Après l'acceptation de principe, le préfet adresse en mars 1821 un mandat de 200 F « pour satisfaire aux dépenses de la Société d'Agriculture ». Il demande quelle est la direction donnée aux travaux de la Société…

Ainsi donc l'ambiguïté persiste. Elle se maintiendra jusqu'à la fin de cette période. La Société conserve sa dénomination d'origine de « Société de Littérature Sciences et Arts de Rochefort. » Mais la part qu'elle accorde aux techniques agricoles deviendra de plus en plus grande, comme on le verra plus loin.

Quoi qu'il en soit, au début de cette période, la compagnie se situe dans la continuation de son époque impériale et, dans un premier temps, elle tente de poursuivre ses activités dans les domaines littéraires et scientifiques qui lui ont valu quelque notoriété. Mais à partir de 1820 le zèle des sociétaires semble fléchir, les travaux personnels se font rares. On envisage, sans succès, de publier certains ouvrages de la compagnie. En 1824, le président Réjou propose de remplacer les communications originales par des exposés sur des articles tirés du Bulletin universel des Sciences. La réalisation de ce projet ne durera que quelques mois. En 1825, le président constate à nouveau la « maladie de langueur » dont souffre la Société : elle a besoin de « se repeupler » et de « reprendre un nouvel esprit de vie ».

En janvier 1827 le président Tuffet nouvellement élu s'empresse de présenter ses vues sur les moyens de rendre à la Société son ancienne prospérité. En fait, les moyens proposés (s'accroître en nombre et s'intéresser par des productions mutuelles) et la proposition renouvelée de publier les travaux des sociétaires n'entraînent guère de résultats positifs. A la fin de cette période de la Restauration, la maladie de langueur n'est toujours pas conjurée.

Principaux membres

En 1816, cinq des premiers membres sont toujours présents, mais trois ne tarderont pas à quitter la Société : **Chaumont** en 1818, **Jamet** en 1819 et **Bobe Moreau** en 1820. Seuls deux membres fondateurs demeurèrent présents pendant la Restauration : **Tuffet** chirurgien, participa activement à la vie de la Société, il fut son président en 1820, 1821, 1827 et 1828, vice-président en 1819, 1824 et 1825 ; il eut une fin tragique puisqu'il décéda subitement pendant une séance de la Société en 1828. **Réjou** pharmacien, exerça les fonctions de secrétaire général pendant quatorze années consécutives de 1810 à 1824, et fut président en 1825 et 1826 puis vice-président en 1827.

Parmi les anciens de la période impériale, on note quatre personnalités majeures : **Bonnet de Lescure**, officier du génie maritime, entré à la Société en 1807, fut élu six fois président en 1816, 1817, 1822, 1823, 1829 et 1830. **Filhou** participa aux travaux de 1812 à 1821 et fut président en 1815 ; le navigateur **Henry de Freycinet** y fit autorité de 1814 à 1820 et la présida en 1818 et 1819 ; enfin **Repey**, officier de santé, admis à la Société en 1814, y demeura pendant toute la Restauration, sauf durant un séjour aux Antilles de 1822 à 1824.

De nouveaux membres apportèrent un sang neuf après la chute de l'Empire. En 1816 furent admis **Le Huen** et **Bouin** : le premier, répétiteur à l'Ecole d'Hydrographie, fut secrétaire adjoint de 1819 à 1821, et vice-président en 1829 et 1830. Bouin, officier de santé de la Marine lui succéda comme secrétaire-adjoint en 1822 et 1823. En 1817, **Dubois**, professeur d'humanités au collège de Rochefort, entra à la Société comme simple agrégé résident, car il avait moins de 25 ans. Il ne sera admis comme membre résident qu'en 1820. Egalement bibliothécaire de la ville, il fut secrétaire-archiviste de la Société de 1825 à 1828. **Le Prédour**, professeur à l'Ecole de médecine, devint membre en 1822. Il fut secrétaire-adjoint en 1825 et secrétaire général en 1827 et 1828.

Deux membres éminents exercèrent une grande influence sur la vie de la Société : **René-Primevère Lesson**, botaniste de la Marine, fut admis en 1820 ; durant les deux années qui suivirent, il communiqua de nombreux travaux personnels concernant non seulement les plantes locales ou exotiques, mais également l'ethnologie, la pêche maritime, l'archéologie régionale. **Quoy**, médecin naturaliste, passionna l'assemblée en 1821 par les récits de son voyage de circumnavigation aux Terres australes. Par la suite, ayant quitté Rochefort, il continua à correspondre activement avec la Société.

Comme on le voit, la participation des marins (officiers ou médecins) aux activités de la Société demeurait dominante. Mais en fait, l'influence spécifique de la Marine était beaucoup moins prégnante que dans la période précédente. Seuls de Freycinet, Lesson et Quoy firent véritablement œuvre de marins dans les travaux qu'ils présentèrent à la Société. Leurs collègues de la Marine étaient pour la plupart affectés depuis longtemps à Rochefort et avaient fini par prendre racine dans le pays ; certains y avaient trouvé une épouse (Bonnet de Lescure) et/ou étaient devenus des propriétaires terriens (Tuffet, Réjou…) Cette mutation s'inscrit d'ailleurs dans l'évolution générale de la société sous la Restauration, marquée par l'émergence et la montée en puissance d'une bourgeoisie terrienne. Elle explique sans doute l'intérêt manifesté par la plupart des membres, pour les problèmes locaux

que posaient l'urbanisme et surtout la mise en valeur des terres agricoles, qui firent l'objet de nombreux travaux.

Travaux de la Société

Travaux techniques et scientifiques d'intérêt local

L'**Agriculture** constituait, comme on vient de le voir, un pôle essentiel de l'activité des sociétaires. L'intérêt pour les choses agricoles était d'ailleurs sans cesse ranimé et entretenu par le Ministre de l'Intérieur (via le préfet), et par la Société Royale et Centrale d'Agriculture de Paris, qui adressaient à la Société rochefortaise de fréquentes correspondances : en 1816 et 1817, les membres furent ainsi requis de s'intéresser aux diverses variétés de pommes de terre, à leurs modes de culture et de conservation, aux possibilités de faire du pain avec de la fécule ou avec des « bleds avariés », ou de tirer parti des céréales prématurément récoltés, ainsi qu'aux moyens d'éviter « la pourriture des bêtes à laine », aux avantages de planter des pins du Nord et d'Ecosse… Un projet de code rural est soumis à l'examen de la Société.

Ces mandements sont suivis d'études consciencieuses, confiées à Réjou, Tuffet, Bouin, Moreau, Duvauroux… mais au début la Société se déclare « privée de tous moyens de propager la publicité de ces instructions ». Par la suite ses contributions seront beaucoup plus actives et plus spontanées.

C'est ainsi qu'en 1818 elle propose l'introduction de la race mérinos en France à partir de moutons du Sénégal présents dans l'Arsenal. Lescure montre le moyen, par une incision annulaire de la vigne, d'éviter la coulure des fleurs et d'accélérer la maturation du raisin. Il présente un mémoire sur les marais salants de Brouage. Faye expose les travaux qu'il mène dans sa propriété du Vergeroux.

En 1819, à la demande du préfet, six candidats sont proposés pour être membres du Grand Conseil d'Agriculture récemment créé : Pelletreau et Lescure à Rochefort, Pain au Passage, Beauséjour à La Grève, Descaffres à Vouhé et Audry à Puyravault. Au milieu des vacances d'été, les sociétaires sont rappelés en urgence, car le ministre de l'Intérieur veut connaître « l'amélioration de la race des bêtes à cornes dans le département de la Charente Inférieure ». On conclut qu'à défaut d'introduire une race étrangère, on pourrait améliorer la race indigène par une meilleure sélection. En décembre, la Société offre au préfet diverses variétés de pommes de terre. Et cependant, malgré toutes ces démonstrations de bonne volonté, la Société refuse encore de devenir Société spéciale d'Agriculture.

En 1820, on projette d'envoyer à Paris un élève jardinier pour assister au cours sur la culture des arbres fruitiers fait à la Pépinière Royale du Luxembourg. Mr Jousseaume propriétaire à Martrou, présente ses expériences pour obtenir avec le poil des chèvres un duvet fin et soyeux propre à confectionner une sorte de cachemire. En juin, la Société décide de répondre à un questionnaire sur la culture des vignes dans l'arrondissement. Ce faisant, elle entend montrer au Préfet qu'elle est digne de l'intérêt qu'il nous porte « en nous considérant toujours comme Société d'Agriculture ».

Dès lors, la Société fait sa soumission à l'autorité. De 1821 à 1830, les échanges se multiplient entre Rochefort et Paris. Sur la demande du ministre de l'Intérieur, Lescure fait un rapport sur les méthodes agricoles pratiquées dans une propriété anglaise. Le même ministre demande quels sont les agriculteurs de l'arrondissement qui paraissent dignes d'encouragement ; les noms d'Audry (de Puyravault), de Pelletreau (beau-père de Lescure, de Fouras) et de Haslawer (de Charente) sont proposés. Le sous-préfet prend l'avis de la Société avant d'autoriser le défrichement de 20 hectares de bois à Surgères.

Plusieurs fois par an, on reçoit des graines et des plants exotiques adressés, sur ordre du ministre, par le Jardin des Plantes de Paris, le Muséum d'Histoire naturelle ou la Pépinière Royale du Roule : ce sont en 1821 des plantes rares, des céréales fourragères ou potagères, des Pins de Riga et de Laricio, du maïs de Norfolk et de Pennsylvanie, du giraumon de Chine, du blé de Tangarock et d'Odessa. Lesson dirige la distribution de ces échantillons entre les sociétaires intéressés, puis entre les cultivateurs de l'arrondissement. En 1822 Repey et Réjou passent commande à Paris de nouvelles graines, qui sont livrées un mois plus tard. Mais la grande affaire en 1823 fut la création dans l'enceinte de l'arsenal, avec l'accord de la Marine, d'une « pépinière expérimentale » sous la responsabilité de la Société. Réjou fait venir « des arbres peu connus dans le pays et destinés à enrichir cette pépinière ». La plantation prospère et suscite la surveillance attentive de la compagnie. En 1825 les produits de la pépinière du port sont répartis entre les membres, et l'intérêt pour ce partage est tel que cela ne va pas sans quelques contestations…. En 1826, cependant la Marine laisse entendre qu'elle va reprendre l'usage de son terrain ! Mais un sursis est accordé et ce n'est qu'en 1829 que les derniers jeunes arbres seront déplantés de la pépinière et distribués entre les sociétaires.

Lescure organise en 1821 un concours sur le meilleur mode à suivre pour réussir la plantation d'arbres dans les marais de Rochefort ; trois mémoires sont présentés, mais aucun ne sera jugé digne de la médaille d'or de 100 francs, offerte par la Société.

Tout au long de cette période, les rapports sur des sujets d'intérêt agricole se multiplient. Lesson présente en 1821 : « De l'agriculture considérée en général », « Recherches sur une plante céréale désignée sous le nom de Houlques » « Sur le puceron lanigère ». Citons encore, de façon non exhaustive, en 1822 un rapport de Laugaudin (garde-magasin des subsistances et propriétaire) sur la culture des blés d'Odessa et de Tangarock ; en 1823, plusieurs membres présentent des rapports montrant la nécessité de faire évoluer les entreprises agricoles ; pour de Sérigny il faut promouvoir la mécanisation des labours, des semailles et des battages des blés, à l'instar de ce qui se fait dans des pays voisins. Reulos, négociant, rend compte d'un article sur la destruction des charançons des blés. 1826 : Tuffet présente deux rapports ; l'un porte sur l'amélioration des laines en France, amélioration qui pourrait être obtenue avec l'aide du gouvernement et de personnages fortunés ; l'autre traite de différents procédés mécaniques et chimiques qui pourraient « améliorer le sol de Rochefort et sanifier en même temps son atmosphère : on pourrait tirer un parti plus avantageux des bourriers de la ville dont on a commencé à retirer quelque utilité ». En 1827, Tuffet et Bossinet, receveur de l'enregistrement, présentent un long mémoire sur la nature des marais qui nous environnent et sur les

espèces d'arbres propres à y être cultivées. Delafois, maire de Surgères et Descaffres, maire de Vouhé prônent l'action fertilisante de l'écobuage. Tuffet expose les avantages du « dépiquage du grain par le piétinement des chevaux ou par le rouleau, au lieu d'opérer le battage par le fléau qui exige des efforts prolongés ». En 1828 Laugaudin souligne l'intérêt d'effectuer le battage du blé à l'aide d'une machine, inventée par un propriétaire du département de l'Aisne. Bossinet prétend que l'action de l'homme risque d'aboutir à l'appauvrissement de la couche de terre végétale, mais Le Huen réfute ces prévisions pessimistes… En 1829 on constate avec satisfaction l'augmentation considérable des vignes dans l'arrondissement de Rochefort ; l'exportation des eaux-de-vie n'a jamais été plus grande que dans ces dernières années. On peut donc penser que la Société continuera de s'intéresser à l'agriculture qui semble promise à un si bel avenir…

L'apiculture fut le domaine de Rullaud, instituteur à Saint-Coutant. La Société l'avait envoyé à Paris en 1821, pour y suivre le « cours pratique de M. Lombard sur l'éducation et l'entretien des abeilles ». A son retour, il continua de pratiquer l'apiculture et produisit différentes notes sur ce sujet : « L'engourdissement des abeilles » (1823), « Contre l'enfumage des abeilles » (1824), « Observations et expériences sur les abeilles » (1828).

Les **travaux concernant l'industrie et le génie civil** présentent pour la plupart des applications possibles à la vie locale. Ainsi Réjou, sur instruction du préfet, étudie-t-il « la fabrication et l'extraction du salpêtre ». Le mémoire d'admission de Moudot, ingénieur des ponts et chaussées, en 1821 fut consacré aux constructions publiques : il n'y a point économie pour les gouvernements à construire mesquinement ; la véritable économie dans les travaux publics consiste à construire des édifices à l'épreuve du temps. Sonolet, commissaire des fontes de la Marine, présente en 1825 les « cheminées économiques de Mr Dariet », qui pourraient être utilisées dans les « cuisines bourgeoises. » Blancheton en 1826 communique un mémoire sur les « cartons-pierres », matériaux artificiels destinés à remplacer la tuile et l'ardoise dans la couverture des maisons. La création à Ballon, par Renou, d'un « établissement pour l'extraction du sucre de la bette-rave » suscita en 1827 la curiosité de la compagnie. Sonolet, puis Renou en précisèrent le fonctionnement et les résultats escomptés. La possibilité de creuser un puits artésien passionnait alors les rochefortais, depuis toujours en pénurie d'eau potable ; en 1828 Fleurieau de Bellevue et surtout Lescure en 1830 présentèrent un exposé détaillé de cette question. Enfin en 1830 on s'intéressa à diverses « boissons économiques », mises au point par Réjou « à l'usage de la classe peu aisée ».

Etudes concernant Rochefort et sa région

L'histoire de la ville depuis 1710 avait été le sujet de prédilection de l'inspecteur de la Marine Thomas, depuis 1811. Mais il fut muté en 1816 pour Paris puis pour la Réunion ; après son départ, ce thème historique fut pratiquement abandonné, mis à part deux notes de Besnard en 1819, l'une sur l'ordre religieux des Capucins, l'autre sur l'importance de la marine marchande à Rochefort. Cependant Thomas, bien qu'éloigné, continuait de travailler à sa *Nouvelle Histoire de Rochefort :* dix ans après son départ, il sollicita la Société pour qu'elle participe à l'édition de son livre. Le projet ne suscita que des interrogations défavorables…

Par contre l'état actuel de la ville, sa situation sanitaire déplorable provoquent de nombreuses interventions, notamment celles de Tuffet : la rue Royale est mal pavée ; l'eau des puits est fort mauvaise, les fontaines sont insuffisantes, les eaux de lessives stagnent dans les rues, on vide les urines dans les ruisseaux et beaucoup de maisons n'ont pas de latrines… Cochon-Duvivier avait envisagé jadis de détourner la rivière la Gère vers Rochefort, mais ce projet fut jugé trop coûteux ; Réjou pense qu'il vaudrait mieux utiliser l'eau de la Charente après décantation et filtrage. Selon Lesson, l'insalubrité est due aux marais qui entourent la ville ; il faudrait les dessécher et les planter d'arbres.

En 1826 et 1827, la ville fut frappée par des épidémies meurtrières. L'année suivante, Bossinet, receveur de l'enregistrement, analyse dans le détail « les causes de l'insalubrité de Rochefort et les moyens d'y remédier ». La compagnie examine ce document pendant plus de six mois, avant d'émettre un avis critique et réservé : elle répugnait, semble-t-il, à confirmer la réputation détestable qu'on faisait alors à la ville de Rochefort sur le plan sanitaire.

L'archéologie locale suscita, de façon occasionnelle, l'intérêt de Tuffet et de Lesson. Le premier signale la découverte de deux « amphores romanes » près de Muron, puis d'un « monument supposé celtique » vers Surgères. Il raconte les émois archéologiques des inventeurs, mais aussi les dégradations du site provoquées par leur ignorance… Quant à Lesson il décrivit le tombeau du comte de Comminges que l'on peut voir encore aujourd'hui à St Fort près de St Jean d'Angle, ainsi que deux monuments celtes à Charras, et une baignoire et son chauffoir tirés des Thermes de Saintes.

De **nouvelles méthodes pédagogiques** virent le jour à cette époque. Elles suscitèrent intérêt et controverses parmi les membres chargés de fonctions professorales. Lescure prône la « Méthode de Bell et Lancaster », propre à « promouvoir l'instruction chez les enfants de la classe malheureuse ». Duvauroux, professeur de mathématiques des élèves de la Marine, se préoccupe de la « Manière d'apprendre à lire en français ». La « méthode de Touboulic » (de Brest) fut présentée en 1818 par Lescure. Elle prétendait faciliter l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en faisant écrire l'élève avec une encre blanche, d'abord sur un modèle puis sur un carton noir. « L'enseignement mutuel », communément adopté en Angleterre, consistait à confier à chacun des meilleurs élèves la direction d'un certain nombre d'autres élèves. Ainsi un seul maître en titre suffisait à l'enseignement de 1 000 enfants. La « Méthode du professeur Jacotot » (de Lausanne) était fondée a priori sur un principe idéal, celui de l'égalité des chances ; mise en expérimentation par le Ministre de l'Instruction publique, présentée à la Société par le président Lescure en mai 1829, elle suscita de vives critiques. Quant à l'enseignement pratiqué à Rochefort, Tuffet en fait le point dans un mémoire de 1826. Il fait état de l'amélioration de l'instruction primaire aussi bien que de l'enseignement du collège. Un cours de géométrie élémentaire et de mathématiques appliquées a été créé. Il souhaite que soit établi en outre un cours de géométrie appliquée, un cours de notariat et un cours d'horticulture.

Sciences et techniques de la Marine

L'organisation de la Marine fut un sujet de contestation et de critique au sein même de la compagnie. Le lieutenant de vaisseau Blancheton était partisan de la création d'une Ecole de Marine à Paris ; mais pour Le Huen, la place des marins est à la mer… Cependant Duvauroux, professeur de mathématiques des élèves de la Marine, se déclare opposé à l'établissement de l'Ecole dans un port de mer.

En 1826, le même Blancheton critique le gouvernement, qui abandonne les matelots à leur sort lorsqu'on n'a plus besoin d'eux… Le lieutenant de vaisseau Thuriaud, en 1827 fait des vœux pour qu'il n'y ait plus de prééminence de la Marine militaire sur la Marine marchande ! Ces contestations méritent d'être soulignées car elles marquent une rupture avec la soumission des générations précédentes.

Les méthodes de la navigation suscitèrent quelques exposés techniques : Henry de Freycinet traita surtout des moyens de déterminer mathématiquement la latitude à partir de la hauteur du soleil, de la lune et des étoiles ; puis il présenta une méthode pour la vérification des éphémérides nautiques ainsi que quelques réflexions sur les signaux de jour. Le Huen décrivit les progrès des sciences astronomiques. Duvauroux proposa de remplacer les pavillons et sémaphores par des corps solides aisément reconnaissables au loin. Tuffet analysa les causes des chocs et résistances éprouvés en mer par les bâtiments. Wormsell présenta son mémoire d'admission sur les « Préliminaires indispensables pour comprendre facilement les préceptes donnés dans le manœuvrier ».

D'autres études portèrent sur des **instruments de navigation :** les montres de marine (Le Huen) ou le baromètre à niveau constant de Constantin, colonel du Génie à La Rochelle (Blancheton).

De nombreux mémoires traitèrent de la **construction navale**. Moudot, ingénieur des Ponts et Chaussées, fit un rapport sur les bateaux à vapeur : c'est un français (le marquis de Jouffroy) qui en eut l'idée en 1772, mais ce fut l'Angleterre qui la réalisa dans la pratique… Hubert, ingénieur du Génie maritime inventa diverses machines qui ont fait progresser considérablement la construction navale dans l'arsenal de Rochefort : dynamomètres, compte-tours, machines à forer des trous hémisphériques ou cylindriques, machine à mortaiser, moulins à draguer, etc.

D'autres exposés techniques concernent un nouveau système de mâture (Gicquel des Touches), le tirant d'eau à donner aux différents navires (Chaumont), un « système de rames compliquées verticales » (de Freycinet), le gréement des bâtiments (Blancheton). Moudot fait un rapport remarqué sur la « cloche à plongeur », employée par M. Billaudet, ingénieur, dans les travaux du pont de Bordeaux. Billaudet lui-même, devenu membre de la Société, fait connaître dans le détail une descente faite sous la cloche à plongeur avec cinq personnes, le 16 février 1822, à six mètres de profondeur. Réjou pratique des expériences chimiques sur quatre échantillons de goudrons obtenus à partir de matières résineuses.

On note que cet intérêt pour des inventions si diverses dans le domaine de la construction navale se manifesta surtout dans les premières années de cette période, entre 1816 et 1822.

Les sujets concernant l'**Artillerie de marine,** par contre, ne furent abordés que plus tard, à partir de 1826, par Charpentier, capitaine d'artillerie de la Marine. Il

s'applique à démontrer la nécessité d'un service spécial de l'artillerie à bord des bâtiments de guerre. Il présente également un « *gargoussier* » de son invention (récipient pour le transport des charges de poudre), qui avait le mérite d'assurer la sécurité du personnel.

Les conditions de vie à bord des bâtiments n'étaient pas négligées. Parmi les rapports concernant l'**Intendance**, on peut citer les « avantages des caisses à eau en fer de forme carrée utilisées par les Anglais » (Baudin), « les ravages produits par les rats à bord des vaisseaux » (Tuffet), « l'utilité d'un magasin à température constante pour conserver les aliments et les végétaux » (Diard), « les moyens de perfectionner les filtres à bord des bâtiments » (Réjou fils). « Le moral des équipages » doit être entretenu à bord par des jeux et des divertissements (Blancheton).

Sciences médicales et biologiques

Bien entendu, **la médecine** inspira de nombreuses communications. Parmi les maladies tropicales, la « Fièvre Jaune » fut la plus étudiée, d'abord par Moreau de Jonès, membre correspondant, chef d'Etat-Major à la Martinique, puis par Repey, Caillot, Bobe-Moreau, Tuffet. La contagiosité de cette affection n'était pas encore avérée… D'autres pathologies coloniales furent décrites : le « mal rouge » observé à Cayenne, la « calenture » (accès délirants qui frappaient les marins confinés dans l'entrepont et les poussaient à se jeter à la mer), la maladie des « géophages » (mangeurs de terre), qui frappait les « nègres » et les canaques plus que les blancs… Selon Moreau de Jonès, la chaleur et l'humidité des Antilles affectent les Européens davantage que les Africains.

D'autres sujets de médecine générale furent traités : « Les causes de l'apoplexie » (Hernandez), « L'hydrophobie » (rage) (Bobe-Moreau), « Un cas de démonomanie religieuse » (Bouin), « Sensations trompeuses qu'éprouvent les personnes privées d'un membre » (Tuffet), « Analyse de la parole et des organes de la voix » (Rolly), « Les organes de la voix chez les animaux » (Bouin), « L'influence des odeurs sur la sensibilité nerveuse » (Bouin), « Quelques vues sur les propriétés vitales » (Repey), « Combustion spontanée dont deux femmes ont été atteintes en même temps » (Tuffet), « Sur l'opération de la taille anale » (Tuffet), « Les fièvres intermittentes » (Tuffet), « Nouveau procédé pour détruire la pierre dans la vessie sans l'opération de la taille » (Le Prédour), « Maladie de bouche lors de la sortie de la dent de sagesse » (Triaud) « Notice sur deux jeunes siamois unis par une corne charnue à l'ombilic ».

Dans le domaine de l'hygiène, on peut citer : « Sur l'usage et l'abus des boissons fermentées » (Caillot), « Qualités des bouillons fabriqués par le sieur Baron, marchand en ville » (Bobe-Moreau), « Accidents dus au cuivre oxydé dans les ateliers » (Bobe-Moreau), « Du coucher de l'homme » (Bouin), « Influence de la couleur des vêtements sur la température du corps dans diverses contrées » (Bouin), « Sur l'emploi presque général des bains chez toutes les nations » (Bouin), « Traité de gymnastique médicale de Mr Charles Loude » (Tuffet), « Le linge à pansement dans les hôpitaux » (Tuffet).

La biologie animale inspira l'étude d'espèces peu connues que l'on pouvait observer dans les colonies comme « la grande vipère fer-de-lance de la Martinique » et la « couleuvre couresse » (Moreau de Jonnès). Lesson présenta plusieurs

mémoires : « Sur les Salanguanes (martinets d'Extrême-Orient) et sur les nids d'alcyons », « Les propriétés locomotrices du pétoncle ». On doit à Maureau, président du tribunal civil une dissertation sur le « nautile ou corne d'Ammon ». Repey puis Quoy s'intéressèrent à la phosphorescence de l'eau de mer, due à certains mollusques et zoophytes.

La botanique fut évidemment le champ privilégié de René Primevère Lesson. En 1820 et 1821 il lui consacra cinq exposés : « Sur les plantes filamenteuses en général et sur le Phormium en particulier » (lin de Nouvelle-Zélande qui sert à fabriquer des cordages). « Précis historique, botanique, médical et agronomique sur le Café », « Tableau des richesses végétales de nos environs », « Sur le Cocotier »**,** « Sur le Palmier ».

Littérature et Beaux Arts

De nombreuses **relations de voyages et de campagnes maritimes** furent présentées à la Société, par ses membres résidents appartenant à la Marine ou par ses correspondants dans les contrées lointaines. En 1816 cinq séances furent consacrées au « Voyage aux Terres australes de Louis de Freycinet ». En 1817 Mesnard, avocat, relata son voyage en Italie et dans le Midi de la France. De 1818 à 1821, la Société reçut diverses études concernant nos possessions d'outre-mer : « L'Ile de la Martinique », par Moreau de Jonès ; « Notice historique sur l'île Bourbon » de Thomas ; communication de Bachelot de la Pilaye sur « L'Ile de Terre-Neuve » ; en 1821, le médecin de marine Quoy fit en plusieurs séances la narration de son voyage de circumnavigation à bord de la corvette *L'Uranie*, sous les ordres de Louis de Freycinet ; Le Prédour présenta une « Promenade dans les environs de Naples ». Lesson, de retour en 1825 d'une expédition au long cours, fit un exposé sur « La théologie de Tahiti. » En 1829, il présenta une notice sur « Songhi , chef sauvage remarquable par sa loyauté et son courage ». Enfin en 1830, il lut la partie de son « Voyage pittoresque autour du monde » consacrée au Chili.

La Poésie, comme durant la période impériale, continua d'inspirer quelques amateurs. L'officier d'administration Jamet composa 41 fables et apologues, de 1816 à son départ en 1819 ! Par la suite, le genre tomba en désuétude. Souvent, les poèmes étaient l'œuvre de personnes extérieures à la Société : Repey présenta des **poésies dans le genre burlesque** composées par l'un de ses parents décédé, et un **poème satirique** anonyme, « L'Origine de la ville de Rochefort [1] », selon lequel la ville aurait été fondée sur… le cul du diable ! Violeau, médecin à Saintes adressa un recueil de **poèmes érotiques** qui fut sévèrement critiqué. Dans le genre **néo-classique** Cazenave composa en 1817 une « Ode aux muses », évoquant la paix, la fin de la barbarie et le retour des lettres et des arts avec la restauration des Bourbons. En 1820 Quillet produisit une « Histoire d'Eponine », illustre gauloise modèle des vertus conjugales.

Ancelot, neveu du commissaire principal Pouyer, s'illustra par ses **tragédies** : *Louis XI*, qui fut joué dans la capitale en 1818 puis fut lu et admiré au sein de la Société, *Le maire du palais*, d'abord présenté en séance puis interprété au Théâtre

[1] Cf. *Roccafortis*, BSGR, 3ème série, tome VI, n° 36, septembre 2005, p. 124-126.

Français en 1822. Il adressa en 1830 **un poème épique**, « Le champ de bataille de Lützen », à la gloire d'un grand capitaine… probablement Napoléon.

Pardeilhan, enseigne de vaisseau, était également un littérateur prolifique, féru d'antiquités gréco-romaines. On lui doit : « Le voyageur en Grèce », exaltant l'amour de la patrie et l'horreur de l'esclavage, « Rome », méditation mélancolique devant les ruines antiques, « La jeune victime » élégie dans laquelle une jeune femme héroïque accompagne sur l'échafaud sa mère et son amant, « Le néant des grandeurs » où il cite l'exemple de Marius, « ce romain tour à tour protecteur et oppresseur de son pays », allusion ambiguë au passé impérial récent. Il produisit également d'autres poèmes dans des genres variés : « Epître à Casimir Delavigne », « Chant du jeune marin » (1822), « La Fièvre jaune des Antilles, ou le dévouement des médecins de la Marine française » (1823), « Méditations » (1824), « Epître à un jeune poète classique » (1830).

Baril, professeur de latin, multipliait – on a vu dans quelles circonstances – les œuvres encensant la monarchie… sans le moindre résultat. Il composa une « Ode latine sur l'assassinat de Monseigneur le duc de Berry », une « Ode française sur le même sujet adressée aux dames », une « Cantate en l'honneur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Angoulême ».

Les **discours de réception** étaient souvent, comme durant la période impériale, des exposés académiques exaltant les avantages et les mérites des Sociétés savantes, parmi lesquelles se distinguait la Société rochefortaise.

Certaines **études littéraires ou linguistiques** démontrent les connaissances de leurs auteurs. Citons ainsi, de Briquet, professeur de Belles-Lettres, membre correspondant, « Eloges de Boileau Despréaux et de Jules César Scaliger » ; de Rolly, « Mémoire sur l'orthographe française » ; de Moreau de Jonès, « Recherches sur l'éloquence anglaise » ; de Dubois, « Quelques réflexions sur les langues » ; de Pardeilhan, « Sur le dédain du siècle pour la poésie ».

D'autres œuvres sont **moralisatrices** : Dubois puis Lesson prodiguent leurs conseils à la jeunesse. Le Huen critique l'intérêt, qui prime souvent sur les sentiments. Dubois attaque l'envie et l'ambition, Quillet les fausses gloires. De Choisy dénonce les inconvénients des grandes réputations littéraires.

Quelques essais sont plus ambitieux. Certains portent sur des **thèmes philosophiques ou religieux**, tels que « Le merveilleux » (Dubois), « La Théologie des anciens philosophes » (Dubois), « Les sociétés bibliques » (Barnier), « Rapport sur la Société de morale chrétienne de Guizot » (Roblin). D'autres études font la **critique de la connaissance** (MacNab, correspondant : « Sur les premiers principes du savoir et les causes de nos erreurs » ; Le Huen : « Réflexion sur un ouvrage intitulé Idéologie expérimentale »).

Enfin des **études historiques** laissent souvent percevoir des prises de position partisanes, sur le plan politique ou sociologique : pour Mesnard, avocat, le gouvernement démocratique ou républicain est peu propre au progrès des sciences et des arts ; de Martillat, sous-préfet s'attache dans son discours de réception à préciser les mérites de François 1er : « Le titre de Restaurateur des Lettres et des Arts vaut bien celui de Conquérant ». Dubois en 1830 expose la doctrine socialiste du saint-simonisme, qui suscite alors un grand intérêt et à laquelle certains adhéraient comme à une véritable secte ; cette théorie prétendait instaurer, grâce à une auto-

transformation de la société, une ère de justice sociale en transférant le pouvoir politique aux producteurs… projet sulfureux qui, très certainement, aurait été ignoré par la compagnie dans un passé récent.

Les **Beaux-Arts** ne tinrent à cette époque qu'une place très réduite dans les intérêts de la Société et n'inspirèrent que peu de travaux. En 1816 Tuffet présenta une notice historique sur le peintre rochefortais Gauffier. En 1822 Chailly, professeur de dessin communiqua le projet d'une statue de Neptune, que la Société refusa de parrainer, laissant l'auteur proposer lui-même son œuvre… En 1830 Blancheton apporta quelques vues des principaux châteaux de France, dessinés par des artistes célèbres.

La multiplicité et la diversité des travaux de la Société durant la Seconde Restauration montre que ses membres avaient conservé l'émulation intellectuelle de leurs prédécesseurs pendant la période impériale. La Société demeurait ouverte aux questions spécifiques, propres au port de guerre et à l'arsenal de Rochefort. Le zèle des sociétaires se maintint au moins pendant les premières années de la Restauration ; mais il allait en déclinant, en même temps que les effectifs se réduisaient. En 1825 Réjou déplore la « maladie de langueur » qui frappe la Société. En 1827 Tuffet s'efforce vainement de « lui rendre son ancienne splendeur ». En même temps l'association connaît une évolution dans son identité même, qui réduit l'intérêt de ses travaux : la part dévolue aux problèmes agricoles devient de plus en plus prégnante. La Société vit donc un relatif déclin. Le nombre de ses membres se réduit, le champ de ses intérêts se restreint. Il devient nécessaire de lui redonner vie.

On observe également un certain désengagement politique : après avoir exprimé avec ferveur leur attachement à Napoléon, puis à Louis XVIII, les sociétaires demeurent beaucoup plus réservés à l'égard du régime ultra royaliste de Charles X. Le pays manifeste d'ailleurs de plus en plus son opposition au Roi. Nostalgique de la monarchie absolue, le souverain prétend réaffirmer ses pouvoirs. Le 25 juillet 1830 il décrète la dissolution de la Chambre des Députés et rétablit la censure. L'opposition libérale se rebelle aussitôt : dès le lendemain, les journaux protestent avec virulence et Casimir Périer organise, avec les députés, l'insurrection parisienne. Les 27, 28 et 29 juillet, ce sont les « Trois Glorieuses » : les insurgés se soulèvent, prennent l'Arsenal, le Louvre, l'Hôtel de Ville, les Tuileries… Il y aura chez eux 1800 tués ; 200 seulement parmi les forces royales, qui évacuent Paris le 29 juillet. Le 30 juillet, la Garde Nationale est rétablie, sous le commandement de La Fayette.

Pendant que se déroulent dans la capitale ces évènements dramatiques, la Société savante rochefortaise réagit avec une extrême discrétion ; elle se réunit le 28 juillet 1830, et le secrétaire se contente de noter : « Il n'y a qu'un fort petit nombre de membres présents à la séance. Rien n'est à l'ordre du jour. La Société, conformément à l'article XXV de son règlement, prend ses vacances ». Les membres sont très probablement occupés par l'agitation qui règne en ville. Pour calmer les esprits, les édiles ont décidé de se mêler aux manifestants. Car la population de Rochefort manifeste sa joie et ses exigences, elle réclame le rétablissement de la garde nationale en remplacement de l'armée, elle demande

qu'on arbore le drapeau tricolore ; les autorités civiles finissent par y consentir, puis les marins et les militaires après quelques jours de résistance.

A Paris cependant, Charles X abdique et part pour l'Angleterre le 3 août. Les Chambres sont réouvertes. Le duc d'Orléans est proclamé, le 9 août, « roi des Français » sous le nom de Louis-Philippe 1er. Il jure d'observer la nouvelle charte qui rétablit la liberté de la presse et abolit la censure ; la Chambre a l'initiative des lois ; le catholicisme n'est plus religion d'état ; les justices d'exception sont supprimées. Dès lors est instaurée la *Monarchie de Juillet*, monarchie constitutionnelle qui répond, au moins dans l'immédiat, à la volonté populaire de participer à la gestion de l'Etat.

A Rochefort, la liesse est générale. Dès le 7 août, la municipalité décide d'adresser à S.A. monseigneur le duc d'Orléans une députation pour lui présenter « les hommages de la ville de Rochefort et l'assurer de sa fidélité. » Le 17 et le 18 août le maire et son conseil municipal prêtent serment de fidélité au roi des Français. L'ordre nouveau est établi.

La tourmente est passée, le calme se rétablit rapidement pendant la fin de l'été. Le 8 novembre 1830, la Société de Littérature Sciences et Arts de Rochefort peut reprendre ses travaux en toute sérénité, sans faire nulle mention des évènements vécus durant les vacances.

PENDANT LA MONARCHIE DE JUILLET (1830 - 1848)

LA SOCIETE DE LITTERATURE, SCIENCES ET ARTS (1830-1834)

LA SOCIETE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET BELLES-LETTRES (1834-1848)

par Jean-Pierre Dinand

Vie de la Société

Dans l'immédiat, la Société continue de fonctionner comme précédemment, en conformité avec son règlement. En 1834, cependant une révision de ce règlement apparaît nécessaire, mais les modifications qui y sont apportées ne sont pas précisées. On note seulement que la distinction est supprimée entre les membres résidents et les associés résidents (ces derniers âgés de moins de 25 ans avaient seulement voix consultative).

Les membres résidents se réunissaient en séance ordinaire deux à trois fois par mois, avec une longue interruption durant les vacances, généralement de juillet à novembre. Mais il arrivait qu'ils soient convoqués extraordinairement, parfois au milieu de l'été ; le plus souvent il s'agissait de fournir une réponse urgente à quelque demande de l'autorité préfectorale.

Outre les séances ordinaires, la Société organisait des séances publiques. Ces évènements mondains qui animaient la vie municipale permettaient à la Société d'asseoir sa renommée et son autorité, surtout dans le domaine agricole sur lequel elle faisait porter préférentiellement ses efforts. En général, la séance publique marquait la clôture d'une exposition de matériels apportant une amélioration utile à l'agriculture, ainsi que d'un concours des plus beaux animaux produits par l'élevage local ; étaient également récompensées les méthodes novatrices en agriculture, et les domestiques les plus méritants. Lors de la remise des prix, le président et le secrétaire présentaient un rappel des activités de la Société durant la période écoulée. Cinq séances publiques eurent lieu, en 1839, 1840, 1842, 1844, et 1845.

Les prix et récompenses décernés par la Société consistaient en de nombreuses médailles et primes, chacune d'une valeur de 50 à 250 francs. Cette générosité démontrait en quelque sorte la puissance de la Société, aux yeux de la population rochefortaise. Mais la compagnie était bien incapable d'en assumer le coût avec ses moyens propres. En 1844, les besoins pour l'exposition et la remise des récompenses s'élevèrent à 1050 francs. La Société ne disposait par elle-même que des cotisations mensuelles (3 francs pour chacun des membres, plus les pénalités pour absences), avec lesquelles il lui fallait payer les émoluments du gardien, les frais d'entretien de la salle de réunion, les dépenses pour bois, bougies, les abonnements aux journaux littéraires ou scientifiques etc. Notre association était donc étroitement dépendante des subventions qui lui étaient accordées par le Préfet

et par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. C'était là un moyen puissant pour l'autorité d'orienter et de maintenir les activités de la Société dans le domaine agricole. Aux yeux de l'administration, l'amélioration de l'agriculture aurait du être l'objectif unique d'une Société qui cependant aspirait à s'ouvrir à tous les domaines des sciences, des lettres et des arts. L'agriculture était sans doute alors une priorité pour le pays. On peut penser aussi que c'était le moyen de contrôler un foyer de pensée qui risquait de générer une éventuelle subversion. Quoi qu'il en soit, l'attente des subventions contribua certainement à confirmer la Société dans sa vocation agricole. Chaque mandat du préfet ou du ministre était adressé à la Société **d'Agriculture** de Rochefort avec la mention explicite de sa destination pour l'amélioration des pratiques **agricoles**, et l'obligation de rendre compte ultérieurement de l'usage qui en aurait été fait. La régularité et l'importance croissante des versements prouvent l'intérêt que portait l'autorité gouvernementale et administrative à notre Société rochefortaise : de 200 f en 1830 les subventions s'élevèrent à 1 000 f en 1846, avec un maximum de 2 000 f en 1842.

Mais le besoin financier n'était pas la seule motivation qui animait les membres et stimulait leur intérêt pour la chose agricole. L'assemblée comptait maintenant dans ses rangs plusieurs agriculteurs (à la suite, d'ailleurs des recommandations que le préfet avait faites dès 1820) ; et les marins eux-mêmes, qui autrefois entretenaient dans la compagnie un esprit de curiosité aventureuse, s'étaient depuis longtemps fixés à Rochefort ; certains s'y étaient mariés et la plupart étaient devenus propriétaires fonciers.

Comme le souligne le juge Faye, 1834 est une année charnière dans l'histoire de la Société. Après la première ferveur et la prospérité de la période impériale, l'association était tombée dans une « maladie de langueur » liée à la réduction de ses effectifs et à son identité ambiguë, partagée entre ses intérêts agricoles, littéraires, scientifiques et artistiques. L'année 1834 marque la victoire de la vocation agricole de la Société. La Société de Littérature, Sciences et Arts officialise son option en changeant d'appellation : Elle sera désormais « **Société d'Agriculture, Sciences et Belles-lettres de Rochefort** ».

Le règlement de 1806 avait prévu d'organiser la Société en classes spécialisées selon les compétences des membres. Cette disposition était depuis longtemps tombée en désuétude. En 1840, Guillon, avocat à Rochefort, propose de revenir à un système analogue, qui est adopté : on convient de diviser la Société en quatre sections : 1) sciences, 2) agriculture, 3) législation, philosophie et littérature, 4) commerce et arts.

Les grands noms

Les grands noms qui marquèrent les activités de la Société durant cette période se répartirent donc entre ces quatre sections spécialisées, selon la liste ci-après. Sont mentionnés en caractères gras les membres ayant participé au bureau, renouvelé chaque année :

Section des Sciences

Constantin, médecin de marine, admis en 1834 (vice-président en 1838)

Dubois, professeur d'humanités au collège, admis en 1818 (président en 1838,) (secrétaire en 1830, 32, 33, 34, 35, 37, 39)

Duvauroux, professeur de math. à l'Ecole de la marine, propriétaire foncier, admis en 1816

Follet, chirurgien en chef de la marine, professeur, admis en 1822

Lehuen, professeur à l'Ecole d'hydrographie de la marine, admis en 1816 (président en 1833, 34, 40, 44) (vice-président en 1830, 42, 43)

Lefèvre, professeur de médecine à l'hôpital de la marine, admis en 1834 (président en 1841, 44) (vice-président en 1837, 45)

Maher, médecin de la marine, admis en 1834

Magné, pharmacien chimiste de la marine (secrétaire en 1842, 43)

Petit, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, admis en 1840

Potestas, capitaine de corvette, admis en 1834 (bibliothécaire en 1836, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46)

Sabouraud, chimiste, admis en 1834

Triaud, médecin et chirurgien de la marine, admis en 1823

Section d'Agriculture

Bonnet de Lescure, officier du génie maritime en retraite, propriétaire foncier, admis en 1807 (président en 1832, 35, 39, 41, 43, 46) (vice-président en 1833, 34, 40, 44)

Chaumont, officier du génie maritime en retraite, ancien directeur des constructions navales, admis en 1806 (vice-président en 1836)

Lahaye, président du tribunal civil, propriétaire à Jonzac, admis en 1837 (vice président en 1842)

Laugaudin, garde-magasin des subsistances de la marine, propriétaire, admis en 1822 (président en 1836)

Castel, pasteur protestant, archéologue, admis en 1834

Lesson, officier de santé, botaniste de la marine, admis en 1820 (président en 1837) (vice-président en 1835, 39, 41, 46)

Pouget, inspecteur de la marine en retraite, propriétaire, admis en 1806 (trésorier en 1830, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46)

Section de Commerce et Arts

Hubert, officier du génie maritime, admis en 1806

Lemoyne, ingénieur des travaux hydrauliques, admis en 1831 (secrétaire adjoint en 1833)

Maitrot, ingénieur des ponts et chaussées, admis en 1837

Nozereau, député, admis en 1834

Rollet, directeur des subsistances de la marine, admis en 1834

Roche, pharmacien à Tonnay-Charente, admis en 1839

Roy-Bry, admis en 1834 (secrétaire-adjoint en 1834, 35)

Section de législation, philosophie, et littérature

Bastide, avocat, admis en 1834 (bibliothécaire en 1835)

De Boissac, colonel en retraite, admis en 1836

Deshermaux, avocat

Girard de Vasson, procureur du roi, admis en 1836

Guillon, avocat, admis en 1839

Thèze, journaliste, admis en 1839 (secrétaire en 1845, 46)

Viaud, secrétaire de mairie, admis en 1838 (secrétaire-adjoint en 1838, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46)

Ainsi constituée, la Société de Rochefort entretenait des relations avec de nombreuses autres Sociétés savantes, parmi lesquelles dominaient très largement les Sociétés d'Agriculture. A partir de 1838 elle leur adresse les procès-verbaux de ses séances et reçoit en retour leurs propres publications. Dominant toutes les Sociétés agricoles de province, la Société Royale et Centrale d'Agriculture de Paris s'était donnée vocation de chapeauter l'ensemble des Sociétés agricoles de France et de diriger dans la mesure du possible leurs activités.

Par ailleurs, la Société s'abonnait selon ses possibilités financières à divers journaux dont les titres au fil des années se spécialisent de plus en plus dans la chose agricole. Les publications reçues étaient confiées, selon leur intérêt, à l'analyse d'un des membres qui en rendait compte ensuite lors d'une séance ultérieure.

Travaux de la Société

Productions littéraires

D'emblée nous constatons la désaffection des membres pour la **poésie**. Ont disparu les poèmes épiques ou tragiques, les fables ou apologues, les poésies burlesques ou satiriques dont on se délectait à l'époque impériale. Seuls quelques versificateurs enragés, et engagés, continuent de produire des poèmes de circonstance comme celui de Trédos, receveur des Douanes à Charente sur la défense de Mazagran contre les troupes d'Abd-el-Kader (1840) ou de Théophile-Eutrope Baril[1] sur la Fête de la Vierge (1841). Ils n'éveillent aucun intérêt dans la compagnie.

Les **relations de voyage**, par contre, perpétuent la tradition maritime de la compagnie et continuent d'être prisées. En 1832 le lieutenant-colonel Préau fait un exposé sur la colonisation d'Alger et les bénéfices qu'on peut attendre de la possession de cette terre « affranchie par nos armes de la barbarie ». Quoy raconte son voyage en Polynésie comme médecin à bord de *l'Astrolabe*, avec Dumont-Durville. En 1834 Lesson dépeint les richesses architecturales de Lima au Pérou ; il dit l'émotion qu'il a ressentie à la visite de Sainte-Hélène ; il décrit l'île de Tahiti, puis la Papouasie, en insistant sur les difficultés d'évangélisation par l'Eglise

[1] Fils de Jacques Baril : il se destine à la prêtrise.

anglicane de « ces peuples qui semblent graviter vers un cosmopolitisme fraternel…». Lefèvre rend compte d'un voyage qu'il fit à Athènes en 1831 comme chirurgien-major ; il souligne le contraste entre la noblesse des monuments classiques et la décadence des hellènes « déformés par une servitude prolongée » ; en 1835, il relate le siège du château de Morel, puis ses excursions à l'antique Sidon et à l'île de Rhodes, enfin (en 1838) à l'île de Milo où fut découverte la statue de Vénus. Dubois, médecin de marine, décrit son voyage au Pôle Nord. Il fait part, lui aussi, de sa visite émouvante au tombeau de Napoléon. Lesson reprend en 1838 la relation de son voyage à Tahiti à bord de *la Coquille* en insistant encore sur les difficultés des indigènes à intégrer les mœurs européennes. Le professeur Dubois prolonge ce thème en montrant les obstacles que rencontre la propagation du christianisme en Océanie. Poursuivant la relation de son voyage autour du monde, Lesson narre une cérémonie religieuse dans une mosquée de Bornéo puis une réception somptueuse par le gouverneur hollandais de l'île d'Amboine ; il décrit l'Australie où les Anglais ont implanté le luxe d'outre-mer, et où ils envoient leurs condamnés pour qu'ils s'y réhabilitent. En 1839, Maher décrit le tremblement de terre de la Martinique, qui venait de détruire Fort-de-France. En 1840 il donne une étude fort détaillée de l'île de Cuba ; puis il décrit le Mexique, à l'époque de la colonisation espagnole et dans son état actuel ; les Bermudes, où son navire, *l'Herminie*, fit naufrage ; enfin le passage par les Antilles, où il vécut le tremblement de terre de la Martinique. Le colonel de Boissac lit ses souvenirs de la retraite de Russie. Fleury, médecin de marine en retraite, fait un rapport sur les résultats de « l'émancipation des nègres de Saint-Domingue » : tout s'est dégradé dans cette colonie autrefois si florissante. Dubois alors qu'il était chirurgien-major à bord de *l'Amazone*, visita les îles grecques et Constantinople. En 1843 Lesson communique ses notes sur la langue des îles Marquises. La même année, Dupuis, pharmacien de 1ère classe à la Guadeloupe, membre correspondant donne des détails sur le tremblement de terre qui vient de frapper l'île et livre les résultats de son analyse des eaux dans ce pays.

Les **essais littéraires et philosophiques** émanent surtout de quatre membres de la compagnie attachés à présenter les fruits de leurs réflexions, sur des thèmes qui leur tenaient à cœur. Il s'agissait de Lemoyne, ingénieur des travaux hydrauliques, de Dubois, professeur de latin, ex-régent au collège de la ville, du pasteur Castel et du colonel de Boissac.

L'ingénieur **Lemoyne** est un libre penseur ; il ose douter de la validité du sacro-saint suffrage universel, influençable par l'esprit de parti et par toutes les suggestions étrangères … C'est la volonté d'autrui qu'il réalise. Lemoyne propose donc de « peser » les voix au lieu de les « compter » ; de donner à chaque suffrage une valeur proportionnelle à la capacité de l'électeur. Mais comment déterminer cette capacité ? « Voilà l'obstacle à surmonter… ».

Lemoyne s'intéresse surtout aux nouvelles théories sociales et d'abord au saint-simonisme, dont il diffuse la littérature à Rochefort : en 1831-1832, il entretient une correspondance régulière avec les chefs de l'Église saint-simonienne et anime à Rochefort un petit groupe de sympathisants, parmi lesquels on trouve Eugène Roy-Bry, qui n'est encore que le fils d'un riche négociant, les ingénieurs Bayle et Armand, le médecin Dufour… Tout en critiquant son « fanatisme philanthropique »,

il y voit le moyen d'améliorer le sort des ouvriers dont la condition n'a pas progressé depuis trois siècles. En juillet 1832, il quitte Enfantin et se amis pour rejoindre Fourier, dont il diffuse ardemment les idées. Si l'on travaillait par plaisir et non plus par besoin, la nature de l'homme en serait changée et le bien-être en rejaillirait sur toute la classe ouvrière. A l'appui de cette théorie il cite un phalanstère expérimental créé sur une propriété des environs. Le travail y est attrayant par sa variété et chacun y est rétribué suivant son labeur. (Mais dès l'année suivante, cette expérience se soldera par un échec…)

Lemoyne propose d'améliorer encore le système de Fourier en créant des associations où chacun mettrait en commun les moyens dont il dispose. Ce système permettrait, entre autres, d'envisager la culture en grand en regroupant de petites parcelles de terrain dont chacun resterait propriétaire. En 1834, l'assemblée juge ces réflexions sur le phalanstère difficiles à réaliser. En 1839 dans ses « *Calculs agronomiques et considérations sociales* », Lemoyne expose un moyen de favoriser l'émancipation des femmes et l'extinction de la mendicité. L'assemblée décide de lui adresser ses remerciements et ses éloges.

Enfin en 1840, Lemoyne analyse longuement les causes du paupérisme. La précarité de la condition ouvrière lui paraît liée à la concurrence et aux spéculations des fabricants. De là naît une défiance souvent réciproque entre l'ouvrier et son employeur. L'ouvrier, ne pouvant faire aucune prévision d'avenir, s'abandonne à la débauche… Pour tenter de remédier à cet état de choses, il faudrait créer des colonies d'indigents valides, ainsi que l'a proposé le maire de Strasbourg dans la forêt d'Ostwald. Le rôle de l'ingénieur Lemoyne est donc important dans la diffusion des utopies saint-simonienne et fouriériste à Rochefort[1].

Dubois lui-même, dès 1830-1831, avait fait l'éloge du saint-simonisme, à la condition de ne pas en faire une religion. Ce professeur d'humanités apprécie les thèmes philosophiques éclairés par la littérature latine. En 1837, il présente une dissertation sur « Les habitudes » qui, indépendamment de la volonté, conditionnent, l'éducation, l'intelligence, la morale, le goût, les mœurs, les institutions politiques et religieuses, l'amour de la patrie.

Par la suite il présente une analyse raisonnée du célèbre dialogue de Platon intitulé *Le Timée*, expression des doctrines de l'école de Pythagore. Il signale quelques erreurs commises dans une traduction de la pièce d'Ausone *De ostroeis*, sur les huîtres. Selon lui, Massiou se trompe quand il écrit que les huîtres des Santons s'exportaient à Rome ; en réalité il s'agissait d'huîtres du Médoc.

Il analyse l'évolution des formules utilisées pour qualifier la dignité des personnes : « Les épithètes de « Grandeur », d'« Excellence » ont fini par être officiellement effacées…Il est des époques où l'ombre même du passé importune ». En 1838, il soutient que souvent l'empirisme prescrit des précautions que la science justifie. Ainsi Arago confirme le bien fondé de l'opinion des jardiniers concernant l'action néfaste de la lune rousse sur les plantations. En 1840, il déplore que les monuments anciens, témoins des croyances d'une autre époque, ne soient pas

[1] Voir « La diffusion des utopies saint-simonienne et fouriériste à Rochefort – Le rôle de l'ingénieur Lemoyne entre 1831 et 1842 », par Bernard Desmars, *Roccafortis*, *BSGR*, 3e série, tome III, n° 19, janvier 1997, p. 120-125.

protégés contre les passions révolutionnaires ou religieuses ou contre l'indifférence des hommes.

Dans un autre mémoire il démontre que les circonscriptions administratives n'ont pas supprimé les caractères distinctifs liés à la géographie. Ainsi les différences entre les pays de langue d'oc et d'oïl n'ont pas été abolies par l'ancienne monarchie ni par la Constituante. La même année, Dubois présente quelques considérations sur « l'état des personnes dans la société ». La Révolution a proclamé l'égalité entre les personnes, mais les prétentions sont de tous les temps… « Aujourd'hui la jalousie est excitée par le mot de bourgeois ; on attaque illogiquement comme des privilèges les supériorités intellectuelles et de position, naturelles et acquises, donc légitimes ». Bien des membres durent se sentir confortés par de tels propos.

Par la suite la question de la peine de mort suscite ses commentaires sévères. Il est bon sans doute que le code pénal ait aboli la torture ou l'écartelage. Mais il ne faudrait pas que la faiblesse des sanctions encourage l'homme pervers. La peine de mort doit être conservée comme un moyen d'épouvante. La victime, elle aussi, a eu ses moments d'effroi. L'intérêt de la société ne doit pas faiblir devant une philanthropie plus sentimentale que rationnelle.

Le pasteur **Castel** avait été délégué à Genève en 1835, par le Consistoire de Rochefort, pour assister à l'anniversaire séculaire de la Réforme de Calvin. Il rend compte de cette réunion et rend hommage à l'esprit de tolérance de Genève, confronté aux divergences d'opinion qui séparent plusieurs églises réformées. En 1836, il fait part des efforts de la Société Biblique pour répandre dans le monde l'Ancien et le Nouveau Testament, et pour lutter contre l'ivrognerie. En 1841 il soutient que la vraie religion n'est pas en contradiction avec les découvertes récentes de la science. Est-il absurde de soutenir que Dieu créa les cieux et la terre ? La chronologie indiquée dans la Bible doit seulement être réinterprétée.

Le pasteur Castel s'intéresse également à l'histoire régionale. En 1837, il présente un rapport sur quatre mémoires adressés par M. de la Fontenelle de Vaudoré, concernant le Poitou.

Enfin en 1843, il présente ses commentaires sur le *Gorgias* de Platon. La véritable rhétorique n'est point celle de Gorgias, qui prêtait au mensonge les couleurs de la vraisemblance, mais celle de Socrate qui se proposait d'assurer le bien des hommes en leur faisant toujours connaître la vérité.

Le **colonel de Boissac** aime livrer ses réflexions sur les évènements contemporains et leurs conséquences. En 1839, puis en 1842, il traite « des révolutions en général ». Leurs auteurs sont souvent dépassés par le mouvement qu'ils ont créé. Ils deviennent promptement suspects puis ennemis. Après les tempêtes de l'anarchie, vient un pouvoir régulateur devant lequel les survivants se prosternent. On recherche les distinctions qu'on avait autrefois foulées aux pieds. Mais les dignités sont le plus souvent accordées, non aux plus méritants mais aux plus redoutés. On accuse alors le gouvernement. On veut tout réformer, sauf ses propres prétentions. En 1841, il expose son opinion sur la notion de « progrès social ». Le mot progrès n'implique que le mouvement. Notre siècle y ajoute celle de puissance ou de domination. Le progrès matériel entraîne le désir de jouissance qui abâtardit les races ; il provoque aussi l'engorgement des produits ; et dans l'ordre moral, il sape les croyances et tous les liens familiaux et sociaux. En

1843, il traite de *la notion d'égalité*, dont il démontre le caractère illusoire. L'inégalité entre les hommes est évidente, sur le plan des qualités du corps ou de l'esprit. Elle est inévitable, selon lui, dans la société entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent.

D'autres membres de la Société produisirent, plus occasionnellement, des études à visée littéraire ou philosophique. En 1840, **Trédos**, receveur des Douanes, expose son ouvrage, fruit d'un travail de plusieurs années, « Sur la littérature au commencement de ce siècle et l'impulsion que lui ont donné nos institutions nouvelles ».

Boffinet, associé correspondant, adresse en 1840 à la Société des « Réflexions sur le suicide ». On observe actuellement de nombreux suicides. Les causes en sont : le défaut de croyance religieuse ; la littérature actuelle qui altère le jugement, la raison, l'imagination ; les journaux qui ne négligent aucun cas de suicide et en provoquent ainsi de nouveaux. Il faudrait inspirer aux jeunes gens le goût de l'agriculture; là, ils pourraient trouver, avec des occupations intéressantes et productives, le calme et l'esprit.

Pour l'avocat **Guillon**, tout est relatif dans ce monde. Les lois d'attraction régissent, non seulement le monde de la chimie et de la physique, mais aussi celui des idées : idées scientifiques, politiques, juridiques, psychologiques, artistiques ou littéraires.

Les essais historiques sont surtout l'œuvre d'un membre demeuré anonyme (peut-être le colonel de Boissac ?) En 1838, il évoque ses souvenirs de la campagne de Russie. Lors de l'entrevue de Tilsitt en 1807, l'entente semblait acquise entre les empereurs Napoléon et Alexandre. Mais déjà les Russes cherchaient à étudier notre économie militaire, avec des projets éventuels de représailles … Si la campagne de 1812 fut désastreuse, c'est que rien n'avait été organisé pour protéger la retraite. Les divers corps cherchaient à se suffire à eux-mêmes, les villages étaient dévastés. C'est en épuisant ainsi un pays allié que la grande Armée parvint sur les rives du Niemen. La grande armée française était composée de nations trop diverses. Le nombre de nos malades s'augmentait, et les maraudeurs diminuaient nos forces. Le patriotisme russe s'exaltait alors que le sentiment religieux était éteint dans le cœur du soldat français.

Le même auteur anonyme livre ses « réflexions sur la situation de l'armée pendant la paix ». L'époque actuelle est vouée au commerce, à l'industrie, à la tolérance politique et religieuse. Or cet état anéantit toute émulation dans l'armée. Le culte de l'argent détruit celui de la gloire. Durant la paix, l'état militaire ne conduit pas à la fortune. Mais l'armée peut encore maintenir le calme et l'ordre social, comme elle l'a fait sous l'Empire. Il ne faudrait donc pas qu'elle soit traitée avec parcimonie…

En 1841 **Lefèvre** rappelle l'événement militaire dont la rade de l'île d'Aix fut le théâtre en 1757. Les Anglais devaient y tenter un débarquement. Le 23 septembre, l'île d'Aix, attaquée à l'improviste s'était rendue après une heure environ de résistance. Mais la flotte ennemie, manquant d'audace et de hardiesse, disparut brusquement le 1er octobre 1757. En 1843 **Potestas** lit une note sur la perte du vaisseau Le Fougueux au Vergeroux. La même année, **Lefèvre** refait l'historique des moyens mis en œuvre à Rochefort, pour approvisionner la ville en eau potable.

En 1698, il n'existait qu'une seule fontaine ; on allait le plus souvent puiser l'eau à la Charente jusqu'à Saint-Savinien. En 1748, un machiniste flamand tenta, sans succès, d'effectuer un forage artésien dans le jardin de l'hôpital. Enfin en 1751 Saccardy amena les eaux de plusieurs sources jusqu'à un réservoir qui alimente Rochefort.

Dubois, en 1840, donne des détails sur les dernières années de la vie de René Caillé, d'abord à Beurlay puis à Labadère près de Pont-l'Abbé d'Arnoult. Caillé remit en exploitation un domaine délaissé et insalubre. Il mourut prématurément, victime des suites d'une affection de poitrine. Sa dépouille repose au cimetière de Pont-l'Abbé.

Beaux-arts

Les contributions de la Société à la vie artistique furent inexistantes jusqu'en 1842. Cette année-là, le colonel de Boissac attira l'attention sur un jeune peintre rochefortais, Augain fils. La Société lui fit obtenir du conseil municipal une bourse de 1 200 f pour lui permettre de suivre à Paris les leçons d'un maître. Elle décerna par ailleurs une médaille d'argent à M. de Montabert, auteur d'un « Traité complet de la peinture » En 1843, elle acccorda une médaille d'or à M. Rumpler, musicien organiste, pour le *Stabat* qu'il avait composé et exécuté dans l'église paroissiale.

Agriculture

L'Agriculture fut le centre d'intérêt dominant pour la majorité des sociétaires. Dès 1831, on cherche à améliorer la **culture des céréales**, traditionnelle dans le pays, par l'introduction d'espèces nouvelles : « blé de Turquie » (proposé par Réjou), « froment printanier » dit de « Vittoria » (Laugaudin), « seigle multicaule » (Lefèvre), « blé de Dunkerque » (Laugaudin).

La Société tente sa propre expérimentation. Elle loue un jardin de 3 journaux dont elle confie le soin à **Chassériau**. Ce lieutenant de vaisseau en retraite a une véritable vocation pour l'agronomie expérimentale. Il prétend que le rendement en blé est bien meilleur si l'on plante les grains au piquet plutôt que de les semer. Le décompte des grains mis en terre selon les deux méthodes et des grains récoltés lui permet de vérifier statistiquement sa théorie. Mais la Société doute que celle-ci soit applicable.

A maintes reprises, le préfet, sur la demande du ministre a chargé la Société de le renseigner sur l'état des moissons, en fonction des conditions météorologiques de l'année. Inversement en 1844, la Société adresse, par l'entremise du ministre, une demande au directeur du Jardin des plantes de Paris, pour obtenir des graines nouvelles, entre autres de « seigle multicaule, de sainfoin à double coupe, et diverses espèces des meilleurs froments étrangers ».

En 1837 et en 1838 un membre correspondant, Battereau d'Anet offre un lot de 10 variétés de pommes de terres ; elles sont distribuées entre les membres qui désirent en faire l'essai. Ceux-ci présentent, en novembre leurs résultats et comparent les qualités respectives des différentes variétés. La fin de l'année est marquée par une maladie des pommes de terre qui suscita des inquiétudes.

Certaines **plantes exotiques** pourraient-elles être introduites avantageusement dans notre région ? On étudie à cet égard le colza qui, outre l'huile, est utilisable en fourrage et en engrais, le « lin de Riga », la rhubarbe en confiture, la garance, le *peganum hermala*, plante de Crimée qui fournit une teinture rouge, le « liseron patate » commun en Afrique et en Amérique qui donne un aliment sain et abondant, le « madia » qui produit une huile dont les qualités ont été exagérées, le « trèfle de Cabouli », plante fourragère vantée par Lesson.

Fleurs. En 1840 et 1841 Liphardt, jardinier de la marine, posséde 85 espèces de *dahlias*, dont il offre des tubercules à la Société. Une partie est cultivée dans le jardin de Chassériau.

Vignes, vinification, vinaigre et eau-de-vie. Laugaudin analyse en 1836 les mémoires fournis par la Société Centrale et Royale d'Agriculture de Paris, sur la culture de la vigne et sur la fabrication des vins. Mais surtout, les membres font part de l'expérience acquise sur leur propre propriété. Moine, en 1833 fait venir de Metz une vigne dite « Liverdun » qu'il recommande. Castel s'étonne d'avoir, dans son jardin, une vigne venue spontanément à partir de pépins de raisin ; il en fait goûter les fruits en 1837 et en 1838. Fort de cet exemple, il multiplie des treilles de semis qui produisent abondamment en 1844. Contrairement à l'opinion des anciens, la transplantation des vignes d'une région à une autre n'entraîne pas forcément leur dégénérescence ; encore faut-il que les sols soient de constitution et d'exposition analogues (Bonnet de Lescure). La possibilité de renouveler la vigne par le greffage n'est pas admise par tous et fait l'objet d'une controverse en 1844.

En 1847, de Boissac présente les résultats obtenus par un agriculteur dans la fabrication du vin, par l'emploi de cuves hermétiquement fermées, grâce aussi à l'égrenage du raisin avant d'être placé dans la cuve et par le séjour du vin dans la cuve pendant vingt jours environ. En 1845, une fabrique de vinaigre de vin est créée à La Tremblade. Par ailleurs, la quantification du degré d'alcool utilise des instruments de mesure et des unités locales qui ne peuvent être vérifiés, étant indépendants du système métrique. Il en résulte des erreurs préjudiciables aux propriétaires ; plusieurs réclamations sont adressées au préfet par la Société.

En 1844 le Congrès central d'Agriculture (selon le rapport de Viaud) a proposé plusieurs mesures pour prévenir la ruine de la propriété vinicole : lutte contre les falsifications, abaissement des droits d'octroi, suppression des surtaxes sur le vin dans la plupart des villes, réduction des droits qui pèsent sur ce produit à l'étranger.

Arboriculture. Après la fermeture de la pépinière de l'Arsenal mise à sa disposition par la Marine, la Société poursuivait ses expérimentations dans le jardin cultivé par Chassériau. Ce lieutenant de vaisseau en retraite se consacra avec zèle et patience aux problèmes de l'arboriculture. En 1834-1836, il effectua des essais de semis de pépins et de noyaux d'arbres fruitiers. Pour Lesson, cependant, la greffe demeurait le seul procédé efficace pour améliorer les espèces. En 1838, 1839, 1840, 1844, 1845, 1846, Chassériau demanda régulièrement à la Société de constater l'état des arbres semés dans son jardin. Les conclusions de ces examens furent généralement mitigées. Dans le même temps il avait entrepris de lutter contre le chancre qui attaquait les jeunes arbres. Il pratiquait la décortication suivie de l'application d'un onguent de sa composition, constitué par un mélange de bouse de vache, de chaux éteinte et d'urine humaine. En 1839, il traita ainsi 520 ormes

atteints par les vers, le long de la route de Martrou. Fier de sa découverte, Chassériau adressa en 1840 un mémoire à la Société Royale et Centrale d'Agriculture de Paris, pour protester contre M. Eugène Robert, qui s'attribuait la découverte du procédé de décortication des arbres dont il était lui-même l'auteur.

Chassériau avait également déclaré la guerre aux insectes nuisibles. En 1841, il entreprend une campagne d'échenillage des arbres qui durera plusieurs années. L'échenillage est obligatoire en février, mais, selon lui, cette date est beaucoup trop tardive. Il faudrait le pratiquer dès septembre. C'est ce qu'il fait avec l'aide d'un jardinier de la ville. Chaque automne et chaque printemps, il brûle les chenilles et les cocons, après les avoir comptés soigneusement. Il en recueille quelques-uns chez lui pour étudier avec précision les insectes parfaits, et préciser le moment et la façon de les détruire. Il rend compte régulièrement de ses résultats à la Société et aux autorités, ainsi qu'à la Société Royale et Centrale d'Agriculture de Paris qui lui conféra en 1845 le titre de membre correspondant. Il adressa en 1847 une pétition à la Chambre des Députés, pour faire modifier la loi sur l'échenillage.

Amendement et assainissement des sols. Les terrains agricoles des environs ont souvent besoin d'être enrichis. Certains membres recherchent donc, dans les journaux spécialisés, des articles proposant divers engrais. Ce peut être le plâtre (Bonnet de Lescure, Sonolet), le « noir animal » (Payen), « l'engrais Jauffret » constitué de paille et de débris végétaux macérés dans la lessive (de Lescure). En général l'utilité de ces engrais ne fut pas retenue. D'autres procédés d'amendement furent appliqués en grand et prouvèrent leur efficacité : la marne, à base de calcaire crayeux et d'argile, remplace avantageusement le plâtre mais risque à la longue d'appauvrir le sol (Saboureau). L'écobuage, préconisé par Lemoyne en 1838, consiste à brûler la surface du sol. Les années suivantes, il fut mis en pratique dans diverses communes et permit de fertiliser des sols improductifs. En 1842 la découverte par l'Allemand Liebig des engrais chimiques artificiels révolutionna la question ; Roche fit un rapport détaillé sur les engrais azotés. Enfin en 1846, Castel cite la pratique d'un roulier de Rochefort qui utilisait en grand, comme engrais, le sang provenant de l'abattage des bœufs.

L'assainissement des marais, problème récurrent à Rochefort, impose des contraintes souvent mal acceptées. Dès 1833, Laugaudin dénonce la « parcimonie mal entendue », la « coupable négligence » des riverains qui se refusent à acquitter leur quote-part d'entretien des travaux de dessèchement des marais. Bonnet de Lescure puis Laugaudin, proposent en 1836 de déboiser les prairies du marais, où les arbres végètent mal, et de planter au contraire les revers des fossés.

Méthodes et matériels agricoles. En ce début de l'ère industrielle, de nouveaux instruments apparaissent et sont souvent accueillis avec réticence. Le « semoir de Hugues » est souvent vanté dans les journaux, mais Laugaudin le juge inadapté à nos terrains marécageux. Par contre, un de nos correspondants, Dusseutre, « jeune mécanicien instinctif », a amélioré ce semoir et l'a rendu plus fiable. En 1837, la Société consacre 400 f donnés par le Préfet, à l'achat de 4 appareils améliorés par Dusseutre : un semoir, un pressoir, une baratte et une herse. Ces appareils seront prêtés aux agriculteurs qui voudraient en faire l'essai.

Le « hersage », selon la pratique de Laugaudin et de Sergent, présente bien des avantages pour la culture du blé, du seigle et de l'avoine. Mais les cultivateurs

routiniers s'y opposent. On expérimente divers types de « charrues », notamment la charrue André-Jean qui donne les meilleurs résultats, aux dires de Laugaudin à Martrou, et de Sergent à Saint-Laurent. Lahaye est d'avis qu'il y a avantage à utiliser la charrue pour l'arrachage des pommes de terre, faisant ainsi une économie d'emploi de journaliers.

Ailleau à Saint-Jean d'Angély invente un nouvel « appareil distillatoire perfectionné », dont malheureusement Magné ne peut vérifier les avantages. À Surgères, un menuisier, Redourtier, imagine un « ventilateur à vanner le grain ». Il sera récompensé par une médaille de bronze de la Société en 1839.

Des **visites** sont faites aux propriétés de certains correspondants : Levesque se rend chez Creuzenet en 1835, Dubois chez Sergent à Saint-Laurent-de-la-Prée en 1839, Rollet et Bonnet de Lescure chez Coutanceau à Saint-Jean d'Angély en 1845. Chaque fois on admire les lieux visités : seul un propriétaire, dit-on, peut faire les dépenses nécessaires pour parvenir à un tel résultat… Lefèvre en 1840 visite la ferme modèle de Grignon près de Versailles et son école d'Agriculture.

Enfin la Société encourage la rédaction de conseils utiles aux cultivateurs, tels que le *Manuel de l'agriculteur* de Bossinet (1840) et l'*Almanach de l'agriculteur pour l'arrondissement de Rochefort* d'Ardouin (1844).

La Société continue de s'intéresser aux **substituts alimentaires**, dans la continuation des recherches entreprises sous l'Empire, durant le blocus continental. Réjou, dès 1816 s'était occupé de confectionner une **boisson économique** à l'usage de la classe peu aisée. En 1830 et 1831, il perfectionne sa méthode. Il obtient une boisson qui a l'apparence (sinon le goût) du champagne mousseux …

En 1837 Fleury, chirurgien de 1ère classe de la marine, propose d'utiliser les **glands** pour confectionner une fécule onctueuse et blanche. Mais selon Magné, c'est un moyen bien insuffisant en quantité pour obvier à la disette des autres substances. On tente, en 1838, de **panifier la fécule de pomme de terre.** Ce procédé se répand à Jonzac, mais en cachette, car « le pauvre a honte de manger d'autre pain que celui de graminée ». Les essais sont suivis avec intérêt par Faye, Dubois, Bonnet de Lescure, Lahaye.

Lesson en 1840 montre un échantillon d'**huile de pépins de raisins** obtenue par M. Perré de l'île de Ré. Cette huile, une fois épurée, l'emporte pour l'éclairage sur celle de noix. L'extraction du **sucre de betterave** fit l'objet, en 1836, d'un prix de la Société Centrale d'Agriculture de Paris. En 1838, Moreau, membre correspondant, fonde à Lussant une fabrique de sucre de betterave. Magné analyse ce produit et le trouve comparable au sucre de canne. La Société prend donc position en faveur du sucre « indigène ». Mais en même temps, elle ne saurait se désintéresser du sucre de canne, étant donnés les intérêts du port de Rochefort dans le commerce des colonies. Elle prend donc le parti de rester neutre et décide en 1839 de ne pas s'associer à une pétition de la Société royale d'agriculture de Lille, contre un projet de loi qui réduirait les droits d'imposition du sucre colonial.

Les modes de **fabrication du fromage** occupèrent longtemps la Société à partir de 1840. L'initiateur de cette recherche fut le curé de Fouras, Tressalet. Originaire de Savoie, il eut l'idée de montrer à ses paroissiens la façon dont on préparait le fromage dans son pays. Il fit connaître avantageusement son « fromage façon de

Hollande ». Soutenu par la Société, il diffusa sa méthode en organisant des séances d'enseignement, avec l'aide de sa domestique, au domaine de Bonnet de Lescure à Charras. Deshermaux, Pouget, Laugaudin et Lesson assistèrent aux opérations. Lesson étudia ensuite la façon de teinter la croûte en rouge. Des séances d'enseignement se répétèrent en 1841. Le préfet fit ensuite venir de Savoie une personne expérimentée dans la fabrication du fromage. Enfin en 1844, Montaut, capitaine de frégate en retraite, organisa la commercialisation du produit par la création de points de vente.

La **qualité du lait** est également un objet d'études. On se préoccupe de détecter les fraudes par adjonction d'eau, souvent pratiquées dans le commerce ou les effets néfastes de certaines plantes (alliaire, plantes colorantes) sur le goût ou sur l'aspect du lait.

On s'intéresse beaucoup, de 1834 à 1843, à la **sériciculture,** élevage des vers à soie. On apprend que les élevages de vers à soie se multiplient dans le Nord de la France. Mais en 1838, dans notre région, les essais de plantations de mûriers chez Jousseaume, chez Lahaye n'ont pas résisté au froid de l'hiver. Cependant à la Rochelle, André Jean a fondé une magnanerie modèle sur une petite échelle. Cet exemple est imité en 1840 par Sergent à Chasserat, par Le Bouc du Colombiers à Surgères, avec de bons résultats.

Élevage. L'élevage des **ovins** tint une place tout à fait accessoire, à cause des difficultés rencontrées. En 1837, Laugaudin achète deux béliers mérinos en vue de croisements avec la race indigène. Mais en 1844, une épizootie de « pourriture » ou « cachexie des moutons » se propage dans l'arrondissement de Rochefort. Guyon, vétérinaire à Tonnay-Charente, en fait une description détaillée et inquiétante. En 1845, Cordier, propriétaire de moutons de race anglaise, voit son troupeau décimé par le « piétin », passant de 60 à 16 têtes. La Société est confirmée dans son opinion défavorable.

Par contre, la Société se consacre avec passion, à partir de 1837 à **l'amélioration de la race bovine**. Bonnet de Lescure admire les vaches et les bœufs anglais à courtes cornes du comté de Durham. En 1839 il pense qu'il serait utile de consacrer la subvention du gouvernement à l'achat d'un taureau de Durham et de deux vaches garonnaises. On achète donc en 1840 des vaches dans la région de Marmande. Mais il ne reste alors que 612 f, somme manifestement insuffisante pour l'acquisition d'un taureau de Durham. Des tentatives d'achat sont faites, d'abord dans le comté de Durham (1842), puis au Haras Royal du Pin, enfin à l'Ecole Royale Vétérinaire d'Alfort (1843). Le prix dépasse toujours les possibilités financières de la Société, même avec l'aide du gouvernement. Force est donc d'abandonner le projet de se doter d'un taureau de Durham. Au surplus, les vétérinaires (Ardouin, Guyon) ne se déclarent pas favorables au croisement avec une race importée. En outre et surtout, les éleveurs sont très réticents. Ils doutent de la qualité des produits de croisement. Ils refusent de faire l'effort d'amener leurs vaches pour les faire saillir, même gratuitement, par un taureau de qualité, que ce soit à Saint-Jean-d'Angély chez Coutanceau, ou à Martrou chez Lebeau. En définitive, les tentatives d'amélioration de la race bovine locale se soldent donc par un échec relatif. Cependant quelques propriétaires y ont acquis une plus grande ouverture d'esprit sur les résultats obtenus dans d'autres pays.

En 1843, lorsque s'atténue la passion pour l'amélioration de la race bovine, on voit apparaître un grand intérêt pour **l'élevage des chevaux**. Le Conseil Général vient de demander que la succursale de remonte de Saint-Jean d'Angély soit érigée en dépôt. Or l'élevage des chevaux dans les marais de Rochefort prend tous les jours un nouvel accroissement. La Société seconde de tous ses vœux le projet de distribution de primes pour l'amélioration de la race chevaline dans le département, à la condition que les poulinières primées soient effectivement nées dans le pays. Répondant à ses propositions, le Conseil Général octroie 12 000 f pour encourager l'élevage des chevaux dans la contrée et augmenter le nombre des étalons royaux affectés au département.

En 1844 Lesson et Lehuen évoquent la possibilité de créer un **hippodrome** à Rochefort. De Boissac soutient le projet d'organiser des courses de chevaux annuelles, avec l'aide de la ville, du département et du Ministère de l'Agriculture, car la Société n'a pas les moyens de prendre cette entreprise à sa charge. Une première course est prévue pour le 15 juillet 1844, mais elle n'a pas lieu, car le conseil municipal ne put se réunir à temps ni se mettre d'accord sur la désignation du champ de course. En remplacement, en 1845, le vétérinaire Ardouin propose la création à Rochefort d'un **Cercle hippique** départemental.

Sociologie et réglementation de l'agriculture. Les terrains vagues sont utiles aux paysans pauvres, car ils peuvent y faire paître gratuitement leurs troupeaux ; malheureusement leur étendue a tendance à se réduire, ainsi que le constate Dubois en 1836, car les propriétés s'enclosent de plus en plus. En outre le conseil d'arrondissement s'est déclaré favorable, en 1837 à la suppression des communaux**.**

Selon Lemoine, les disettes et le paupérisme dans les campagnes sont dus à la monoculture, qui réduit le nombre des paysans. Mieux vaudrait que la terre soit exploitée par de nombreux consommateurs qui produiraient des animaux et des végétaux en proportions convenables. Laugaudin est partisan de la liberté du commerce des grains qui, seule, pourrait éviter les famines. Le stockage du blé dans des silos ne peut donner qu'un pain de mauvaise qualité.

Chaumont présente en 1843 un long mémoire sur l'assiette de l'impôt foncier. Le montant en est souvent erroné du fait des défectuosités du cadastre. Pour le calculer, on ne peut pas se baser sur la valeur vénale des terres, beaucoup trop variable. Pour Chaumont la seule base rationnelle serait le revenu net de la terre, c'est-à-dire la valeur des produits diminués des frais d'exploitation. La même année Petit, ancien directeur des Fonderies de Ruelle, affirme la nécessité d'une réforme financière. La propriété ne peut plus supporter les charges qui lui sont imposées ; chaque année elle s'endette davantage; elle va se divisant de plus en plus.

Génie civil

Plusieurs chantiers de travaux publics sont envisagés ou entrepris à cette époque à Rochefort. En 1832 le forage d'un puits artésien dans la cour de l'hôpital doit être interrompu, le ciseau ayant été endommagé. En 1841 le puits n'était toujours pas creusé, puisqu'on se demandait s'il serait créé à la Rochelle ou à Rochefort. On projette en 1833 de construire « un pont en fil de fer » à Tonnay-Charente. Un « pont à bateaux » doit être établi près de la Cabane Carrée.

Certains rapports formulent des suggestions susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la collectivité. Magné propose un nouveau moyen d'éclairage utilisant un courant d'oxygène et d'hydrogène enflammé, projeté sur du calcaire. Clarke présente un système anglais pour prévenir l'explosion des machines à vapeur. Castel propose d'exploiter un gisement de fer qu'il a découvert à Saint-Saturnin. Lurat et Roche, pharmaciens, se font forts en 1837 de détruire les termites ; mais Magné redoute que l'arsenic utilisé dans la construction de nos demeures pour les protéger des termites, ne soit un jour la cause d'accidents funestes. Bonnet de Lescure propose en 1837 que la population soit autorisée à puiser de l'eau dans le bassin de réserve de la pompe à feu, alimenté par la Charente ; mais Lesson fait observer que cette eau est impropre à la consommation pendant les chaleurs de l'été. Roche utilise la chimie pour déceler la présence frauduleuse de fil dans les tissus de laine. En 1840, Lesson signale un procédé écossais qui permettrait d'enlever leur odeur aux huiles de poisson. En 1841, de Lescure s'intéresse au charbon tiré de la vase des rivières qui est commercialisé à Bordeaux, mais ne semble utilisable que pour chauffer les machines à vapeur.

Certaines industries, fruits de l'initiative individuelle font l'objet d'études détaillées. A Montendre, Morineau, avocat, a fondé en 1838 une *Manufacture de vannerie indienne*, employant des femmes, des enfants, des vieillards et des infirmes. Le sieur Arnut, mécanicien, a inventé une « pompe à tiroirs verticaux » qu'il soumet à l'examen de la Société ; Chaumont, après des essais précis, conclut que cette pompe est imparfaite dans ses principes et dans ses performances. En 1840, la Société soutient vivement M. Rodanet, « mécanicien distingué », qui essaie de créer à Rochefort une « fabrique de pièces d'horlogerie ». Roy-Bry lui prête son crédit ; la ville lui fournit gratuitement dix enfants trouvés de son hospice. L'entreprise de Rodanet réussit : en 1844, ses montres sont reconnues à Paris comme supérieures à ce qui se fait de mieux en Suisse. Par ailleurs un négociant de Rochefort, Favre, met au point un procédé de séparation de la graisse des os, par autoclave, pour fabriquer du savon à base de suif et du noir animal. Girard, chapelier rue des Trois-Maures, annonce qu'il a découvert un procédé rendant les chapeaux imperméables à l'eau et à la sueur…

Marine

La vie à bord. C'est sur le mode épique et philosophique que le médecin de marine Lefèvre décrit, dans ses *Impressions de voyages*, la vie à bord d'un bâtiment de l'Etat. Dans un esprit semblablement littéraire, Lesson donne une *esquisse de scène maritime.* Il peint le tableau que présente un bâtiment de guerre avant, pendant et après le combat.

Bateaux à vapeur. Clarke, ingénieur de constructions de la Marine les juge davantage adaptés au temps de paix qu'à la guerre, car ils sont trop vulnérables. Blancheton, capitaine de corvette, voudrait faire établir dans notre port deux bateaux à vapeur pour remorquer les vaisseaux et éviter ainsi les stations nécessitées par les marées et les vents contraires.

Instruments de bord. En 1835, le capitaine de corvette Potestas signale que l'aiguille aimantée de la boussole peut être déviée par les masses de fer à bord des vaisseaux. Il en résulte parfois des erreurs de route et de position jusqu'à 15 à 20°.

Appareils de Clément. En 1837, Lesson présente pour la première fois les instruments de bord conçus par le sieur Clément, dans son atelier de l'Arsenal. En 1839, Maitrot présente les trois appareils de M. Clément : la **Montre à sillage** permet de mesurer à chaque instant la distance parcourue par un navire. La **Montre à dérive** apprécie l'angle que fait la quille avec le sillage tracé sur les flots. Le **Thermomètre sous-marin** indique, par la différence de températures, le passage d'une eau profonde à celle d'un banc. Les mesures faites par ces appareils sous la coque du navire sont transmises directement à l'officier de quart sur le pont. La validité de ces instruments est vérifiée par la Marine lors d'essais en mer, pendant cinq mois à bord du vapeur *Le Grégeois*. Clément est à plusieurs reprises félicité par la Société.

Armement. Le lieutenant-colonel Préaux, directeur du parc d'artillerie de la Marine expose en 1833, différents essais qu'on a tentés pour enflammer la poudre. La première idée d'un « percuteur » aurait pris naissance dans son service et non pas, comme on le croit, en Angleterre. Il fait ultérieurement une description détaillée des divers types de percuteurs. Il offre à la Société en 1837 son *Recueil de mémoires sur l'Artillerie de Marine* puis quelques mois plus tard, son *Manuel de l'artificier* enfin en 1838 son *Manuel d'Artillerie*.

Le lieutenant-colonel Préaux, avait participé à la conquête d'Alger ; il pense que le commandement de cette ville doit revenir à la Marine. Il expose « les moyens qui lui paraissent les plus favorables pour enrichir par les produits coloniaux une terre que la civilisation doit se hâter de reconquérir sur la Barbarie ». Le lieutenant Levesque se déclare partisan du maintien des places-fortes, contre l'opinion de ceux qui pensent que les guerres de l'Empire en ont prouvé l'inutilité.

Intendance : Laugaudin, responsable de ce service, souligne en 1831 la supériorité des bœufs d'Irlande, élevés pour la boucherie, alors que les nôtres sont épuisés au travail avant d'être abattus. Rollet, directeur des Vivres, puis Noël et Sabouraud s'attachent en 1835 à perfectionner le procédé d'Appert pour la conservation des substances alimentaires embarquées. Leur méthode est soumise à une vérification expérimentale l'année suivante. En 1837, Sabouraud fait admirer une tranche de bœuf, qui a subi sans altération un voyage de 18 mois sous les tropiques.

En 1835, Lesson chargé de surveiller la nourriture des forçats souligne les inconvénients des « fèves de vieille date », dures et indigestes ; il insiste sur la valeur nutritive de la gélatine. En 1841, Roche constate que du *lait-double*, conservé selon le procédé Appert amélioré, est parfaitement consommable trois mois après sa préparation. Les qualités du lait-double fabriqué par Noêl à Bordeaux sont à nouveau constatées après dix mois de conservation, en 1843 et 1844 par Magné puis par Lefebvre.

En 1842, Lesson, sur la demande du Ministre de la Marine, étudie la possibilité d'utiliser comme textiles le chanvre de Manille et le chanvre de Nouvelle-Zélande. Le charbon de terre, lorsqu'il est humide serait susceptible de combustion spontanée. Lesson recommande en 1847 de ne pas embarquer un tel combustible, s'il est humide et confiné dans la cale, sans communication avec l'air extérieur.

Justice. Les juridictions spéciales, propres à la Marine et à l'Armée, sont vivement contestées. Pour le juge Faye, les tribunaux maritimes sont des juridictions

exceptionnelles qu'il conviendrait de supprimer. Le code pénal est suffisant pour les délits maritimes. De même les marins déserteurs du commerce devraient être renvoyés devant le tribunal de police correctionnelle et jouir ainsi des droits communs. Un autre membre (anonyme) critique la justice militaire. L'armée est régie par un amas confus de lois que peu d'officiers connaissent mais qu'ils sont chargés d'appliquer. Le code pénal militaire, que l'on attend depuis plus de vingt ans devrait être promptement promulgué.

Génie maritime. Blancheton, capitaine de vaisseau en retraite, présente en 1837 un « Nouveau système de surveillance contre les incendies dans les arsenaux maritimes ». Il préconise la création de « rondes-garde-feux » assurées par une compagnie de « rondiers-gardes » qui serait dirigée par un ingénieur des constructions ou par un lieutenant de vaisseau.

Clarke, officier du génie maritime, décrit en 1838 les variétés de machines à vapeur qu'il avait pu observer en Angleterre et leurs applications possibles à la Marine et à l'industrie. En 1842, on envisage d'installer l'éclairage au gaz dans l'arsenal maritime. Lemoyne y est opposé car l'installation serait trop onéreuse pour la Marine et l'huile donnerait un meilleur éclairage. Mais Roche démontre qu'à l'Hôpital Saint-Louis à Paris, l'éclairage au gaz s'est révélé moitié moins cher que l'éclairage à l'huile.

Médecine et pharmacie

Le plus prolifique des médecins fut incontestablement **Amédée Lefèvre**, professeur à l'Hôpital de la Marine, admis à la Société en 1834. On lui doit chaque année une ou plusieurs communications médicales. En 1835 : « Historique des progrès de la chirurgie pendant l'année 1834 » ; « mémoire sur l'Asthme ». En 1836 : « Discours d'introduction au cours de Matière médicale professé à l'Ecole de médecine ». 1837-1838 : « Les perforations de l'estomac » ; « Un cas de conservation dans l'utérus d'un embryon mort depuis plusieurs mois » ; « Historique de la constitution de l'ordre des chirurgiens ». 1839 : « Rapport sur l'évolution de l'épidémie de fièvre typhoïde à Rochefort depuis le début de l'année » ; « Note sur Louis Armand Chapellier, naturaliste voyageur ». 1840 : « Analyse d'un mémoire sur la localisation de nos principales facultés » ; « Historique de l'épidémie de typhoïde qui a régné au bagne de Rochefort pendant les premiers mois de l'année 1839 ». 1841-1844 : « Histoire de l'école de médecine navale du port de Rochefort ». 1844 : « Note sur un procédé pour conserver les sangsues ». 1845 : « Note sur la mortalité qui a sévi dans le 9e Régiment de Ligne, en garnison à Paris, en 1838, après seize mois de séjour à Rochefort » ; « Mémoire sur la phtisie pulmonaire ». 1846 : « Un cas de monstruosité offert à la curiosité publique » (membre pelvien accessoire).

Repey lit en 1833 un mémoire sur le choléra qui avait éclaté à Rochefort, au mois d'août. Lesson présente en 1834, avec Laurencin, un rapport sur le « gouace », plante exotique réputée active contre le choléra. Les essais n'ont pas permis de confirmer ses vertus curatives.

En 1835, Constantin présente ses réflexions sur la méthode du docteur allemand Hahnemann, créateur de la médecine homéopathique. Sans adopter ce nouveau système, il pense qu'il convient d'en faire des applications prudentes. En 1840 il

présente un prétendu cas d'hermaphrodisme chez un jeune homme de Surgères réputé être un « garçon-fille ». On le croyait même en état de grossesse ! « Un examen éclairé a dissipé le merveilleux de ce cas ».

Maher, médecin et chirurgien de la Marine, traite en 1836 de la digestion et de la « calorification ». Il offre en 1837 un exemplaire de sa thèse sur les fièvres intermittentes pernicieuses, produites par les miasmes délétères des terrains marécageux.

Triaud, second médecin en chef de la marine au port de Rochefort, présente en 1838 une observation de monstruosité (« pseudo-encéphalie »). Il expose un cas analogue en 1841.

Magné, pharmacien chimiste de la Marine, communique en 1838 un mémoire sur le sucre et l'alcool provenant de l'urine d'un malade atteint de diabète.

Sabouraud, pharmacien de 1ère classe, fait en 1839 un exposé sur les moyens qu'apporte la chimie pour la détection des empoisonnements criminels. Il complète cet exposé en 1840 par un mémoire sur « Les perfectionnements de la chimie judiciaire depuis 1830 ». En 1846, il entretient la Société d'un nouvel agent pyrotechnique, le « fulmi-coton » qui pourrait remplacer avantageusement la poudre de guerre, avec une force de projection dix fois plus considérable. Magné, pharmacien chimiste de la Marine, fait connaître en 1840 les différents procédés utilisés par les faussaires pour « falsifier les remèdes, les aliments, les condiments ou les tissus ». Il présente par la suite un « Essai de chimie appliquée à l'économie domestique ». Roche, pharmacien à Tonnay-Charente, passe en revue en 1841, dans son « Essai d'une histoire de la chimie » les chimistes illustres, du 17e siècle à la période contemporaine.

Géologie, biologie animale, botanique

La **géologie** fut peu étudiée. En 1834, Réjou montre un fragment de calcaire chargé de coquilles. Lesson y reconnaît des « mollusques fluviatiles et terrestres, genre helix, lymnées » …etc. Roche en 1841 expose les lois qui ont du présider à la formation du globe terrestre. La science géologique, très récente, ne s'est véritablement constituée qu'après la fin du 18e siècle.

La **biologie animale** fut fréquemment abordée, en particulier par le savant naturaliste Lesson. En 1834, il lit un extrait de son *Histoire des oiseaux de paradis,* notamment le Grand et le Petit-Emeraude. Par la suite, il tient la Société informée de ses nombreuses publications : en 1837 le premier volume d'une *Histoire générale des zoophytes* ; en 1838, *L'histoire générale et partielle des méduses* ; le *Voyage pittoresque autour du monde* ; la *Continuation de Buffon.* En 1839 le *Tableau synoptique des races humaines,* puis son *Species des mammifères.* En 1840 une *Monographie sur l'oryctérope.* En 1841, la première partie de son *Catalogue de la faune du département de la Charente-Inférieure ;* en 1843, l'*Histoire naturelle des zoophytes acalèphes* ; en 1844, le *Catalogue général des oiseaux connus.*

Dubois analyse en 1838 les modes de migration et d'hibernation de certains oiseaux, poissons et insectes, en se fondant sur l'*Histoire des animaux,* d'Aristote. En 1842 de Fréminville, correspondant, offre ses *Considérations générales sur les habitudes des serpents.*

C'est à **l'entomologie** qu'est consacrée la majeure partie des communications naturalistes, car une meilleure connaissance des insectes est indispensable à la pratique de l'agriculture. En 1837 Boffinet, de Saint-Savinien, signale qu'une chenille fait des ravages depuis l'année dernière à St Jean d'Angély. Lesson l'identifie comme étant le *bombyx dispor*. En 1838, l'assemblée reçoit la visite de M. Audouin, membre de l'Académie des Sciences et professeur-administrateur au muséum d'Histoire naturelle de Paris. Missionné par le Ministre de l'agriculture, il prononce une grande conférence sur la pyrale, insecte qui attaque la vigne.

Lefèvre en 1839 examine un cocon de Madagascar offert par Préaux. Il s'agirait de l'ouvrage d'une chenille du genre bombyx. Mais c'est Chassériau qui se consacra le plus activement aux chenilles et aux papillons, parasites des cultures de notre région. En 1840, il dresse les tableaux de quelques coléoptères et lépidoptères, tableaux dont la qualité et la précision lui valent les compliments de Lesson. En 1841 il produit deux nouveaux tableaux d'insectes nuisibles ; il adresse à la Société des échantillons de cocons et de soies dont il se demande s'il ne serait pas possible de tirer parti. Il donne des notices détaillées sur diverses chenilles, étudiant avec précision la chrysorrhée en 1841, puis en 1842 la livrée et la disparate, dite « chenille à grandes oreilles, l'arpenteuse, la vanesse, la processionnaire » et de très nombreuses autres espèces. Ses études l'amènent, comme on l'a vu, à préconiser l'étalement de la période d'échenillage au-delà des périodes fixées par la loi. Poursuivant ses recherches, il rédige en 1845 son 6ème tableau d'entomologie, et la Société Royale et Centrale d'Agriculture de Paris le nomme membre correspondant.

La botanique est un autre objet de travaux, en raison surtout de ses implications agricoles. Constantin propose une vue générale de la botanique dont l'étude est utile à l'agriculteur. Magné complète cet exposé par un mémoire sur la physiologie et la pathologie végétales. En 1835 le pasteur Castel décrit plusieurs plantes cryptogames. La même année, Lesson informe la Société qu'il rédige une *Flore Rochefortine*. Le juge Faye écrit en 1836 une *Flore du Vergeroux*. Il s'intéresse, ainsi que Lesson aux monstruosités végétales. En 1838, il offre un *Tableau synoptique des graminées qui croissent spontanément dans le département de la Charente-Inférieure.* En 1840 il présente « un épi de froment vivipare » provenant du jardin de M. Chassériau. En 1846, devenu substitut du procureur à Poitiers et membre correspondant, il adresse une note sur le progrès de l'étude de la botanique dans notre département.

Lefèvre est en relation avec le jardin botanique. Il présente quelques racines de garance qui y sont cultivées et surveille la plantation de dahlias. Magné, en 1840, présente des citrons provenant de semis faits à Niort 15 ans auparavant. Castel annonce la plantation de *Paulownia imperialis* chez M. Renou à Ballon. Lesson vante une nouvelle variété d'acacia, *Robinia pyramidalis*.

Archéologie locale et régionale

Cette discipline suscite également l'intérêt de certains membres, férus d'antiquités. Blancheton, capitaine de vaisseau en retraite, n'est pas de ceux-là : en 1832 il exprime son désaccord avec Victor Hugo qui s'élève contre la destruction des monuments du moyen âge. Il faut vivre avec son temps, dit en substance Blancheton, et la disparition des vieux monuments répond à l'évolution des besoins de notre civilisation… Il est le seul à témoigner une telle indifférence pour le passé.

Lesson a particulièrement étudié l'histoire et l'archéologie de la Saintonge. En 1834 et 1835, il rédige des *Lettres sur les mœurs, les usages, les antiquités de la Saintonge.* Il explique les ruines du passé par l'histoire, l'archéologie, la philologie, ainsi que par les traditions locales.

En 1838, on découvrit dans les environs de Rochefort un bois de cerf fossile. Lesson l'identifie comme appartenant à une espèce aujourd'hui disparue, *Cervus Giganteus* de Cuvier. En 1839 Lesson signale un monument très remarquable, et pourtant presque ignoré, l'église de Fenioux. Il présente à la Société la première livraison de ses *Vues de la Charente-Inférieure*, lithographiées par Garnier, et lit des notices sur les principaux monuments du département. Plus tard, il lit un mémoire sur la « basilique d'Aulnay », considérée comme étant du 12e siècle, mais qu'il fait remonter au temps de Charlemagne. Il fait une communication sur la religion des Gaulois : le « druidisme » proscrit par l'empereur Claude puis par le christianisme, survit encore, selon lui, dans des superstitions demeurées vivaces dans l'esprit des villageois. En 1840, il fait état de la découverte de ruines à la pointe de Suzac appartenant vraisemblablement à une *villa* romaine ; il décrit en outre l'abbaye romane de Marestay à Matha.

En 1841, Lesson publie sous le titre de *Fastes historiques, archéologiques et biographiques de la Charente-Inférieure* un inventaire archéologique des monuments que les Gaulois, les Romains ou le Moyen-Âge nous ont légués. En 1842, il en lit un extrait concernant le village de Sainte-Radegonde et les grottes de Pont-l'Abbé qui servirent de refuge à la sainte, dont il conte l'histoire très romantique : le meurtrier de son père, Clotaire 1er avait voulu l'épouser. Elle refusa, prit la fuite et se cacha à Pont-l'Abbé. Par la suite, elle fonda à Poitiers le monastère de Sainte-Croix. En 1844, Lesson présente un volume renfermant 700 dessins représentant les anciens monuments de l'arrondissement de Saintes. En 1846, il travaille à un ouvrage sur les « monuments druidiques » et les dolmens.

Le pasteur Castel s'intéresse surtout aux églises et aux « cercueils en pierre », notamment à Saint-Agnant et à Saint-Saturnin, et aux pièces de monnaie qu'on peut y trouver. En 1837, il fait part de découvertes numismatiques faites dans l'arrondissement de Marennes. Une grande quantité de pièces d'or et d'argent aurait été découverte à La Gripperie… A Ors a été mis à nu un lieu de sépulture, romain vraisemblablement, contenant des « cercueils de briques », des ossements et des médailles à l'effigie de quatre empereurs qui se succédèrent pendant 27 années : Valérien, Gallien, Aurélien et Claude. En 1838, Castel montre plusieurs pièces anciennes datant de Henri III, Louis XII et Louis XIV, découvertes au village de Planti près de Marennes.

En 1836 Dubois, professeur de philosophie, s'attache à retrouver, dans le patois des gens de la campagne aux environs de Marennes, quelques expressions qui ont conservé une physionomie latine. Il est chargé en 1838 de présenter une nomenclature des monuments de Rochefort ; il consulte à ce sujet Massiou, de La Rochelle, auteur d'une Histoire de l'Aunis et de la Saintonge. Il trouve en outre à la bibliothèque de Saintes des références dans des documents anciens extrêmement précieux. En 1840, il fait une description archéologique de Pont-l'Abbé, de sa porte de ville et de son église.

Faye, en 1837, donne des précisions sur un coffret trouvé sous le maître autel de l'église de Rochefort. Ce coffret contenait des reliques de Saint Claude et Saint Constant ; il avait été offert par l'évêque de Saintes le jour de la dédicace de l'église en 1683. Une autre fois, Faye montre des coquilles d'huîtres trouvées dans le marais de Mouillepied. Elles seraient du type des « huîtres santones » mentionnées par Ausone. En 1838, il suggère de concentrer à la bibliothèque de la ville tous les documents relatifs à l'histoire locale ; on ne possède pas de traces de l'ancien seigneur de Rochefort, mais Faye en a trouvé mention dans plusieurs chartes conservées dans le recueil de Dom Fonteneau, à Poitiers. Faye décrit en 1839 le culte de Sainte Radegonde, toujours très vivace à Poitiers.

En 1839 et 1840, Fleury, médecin de la Marine, expose longuement la controverse qui l'oppose à Massiou : à l'origine, Massiou prétendait que le « village des Santons » était situé près du lieu de création de Brouage, ou bien à Chassiron dans l'île d'Oléron, alors que Fleury le disait proche du « village de Toulon ». Par la suite Massiou changea d'avis et voulut s'approprier la thèse de Fleury ; celui-ci en réclamait donc l'antériorité.

Histoire locale

Lefèvre lit en 1839 une note sur « l'établissement du bagne de Rochefort ». 528 forçats furent établis en octobre 1766 dans le hangar aux futailles. Par la suite, le bagne s'agrandit et occupa le hangar aux affûts. On demanda des Turcs pour donner la bastonnade aux insoumis, mais le Ministre, faute de Turcs, ordonna que la bastonnade soit donnée par d'autres condamnés. En 1846, Lefèvre trouve, dans un numéro du Mercure de France de 1618, un mémoire dans lequel le duc d'Epernon raconte « comment, pour ôter aux Rochelais tout moyen de lutter avec avantage contre les troupes royales, il se détermina à faire raser le château de Rochefort ».

En 1839, Viaud, Lefèvre et Faye examinent à la Bibliothèque de la Marine une collection précieuse pour l'histoire du port de Rochefort, le *Recueil de lettres de la Cour et dépêches ministérielles, de 1688 à 1815* (351 volumes in-folio). C'est en 1845 que Viaud et Fleury publient leur *Histoire de la ville et du port de Rochefort*.

Un autre document manuscrit de Bégon est découvert par Faye à la bibliothèque de Poitiers, un cahier de vingt pages intitulé *Mon voyage à Bagnières.*

Études sur l'arrondissement de Rochefort

L'état actuel de l'arrondissement de Rochefort suscite des constats pleins d'enseignement sur la vie de la cité et de sa région à cette époque.

En 1834, Pénard, médecin à Saint-Savinien adresse une monographie très complète sur le canton de Saint-Savinien. Il y donne quantité de détails précis sur les mœurs et les superstitions locales, sur le logement, l'alimentation, l'habillement, les métiers, la santé des habitants. Lesson, en 1839, s'intéresse aux mœurs des habitants de la Saintonge. Il décrit le Saintongeais comme étant d'une extrême politesse envers les étrangers, avec des goûts simples et des habitudes d'économie. Il est superstitieux et confiant dans les vertus thérapeutiques des plantes. Il conserve l'usage des vêtements simples de ses pères ; les jours de fête il se pare d'un gilet d'étoffe rouge ; de là lui est venu le surnom de Saintongeais, ventre rouge.

Chaque année, de 1838 à 1846, Viaud, secrétaire de mairie, présente le tableau statistique de la population de Rochefort. Il souligne régulièrement la diminution de la mortalité dans une ville réputée insalubre : la durée de vie moyenne à Rochefort a été de 19 ans de 1790 à 1799 ; 26 ans de 1800 à 1809 ; 25 ans de 1810 à 1819 ; 28 ans de 1820 à 1829; 32 ans de 1830 à 1839. « Il doit être certain pour tout le monde que la mortalité à Rochefort n'excède pas la moyenne de la mortalité constatée dans le reste de la France ».

En 1838, pour répondre à une demande du préfet, Viaud présente le résultat d'une enquête sur « le paupérisme à Rochefort ». Selon lui, le nombre de mendiants autorisés, porteurs de médaille, est de 258, mais il y aurait presque autant de mendiants non autorisés. Le chiffre total des pauvres ne dépasserait pas 400 soit 1/37e de la population alors que la moyenne nationale est de 1/16e : « Notre ville est donc, à cet égard, dans une position tout à fait favorable ». Sur 258 pauvres reconnus, 142 pourraient être utilisés à quelques travaux organisés.

Le même Viaud fait en 1838 un rapport sur la Caisse d'Epargne de Rochefort, créée en juillet 1836, essentiellement pour permettre aux ouvriers d'y placer leurs économies. En fait, il apparaît que les dépôts ont été effectués surtout par des employés, militaires ou marins pour lesquels cet établissement n'avait pas été créé.

Dubois, professeur au collège, met l'accent sur le « développement intellectuel qui s'est réalisé à Rochefort, depuis 1789 », en grande partie grâce à des étrangers appelés à Rochefort par leur service. Il montre la formation progressive à Rochefort d'un « esprit de cité ». À l'origine les habitants, venus de toutes parts n'éprouvaient aucun attachement pour leur cité d'accueil. Avec le temps, ils se sont incorporés à la population indigène : « Presque tous les directeurs de service de la marine se sont attachés au sol par le lien du mariage et par la propriété ».

En 1843, Bonnet de Lescure cite en exemple un établissement agricole fondé par le curé de Pons, qui utilise 60 enfants pris dans la classe pauvre, parmi lesquels se trouvent plusieurs enfants trouvés de Rochefort. Dans son discours en tant que président à la séance publique de 1844, il annonce qu'un embranchement du chemin de fer de Paris à Bordeaux sera pratiqué de Poitiers à Rochefort. Il ne faudra plus que douze à quinze heures pour faire le voyage de Paris. Un tel progrès doit faire espérer une diffusion plus facile des produits agricoles et industriels et un nouvel essor pour la commune de Rochefort. Même le commerce des chevaux devrait en être facilité.

En 1846 un entrepreneur des vidanges propose d'établir, dans un pré situé à la Cabane Carrée, le dépôt et la transformation des matières fécales par un nouveau procédé désinfectant**.** Lefèvre, Roche, Sabouraud et Lesson sont chargés de contrôler ce procédé, mais n'ayant pu obtenir aucun renseignement, ils doivent renoncer à leur mission.

Un exposé sur la « mortalité à Rochefort durant l'année 1845 » est présenté par Lefèvre. Sur 704 malades décédés, 312 étaient atteints de maladie de poitrine et 95 de fièvres diverses ; 230 étaient âgés de moins de quinze ans. Ainsi serait « démontré le ridicule de certains préjugés sur l'insalubrité du climat de nos contrées »… Lefèvre dénonce par ailleurs le manque de rigueur dans la constatation des décès et de leurs causes. Il conviendrait qu'un médecin soit spécialement chargé de cette mission.

Les qualités de l'enseignement primaire dans l'arrondissement de Rochefort sont régulièrement suivies par Dubois. A partir de 1836 les améliorations sont importantes. Laugaudin en attribue le mérite à la monarchie de Juillet. Cependant l'enseignement primaire reste insuffisant dans les petites communes rurales. Les enfants de paysans interrompent leur scolarité huit mois sur douze. Les enfants de pêcheurs à Fouras sont beaucoup plus assidus.

Voici donc, trop rapidement esquissées, les activités très diverses qui occupèrent, durant les dix-sept années du règne de Louis-Philippe, notre Société savante rochefortaise. Ses membres, centrés surtout sur les intérêts (intellectuels et matériels) de la propriété foncière, n'ont fait que suivre l'évolution générale de la société de l'époque, marquée par la promotion de la bourgeoisie terrienne. Tout au long de leurs travaux, on ne trouve pratiquement jamais l'expression ouverte d'une opposition au régime. Les relations avec le Préfet ou avec le Ministre témoignent toujours du respect des sociétaires pour l'autorité et de leur esprit de coopération. Mais la nostalgie républicaine couvait dans le pays et s'exprimait occasionnellement par des actions parfois violentes. Elle finit par aboutir à la Révolution de février 1848 et à l'instauration de la Deuxième République. Ces évènements eurent-ils un écho dans notre Société ? Nous ne le saurons pas, car la rédaction manuscrite des procès-verbaux de séances s'interrompt après le 27 janvier 1847, sans aucune mention qui puisse faire évoquer une crise au sein de la compagnie. Quoi qu'il en soit, la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-lettres de Rochefort survécut, et les comptes rendus de ses séances reprirent à partir de 1849, comme si rien (ou presque rien) ne s'était passé.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET BELLES-LETTRES

PENDANT LA SECONDE RÉPUBLIQUE (1848-1851)

par Philippe Duprat

La Société d'Agriculture fonctionne dans la continuité de la Monarchie de Juillet : le nombre de membres résidents tourne toujours autour de la trentaine. Certes, les procès-verbaux manuscrits des séances manquent entre le 27 janvier 1847 et le 14 novembre 1849. Mais les bulletins relatant les procès-verbaux des séances sont publiés au moins jusqu'en juin 1848[1], c'est-à-dire bien après les événements de février. Ces séances, consacrées à des questions purement techniques d'agriculture et à la lecture par Dubois de son journal de bord de la frégate la *Virginie* entre 1844 et 1845, sont marquées par la normalité.

Compte tenu des documents dont nous disposons, l'avènement de la République ne semble donc pas avoir eu la moindre influence sur la vie de la Société, qui s'oriente de plus en plus vers l'agriculture, devenue « le sujet principal de [ses] préoccupations », comme le rappelle le secrétaire Montaut dans la séance d'ouverture du 15 octobre 1851.

Plusieurs mémoires et notices sont consacrés à d'autres domaines, mais ils se raréfient. Trois notices nécrologiques concernent René-Primevère Lesson, le docteur Souty et Bonnet de Lescure. On ne relève, en littérature, que deux communications : l'une du baron Ogier (1851) sur « cette horde d'auteurs qui rivalisent de zèle et de perfidie pour saper les bases antiques de la société[2] », l'autre de l'abbé Person (1851) qui, commentant des « fragments de littérature sacrée », fait l'apologie du christianisme libérateur de la femme, par opposition aux autres religions du monde. Dans les sciences économiques et sociales, le banquier Eugène Roy-Bry lit un mémoire sur les caisses de secours mutuel et de retraite (14 novembre 1849) ; le grammairien et pédagogue Braud présente une « esquisse d'un plan d'éducation publique ». Quant aux sciences, elles ne sont pas oubliées, avec le mémoire de Boffinet intitulé « essai sur l'enchaînement du phénomène géologique », où l'auteur conclut à la concordance entre la science et la Bible, « à condition de bien traduire la Bible » (14 janvier 1850). L'ingénieur de la marine Auriol lit plusieurs communications sur la machine à vapeur. La médecine enfin reste à l'honneur, de façon anecdotique, avec la présentation, par Constantin, le 26 novembre 1851, d'un cas de monstruosité fœtale. Mais les esprits sont surtout marqués par la contribution

---

[1] Séances des 14 et 28 juin 1848 (fascicule n° 12 du *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres de Rochefort*). Seuls subsistent à la bibliothèque de la Société de Géographie, dix-huit bulletins de l'année 1842-43 (du 23 novembre 1842 au 10 août 1843), deux bulletins de l'année 1846-47, et deux bulletins de l'année 1847-48.

[2] Non retrouvée dans les archives.

d'Amédée Lefèvre, avec son mémoire sur le choléra à Rochefort, lu intégralement en plusieurs séances au cours de l'année 1850, et publié l'année même par la Société[1].

Vers les comices agricoles

L'agriculture occupe l'essentiel des activités de la Société. Dans la séance d'ouverture du 15 octobre 1851, Montaut souligne « la fécondité inépuisable de la terre ». Faisant allusion aux disettes fréquentes sous l'Ancien Régime, il constate les progrès évidents de l'agriculture en soixante ans, notamment dans la production des têtes de bétail. Il souligne également que la Société d'Agriculture de Rochefort est, dans l'arrondissement, la seule interlocutrice du gouvernement « pour obtenir les renseignements nécessaires à la bonne direction de cette partie importante de son administration », en particulier sur les ensemencements, sur les prévisions et les rendements des récoltes, sur la production de viande de boucherie. Montaut ne se contente pas d'un éloge convenu des progrès de l'agriculture, mais il détaille le rôle spécifique de la Société de Rochefort : « La société a établi que dans l'arrondissement, l'éleveur peut livrer un bœuf de trois ans au prix de 120 francs en réalisant quelque bénéfice […], que l'usage du pays était encore d'engraisser les bœufs qui ont de 6 à 10 ans […], que l'engraissement se faisait en quatre mois de pâturage dans des prairies excellentes, que depuis 1822 jusqu'en 1848 la production en élève et en bœufs engraissés s'est accrue de 2/5e » (résultat, ajoute-t-il, dû principalement au tarif protecteur de la loi de 1822). De ce fait, la Société demande le maintien de cette « loi protectrice des intérêts du pays ».

Les mémoires sur les questions agricoles demeurent paradoxalement peu nombreux : on note un mémoire analysant les « droits sur les bestiaux étrangers » (10 avril 1850), un mémoire de Dutouquet sur les bestiaux dans le canton de Saint-Agnant (10 mai 1850), un mémoire de Roy-Bry sur la production de bétail en 1851, un mémoire de Castel sur la maladie de la pomme de terre. On relève également le mémoire du président Deshermaux sur les pibales, suite à une demande ministérielle de renseignements sur les produits de la pêche fluviale. C'est ainsi que, parmi les mesures à prendre pour favoriser l'empoissonnement des eaux douces, Deshermaux préconise la prohibition de la pêche de certaines espèces, en particulier les pibales (appelées aussi « civelles », « montée » ou « bouiron »), « ce fretin gluant, grouillant et dégoûtant que l'on apporte en abondance à la poissonnerie dans les premiers mois de l'année, et qu'achète à bon marché la classe pauvre de la population ». Le mémoire de Deshermaux apporte la preuve que la pibale n'est autre que la très jeune anguille – ce qui était ignoré, semble-t-il, à cette époque. Il donne les chiffres de son développement jusqu'à son complet accomplissement la cinquième année, et démontre que la capture de la pibale est donc un gâchis énorme. S'appuyant sur ce mémoire, la Société demande des mesures urgentes sur la pêche de ce poisson d'une importance alimentaire capitale.

---

[1] *Recherches sur la marche et les effets du choléra asiatique à Rochefort, pendant les différentes épidémies dont notre ville a été le théâtre en 1832, 1834 et particulièrement en 1849*, par M. A. Lefèvre, second Médecin en chef de la Marine, Officier de la Légion d'Honneur. Mémoire remis au Conseil d'Hygiène de l'arrondissement. Rochefort, 1850.

Même si le nombre des mémoires est relativement faible, il n'est pas une seule séance de la Société qui ne traite d'agriculture, très souvent sous la forme d'échange de courrier avec le ministre de l'agriculture, d'enquêtes à la demande du gouvernement ou de l'assemblée législative : ainsi, dans un rapport sur la production et le commerce de sel en 1851, la Société de Rochefort souligne la pauvreté des sauniers charentais et leurs difficultés face à la concurrence étrangère. La conclusion du rapport préconise des mesures spécifiques pour protéger le sel des marais salants. Les analyses des publications des sociétés correspondantes stimulent parfois les projets : après la présentation par Ogier des méthodes d'irrigation et de drainage utilisées dans les Basses-Pyrénées pour la fertilisation des terres, la Société demande au gouvernement une aide pour expérimenter le système dans les terres gorgées d'eau du secteur (1851).

C'est que l'expérimentation des techniques les plus novatrices, des graines mieux sélectionnées, et les recherches sur les croisements des races bovines sont les domaines de prédilection de la Société. Le 28 avril 1850, des semences – tubercules et graines de plantes protégées – envoyées par le directeur du Jardin des Plantes, sont distribuées aux membres. Le 26 juin 1850, Castel évoque les promesses des arbres fruitiers obtenus par semis « et qui continuent à être cultivés dans un jardin affermé par la Société ». Hélas, avec le décès en juillet de Chassériau, chargé de l'entretien de ce jardin depuis de longues années, et l'arrêt de ses « soins paternels », la récolte si prometteuse est compromise.

Mais la question qui mobilise presque chaque année toutes les énergies est celle des concours agricoles. Jusqu'alors, ils sont limités aux concours de bestiaux : la Société est attachée au petit concours de bestiaux engraissés à l'étable, qui a lieu en février sur le Champ de foire, à l'occasion de la fête du bœuf gras. Mais, de l'aveu unanime, la subvention du gouvernement (400 à 500 francs) est jugée trop faible pour créer une vraie émulation, malgré l'apport de 150 à 200 francs sur les fonds propres de la Société. La Société d'Agriculture participe également à d'autres concours, regroupant plusieurs arrondissements et consacrés à l'amélioration de la race bovine : celui de Rochefort est associé à ceux de La Rochelle et de Saint-Jean-d'Angély, le deuxième ensemble regroupant Saintes, Marennes et Jonzac. Là encore les subventions du gouvernement sont jugées insuffisantes : 2000 francs à partager en deux. À propos du concours de Surgères (8 novembre 1851), Eugène Roy-Bry déplore que les primes ne s'échelonnent que de 20 à 70 francs, avec confusion des espèces : selon lui, de tels concours sont inefficaces.

Dans ces années 1849-1851, les comptes de gestion de la Société d'Agriculture traduisent une remarquable stabilité : en 1850-51, les recettes s'élèvent à 1439 francs et les dépenses à 1338, 50 francs. Le 29 octobre 1851, la décision est prise, pour l'année qui vient, de « faire payer intégralement la rétribution annuelle » de 36 francs, dans un souci de simplification et d'efficacité. Les subventions publiques sont réservées aux primes pour les concours. Mais en 1850, une subvention de 300 francs est attribuée par le ministre de l'Instruction Publique à titre d' « indemnité scientifique ». Cette même année, la mairie de Rochefort apporte une contribution de 200 francs pour l'impression du mémoire de Lefèvre sur le choléra.

Un fait nouveau apparaît dans le courant de l'année 1851 : la perspective de la constitution de la Société d'Agriculture en comice agricole. Le 15 octobre 1851.

Montaut achève son résumé des travaux de la Société pendant l'année académique 1850-51 sur ce vœu : « L'assimilation autorisée de notre société au comice agricole apportera sans doute quelques modifications à votre organisation. Elle augmentera, il faut le croire, vos éléments d'influence et vos moyens d'action ». Au cours de la séance du 29 novembre 1851, après de vives discussions sur l'indépendance de la Société, celle-ci accepte de se constituer en comice agricole, tout en conservant son « individualité ordinaire », dans la mesure où « aucune condition n'est imposée ». Cette constitution en comice est liée à l'élection, par la Société, de quatre membres de la Chambre d'Agriculture du département, correspondant aux quatre cantons de l'arrondissement (Rochefort, Aigrefeuille, Tonnay-Charente, Surgères). Les membres correspondants de l'arrondissement sont convoqués pour le 7 décembre. Bien sûr, le règlement de la Société doit être complété par des articles additionnels.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET BELLES-LETTRES

SOUS LE SECOND EMPIRE (1851-1870)

par Philippe Duprat

Le Second Empire voit la mise en œuvre des Comices agricoles par la société savante rochefortaise, qui s'implique fortement dans la nécessité de ces grandes manifestations agricoles : on pourrait interpréter cette politique nouvelle comme une radicalisation agricole de la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres de Rochefort, et – pourquoi pas ? – y déceler les prémisses de sa décadence : le parallèle avec le roman de Flaubert, *Madame Bovary*, paru en 1856, s'impose, avec l'irrésistible chapitre du comice agricole d'Yonville, qui sert de toile de fond à l'idylle qui se noue entre Emma et Rodolphe. En réalité, les choses sont plus complexes : l'idée du comice agricole est antérieure, on l'a vu, et la période du Second Empire est loin d'être monolithique. À la Société d'Agriculture, les débats, les prises de position et les recherches se multiplient.

La transition : le coup d'État du 2 décembre 1851

La séance extraordinaire du 3 décembre 1851, programmée pour officialiser la constitution de la Société en Comice agricole, s'ouvre à 8 heures du soir sous la présidence du doyen d'âge, Montaut. On note en effet deux absents de marque : le président Deshermaux et le vice-président Roy-Bry, « obligé de s'absenter lui aussi au moment où il avait été prévenu de l'absence de M. Deshermaux ». Naturellement les raisons de ces absences ne sont pas précisées, mais elles ont toute chance d'être en rapport avec le coup d' État de Louis-Napoléon. À l'ordre du jour figure le projet de règlement supplémentaire « dressé par M. Deshermaux pour délibération ». Mais, « vu le nombre peu considérable des membres présents, vu l'importance de l'objet en délibération », l'examen du projet est ajourné. Le reste de la séance est consacré aux mesures à prendre pour l'élection des quatre membres de la Chambre d'Agriculture le dimanche suivant (le 7 décembre). La séance est levée à 8 heures 50.

Le 7 décembre, on procède à l'élection prévue[1], et le 10 décembre se tient une séance ordinaire de la Société, présidée par Deshermaux. Il n'est aucunement question de la nouvelle situation politique : la réunion traduit l'exacte continuité de celle du 26 novembre précédent. Le débat sur le travail de la commission désignée aboutit à l'adoption de six articles supplémentaires du règlement de la Société,

[1] Les quatre élus sont Valette Deshermaux (canton de Rochefort), Berthus (canton d'Aigrefeuille), Monnerie (canton de Tonnay-Charente), Lebouc (canton de Surgères).

permettant à celle-ci de se constituer en comice agricole. L'article premier stipule que « la société continue d'exister, avec son organisation et son règlement en vigueur dans ce moment, comme Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres, mais toutes les fois que cela sera nécessaire, elle se formera en comice agricole de l'arrondissement de Rochefort, conformément à la loi et au vote du Conseil Général du département ». Un article concerne le maintien de la cotisation à 36 francs, un autre fixe les réunions du Comice à une par trimestre.

On le voit, à la Société d'Agriculture, c'est l'esprit de continuité qui prévaut. Rien ne transpire, dans les comptes rendus, du plébiscite du 21 décembre 1851, ni des mesures du 15 janvier 1852 sur la république décennale, ni du plébiscite du 21 novembre 1852 sur le rétablissement de l'Empire. Il faut aussi souligner que lors de son voyage de l'automne 1852 dans le Centre et le Midi, Louis-Napoléon s'arrête à Rochefort où il est reçu triomphalement.

Très vite, le nouveau pouvoir donne à la Société des signes nets de son soutien au progrès agricole : après avoir accordé le 8 décembre une subvention de 150 francs pour encourager « la fabrication du fromage similaire à celui de Hollande », il fait un geste significatif en faveur du drainage, question que la Société avait soulevée auprès de l'autorité dans le courant de l'année 1851. Lors de la séance du 24 décembre 1851, le président lit une lettre du sous-préfet annonçant que « le gouvernement de M. le Président de la République, ayant résolu de venir en aide à l'agriculture et […] examen fait de la demande de la Société d'Agriculture de Rochefort à l'effet d'obtenir une machine à fabriquer des tuyaux de drainage, il a décidé qu'une somme de 1200 francs applicable aux frais d'acquisition d'une machine de cette nature et des outils nécessaires à l'exécution des travaux serait accordée à ladite association ». La lettre du sous-préfet est qualifiée de « réjouissante ». Immédiatement le débat s'ouvre sur la nécessité « d'annexer cette machine à une tuilerie ». L'excitation est à son comble : le président Deshermaux et Eugène Roy-Bry, « qui vont très incessamment se rendre à Paris », sont chargés de toutes les démarches auprès du ministère de l'Agriculture. En ce qui concerne l'encouragement à la fabrication des fromages façon Hollande, un concours est prévu « au mois de mars prochain ».

Cette dernière séance de l'année 1851 n'a rien d'anecdotique : en réalité drainage et fabrication du fromage façon Hollande seront, durant plusieurs années, deux des préoccupations majeures de la Société d'Agriculture. Un nouvel élan semble donné : les projets et les recherches se multiplient dès l'année 1852. Signe de ce renouveau, on s'engage, lors de la séance du 24 mars, dans la publication de tomes annuels de *Travaux*, et non plus de maigres bulletins de procès-verbaux : « La Société décide que désormais, au lieu de faire imprimer successivement et séparément les procès-verbaux, il vaut mieux en faire un extrait qui devra être imprimé avec les divers mémoires que la Société aura jugés dignes d'être livrés à l'impression. Elle décide en outre qu'une commission sera nommée[1] pour composer les procès-verbaux et en extraire de quoi composer, conjointement avec les mémoires, un volume qui constituera les publications annuelles de la Société de Rochefort ». Le premier tome des *Travaux* paraît effectivement dès 1852 pour l'année académique 1851-52. C'est

[1] Cette commission sera constituée de trois membres : Théodore Viaud, Montaut et Potestas.

le début d'une longue série[1] qui ne s'interrompra qu'en 1878. En mars 1855, on décide de porter le tirage du recueil des *Travaux* à 200 exemplaires.

Quel est le rôle du pouvoir politique impérial ? Il est certainement très incitatif, par l'intermédiaire du corps préfectoral. Quel est l'engagement des membres de la Société ? Il n'est pas formellement explicité dans les procès-verbaux des séances, mais on sent bien que l'ensemble de la Société soutient le nouveau pouvoir autoritaire, en particulier Roy-Bry, qui, le 12 octobre 1852, organise la visite à Rochefort du Prince Louis-Napoléon Bonaparte, venu remercier la population rochefortaise pour son adhésion massive au plébiscite de 1851.

Les années euphoriques (1851-1856)

Le drainage

Dès son retour de Paris, où il a examiné à Versailles le parfait fonctionnement du drainage des sols humides, Valette Deshermaux fait un compte rendu de sa mission aux membres de la Société lors de la séance du 28 janvier 1852 : « L'eau filtre dans les tuyaux par le joint qui les unit et qui ne ferme pas hermétiquement. Les tuyaux n'ont que 38 cm de longueur, de sorte que ces joints sont très multipliés et donnent ainsi un passage suffisant à l'eau ». Les drains sont espacés de 16 m et enfouis à une profondeur d'1, 30 m. Il a également acheté sur place divers échantillons de tuyaux qu'il expose au cours de la séance du 26 février. La satisfaction est générale.

Le 25 avril, les 1200 francs pour la machine à fabriquer les tuyaux sont disponibles. Après discussions approfondies, enquête d'honorabilité et visite des établissements Calle et fils à Paris, la Société fixe son choix sur une machine de 450 francs, produisant 600 tuyaux à l'heure avec un seul homme ; on fait aussi l'acquisition de pioches et de pelles-bêches. En même temps, on se documente sur la méthode de drainage : l'abbé Person commente le *Guide du draineur*, Ogier donne lecture d'une note sur les machines à fabriquer les tuyaux de drainage…

Au cours de la séance du 14 juillet 1852, on annonce que la machine à fabriquer des tuyaux de drainage est arrivée. Un chaufournier (le sieur Benizeau, entrepreneur de tuileries à Rochefort) s'est engagé à fabriquer des tuyaux avec cette machine. En novembre, on peut constater son bon fonctionnement : 10 000 tuyaux sont déjà stockés chez M. Benizeau. Lors de la séance du 10 novembre, le prix en est fixé à 25 francs le mille. Le président s'engage à prendre pour son compte les invendus. En décembre, Miquel et Deshermaux commencent les essais de drainage. Le problème du prix élevé des tubes est évoqué. En janvier 1853, Mollière fait état des « résultats des plus satisfaisants » à Marennes, dans la propriété de Quoy, où 15 600 pièces de drains ont été enfouies à 0, 50 m de profondeur, suscitant l'enthousiasme des paysans qui qualifient l'effet de « miraculeux » pour des terres habituellement submergées. Mais un revirement s'opère en juillet 1853 : il semble que les bonnes récoltes dans les terres habituellement gorgées d'eau soient dues essentiellement à la sécheresse. En même temps, Auriol souligne que dans les marais de Saint-Agnant, ce que redoutent les paysans, c'est moins l'humidité que la sécheresse. L'opinion est

[1] 14 tomes : 1851-52, 1853-54, 1855-56, 1857-58, 1858-59, 1860-61-62, 1862-63, 1864-65, 1866-67-68-69, 1870-71-72, 1873-74, 1875-76, 1877-78.

donc loin d'être unanime sur cette question du drainage après six mois d'essais : on convient qu'il importe de vérifier la bonne installation et la bonne utilisation du drainage, et la Société appelle de ses vœux la venue d'un « inspecteur », d'un « draineur habile » pour vérifier le bien-fondé de la « théorie », comme cela se pratique dans les autres pays.

En octobre 1853, tous s'accordent sur le bon fonctionnement de la machine à tuyaux installée chez M. Benizeau (quantité et prix modéré des artefacts). Mais il reste impossible de se prononcer sur les résultats : le problème du défaut de pente dans une foule de terrains rend l'effet des tuyaux nul. On évoque la possibilité de creuser des puisards, ou puits d'aspiration de l'eau pour mettre en valeur le drainage : les premiers essais sont prometteurs. En 1854, on se renseigne sur d'autres systèmes de drainage, on se livre à des comparaisons (région de Meaux, Médoc). Dans un opuscule, l'ingénieur Pommier traite d'irrigation et de drainage : il en évalue le coût à 225 francs l'hectare. Auriol retrace l'histoire du drainage en Angleterre et en Écosse (à partir de 1840) : il en rappelle le succès et l'énorme investissement de l'État (environ 50 millions de livres). Amédée Lefèvre lit un article de Léonard sur l'obstruction des tuyaux de drainage.

En 1854-55, il faut réparer la machine confiée gratuitement à Benizeau, qui partage les frais avec la Société. On continue de demander au gouvernement l'envoi d'inspecteurs « spéciaux » ou d'ingénieurs draineurs. L'intérêt du drainage est souligné : on se réfère aux bons résultats des Anglais (15 % des terres ont été améliorées). La production de tuyaux[1] par « l'habile chaufournier » Benizeau est en augmentation constante : 3000 tuyaux la première année, 20 000 la deuxième, plus de 50 000 en 1855. Le prix, fixé à 25 francs le millier, pourrait passer à 22 francs si la vente augmente.

À partir de 1856, on ne parle presque plus de drainage à la Société, sinon pour dénoncer ses détracteurs qui en évaluent le coût de 100 à 120 francs l'hectare, alors que le prix réel tourne, selon le secrétaire, autour de 60 à 70 francs. On étudie également la méthode du drainage vertical. En 1857, Auriol lit un mémoire sur le drainage, dont il préconise l'extension. Par la suite, il n'en est désormais plus question dans les travaux de la Société. Succès ? Échec ? La vérité se situe vraisemblablement au milieu.

La fabrication de fromages façon Hollande

La contrée étant riche en pâturages et en élevage, depuis plusieurs années la Société promeut les procédés de fabrication du fromage façon Hollande. Trois fabricants de fromages spécialisés dans cette production se distinguent dans l'arrondissement de Rochefort : Ballanger, Miquel et Pellerin. Dès le 14 janvier 1852, l'un d'eux remercie la Société pour son soutien et rend hommage à l'action d'Eugène Roy-Bry. Une commission est déléguée pour travailler à cette question, car, selon le secrétaire, « beaucoup de fermiers n'attendent, pour se livrer à cette fabrication, que d'avoir la preuve qu'il y a pour eux plus d'avantages à convertir le lait en fromage qu'à le convertir en beurre ». En mars 1852, le préfet demande à la Société de se prononcer sur la question de fonder à Charras, sous la direction de

[1] Dimensions : longueur : 30 cm ; diamètre intérieur : 3 cm.

l'abbé Tressalet (l'initiateur de cette production en 1840[1]) et de quelques sœurs, un établissement spécial destiné à la fabrication de fromages façon Hollande, pour servir de fromagerie modèle du département. Ce projet ne suscite pas l'enthousiasme, car les fromages produits par Miquel et Pellerin, par exemple, sont jugés très supérieurs à ceux de l'abbé Tressalet.

En décembre 1852, une visite des fromageries de Miquel et de Pellerin confirme les espoirs placés dans « l'industrie fromagère » : « les produits considérables qui sont livrés journellement à la consommation rivalisent par la qualité avec ceux en provenance de Hollande, et bientôt, certainement, ils feront exclusivement l'objet de commerce de la contrée pour les besoins particuliers et pour l'exportation ». Les résultats sont donc très prometteurs, et les marchés d'envergure semblent ouverts. La marine s'intéresse à cette production et passe commande : on note la bonne conservation des fromages sur les navires l'*Allier* et l'*Eldorado*. Mais un rapport provenant du vaisseau le *Du Guesclin* « prouve que le fromage fabriqué dans la contrée n'a été préféré que par 1/6e de l'équipage, et qu'à bord de ce vaisseau, comme à bord de l'*Allier* et de l'*Eldorado*, on lui a adressé le reproche d'être trop sec et pas assez salé ». En 1853, le secrétaire Arlaud rappelle la nécessité d'être honnête sur cette question : il faut encourager les efforts de Miquel et de Pellerin, mais malgré les médailles qu'ils ont obtenues, ils n'atteignent pas encore la perfection du vrai Hollande. Il faut encore progresser : en 1853, l'État met à la disposition des fermiers volontaires pour cette fabrication une subvention de 1000 francs, auxquels s'ajoutent 200 francs pour l'acquisition de matériel et l'aide d'un expert.

Outre la qualité, la question fondamentale reste le rendement de ce type d'« industrie fromagère ». À la fin de l'année 1853, le fromager Miquel souligne « l'avantage considérable qu'il y a à exploiter cette branche de l'industrie », et donne des éléments chiffrés : ainsi chaque vache rapporte-t-elle 245, 15 francs dans son entreprise. Les visites de contrôle se poursuivent en 1854 et 1855. Le président Auriol souligne, lors de la séance du 8 juillet1855, la réussite de trois entrepreneurs fromagers : Miquel (Le Buffant, à Tonnay-Charente), Pellerin (plus de 20 000 francs de fromages par an) et Chauvin (Marseille, à Rochefort). Il évoque l'enquête menée par Eugène Roy-Bry en Hollande sur la fabrication et la commercialisation du fromage de Hollande, tout en rendant hommage à Bonnet De Lescure et à Deshermaux, qui ont donné la première impulsion à ce type de fromagerie, en appliquant le procédé du curé Tressalet. On peut constater ici un réel succès de ce projet fromager : la Société d'Agriculture l'a vigoureusement soutenu, et visiblement, dans les années 1850, les entrepreneurs fromagers sont parvenus à organiser une production rentable et à s'ouvrir des marchés importants.

L'amélioration de la race bovine

Il s'agit de l'une des priorités de la Société. Roy-Bry avait déjà pointé les insuffisances du petit concours de bestiaux organisé à Surgères le 8 novembre 1851 : faiblesse des primes, confusion des espèces.

---

[1] Voir p. 44-45.

Persuadée qu'il faut susciter l'émulation parmi les éleveurs, la Société organise, entre 1852 et 1854, quatre concours de bestiaux engraissés à l'étable, « industrie complètement négligée dans un arrondissement où les prairies naturelles abondent[1] ». Des normes précises sont fixées peu après le concours insuffisant de Surgères, en particulier des conditions minimales de poids (700 kg pour les taureaux, 500 kg pour les vaches). Au concours de janvier 1853, on note des progrès sensibles : 450 francs de primes sont distribués (trois vaches grasses et deux taureaux primés). À celui de juillet 1853, cinq vaches laitières remarquables sont primées. Le 18 février 1854, le concours a lieu en présence du sous-préfet. L'initiative rochefortaise est donc couronnée de succès : les primes accordées par le gouvernement augmentent un peu et la qualité s'améliore.

En réalité, les membres de la Société le savent bien : les concours ne suffisent pas. Le meilleur moyen pour améliorer la race bovine est l'introduction dans le pays de taureaux étalons, et de vaches de Suisse ou de Flandre, remarquables laitières. Or les ressources propres de la société et les subventions accordées par l'État sont insuffisantes pour acquérir de tels animaux.

En septembre 1854, la Société, qui a réuni 1300 francs de subventions, envoie Pellerin en Flandres pour acquérir un taureau et deux vaches flamandes qu'il est chargé de ramener à Rochefort[2]. C'est un fiasco : les prix dépassent largement l'enveloppe de 1100 francs[3]. Finalement, à la fin de l'année 1854, la Société parvient à acheter ces trois animaux en Hollande (pour 1400 francs) par le biais d'un négociant de Rotterdam, chargé de l'opération : les trois bêtes sont livrées par bateau à vapeur à Bordeaux. Il s'agit d'un taureau métis (Durham croisé Hollande) et de deux vaches flamandes. Ces animaux sont mis en vente le 12 novembre 1855. La Société en obtient 735 francs. Certes le prix est bas, mais, relève le secrétaire Dubois[4], le but de la Société est atteint : introduire dans le pays une bonne race laitière.

On ne renonce cependant pas aux concours. Le 13 juillet 1856, un concours de bestiaux est organisé à Rochefort sur le Champ de foire : les 1000 francs prévus pour récompenser des taureaux pure race Durham ne sont pas distribués (les bêtes présentées ne répondant pas aux conditions prescrites), mais on remarque six groupes de vaches laitières « de très bonne qualité », dont deux sont primés. Par ailleurs on décide de reprendre les concours de bestiaux engraissés à l'étable : 500 francs de primes sont réservés pour celui de février 1857.

Les autres questions agricoles

Le développement de l'élevage du cheval[5] intéresse également la Société. Une impulsion toute particulière lui a été donnée par la création à Rochefort d'une École

---

[1] Compte rendu annuel des travaux de la Société d'Agriculture… 1852-53, par M. Arlaud, secrétaire.

[2] 200 francs pour le voyage, 1100 francs pour l'achat.

[3] Un taureau reproducteur de pure race Durham atteint plus de 2400 francs.

[4] Compte rendu des Travaux… de l'année 1855-56.

[5] Le cheval de guerre, le cheval de commerce et même le cheval de course.

de Dressage en 1852 : un long article de De Geneste, en deux parties[1], en définit façon détaillée la nature et le fonctionnement. De Geneste signe également un article sur les courses de chevaux à Rochefort.

On fonde beaucoup d'espoir sur cette École de Dressage. Lors de la séance publique du 8 juillet 1855, Auriol souligne le retard français dans la production de chevaux par rapport à l'Angleterre, mais il se félicite des « heureux résultats obtenus à l'École de Dressage de Rochefort, de nouvelle création, la troisième en France après celles de Caen dans le Calvados et de Sées dans l'Orne. Dans les *Travaux* de 1855-56, De Geneste fait le point, chiffres à l'appui, sur les améliorations constatées, les progrès réalisés par l'École de Dressage. Un dernier article paraît dans les Travaux de 1857-58, signé du médecin vétérinaire Ardouin et intitulé « De l'élève du cheval » : l'auteur constate que les prairies du terroir rochefortais, qui bénéficient des travaux de dessèchement, sont particulièrement aptes à « l'élève du cheval », que la race s'y améliore sous l'influence du sang anglais : « le genre de chevaux que nous devons chercher à élever, qui produira le plus de bénéfice, qui réussit parfaitement dans nos marais, parce qu'il a déjà hérité d'une partie de la rusticité de sa mère et qu'il est recherché, propre à tous les services, c'est le demi-sang, le quart de sang anglais, le bon carrossier ».

Enfin la vigne fait l'objet de nombreuses communications : la cause en est une maladie mystérieuse qui est signalée[2] aux environs de Rochefort lors de la séance du 10 août 1853. En janvier 1854, on débat de la maladie de la vigne. Berthus, dans une communication, conclut qu'il ne s'agit pas de l'oïdium, mais d'une « maladie inconnue à ce jour ». Le 25 janvier, une commission est créée pour tenter de répondre à deux questions du ministère de l'Agriculture et du Commerce sur la maladie de la vigne : le 12 avril, à l'unanimité, la commission reconnaît l'efficacité de la fleur de soufre à sec. On se renseigne, on prend connaissance de ce qui se fait ailleurs, où la même maladie apparaît (De Geneste) ; Jouvin fait état des expériences d'aspersion de polysulfure de chaux sur les plants du Jardin de la Marine, « où la maladie a fait de gros ravages l'année dernière » ; le président Deshermaux propose d'écrire au Médoc « pour demander une personne au fait des procédés de soufrage », afin de conseiller les cultivateurs de la contrée.

La réponse du Médoc est positive, assortie des conditions financières de la venue d'un cultivateur pour quelques jours en pays charentais. Par ailleurs, plusieurs interventions (De Geneste, Castel) tendent à ne voir dans le soufrage qu'un palliatif et non un remède certain, les vraies causes étant à chercher dans l'hiver rigoureux qui a beaucoup nui à la vigne dans la moitié Sud de la France, mais aussi aux oliviers, aux figuiers et même aux céréales.

Le 24 mai 1854, Jouvin présente un travail sur l'oïdium, et un compte rendu est fait de l'action de « l'ouvrier du Médoc » au jardin de l'hôpital de la Marine et à Charras, dans les vignes de Mme de Lescure, où le soufrage revient à 17 francs l'hectare. Le 26 juillet Jouvin informe la Société que l'oïdium se manifeste de nouveau sur les raisins des treilles du Jardin Botanique de la Marine, et que le soufrage n'en a enrayé d'aucune manière la maladie. En 1854, le rendement à

---

[1] *Travaux 1853-54*, *Travaux 1854-55*.

[2] Constats d'Arlaud, Montaud et Viaud.

l'hectare, habituellement de 33 hl, chute à 8 hl. En août 1855, Jouvin fait le point dans le compte rendu des travaux de l'année académique 1854-55 : la maladie, dont les causes restent mystérieuses, a surgi en juin-juillet et a fait des ravages dans la floraison, provoquant le coulage. Il prévoit que la récolte sera « presque nulle en vin rouge ».Cet épisode de maladie de la vigne, avec chute de la récolte, aura duré de 1853 à 1855. À partir de 1856, la situation semble redevenue normale : on n'en parle plus à la Société d'Agriculture.

D'autres sujets agricoles sont également traités et certains mémoires sont publiés entre 1852 et 1855 : la distillation de la betterave, un moment jugée prometteuse, est finalement rejetée par la Société qui y voit une concurrence potentielle inutile dans une région où les 2/3 de la production de raisin sont convertis en eau-de-vie. On fait des expériences avec des graines venues de Chine (en particulier pour le chanvre), on évoque l'intérêt d'une machine à vapeur pour battre le grain, on examine les caractéristiques de nouveaux engrais comme le guano, on tente de lutter contre les ravages de l'alucite (céréales) ou la cécydomie (froment).

La visite du domaine du Négrier à Trizay[1], appartenant à l'entrepreneur de transport rochefortais Ponty devenu propriétaire, donne lieu à un rapport très élogieux du colonel De Boissac : « En six ans de labeur, le propriétaire a transformé ce domaine de 33 hectares, de faible valeur en 1846, en ferme modèle ».

Les divers domaines d'activité

Pourtant, durant les six premières années de l'Empire, la Société d'Agriculture, loin de se laisser enfermer dans les activités agricoles, se veut très ouverte sur l'ensemble des autres disciplines. Sur les 52 articles publiés dans les quatre tomes de *Travaux* parus entre 1852 et 1856, 22 sont consacrés à l'agriculture au sens large[2], et 30 à l'ensemble des autres domaines (marine, société et économie, sciences, culture)[3].

La Société d'Agriculture adhère pleinement à l'idée de progrès, mise en avant par le régime impérial : dès 1852, dans le premier tome des *Travaux*, on note deux études de l'ingénieur Auriol, l'une sur « les chaudières des bateaux à vapeur », l'autre sur « les doublages en cuivre pour les carènes des navires » : pendant plus d'une dizaine d'années, Auriol restera le spécialiste reconnu de la Société en matière de sciences et d'industrie. Dans le même tome 1, Théodore Viaud présente une « Note sur le mouvement de la population à Rochefort en 1851 », étude démographique de la population rochefortaise réalisée à partir du recensement de 1851. Théodore Viaud poursuivra ce travail sur les années 1854 et 1855.

Il faut dire qu'une impulsion forte est donnée à la recherche par les grandes manifestations culturelles que sont les *Assises scientifiques de la Saintonge*, présidées par l'abbé Lacurie. En 1854 et 1855, Rochefort est le siège de ces assises. Le tome 2 des *Travaux* (1853-54) y consacre 120 pages (11 communications) et le

---

[1] « entre Charente et Pont-l'Abbé, à droite de la route nouvelle qui conduit à Saujon » (Rapport sur le domaine du Négrier, par le colonel De Boissac, *Travaux* 1851-52).

[2] 14 à l'agriculture, 6 au cheval et 2 à la pêche et à la pisciculture.

[3] Voir Tableau III, p. 92.

tome 3 (1854-55) une centaine de pages (8 communications). On y traite d'agriculture (déboisement, dessèchement des terres), mais aussi de sciences (les machines à vapeur, les machines à panification), d'« art industriel », d'archéologie ; on y évoque la décentralisation, on y traite de questions économiques (la mise en place d'un crédit agricole) ou sociales : Charles Maher parle de l'état sanitaire de Rochefort du 1er janvier au 1er juillet 1855, Montaut pose le problème des enfants trouvés et Amédée Boffinet fait écho aux préoccupations sociales de Napoléon III avec une communication intitulée « Du paupérisme et de la possibilité d'éteindre la mendicité ».

La notion de progrès n'exclut pas le domaine de l'art. Auriol, en 1854, écrit une « Notice sur le progrès des Beaux-Arts à Rochefort » : il met en exergue le renouveau culturel de Rochefort, avec la remise à neuf du théâtre, la construction en cours de l'Hôtel de la Bourse et des halles, « monument d'un caractère grandiose ». Il se livre à un historique détaillé de la culture musicale à Rochefort, rendant hommage à Rumpler, compositeur et professeur, qui a été, quarante ans plus tôt, l'initiateur de l'art musical à Rochefort. Mais surtout, Auriol fait l'éloge d'un très grand musicien que, selon lui, Rochefort a la chance de posséder depuis 1845 : il s'agit d'Alexandre Hermann, violoniste, élève de Reicha, compositeur, chef d'orchestre[1] et professeur de musique. Auriol retrace avec admiration sa riche carrière (ses postes successifs, après le Conservatoire de Paris, à Grenoble, Nice, Marseille, Alger, Brest, l'Italie), rappelle ses grandes œuvres (des opéras, un *requiem*…), ses relations avec le gratin musical et littéraire de l'époque (Casimir Delavigne, Victor Hugo, Halévy, Chérubini…). Auriol termine son panorama avec la peinture, évoquant le plus célèbre des peintres rochefortais de l'époque, Auguin, qui expose au Louvre, au Palais Royal. Il parle aussi des autres artistes rochefortais (Moufflet, Melle Viaud, le portraitiste Clément) et de deux « habiles maîtres dans l'art du dessin », Garnier (professeur au collège) et Mercereau, dont les dessins sont déjà remarqués. Il appelle de ses vœux la création d'un musée à Rochefort[2].

En 1856, un congrès national (la 23e session du Congrès scientifique de France) se tient à La Rochelle pendant une semaine : deux jours sont consacrés à Rochefort. Auriol (« Sur le port de Rochefort »), Viaud (« Le mouvement de la population à Rochefort »), Maher (« De la constitution médicale de Rochefort ») et Ardouin (« Du dessèchement des marais ») y participent, et leurs communications sont publiées dans les *Travaux*.

Dans les années 1853 à 1855, la Société d'Agriculture s'enthousiasme pour tous les domaines ! Le 25 mai 1853, un courrier préfectoral annonce la tenue à Paris en 1855, « d'une exposition universelle des produits agricoles et manufacturiers » sous la présidence du Prince Napoléon, avec possibilité pour l'arrondissement de Rochefort de fournir son contingent. La séance extraordinaire du 29 mars 1854 est

---

[1] Il dirige la Société Philharmonique de Rochefort de 1850 aux années 1856-57. Voir P. Duprat, « La Société Philharmonique de Rochefort au XIXe siècle », *Roccafortis*, 3e série, tome II, n° 15, janvier 1995, p. 302-306.

[2] Un véritable musée ouvert au public sera créé en 1860, grâce à l'action d'Eugène Roy-Bry, avec l'acquisition par la municipalité de la collection Fiocchi. Voir P. Duprat, « La création du musée de Rochefort (1851-1866) », *Roccafortis*, 3e série, tome V, n° 30, septembre 2002, p. 115-123.

consacrée à la formation du comité agricole pour l'Exposition Universelle de 1855. Quinze membres doivent être désignés pour être présentés au choix du sous-préfet (qui en conservera quatorze) : parmi les quinze membres[1], on note la présence de Roy-Bry, Auriol, Lefèvre, Deshermaux et Ponty.

Avec cette grande manifestation, la Société d'Agriculture participe d'un certain universalisme scientifique. On en trouve l'écho dans la communication d'Auriol[2], alors président de la Société, au cours de la séance publique du 8 juillet 1855. Dans un bel élan rhétorique, il commence son discours par l'évocation de deux mouvements contraires, celui de la paix avec l'Exposition de 1855 et celui de la « guerre acharnée de nos armées[3] » qui « soutiennent le siège le plus mémorable qui fût jamais[4] » contre un Empire « dont l'étendue couvre la cinquième part habitable du globe terrestre ». Il met en parallèle l'intense activité de l'arsenal maritime de Rochefort, qui a lancé trente bâtiments de guerre en moins d'un an, activité qui coïncide, selon Auriol, avec celle du mouvement intellectuel de l'ensemble de l'arrondissement, où la Société d'Agriculture a joué un rôle prépondérant. Suit un « tableau » des résultats, impressionnant par la variété des domaines concernés : céréales, engrais, drainage, vignes, bestiaux, fromageries, Belles-Lettres, sciences et arts industriels, panification, horlogerie, télégraphie électrique, chemins de fer, arts graphiques, Beaux arts, Musique [5]! Cet inventaire à la Prévert donne la mesure de l'euphorie universaliste qui habite la Société d'Agriculture en ce début de Second Empire.

Dans cette période, le seul parent pauvre demeure la littérature. Le grammairien et latiniste Braud s'en plaint d'ailleurs, lors de la séance du 14 janvier 1852 : il « exprime à la Société les regrets qu'il éprouve de se voir en quelque sorte condamné au mutisme par son peu de connaissance en agriculture », tout en annonçant qu'il va publier prochainement plusieurs ouvrages à caractère pédagogique[6]. En ce qui concerne la production littéraire, c'est la portion congrue : des poèmes sont lus, quelques uns sont publiés[7], comme « La luciole et le papillon », fable d'E. Dutouquet, ou « Scène de famille », saynète moralisatrice du baron Ogier, datée du 8 juillet 1855, variante du retour du fils prodigue, qui rachète son honneur perdu en luttant héroïquement au siège de Sébastopol…

---

[1] Les 15 membres nommés sont : Roche (pharmacien), Roy-Bry (banquier), Auriol (ingénieur de la Marine), Samuel Gardinat (propriétaire à Surgères), Lefèvre (capitaine d'Infanterie en retraite), Miquel (propriétaire), Deshermaux (avocat et propriétaire), Sabatier (ingénieur de la Marine), Ponty (agriculteur), Rodanet (fabricant d'horlogerie), Dutouquet (docteur en médecine), Léonard (maître fondeur), Mouchet (juge d'instruction), Marchesseau (propriétaire), Cacault (propriétaire). Les raisons sociales indiquées sont celles qui ont été notées sur le procès- verbal.

[2] Auriol, « Du mouvement intellectuel dans l'arrondissement de Rochefort en 1854 et 1855 » (*Travaux 1854-55*, p. 155-173).

[3] Guerre de Crimée (octobre 1853-mars 1856).

[4] Siège de Sébastopol.

[5] L'ordre indiqué est celui choisi par Auriol.

[6] Braud présente ces ouvrages lors de la séance suivante (28 janvier 1852) : *Exercices latins* (5e édition), *Nouvelle grammaire des commençants*, *Nouveaux exercices d'analyse et d'orthographe pour les commençants*.

[7] *Travaux 1854-55*

La gloire des comices et le désenchantement (1856-1870)

En octobre 1856, on parle de nouveau d'un comice agricole, dont le principe, décidé en décembre 1851, n'avait jamais été mis en application. Le règlement de la Société avait été alors modifié pour rendre possible ce comice. Le docteur Dubois rappelle que « différentes conditions n'ont pas permis de donner suite à ce projet[1] », sans préciser davantage son propos. Le comice agricole étant de composition mixte, associant « membres de la Société et membres adjoints qui n'en feraient pas partie, et dont la cotisation serait de 10 francs par an », une commission est créée pour proposer la formation de ce comité. Il s'agit là d'un tournant capital pour la Société : de 1858 à 1890, les comices agricoles de l'arrondissement seront organisés par la Société d'Agriculture. Ce comice tendra à devenir, année après année, l'événement capital pour l'association, mobilisant progressivement les énergies au détriment des autres disciplines.

La spécialisation agricole : les comices

Ce tournant capital, le secrétaire Lebelin de Dionne en mesure la portée à la fin de l'année 1858, dans la séance de rentrée[2] : l'année 1857 est « marquée […] par une création d'une haute importance, […] l'organisation de quatre comices agricoles dont les centres particuliers sont Rochefort, Tonnay-Charente, Surgères et Aigrefeuille ». Il ajoute : « chacun de ces comices[3] est comme un rameau de notre Société-mère ». Il relève, s'adressant aux membres de la Société, le rôle moteur du comice dans la diffusion du progrès : « vous avez ainsi donné un champ plus vaste à vos investigations, et en même temps, vous avez éveillé sur tous les points de l'arrondissement l'attente des agriculteurs sur les questions que la théorie semble avoir déjà résolues, mais que la pratique n'a point encore sanctionnées ».

Parallèlement une modification du règlement répartit les membres de la Société en quatre sections, en fonction de leur spécialité : la section d'agriculture, la section des sciences et de l'industrie, la section de la littérature et des beaux-arts, la section de statistique et d'économie politique. Lebelin de Dionne précise également l'origine des fonds qui permettent à la Société de mener son action : les cotisations des membres, les cotisations des sous-comices, les allocations de l'administration, l'ensemble étant employé en subventions à l'agriculture.

En réalité, cela n'a pas été facile : en témoignent les procès-verbaux des séances de l'année 1857 et notamment les débats internes de la Société d'avril à août 1857. D'un côté, le sous-préfet presse la Société d'organiser au plus vite un comice pour l'arrondissement de Rochefort ; de l'autre, une résistance nette se fait sentir parmi les membres, qui s'inquiètent de l'indépendance de la Société. Une lettre du préfet, lue le 7 avril, tente d'apporter des garanties de ce point de vue : le siège du comice sera Rochefort et « il ne sera créé dans les autres cantons que des sous-commissions qui n'agiront que sous l'impulsion de la commission centrale installée à Rochefort et qui, naturellement, se compose de la Société d'Agriculture de cette ville ». On

---

[1] « Compte rendu des travaux… » (*Travaux 1855-56*), par le Dr Dubois, secrétaire, p. 121-138.

[2] « Compte rendu des travaux … » (*Travaux 1857-58*), par M. Lebelin de Dionne, secrét., p. 7-11.

[3] Ce sont en réalité des « sous-comices ».

apprend dans les séances suivantes que le sous-préfet s'occupe activement de la création des sous-commissions – car il faut aussi que les trois autres communes acceptent les règles ainsi fixées. Les sous-commissions de Surgères et Tonnay-Charente sont en voie de constitution et, souligne le président, « partout on adhère à la question de centraliser à Rochefort la direction des ressources [financières] » du comice d'arrondissement. Outre les menaces sur l'indépendance, on craint un danger pour le fonctionnement même de la Société, du point de vue de la simple gestion financière, par exemple. Mais on fait remarquer que la Société d'Agriculture de La Rochelle fonctionne très bien, tout en étant associée à deux comices.

Les réticences se lèvent quelque peu à partir du mois de mai 1857, mais il est convenu que des délégués de la Société assisteront à toutes les réunions dans lesquelles se discuteront les termes du règlement du comice. Le 12 mai, l'organisation des sous-comités cantonaux est en bonne voie, Tonnay-Charente ayant déjà versé 340 francs d'adhésions à la Société d'Agriculture. Le sous-comité de Rochefort est constitué le 10 mai. Une commission spéciale est chargée d'étudier le rattachement des comités cantonaux à « la Société-mère de Rochefort », expression qui sera reprise dans le texte du règlement définitif. À la fin du mois de mai, les quatre sous-comités, que l'on appellera vite « sous-comices », sont constitués. Les débats se poursuivent sur des points de détail en juin et juillet. Le 12 août, tout semble prêt : le règlement pourra être mis en pratique à partir de la rentrée d'octobre, et le premier comice agricole se profile pour 1858. En attendant, la Société d'Agriculture organise son traditionnel concours de bestiaux (vaches laitières), le 5 juillet 1857, sur le Champ de foire de Rochefort.

Le premier comice agricole se tient à Rochefort[1] le 4 juillet 1858, avec un cérémonial qui, à quelques nuances près, devient très vite immuable, quel que soit le lieu d'accueil. À 11 h 30, le comice agricole de l'arrondissement se réunit à l'hôtel de ville en présence du sous-préfet, M. Gérard. À 12 h les membres du Comice se rendent au Jardin public de la Marine pour y ouvrir une exposition d'horticulture organisée par Jouvin, professeur de botanique à l'École de médecine navale. À 13 h, les diverses commissions du jury se rendent soit au concours de labourage, soit à la visite des animaux des espèces bovine, ovine et porcine (200 têtes environ). À 16 h les commissions ont terminé et l'on procède à la cérémonie de la distribution des primes en présence du sous-préfet, des membres du Conseil Général et du Conseil d'arrondissement, des maires des communes environnantes, « et d'un très grand nombre d'agronomes qui avaient pris place dans une vaste tente décorée des couleurs nationales ». Avant cette distribution, Guillemin, le président de la Société d'Agriculture, fait un discours où il désigne les propriétés visitées (canton de Surgères et de Tonnay-Charente) qui ont mérité d'être distinguées : celle qui obtient une médaille d'or est la propriété de Miquel, au Buffant, qui s'est fait remarquer les années précédentes pour ses fromages façon Hollande.

Suit la proclamation des résultats du concours par Théodore Viaud : on commence par les animaux reproducteurs de la race bovine, taureaux et vaches laitières : des primes de 30 à 120 francs sont distribuées ainsi que des mentions

[1] Comice agricole de l'arrondissement de Rochefort. Procès-verbal de la séance du 4 juillet 1857 (*Travaux 1857-58*, p. 27-56).

honorables. On passe ensuite à la race ovine (deux primes de 40 et 50 francs), puis à la race porcine (quatre primes de 40 à 50 francs). Après les animaux, vient le concours de labourage (quatre primes de 40 à 80 francs). Les primes aux meilleurs serviteurs clôturent la distribution. L'exposition d'horticulture donne lieu à un discours de Jouvin qui détaille les noms des lauréats : quelques médailles et primes (20 à 30 francs) sont ensuite décernées.

Pour clore la séance, le président du comice, Valette Deshermaux, exhorte la foule « à choisir pour modèles les exemples mis en relief dans cette journée grâce à l'intervention du Comice », et invite « tout le monde à prendre rang dans cette association, dont l'affermissement et l'extension parmi nous doit donner à la contrée un bien-être incontestable ».

Chaque année, en principe, le comice se réunira dans l'une des quatre communes de l'arrondissement. En réalité, le canton d'Aigrefeuille n'organisera qu'une fois le comice, en 1876. Ce sont donc Rochefort, Tonnay-Charente et Surgères qui alterneront de façon régulière jusqu'en 1864[1]. À partir de 1866, Rochefort devient le lieu unique du comice, à l'exception des années 1876 (Ciré) et 1877 (Surgères). Les deux autres comices de l'arrondissement donnent entière satisfaction. À Tonnay-Charente, où l'enthousiasme du public est perceptible en 1859, on constate une augmentation du nombre d'animaux présentés (270 têtes), les races ovine et porcine restant – et pour longtemps – le maillon faible du concours. On note également le succès du comice agricole de Surgères[2] le 8 juillet 1860, avec un remarquable concours de taureaux. Un concours de labourage de la vigne à l'aide de charrues spéciales a été institué, comme moyen de lutte contre « cette maladie toujours croissante dans notre contrée comme ailleurs, nous voulons dire la privation de bras ».

Les années 1861-1862-1863 ouvrent une deuxième période pour « ces utiles réunions ». En 1861, le président Guillemain note la satisfaction d'avoir fédéré les comices agricoles de l'arrondissement autour de la Société d'Agriculture : « cette fusion a créé des relations aussi utiles qu'agréables, doublé nos ressources et développé une noble émulation ». Sur l'estrade, on remarque la présence de personnalités plus nombreuses : le sous-préfet, M. de la Jonquière, le vice-amiral Lugeol, préfet maritime, le maire et député du corps législatif Roy-Bry, le président de la Société d'Agriculture Guillemain, le président du comice agricole de l'arrondissement Valette Deshermaux, et les présidents des sous-comices de Surgères, Tonnay-Charente et Rochefort. S'y ajoutent les autres membres des bureaux des sous-comices et les membres du jury. La cérémonie gagne en solennité avec la participation de la fanfare des sapeurs pompiers. En ce qui concerne le concours lui-même, si le nombre des têtes de bétail se stabilise autour de 200, la qualité s'est singulièrement améliorée : on peut maintenant distinguer et primer des taureaux et vaches de race Durham pure, de race Durham croisée et de race du pays, ainsi que des animaux suités, c'est-à-dire comprenant au moins trois générations.

---

[1] Tonnay-Charente 1859, Surgères 1860, Rochefort 1861, Tonnay-Charente 1862, Surgères 1863, Rochefort 1864.

[2] Le procès verbal de ce comice n'a pas été publié. Mais le docteur Maisonneuve en fait une analyse sommaire dans le volume de *Travaux 1859-60*, p. 7-19.

Les races ovine et porcine restent à leur niveau. Enfin, depuis 1860, on récompense un instituteur ayant intégré l'agriculture à son enseignement : en 1861, c'est un instituteur de Tonnay-Charente[1] qui reçoit une mention honorable à titre d'encouragement.

En 1862, le concours a lieu à Tonnay-Charente sous une « pluie constante, torrentielle par moments », ce qui ne nuit en rien au succès de la manifestation, où affluent de nombreux participants et une foule compacte. En ce qui concerne les instituteurs ruraux, le concours prend la forme d'une question : « Quelle serait la méthode la mieux appropriée à l'enseignement agricole dans les écoles primaires ? ». Sept mémoires sont remis, deux sont primés[2].

À Surgères, en 1863, on adapte le concours à la spécificité du canton, très viticole, et tourné vers l'élevage des brebis, au détriment de la viande de boucherie. On supprime le concours de race porcine et celui de la culture maraîchère (remplacé par celui de la culture des plantes sarclées[3]) ; on y ajoute quatre nouveaux genres de récompenses : la fabrication et la conservation des fumiers[4], une prime réservée au cultivateur soigneux de son bien, un encouragement au propriétaire qui se sera le plus occupé de plantations utiles, une prime pour l'emploi du drainage intelligent et économique. C'est à Surgères que le président du comice agricole de l'arrondissement, Roche, se montre le plus offensif : il fait référence à la véritable « révolution » qui touche l'agriculture internationale, citant en exemple l'Angleterre, la Belgique et les plus riches départements de la France. Il constate l'accélération impitoyable des progrès, contrairement à « cette époque de tranquille quiétude où chacun pouvait, sans danger suivre les errements de la coutume ». Il poursuit avec une phrase prophétique : « Notre temps est celui de la vapeur et du travail, de la liberté et de la concurrence ». D'où la nécessité de travailler sur les engrais (et en particulier les fumiers) pour amener le rendement du froment de 15 hectolitre / ha à 30-32 hl/ha, tout en assurant « la fortune de l'agriculteur intelligent ».

À partir de 1864, les concours des comices ont presque tous lieu à Rochefort : on commence à entrer dans une certaine routine[5]. En 1866, on s'étonne, à la Société, du désintérêt des maraîchers et jardiniers de la contrée, très nombreux sur les marchés, mais quasiment absents lors des comices. On se félicite de la qualité supérieure des bestiaux, mais on regrette leur diminution en nombre, signe d'une certaine indifférence de quelques agriculteurs et éleveurs. Maisonneuve, le président de la Société, fait l'éloge du comice, mais ne peut s'empêcher de constater la persistance du retard de l'agriculture dans l'arrondissement, où les seuls progrès constants sont ceux de l'élevage. Il fustige les fortes résistances du personnel agricole des fermes, le refus d'apprendre à se servir d'instruments nouveaux, les craintes des faucheurs pour leur emploi (face à l'émergence des faucheuses mécaniques). Il y a, selon lui,

---

[1] M. Wiehn.

[2] MM. Détriche, à Saint-Hippolyte et M. Wiehn à Tonnay-Charente.

[3] Pour améliorer l'alimentation des bestiaux. Ce type de culture de complément est fortement encouragé par la Société.

[4] Nouvelle priorité agricole, l'arrondissement de Rochefort accusant un retard certain dans ce domaine.

[5] Le comice de 1865, prévu à Tonnay-Charente, ne pourra pas se tenir.

une défiance générale vis-à-vis du progrès : il condamne « la crainte intéressée de voir la machine condamner le travailleur à l'inoccupation et à la misère ». Le rôle des sociétés d'agriculture et des comices ruraux est, pour Maisonneuve, de « chercher à déraciner de l'esprit des travailleurs de nos champs les préjugés qui leur masquent la lumière ».

Du point de vue des primes accordées, il y a une baisse réelle de l'enveloppe (750 francs, soit environ 1/3 de moins que ce qui était alloué lors des premiers comices). Dans les concours, on a supprimé l'épreuve de labourage au profit d'une exposition d'instruments aratoires. On a maintenu les réformes introduites à Surgères en 1861, et on a rajouté un prix pour l'apiculture. Les primes aux serviteurs ruraux se réduisent à une ou deux affectations.

En 1867, le sous-préfet centre son discours sur la « nouvelle ère » de l'agriculture, fondée sur la rentabilité et le libre-échange, et favorisée par la récente législation douanière. Il faut donc, selon lui, abandonner les produits non rentables, et se tourner exclusivement vers les produits rentables, c'est-à-dire, dans l'arrondissement de Rochefort : la culture de la vigne, la production et l'élevage de chevaux et de bétail. Il encourage les succès du moment, mais relève les progrès qui restent à accomplir : la Saintonge reste loin derrière la Normandie pour l'élevage des chevaux, le bétail des marais laisse encore à désirer, et la charrue est encore peu utilisée dans les vignes… Le président du comice, Dières-Monplaisir, commente, quant à lui les deux médailles décernées aux serviteurs ruraux : il précise que ce sont là deux exceptions, car partout on manque de personnel. Partout le salaire est en hausse et le travail en baisse. La dépopulation rurale s'explique, selon lui, avant tout par « l'abaissement du niveau de moralité dans les campagnes »… Le soir, un banquet réunit les membres du comice et les vainqueurs du concours à l'Hôtel de La Rochelle ; des toasts sont portés à l'Empereur, à l'Impératrice et au Prince impérial.

On compte 173 animaux au concours de 1868, nombre inférieur à celui des années précédentes, mais on l'explique par des raisons climatiques (sécheresse du printemps, chaleurs excessives de juin). On constate la bonne tenue des taureaux et vaches laitières, la qualité en hausse de l'espèce porcine. On déplore l'insuffisance des expositions de fromages, des légumes, fleurs et fruits et des machines agricoles : les primes sont ici trop modestes. Le président de la Société rappelle les atouts de l'arrondissement de Rochefort : l'herbe (prairies naturelles), le blé (terres arables peu élevées), la vigne (coteaux de faible altitude). Le sous-préfet fait une allocution en faveur de la liberté commerciale et du progrès agricole. Il évoque les rendements des terres bien supérieurs en Angleterre, Belgique, Prusse et dans le nord de la France : les Saintongeais peuvent, selon lui, et doivent les imiter. Le soir, un banquet réunit 80 convives au Foyer du Théâtre.

En 1869, on exprime le regret que les propriétaires de vignes ne se soient pas manifestés et on souligne le problème persistant des fumiers mal tenus, et la nécessité, dans chaque ferme, de ménager une fosse à purin. Mais on constate aussi la « qualité magnifique » des fromages façon Hollande et des légumes. On ajoute un prix pour encourager le remplacement de l'ancien assolement par la culture alterne (cette année, le prix n'est pas attribué). En même temps, on lance toujours autant d'appels en direction des agriculteurs pour qu'ils se joignent en plus grand nombre à la Société d'Agriculture.

Le concours agricole de 1870 s'ouvre à Rochefort le 3 juillet, quelques jours avant la déclaration de guerre. Dans son discours, Jouvin parle d'une « année calamiteuse » pour les récoltes à cause d'une intense sécheresse provoquant la « mortelle aridité » des sols et une « disette de foins naturels », accentuée par le manque de prairies artificielles et de plantes sarclées (réservées à la nourriture des bêtes). Il évoque également la « direction nouvelle à donner aux bergeries », à l'exemple de l'Angleterre et des régions du nord (Soissonnais, Rémois) : pour les moutons, le produit principal doit être la viande, la laine devenant un produit accessoire. En effet, la concurrence des laines exotiques (en particulier australiennes) est sévère et les besoins en viande sont de plus en plus importants (les prix atteignent des sommets à Rochefort). Il note également la régularité et la rapidité des transports qui changent la donne dans le commerce international. Déjà les blés de Chicago menacent l'Europe et « voici que […] les bestiaux de La Plata commencent à prendre le chemin de l'Europe, et qui peut dire qu'avant qu'il soit longtemps les viandes fraîches de Melbourne ne paraîtront pas sur nos marchés ? » Jouvin termine son discours en plaçant tous ses espoirs dans la création récente d'une Société des Agriculteurs de France, à laquelle vient s'affilier celle de Rochefort, et qui prévoit, dès 1871, un grand concours international de machines et de produits agricoles ainsi qu'un concours national de bestiaux ; enfin le gouvernement impérial a l'intention de reconstituer le haut enseignement agricole qui avait été fâcheusement supprimé.

Tous les procès-verbaux des comices sont publiés dans les *Travaux*, sauf celui de 1860 à Surgères et celui de 1865 à Rochefort. En même temps, les publications de mémoires agricoles se poursuivent, à un rythme toutefois assez irrégulier. On relève des articles d'Amédée Boffinet sur la « cécydomie du froment » (*Travaux 1857-58*), sur « le petit oiseau considéré du point de vue de son utilité agricole » (*Travaux 1860-62*) et sur « le progrès agricole par l'amélioration de la vicinalité » (*Travaux 1866-69*), un mémoire de Jouvin sur « les moyens de détruire la pyrale de la vigne », une note de Decante sur « les distilleries agricoles », une note d'A. Courbebaisse sur « le crédit à la terre », ainsi que des articles sur la culture du pin et la fixation des dunes.

On essaie d'utiliser le crédit dont bénéficie Roy-Bry auprès du gouvernement et de la personne même de l'Empereur, afin qu'il transmette une délibération exprimant la préoccupation de la Société pour la « dépréciation dans les vins rouges des deux Charentes », injustement concurrencés par les vins du Midi qui bénéficient du décret de mars 1852 leur accordant le privilège d'alcooliser leurs vins jusqu'à 18° avec exemption de droits[1]. La motion se termine ainsi : « S. M. l'Empereur ne peut manquer de faire justice, en le supprimant ou en le généralisant, d'un privilège qui, s'il fait la fortune de sept départements, consomme la ruine de trente autres où l'on cultive la vigne ».

Avec l'officialisation des concours sous la forme des comices, le pouvoir politique fait davantage sentir sa présence, voire sa pression : on a vu que

[1] Ces vins, qui sont ensuite coupés avec de l'eau (« au titre ordinaire de 10 à 12° ») dans le commerce de détail, ont une supériorité commerciale de qualité alcoolique et de quantité sur ceux des Charentes qui, titrant 7,5° à 9,5°, n'ont aucune chance de s'imposer sur le marché.

l'administration préfectorale avait pesé de tout son poids pour mener à son terme la gestation du comice de l'arrondissement de Rochefort. Par la suite, le sous-préfet assiste régulièrement à ces solennités qui tendent à devenir de véritables fêtes populaires encadrées par le gouvernement, notamment quand le comice se déplace dans une des communes de l'arrondissement. L'exemple le plus caractéristique, de ce point de vue, est le comice qui se tient à Tonnay-Charente le 3 juillet 1859. L'euphorie est alors générale, après la campagne éclair de la guerre d'Italie : quatre victoires remportées entre mai et juin à Montebello, Palestro, Magenta et Solferino[1]. On en retrouve l'écho sur le Champ de foire de Tonnay-Charente, où l'on a dressé une estrade « tentée et décorée de pavillons et de banderoles aux couleurs nationales. En avant s'élevaient deux écussons sur lesquels étaient inscrits les noms des quatre victoires mémorables de l'armée d'Italie. Au fond de cette estrade avait été placé le buste de l'Empereur, le souvenir de Sa Majesté étant intimement lié à toute pensée de bien et d'utile ». Dans son discours, le président Jouvin fait une allusion à cette glorieuse campagne d'Italie, ainsi qu'à la présence de l'armée française « jusque sur les rivages lointains de la Cochinchine », et au *Te Deum* récemment chanté à l'église de Tonnay-Charente (qui fait face à l'estrade) en action de grâces pour la victoire de Solferino. Il termine son discours par un vibrant hommage à l'Empereur. Quant au maire de Tonnay-Charente, son allocution « a été accueillie par de longs témoignages de sympathie, par des cris prolongés : Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! Vive le Prince Impérial ! ». La comice agricole se transforme ici en manifestation de propagande impériale.

Le 14 août 1862, Napoléon III effectue une deuxième visite à Rochefort, mais on n'en trouve pas mention dans les procès-verbaux des séances. À partir de 1867, un banquet réunit, avec le sous-préfet et les autorités, les membres du comice et les vainqueurs du concours, soit à l'Hôtel de La Rochelle (1867, 1870), soit au foyer du théâtre. On n'y manque pas de porter des toasts à l'Empereur et à sa famille.

Le dépérissement progressif des autres recherches

La mise en place des comices s'est doublée, en 1857, de la création des quatre sections. Mais dès 1859, il faut se rendre à l'évidence : seule la section d'agriculture fonctionne. Même constat en 1860 et 1861 : les sections subsistent, mais ne se réunissent pas. Pourtant des communications sont faites sur des sujets autres qu'agricoles, mais elles sont soutenues directement dans les séances générales, à la différence de la section d'agriculture qui fournit un travail de préparation dans les commissions.

Le nombre des travaux soutenus dans les séances et celui des mémoires publiés entre 1857 et 1862 paraît important. Dans la section des sciences et de l'industrie, on compte huit mémoires soutenus, mais trois seulement publiés : ceux d'Auriol sur les machines à vapeur dans la marine, sur l'exploitation du fer dans le Nivernais et sur l'attraction moléculaire. Le 14 avril 1858, un jeune membre correspondant, Edouard Grimaux, lit un mémoire sur le haschisch : « l'auteur examine les préparations auxquelles le chanvre indien donne une nature spéciale, et il étudie les effets

[1] En réalité, ces victoires sont sans lendemain. C'est, pour Napoléon III, le début du guêpier italien.

pharmaceutiques, physiologiques ou psychologiques » de cette substance. Même si Grimaux « a su éveiller dans la Société autant de curiosité que d'intérêt », son mémoire n'est pas proposé à la publication. Ce sera pourtant l'objet de sa thèse de doctorat en médecine, soutenue en 1865 devant la Faculté de Paris[1]. La section de littérature reste très faible. Certes neuf analyses ou études sont soutenues lors des séances, mais seuls deux travaux sont publiés : une fable en vers de Justin Boffinet, « Les enfants et le cerisier », et une note de Lebelin de Dionne sur la paléographie. La part la plus importante revient à la section de statistique et d'économie politique, avec quatorze communications en séances, dont sept sont publiées. Quatre concernent les « Essais de statistiques médicales » pour Rochefort (années 1857, 58, 60, 61), par Charles Maher. Guillemain évoque les sociétés de secours mutuel et la question de l'échelle mobile, tandis que Federici donne un mémoire sur l'instruction primaire.

Mais tout cela reste maigre, sur un total de six années : seuls trois tomes de *Travaux* sont publiés, dont l'un couvrant un ensemble de trois années (1860-61-62). La crise est proche, et chacun semble en avoir conscience. Le 15 novembre 1862, le président Maisonneuve prononce un « discours sur le fonctionnement des sections » qui sera publié dans les *Travaux* de l'année suivante. Selon lui, « la langueur qui, depuis un ou deux ans, s'est emparée de notre société, la menace d'une ruine prochaine ». Le président mesure la gravité de la situation : « La Société d'Agriculture risque de tomber dans un discrédit équivalent à la mort », en se réduisant « à un rôle de distributrice des allocations qui lui sont confiées ». C'est effectivement le danger qui se profile, surtout depuis la constitution du comice.

Pour remédier au « manque d'activité » autre qu'agricole, Maisonneuve propose une refonte du règlement des sections, qui n'a jamais été appliqué (celles-ci devant se réunir une fois par mois). Pour lui, les « études spéciales » doivent avoir un « auditoire spécial », celui des sections spécialisées, qui ont pour mission de lire les travaux proposés, de les trier et d'en proposer certains aux séances plénières. Il propose donc que chaque section se réunisse une fois par trimestre, avec jeton de présence comme pour les assemblées ordinaires. Il définit également un schéma de déroulement de ces réunions. Selon lui, une séance trimestrielle est une exigence de la raison : il termine son discours par une conclusion volontariste, exhortant les membres à redonner vie à toutes les sections.

Dès la fin de l'année 1862-63, le secrétaire Théodore Viaud signale l'heureux effet de la réforme du fonctionnement des sections : l'activité a sensiblement augmenté et de nombreux mémoires ont été présentés. La section des sciences a proposé sept mémoires, dont six ont été publiés : notes d'Auriol sur les machines à air chaud, sur la conservation des bois de marine et sur un four-étuve à cuire le pain, un mémoire de Gourbeil sur l'hémérologie, un autre de Duplouy sur l'ophtalmoscope, et un rapport de Decante sur le perfectionnement des fusils. La section de littérature et beaux-arts se réveille un peu de son sommeil avec quatre

[1] Édouard Grimaux choisit d'étudier sur lui-même les effets du haschisch. Georges Clémenceau écrira plus tard que « Grimaux se haschischait en conscience et y gagna de terribles maux d'estomac, mais n'eut aucune des visions paradisiaques que promettaient les livres ». Voir « Un pharmacien rochefortais célèbre : Édouard Grimaux, membre de l'Académie des Sciences », par C. Viel, M.C. Journaux, M. Marché, *Roccafortis*, 3e série, t. II, n° 19, janv. 1997, p. 126-138.

communications, dont trois publiées : « Don Juan », poème de Dutouquet, « La forêt et l'arbrisseau », apologue de Simonot, et « L'orchestrino Clément » (nouvel instrument de musique), par Bernède. Quant à la section de statistique, Charles Maher poursuit son travail pour l'année 1862, Boffinet propose une « Note sur les moyens d'arrêter les progrès du vice et de l'ivrognerie » : selon lui, il faut favoriser la production et l'usage du vin, et interdire la consommation de boissons autres que le vin et l'eau-de-vie (!), tout en réduisant et en règlementant plus sévèrement le nombre de cabarets. Quant au docteur Dutouquet, il n'écrit pas que des poèmes : sensible aux questions sociales, il donne une note sur le placement des vieillards indigents dans leurs familles (en 1857, il avait déjà traité la question des enfants trouvés) : dans les deux cas, la Société, tout en publiant le texte de Dutouquet, ne se rallie pas à ses vues. Pour faire bonne mesure et pour donner l'exemple, le président Maisonneuve trace une « Esquisse historique sur la Société (1ère partie) », première tentative d'histoire de la Société, qui avait alors plus de cinquante ans d'existence. Il n'y aura pas de deuxième partie.

Le sursaut est donc réel et l'examen du recueil de *Travaux* pour l'année 1862-63 le confirme : à lui seul, il est aussi volumineux que les deux tomes précédents (58-59 et 60-61). Malgré ce bel élan, il s'agit d'une réaction sans lendemain. Dès l'année 1864, le secrétaire constate l'échec du fonctionnement des sections : « une seule a donné signe d'existence, la section d'agriculture ; les trois autres […] ne se sont pas réunies une seule fois ». Il n'y a pas de volume de travaux pour 1863-64. Un volume paraît pour 1864-65, assez maigre : cinq communications seulement (dont deux « statistiques » du fidèle Charles Maher), auxquelles s'ajoutent le procès verbal de comice agricole, le compte rendu des travaux de la Société et une notice biographique d'Eugène Roy-Bry.

Les problèmes s'accroissent dans les années qui suivent, puisqu'un seul volume est consacré aux années 1866-67-68-69. On y relève deux articles scientifiques, un conte en vers du docteur Dutouquet et six mémoires ou notes à caractère socio-économique. Les questions de société intéressent vivement les membres de la Société, en particulier la question de l'impôt (Decante), celle de l'octroi, dont Boffinet propose la suppression, celle du crédit, celle des sociétés coopératives et des sociétés d'assistance mutuelle. Dans la deuxième décennie de l'Empire, les thèses libre-échangistes sont partagées par la majorité des membres. La Société envoie au Congrès libre-échangiste qui se déroule à Saintes les 18 et 19 décembre 1869, une délégation qui en revient enthousiasmée. Le 12 janvier 1870, un débat s'ouvre à la Société sur la création d'un comité local du mouvement libre-échangiste, et malgré la réserve d'un membre se déclarant « pleinement protectionniste », on approuve la création de ce comité, mais à condition qu'il soit distinct de la Société : hormis Mollière et Jouvin (admis respectivement en 1851 et 1853) on y trouve essentiellement des membres admis après 1857, presque tous négociants[1].

Par ailleurs, les comptes rendus des travaux de la Société ne sont plus publiés depuis l'année académique 1863-64. Seuls apparaissent les procès-verbaux des comices agricoles (1866, 1867, 1868, 1869), celui de 1870 étant publié dans un tome

[1] Maisonneuve, Bossy, Brillouin, Chessé, Courbebaisse, Lesueur, Gros, Guy.

qui réunit les années 1870-71-72[1]. Quant à l'Exposition Universelle de 1867, à la différence de celle de 1855, on en parle à peine dans les séances de la Société d'Agriculture. Le 27 janvier 1867, sur la question[2] d'y envoyer deux délégués de la Société, on ne tergiverse pas longtemps : « la commune de Rochefort n'ayant ni industrie principale, ni agriculture autre que pastorale et maraîchère, la Société pense qu'il n'y a aucune utilité à envoyer des délégués à l'Exposition ».

Dans les années 1865-70, si l'agriculture a fini par reléguer au second plan – et très nettement – les autres disciplines, malgré les efforts de certains des membres pour éviter cette dérive, c'est une agriculture nettement moins triomphante, plus modeste, voire résignée. Quoi qu'il en soit, nous l'avons vu, le mouvement est amorcé depuis des années, et la constitution du comice n'a fait que le renforcer.

En même temps, la Société doit affronter, à partir de 1865, deux épreuves. C'est d'abord la mort prématurée d'Eugène Roy-Bry, à la fin de l'année 1864, qui porte un coup sérieux à l'association : depuis 1851, Roy-Bry n'a cessé d'agir au sein de la Société d'Agriculture, de la soutenir, de la faire bénéficier de ses relations au Conseil Général, mais aussi au Corps Législatif et au gouvernement. L'établissement bancaire qu'il dirige consent des avances à la trésorerie de la Société, à taux préférentiel[3]. La perte d'un personnage d'une telle envergure frappe durement la Société : on le sent à travers l'hommage ému que lui rend Guillemain dans la notice biographique publiée en février 1865[4].

Avec un budget en équilibre précaire et des difficultés financières à prévoir à court terme, la Société décide, le 28 décembre 1864, de supprimer le concours de bœufs et vaches engraissés à l'étable, pour se consacrer davantage aux comices de juillet, ce qui représente une économie d'environ 500 francs. Il faut dire que les cotisations des sous-comices se sont peu à peu réduites : de 1650 francs en 1857, elles tombent à 355 francs en 1863, les subventions de l'État et du département restant à un niveau identique. Une lueur apparaît pourtant : quelques semaines après la mort de Roy-Bry, le 25 janvier 1865, la Société apprend que celui-ci a fait un legs en sa faveur. Après confirmation de la légalité de ce legs[5] et de l'accord de la famille de Roy-Bry, la Société décide que le montant du legs (1200 francs) sera converti en obligations de Chemins de fer (« obligations Orléans »).

Mais l'année 1865 réserve une surprise de taille : la démission de Théodore Viaud[6], véritable cheville ouvrière de la Société. Le 26 avril 1865, le président Boffinet donne « lecture d'une lettre de notre honorable secrétaire perpétuel de la Société, M. Viaud, qu'un récent malheur de famille entraîne à donner sa démission

---

[1] Notons toutefois que tout au long de ces années, le rythme des réunions reste toujours aussi soutenu (tous les quinze jours).

[2] À l'initiative du sous-préfet.

[3] 1550 francs l'année 1863-64, par exemple.

[4] *Travaux 1864-65*.

[5] Ce legs marquera durablement les finances de la Société : il en est encore question … en 1940.

[6] Démission suivie, le 24 mai, de celle de l'ingénieur Auriol, le président de la section des Sciences, peut-être pour cause de maladie.

de ses titres de membre résident et de secrétaire perpétuel de la Société ». Il s'agit de la mort de son fils aîné, Gustave[1].

C'est un coup terrible pour Théodore Viaud, qui a été admis à la Société d'Agriculture le 10 janvier 1838, ce qui en fait le membre le plus ancien avec le baron Valette Deshermaux. Depuis 1838, il assume la charge de secrétaire adjoint de la Société sans discontinuer. En 1845, il publie, avec Fleury une *Histoire de Rochefort*, qui sera longtemps le seul ouvrage disponible sur la question. C'est lui qui s'occupe de l'organisation des concours de bestiaux engraissés à l'étable, et assure depuis sa création le secrétariat du comice agricole, dont il rédige tous les comptes rendus jusqu'en 1864. Outre ses comptes rendus, il est l'auteur de trois articles importants sur la démographie de Rochefort (entre 1851 et 1856). Le 23 novembre 1864, il est nommé secrétaire perpétuel[2], inaugurant cette nouvelle fonction. Théodore Viaud est donc un serviteur dévoué de la Société, n'y ayant jamais tenu d'autre fonction que celle de secrétaire adjoint (voir Tableau IV).

Dès l'annonce de sa démission, le président lui rend hommage et propose de le nommer membre honoraire, approuvé par plusieurs membres de la Société. Lors de la séance suivante, le 11 mai, Théodore Viaud, « ayant réuni les suffrages de l'assemblée », est nommé « membre honoraire n°19 ».

Mais le « malheur de famille » de 1865 en préfigure un autre, l'affaire Viaud, qui éclate publiquement en 1866. Le 3 mai, le receveur municipal Théodore Viaud est suspendu de ses fonctions, pour irrégularités graves dans les comptes. Le trou est considérable dans les comptes de la mairie : 14 000 francs, soit plus de cinq ans de salaire de Théodore Viaud, qui est accusé de « détournement de deniers publics, faux et usage de faux ». L'affaire est instruite jusqu'en 1867, et jugée le 27 février 1868. Viaud, qui a versé un cautionnement de 24 000 francs (fourni par des amis), très supérieur à la somme incriminée, obtient l'acquittement au bénéfice du doute, et sort libre du prétoire, sous les acclamations du public. Nul doute que la Société d'agriculture, persuadée de l'innocence de Viaud, se soit mobilisée – de façon officieuse, bien sûr, et discrète[3] – pour soutenir l'un de ses membres les plus anciens et les plus fidèles dans cette ténébreuse affaire[4].

---

[1] Gustave Viaud, jeune chirurgien de marine parti en mission en Cochinchine, contracte la dysenterie, est soigné sommairement à Saïgon et évacué sur l'*Alphée* à bord duquel il meurt le 10 avril, au cours de la traversée de l'Océan indien.

[2] Le 9 décembre 1863, la Société a modifié le règlement pour nommer un secrétaire perpétuel (article 1er du titre III) : « Il est décidé que le secrétaire perpétuel, étant généralement un des membres les plus anciennement nommés dans la Société, ses fonctions se borneront à conserver les traditions de la Société, à renseigner le bureau sur des actes faits antérieurement et à recueillir en archives la correspondance des années passées, correspondance qui n'est point détaillée dans les archives de la Société et qui pourtant peut contenir des documents précieux ». Lors de la séance du 24 mai 1865, c'est l'imprimeur Charles Thèze qui lui succède à cette fonction, qu'il occupe jusqu'en 1879.

[3] Il ne sera pas donné suite à la nomination de Théodore Viaud comme membre honoraire. Le nom de Viaud ne figure plus dans la liste des membres de la Société, donnée dans les *Travaux 1864-65* (tome publié en 1866), ni dans les suivantes. On ne trouve aucune allusion à cette affaire dans les procès-verbaux des séances des années 1866-70.

[4] Voir « Les déboires de Théodore Viaud », par Roger Tessier, *Roccafortis*, 3e série, t. III, n° 17, janvier 1996, p.21-25. Voir également le complément publié dans « À propos des déboires de Théophile Viaud », par R. Tessier, *Roccafortis*, 3e série, tome III, n° 18, septembre 1996, p. 99-100.

Julien Viaud, son fils, alias Pierre Loti, en restera marqué à jamais : il mettra un point d'honneur à rembourser cette dette dont il ne sera libéré qu'à l'âge de trente ans. Quant à Théodore Viaud, il ne s'en remettra pas : il trouve – ou plutôt : on lui offre – une place subalterne à la banque Roy-Bry, avec un salaire six fois inférieur au précédent, le contraignant à mener un train de vie très modeste : la domestique est renvoyée et la moitié de la maison est mise en location. Théodore Viaud meurt subitement[1] le 8 juin 1870[2], peu avant l'effondrement de l'Empire…

Certes, les procès-verbaux des séances ne disent mot de tout cela. Mais en peu de temps, la Société perd de façon tragique quelques unes de ses figures tutélaires : Roy-Bry, Viaud, Auriol. Quant au doyen de la Société, le vénérable baron Valette Deshermaux, admis à la Société le 29 janvier 1834, il s'éteint en mars 1868. Entre 1865 et 1870, la Société poursuit ses activités avec ténacité, mais il y a quelque chose de brisé dans le bel élan des années 50, malgré les velléités libre-échangistes de la jeune génération.

L'année académique 1870 se termine pour la Société sur les festivités du comice agricole du 3 juillet. Le soir, au cours du banquet qui est servi « dans la belle salle à manger de l'Hôtel de La Rochelle », le président Jouvin porte un toast « au véritable patron de l'agriculture, à l'Empereur ! ». En réponse, le sous-préfet accorde un satisfecit de circonstance « à cette association intelligente et dévouée, dont l'utilité et l'influence légitime s'affirment chaque jour davantage par les améliorations réalisées et les succès obtenus ». La guerre est déclarée le 19 juillet : on n'en trouve pas trace au cours de la séance du 27 juillet. Mais la séance du 10 août est écourtée à cause du « trop petit nombre » de membres. La séance suivante est celle de la rentrée, le 26 octobre : entre temps, la 3e République a été proclamée le 4 septembre…

Chiffres et statistiques

La composition socio-professionnelle des membres (tableau II, p. 91) n'offre pas, au premier abord, de différence notable avec les périodes précédentes : par les professions exercées ou les raisons sociales, ils forment une assemblée de notables. On y trouve des militaires de haut rang, presque tous affectés à l'arsenal, des fonctionnaires civils (un sous-préfet, un ingénieur des Ponts et Chaussée, un substitut du procureur, des juges, des professeurs du Collège, un receveur principal de la mairie, …etc.), des membres des professions libérales (docteurs en médecine, pharmaciens, avocats, banquiers, avoués, courtiers maritimes, notaires, …etc.), des « propriétaires » et des « négociants ».

Cette classification sommaire ne doit pas être prise au pied de la lettre : tel qui se déclare avocat, négociant ou médecin de la marine est aussi propriétaire, très engagé dans l'activité agricole. Compte tenu de cette réserve, du manque de données sur certaines années et du caractère relatif des petits nombres, c'est dans les répartitions que l'on peut observer des évolutions sur deux périodes (1854-1859 et 1861-1870) : une tendance à la baisse du nombre des militaires (de 37,9 % à 31, 4 %), ainsi que de celui des fonctionnaires civils (17,9 % à 10,9 %), une stabilité des professions

[1] On a parlé de suicide à propos de ce décès.

[2] Le procès verbal de la séance du 22 juin 1870 ne mentionne pas le décès de Théodore Viaud.

libérales (17,7 %), une nette progression de l'ensemble des négociants et propriétaires (21,4 % à 35,8 %), avec une parité à peu près égale des deux dernières catégories ; cette montée en puissance du milieu agricole et commerçant peut être associée au net infléchissement agricole de la Société à partir de 1858, avec la création des comices.

Du point de vue de la publication des travaux (Tableau III, p. 92), on peut faire le même type de constatation : sur 119 articles publiés entre 1851 et 1859, l'agriculture domine largement (43 articles, soit 36,1 %), suivie du domaine socio-économique (28 articles, soit 23,5 %), des sciences (18 articles, soit 15,1 %), de la littérature (16 articles, soit 13,4 %), de la marine (7 articles, soit 5,9 %) et des notices biographiques (7, soit 5,9 %).

Si l'on observe le nombre des membres de la Société (Tableau I, p. 90), on s'aperçoit que le nombre des membres honoraires reste à peu près le même (de 15 à 18). Il en va de même pour le nombre des membres résidants – c'est-à-dire les membres titulaires, payant une cotisation – qui n'a quasiment pas varié depuis la création de la Société en 1806 : il tourne toujours autour de la trentaine, avec une période de pic entre 1857 et 1863 (36 à 41 membres), correspondant à l'instauration du comice agricole. Cette limitation est, bien sûr liée au règlement initial de la Société, qui distingue membres résidants et membres correspondants, règlement qui, sur ce point, n'a jamais été modifié. S'il favorise un certain élitisme social – les conditions d'admission sont strictes, avec un quasi *numerus clausus*, et la cotisation est relativement élevée – il bride les ressources financières de la Société.

Quant au nombre des membres correspondants, il ne cesse d'augmenter sous le Second Empire, signe de l'attractivité de la Société d'Agriculture : 29 membres en 1854-55, 38 en 1857-58, 57 en 1862 et 70 en 1863-65. À peine note-t-on une légère baisse en 1870, avec 64 membres. Il est vrai que le nombre des membres correspondants n'est pas limité, et qu'il n'est pas difficile d'en obtenir le titre, soumis à l'envoi d'une communication et à l'approbation des membres résidants.

De la même façon, le nombre des sociétés correspondantes ne cesse de croître régulièrement : de 65 en 1855, ce nombre atteint 90 en 1864-65 (89 en 1870). Cela correspond à un essor considérable des sociétés savantes sous le Second Empire. Ces sociétés sont françaises métropolitaines jusqu'en 1857-58, où la société rochefortaise entre en relation avec la Société d'Agriculture d'Alger. La Société s'ouvre à l'international l'année 1860-61, avec la Société d'agriculture et d'acclimatation de la Sicile, basée à Palerme, « société étrangère avec laquelle nous sommes entrés en relation, malgré notre ignorance des langues ».

La Société royale de Koenigsberg devient société correspondante dès l'année suivante.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET BELLES-LETTRES

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE (1870-1895)

par Philippe Duprat

La Société passe sans transition de l'Empire à la République : très peu de membres assistent à la dernière séance de l'année académique (10 août 1870), et on se retrouve seulement pour la séance de rentrée du 26 octobre : l'Empire s'est effondré avec le désastre de Sedan, Napoléon III prisonnier, et la République a été proclamée le 4 septembre. Tout est allé très vite, mais la guerre de 1870 n'est pas terminée : le secrétaire souligne le peu d'ouvrages reçus « à cause de la guerre et particulièrement de l'investissement de Paris ». Bientôt plus aucun ouvrage ne parvient à la société : le 9 novembre, tous ont clairement conscience que « la préoccupation de la France entière [est] tournée du côté de la défense nationale » qui absorbe toutes les subventions. La Société approuve, mais « prévoit avec regret qu'elle devra, cette année, renoncer au concours du comice[1] ». Le 14 décembre, la proposition de consacrer le legs Roy-Bry à la Défense Nationale est approuvée à l'unanimité, mais impossible à réaliser. Le 8 février, on débat de la question d'un secours à apporter aux départements ravagés par la guerre, mais la caisse de la Société est en « état de pénurie ».

Tout au long de l'année académique, le rythme des séances est maintenu, mais l'agriculture est en berne[2]. Quelques communications sont lues : elles concernent essentiellement l'impôt. Deux d'entre elles seront publiées (en 1873), celle de Soulié de Bru (« Projet de réformes fiscales ») et Decante (« Observation sur l'assiette de l'impôt »). La situation militaire fait l'objet de deux communications, l'une du président Jouvin qui décrit sa visite aux armées de la Loire et des Vosges (14 décembre 1870), l'autre de Courbebaisse, le 25 janvier 1871, sur la nécessité de procéder à des élections et de proposer la paix à la Prusse, « paix dont les conditions seraient réglées par un tribunal composé de délégués des puissances neutres ». Un débat s'ouvre sur « l'idée d'un congrès européen » qui « fermerait pour le présent et pour l'avenir l'ère de ces luttes sanglantes que le 19e siècle devrait voir complètement disparaître ». À noter enfin qu'à aucun moment on ne fait référence aux événements de la Commune de Paris. Le 9 août 1871, l'afflux d'ouvrages reçus marque le retour à la normalité.

---

[1] Le trésorier A. Chessé (qui démissionne lors de cette séance, pour cause de santé) fait son rapport annuel. La Société dispose de 257 francs (non compris le legs Roy-Bry, qui s'élève à 1319 francs, intérêts compris, en valeurs de placement).

[2] Le seul problème évoqué est celui de la peste bovine, qui fait son apparition en février 1871. Jouvin en propose une analyse approfondie le 22 mars.

La période 1872-1878 : le renouveau

L'année 1871-72 est celle de la reprise de l'ensemble des activités. On envoie 229 francs à la Société des Agriculteurs de France pour venir en aide aux provinces envahies. Dès le 25 octobre, le ministère de l'Agriculture alloue 700 francs à la Société. La subvention du département (700 francs) sera confirmée plus tard. Les analyses des revues reçues reprennent, ainsi que les nouvelles agricoles diverses, les échanges de courriers sur tous sujets.

Les comices

À partir du 10 avril, on s'occupe de l'organisation du comice agricole de juillet 1872 : on en profite pour toiletter quelque peu le règlement, d'autant que les subventions sont en baisse de 200 francs sur les sommes antérieurement allouées. On décide la suppression de la catégorie « espèce porcine » (régulièrement insuffisante) et de l'exposition de fromages, qui ne concerne que deux fabricants, toujours les mêmes[1]. D'autres mesures de réajustement sont prises pour les vaches laitières et les taureaux reproducteurs, et on ratifie la parité hommes / femmes pour les primes aux meilleurs serviteurs.

Le concours du 7 juillet 1872, qui se déroule à Rochefort, est un plein succès, d'autant que l'année est excellente, avec une végétation luxuriante et des rendements exceptionnels. Toutefois, il n'y a pas assez de bétail : on souligne « l'extrême cherté de la viande », dont les prix ont doublé en trente ans. Le président encourage les agriculteurs à « s'attacher résolument à l'élève du bétail », au détriment du blé, dont le rendement est insuffisant – et fortement concurrencé par l'importation de blé américain. Une inquiétude du comice de Rochefort : le comice de l'arrondissement ne comporte que 120 membres, soit à peine trois personnes par commune concernée (au lieu des 300 à 400 membres que l'on attend pour 41 communes) : dans de telles conditions, les primes accordées sont trop faibles pour attirer les cultivateurs éloignés.

Les concours de 1873, 1874, 1875 et 1877 ont lieu à Rochefort, avec les mêmes caractéristiques : seul le gros bétail tient son rang, le reste étant insuffisant ou très peu représenté, comme les produits maraîchers, paradoxalement l'un des fleurons de l'arrondissement. On regrette aussi le retard de l'arrondissement du point de vue des machines agricoles. À ce propos, Jouvin, qui a visité l'Exposition Universelle de Vienne[2] de 1873, fait part de ses observations lors du banquet servi à l'Hôtel de La Rochelle le soir du comice de 1874 : il a pu constater que sur les machines agricoles à vapeur, la France est distancée par l'Angleterre et l'Allemagne.

En 1876, le concours se tient pour la première fois dans le canton d'Aigrefeuille, à Ciré : à midi et demie, le maire et le Conseil municipal reçoivent à la gare le bureau de la Société d'Agriculture. Ensuite le cortège, « escorté par les pompiers et précédé de l'excellente fanfare de Thairé », se rend au champ de foire. Le concours

---

[1] Ces deux fabricants sont prospères, mais le développement de « l'industrie fromagère » dans l'arrondissement, sur lequel on comptait beaucoup dans les années 1850, n'a pas obtenu le succès que l'on en attendait.

[2] Il faisait partie d'une délégation envoyée par la Marine.

est une réussite, malgré le problème récurrent, dans l'arrondissement, des fumiers mal tenus. Le président Jouvin fustige « la plus déplorable routine » qui règne dans ce domaine, et rappelle en détail la méthode qu'il faut appliquer pour obtenir un bon fumier. Au cours de ce comice, il évoque les ravages du phylloxéra dans le Midi. Même si les arrondissements de La Rochelle, Rochefort et Marennes ne sont pas touchés, il ne cache pas ses craintes : « Ne nous faisons pas d'illusions, messieurs, jamais la viticulture française n'a été soumise à une aussi cruelle épreuve […]. 200 000 hectares de vignes ont déjà péri : le même sort serait-il donc réservé à tout le vignoble français ? Vraiment, on est saisi d'épouvante à l'idée d'un tel désastre et l'on se refuse à le voir possible ». Malgré tout, le comice de Ciré se déroule dans une atmosphère festive : un banquet de 120 couverts, une retraite aux flambeaux et un feu d'artifice.

Lors du comice de Surgères, le 1er juillet 1877, le préfet se déplace en personne[1]. Dans ce canton viticole, Jouvin exprimes ses craintes très fortes devant la propagation continue du phylloxéra, « ce nouveau fléau de Dieu […] qui ravage les vignes des arrondissements de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély ». Les organisateurs du comice ont fait les choses en grand. Le banquet réunit 200 personnes dans « la grande salle des Halles élégamment appropriée ». On porte des toasts au président de la République (Mac-Mahon), à l'Agriculture ; on rend hommage « aux ménagères de la ferme ». Le soir, Surgères est illuminée : « ce ne sont, de tous côtés, que lanternes vénitiennes, verres multicolores, au milieu desquels flotte le drapeau national. Les vieilles murailles crénelées du château, garnies de lampions aux couleurs variées se détachaient admirablement en cordons lumineux sur le fond sombre du paysage ». La fête a attiré des milliers de spectateurs ; elle se termine par un feu d'artifice qui dure près de deux heures.

La publication et la dégradation des finances

La période 1872-78 correspond bien au renouveau de la Société d'Agriculture, qui reprend la publication des *Travaux* en 1873 (un tome réunissant les années 1870-71-72). Suivent trois autres tomes : 1873-74 (224 pages, publié en 1874), 1875-76 (133 pages, publié en 1876) et 1877-78 (262 pages, publié en 1879). La régularité de la publication est trompeuse : chaque tome réunit en réalité deux à trois années civiles, ce qui correspond à une nette perte de substance. En neuf ans, sept communications concernent l'économie et la société (en particulier l'impôt et le libre-échange, par Decante et Soulié de Bru) ; trois seulement sont consacrés aux sciences (mémoires de Decante sur la ventilation dans les bateaux et sur le cadran solaire azimutal, note de Novez sur la balle-tube) ; enfin on trouve les poésies de Piedagnel et de Rambaud. L'ensemble est maigre : il y a un réel essoufflement de la recherche, auquel n'échappe pas l'agriculture elle-même. Outre les procès-verbaux des comices, on ne note qu'un mémoire de T. Carré (« Journal du ménage ou de la ferme »).

Une analyse sommaire des comptes rendus financiers des années 70-79 met en évidence une certaine dégradation, même si on ne touche pas au legs Roy-Bry, dont le montant est placé. C'est d'abord l'année 70-71, qui commence avec un fond de

[1] Il s'agit du baron d'Huart.

caisse de 257 francs et se termine avec 447 francs, le budget total n'atteignant pas 1500 francs. La reprise est nette en 1871-72, avec des recettes s'élevant à 3046 francs, et qui culmineront à 4024 francs en 1874, avec un solde variable de 220 à 550 francs. Mais les cotisations des membres des sous-comices s'étiolent peu à peu. En 1877, le trésorier signale qu'il faut encore récupérer les « cotisations arriérées des membres du comice », ainsi que les 200 francs alloués par la ville. Certes, le budget affiche un solde créditeur de 550, 68 francs, mais le règlement de la note de l'imprimeur Thèze (881, 50 francs, note due au 17 janvier 1877) doit être un peu différée pour pourvoir aux différents abonnements, dans lesquels on opère quelques suppressions. En 1878, la Société décide « que désormais, en vue d'économies à réaliser dans les frais annuels d'impression, les procès-verbaux du comice seront imprimés et tirés à part du recueil de [ses] travaux et que les frais d'impression de ces procès-verbaux seront mis à la charge du comice agricole ». Par ailleurs, les conseils municipaux des communes faisant partie du comice agricole sont invités à « voter une allocution annuelle quelque modique qu'elle soit pour aider aux frais du concours agricole ». Le report de la note de l'imprimeur Thèze se transforme rapidement en une dette qui gonfle peu à peu. En 1879, malgré une augmentation des cotisations des membres du comice et la suppression de quelques abonnements supplémentaires[1], le solde créditeur, qui s'élève à 648 francs, n'atteint pas le montant de la dette[2]. La Société décide de verser à l'imprimeur la somme de 230 francs, ce qui réduit la dette à 1000 francs : elle aura beaucoup de mal à apurer cette dette au cours des années qui suivent.

Les simples difficultés financières, toujours présentées comme provisoires, ne suffisent pas à expliquer l'interruption de la publication en 1879[3] : la création de la Société de Géographie de Rochefort en 1879 va considérablement affaiblir la Société d'Agriculture.

La période 1878-1895 : le déclin et la fin

En juillet 1878, la création d'une « section charentaise » de la Société de Géographie Commerciale de Bordeaux frappe de plein fouet une Société d'Agriculture en fin de parcours. Le coup de grâce sera porté par la scission du 11 mars 1879 et la création, le 29 mars suivant, d'une association indépendante de Bordeaux, la Société de Géographie de Rochefort, qui compte rapidement plusieurs centaines de membres. À la Société d'Agriculture, c'est l'hémorragie : le nombre total de membres, qui oscillait entre 39 et 41 entre 1873 et 1875, chute à 32 en 1876, puis à 25 en 1878, chiffre qui s'érode en 1880 avec 23 membres (voir Tableau I, p. 90).

La baisse concerne toutes les catégories sociales, hormis les propriétaires (Tableau II, p. 91). On assiste à une quasi-disparition des militaires de l'arsenal : on en compte deux en 1878, un seul en 1880. Pour les fonctionnaires civils, les professions libérales et les négociants, on peut également parler de fuite des

---

[1] Les abonnements au bulletin de la *Société de Géographie* de Paris (25 francs), à la *Revue Britannique* (25 francs) et à la *Revue de la Société Protectrice des Animaux* (10 francs).

[2] Celle-ci dépasse 1200 francs.

[3] Le dernier volume publié est celui de *Travaux 1877-78*.

cerveaux, chaque catégorie se réduisant à quelques unités. Nul doute que la puissance attractive de la jeune Société de Géographie a joué à plein. Ceux qui assureront la survie de la Société d'Agriculture sont les propriétaires ; leur nombre passe de 7 en 1878 à 8 en 1880, pour atteindre 33 (sur un total de 46) en 1887.

À partir de 1879, l'activité est exclusivement agricole. Le comice agricole de Tonnay-Charente[1] est un succès, notamment le concours de bétail, qui, avec 150 têtes, présente une exposition très complète. On note également avec satisfaction que l'arrondissement de Rochefort, à la différence de ses voisins, commence à utiliser massivement les machines agricoles : on annonce, cette année, l'apparition de moissonneuses pour les prochaines récoltes. Mais le problème le plus grave est celui des ravages du phylloxéra : tout le département est envahi, sauf les îles de Ré et d'Oléron, ainsi que les cantons de La Tremblade et de Saint-Agnant. L'inquiétude est extrême sur l'avenir de la vigne.

Dans les procès-verbaux des séances, on ne dit pas un mot de la baisse générale du nombre des membres et de la défection des militaires. Le 12 mai 1880, la Société décide d'adhérer à la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture, dont le siège est à Paris (cotisation : 10 francs). On s'occupe de l'organisation du comice de 1880 à Rochefort, mais la morosité règne à cause du phylloxéra. Les comices se poursuivent jusqu'en 1887 au moins : 1881 (Aigrefeuille), 1882 (Surgères), 1885 (Rochefort), 1886 (Aigrefeuille). À Rochefort se tiennent deux concours : le Concours Régional Agricole en 1883, et le 1er concours agricole organisé par la Chambre Syndicale départementale, en 1887, avec la participation de la Société d'Agriculture de Rochefort, signe des temps qui changent…

Le 1er décembre 1880, la dette continue de s'accroître, et le compte de gestion accuse un léger déficit de 27,50 francs. Le trésorier est autorisé à verser un acompte de 200 francs à l'imprimeur Thèze, à l'aide de la subvention qu'il espère recevoir de la municipalité (500 francs demandés, mais refusés en mars 1881).

En même temps, la Société Nationale d'Encouragement de l'Agriculture pose de nouvelles conditions pour l'adhésion des sociétés, à savoir le versement d'1/5 des cotisations : la Société refuse catégoriquement et annule son adhésion. Elle supprime également deux autres abonnements à des revues ou périodiques. Le 14 décembre 1881, la Société apprend que la dette s'élève à 1510 francs, chiffre contesté et ramené à 1203, 50 francs. Après une démarche auprès de Thèze, la somme est réduite à 1000 francs, remboursés sur l'excédent de la caisse (578,43 francs) et une avance sur les subventions : « l'extinction de cette dette qui pesait lourdement à la Société depuis longtemps, la place, à cette heure, dans les meilleures conditions financières qu'on puisse souhaiter ». On modifie alors le règlement en réduisant la cotisation à 15 francs, payables en une seule fois. L'article sur les jetons de présence est supprimé. On décide également que l'année académique (article 45) commencera le 1er janvier. Enfin on baisse le rythme des réunions : désormais une seule par mois (le premier mercredi de chaque mois !).

Au cours de l'année 1882, la Société contribue à deux souscriptions (chaque fois 10 francs), l'une, nationale, « pour une médaille d'honneur à M. Louis Pasteur ; le

[1] Un exemplaire du tiré à part du *Procès-verbal du Concours Agricole de 1879 ouvert à Tonnay-Charente le 6 juillet* (Thèze, 1880) est conservé à la bibliothèque de la Société.

célèbre savant dont les travaux sont une gloire pour la France », l'autre pour l'érection d'un monument à Melle en l'honneur de Jacques Poujanet, « le populaire agriculteur qui fut aussi un écrivain plein de bon sens et d'originalité ». À la fin de l'année, la Société, vu l'état de ses finances, renonce à la participation aux demandes de souscription : il n'y a pas d'excédent, mais on se félicite de ne plus avoir de dette. L'année 1883, celle du concours régional de Rochefort, doublé d'une exposition scolaire (?), artistique, horticole et industrielle, se termine sur un en-caisse de 150 francs, tandis que les intérêts capitalisés du legs Roy-Bry se s'élèvent qu'à 993 francs : on songe à l'achat de valeurs plus productives.

Entre 1884 et 1887, la Société d'Agriculture poursuit de façon apparemment normale ses activités en assurant les comices jusqu'en 1886 et en participant activement au « très beau comice régional du 26 juin 1887[1] ». Pourtant on décèle, dès 1884, les premiers signes d'une crise, voire d'une défiance des autorités à l'égard de la Société d'Agriculture. C'est d'abord le Conseil Général qui diminue de 100 francs l'allocation habituellement versée pour le comice, tandis que le gouvernement maintient une somme qui s'élève à 1300 francs.

En 1885, les choses s'accélèrent. En janvier, Ernest Braud démissionne. La mairie, de son côté, fait savoir qu'« elle ne juge pas opportun d'accorder une subvention » à la société qui souhaite rétablir le concours d'animaux gras, supprimé depuis longtemps. Mais elle maintient 200 francs d'allocation pour le comice. La suspension des crédits intervient brutalement à l'automne 1886 de la part du Conseil Général qui affecte la somme habituellement allouée (800 francs) à une autre société agricole, créée cette même année à Rochefort : la Société d'Encouragement à l'Agriculture de l'Arrondissement de Rochefort, présidée par … Ernest Braud. Lors de la séance du 6 novembre, le président Pacaud regrette cette décision du Conseil Général, que, selon ses informations, le marquis de Dampierre, conseiller général et président de la Société des Agriculteurs de France, aurait qualifié de « vote politique ».

Visiblement, la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres, cernée d'un côté par la Société de Géographie, de l'autre par la Société d'Encouragement à l'Agriculture, a perdu son crédit. En mai 1887, la municipalité de Rochefort, dirigée par Paul Charron (et dont Ernest Braud[2] fait partie) accorde une subvention de 200 francs à la Société d'Encouragement pour un concours agricole qui doit se tenir le 3 juillet, et refuse dans la même séance – sur intervention d'Ernest Braud – une demande de subvention présentée par la Société d'Agriculture[3]… Cette Société d'Encouragement à l'Agriculture organise désormais tous les concours agricoles de l'arrondissement jusqu'en 1909 au moins, et obtient régulièrement des subventions municipales.

La Société d'Agriculture, désormais mise à l'écart, connaît une fin pitoyable. Les procès-verbaux des séances sont régulièrement rédigés jusqu'au 7 juillet 1887. Ensuite, seules quatre séances sont notées de façon sommaire sinon lapidaire : 7

---

[1] On y compte 300 têtes de bétail, ce qui ne s'est jamais vu dans les concours antérieurs.

[2] Ernest Braud devient maire de Rochefort en 1888, puis député inscrit sur les rangs de la Gauche radicale de 1889 à 1898 et de 1902 à 1910.

[3] Délibération du Conseil municipal de Rochefort, séance du 31 mai 1887.

janvier 1888, 21 janvier 1888, 4 février 1888, 5 avril 1890. En février 1888, il semble difficile, vu les circonstances, d'organiser un comice : « il est décidé de réunir le comice et d'appeler son attention sur les voies et moyens nécessaires pour avoir cette année un concours[1] ». Le 5 avril 1890, la Société, qui fonctionne à vide, élit son bureau : Pacaud (président), Berthus de Langlade (vice président), le Dr Paillé (secrétaire), Angée fils (secrétaire adjoint), Auriol-Roy-Bry (bibliothécaire archiviste), Lusseau (trésorier). Le registre se termine sur cette notation étrange : « il est décidé par l'assemblée que le bureau nouvellement élu restera en fonction pendant une période de trois années consécutives ».

Ce sont ensuite cinq ans de silence jusqu'au 8 octobre 1894, où le bureau de la Société de Géographie entreprend des démarches auprès de la fantomatique Société d'Agriculture pour examiner la question d'une fusion des deux associations[2] : « Des délégués ont été nommés de part et d'autre, et ils ont, dans une réunion tenue le 12 novembre, jeté les bases de la fusion, remettant aux soins de deux d'entre eux la préparation d'un projet de règlement qui serait soumis d'abord à une commission mixte composée des bureaux des Sociétés et ensuite à une assemblée générale. Le projet de règlement définitif a été examiné les 17 décembre 1894 et 14 janvier 1895, et adopté le 25 février[3] ». Un nouveau règlement est aussitôt publié. C'est ainsi que la Société de Géographie hérite de la bibliothèque et des archives des sociétés antérieures depuis 1806.

---

[1] Le concours aura bien lieu (le 1er juillet à Surgères), mais il sera organisé par la Société d'Encouragement.

[2] « Notre Bureau a eu pour but de tirer de l'oubli une institution locale qui eut son heure de célébrité et, en même temps, d'élargir le cadre des études de la Société de Géographie, de manière à pouvoir faire appel aux hommes instruits pour lesquels l'étude de la géographie seule ne présentait pas un attrait suffisant » (« La Société d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Rochefort – Son historique – Fusion avec la Société de Géographie de Rochefort », *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort (Agriculture, Lettres, Sciences et Arts) 1806-1879*, tome XVII, année 1895, n° 1 Janvier-Février-Mars)

[3] *Ibid.*

TABLEAU I

LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE

ET LES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

SECOND EMPIRE

Années	Membres honoraires	Membres résidents	Membres correspondants	Sociétés correspondantes
1853-54	18	29	27	56
1854-55	16	32	29	65
1855-56	16	31	32	67
1857-58	13	41	38	70 Alger
1858-59	11	41	44	73 Alger
1860-61-62	15	37	57	86 Alger Palerme Koenigsberg
1862-63	18	36	70	88
1864-65	17	34	70	90
1869-70	15	30	64	89

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Années	Membres honoraires	Membres résidants	membres correspondants	Sociétés correspondantes
1873	14	39	67	91 Washington
1874	14	41	63	91
1875	14	32	66	91
1878	17	25	66	96
1879-80		23		
1er Janv 1887		46		

TABLEAU II

RÉPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE

SECOND EMPIRE

Années	militaires marine	fonctionnaires civils	professions libérales	négociants / propriétaires	autres	total
1853-54	12	4	5	5 (N : 2 / P : 3)	3	29
1854-55	13	6	4	7 (N : 3 / P : 4)	2	32
1855-56	11	6	4	8 (N : 4 / P : 4)	2	31
1857-58	15	7	11	8 (N : 5 / P : 3)	1	41
1858-59	16	7	8	8 (N : 5 / P : 3)	2	41
1861-62	13	5	5	12 (N : 8/P : 4)	2	37
1862-63	12	4	6	12 (N : 6/P : 6)	2	36
1864-65	11	3	6	13 (N : 6/P : 7)	1	34
1869-70	7	3	6	12 (N : 7/P : 5)	2	30

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Années	militaires marine	fonctionnaires civils	professions libérales	négociants / propriétaires	autres	total
1873	14	4	8	10 (N : 4/P : 6)	3	39
1875	15	6	7	10 (N : 3/P : 7)	3	41
1876	6	5	7	10 (N :2/P : 8)	4	32
1878	2	2	8	10 (N : 3/P : 7)	3	25
1880	1	3	6	11 (N : 3/P : 8)	2	23
1887	1	2	4	35(N : 2/P :33)	4	46

TABLEAU III

PUBLICATION : LES THÈMES TRAITÉS DANS LES *TRAVAUX*

SECOND EMPIRE

Années	marine	sciences industrie	économie société	littérature culture	notices biographiques	agriculture	cheval	total
1851-52	2		1	1		2		6
1853-54	2	1	3	3		4	1	14
1854-55		3	5	2	1	6	3	20
1855-56	1		3	2	1	2	1	10
1857-58	1	2	2			2	1	8
1858-59			3		1	3		7
1860-61-62		2	2	3		4		11
1862-63		8	3	4	1	4		20
1864-65		1	3	1	1	1		7
1866-67-68-69	1	1	3		2	9		16
total	7	18	28	16	7	37	6	119

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Années	marine	sciences industrie	économie société	littérature culture	notices biographiques	agriculture	cheval	total
1870-71-72			3	1		2		6
1873-74	3		3	4		3		13
1875-76	1			1		2		4
1877-78			2	2		1		5
total	4		8	8		8		28

TABLEAU IV

COMPOSITION DU BUREAU DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE

SECONDE RÉPUBLIQUE ET SECOND EMPIRE

Années académiques	Président	Vice-Président	Secrétaire	Secrétaire adjoint	Bibliothécaire archiviste	Trésorier
1848-49	De Boissac		Magné	Viaud		
1849-50	Deshermaux	Laurencin	Magné	Viaud	Potestas	Pouget
1850-51	Lefèvre	De Boissac	Montaut	Viaud	Potestas	Pouget
1851-52	Deshermaux	Roy-Bry	Castel	Viaud	Potestas	Montaut
1852-53	Lefèvre	Constantin	Arlaud	Viaud	Potestas	Montaut
1853-54	Deshermaux	Auriol	Dubois	Viaud	Potestas	Montaut
1854-55	Auriol	Maher	Dubois	Viaud	Potestas	Montaut
1855-56	Guérin	Lehuen	Dubois	Viaud	Potestas	Montaut
1856-57	Lehuen	Auriol	Lebelin de Dionne	Viaud	Potestas	Montaut
1857-58	Guillemain	Auriol	Lebelin de Dionne	Viaud	Potestas	Montaut
1858-59	Roy-Bry	Jouvin	Dubois	Viaud	Potestas	Montaut
1859-60	Jouvin	Guillemain	Maisonneuve	Viaud	Potestas	Montaut Chessé
1860-61	Guillemain	Jouvin	Maisonneuve	Viaud	Potestas	Chessé
1861-62	Jouvin	Maisonneuve	Cons	Viaud	Langaudin	Chessé
1862-63	Maisonneuve	Dutouquet	Cons	Viaud	Langaudin	Chessé
1863-64	Dutouquet	Maisonneuve	Fleury	Viaud	Langaudin	Chessé
1864-65	Boffinet	Maisonneuve	Fleury	Duplouy	Dières-Monplaisir	Chessé
1865-66	Maisonneuve	Guillemain	Fleury	Duplouy	Dières-Monplaisir	Chessé
1866-67	Guillemain	Boffinet	Fleury	Auriol-Roy-Bry	Dières-Monplaisir	Chessé
1867-68	Boffinet	Jouvin	Gourbeil	Bossy	Dières-Monplaisir	Chessé
1868-69	Jouvin	Dières-Monplaisir	Gourbeil Héliès	Bossy	Auriol- Roy-Bry	Chessé
1869-70	Jouvin	Dières-Monplaisir	Guy	Bossy	Auriol-Roy-Bry	Chessé

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Années	Président	Vice-Président	Secrétaire	Secrétaire adjoint	Bibliothécaire archiviste	Trésorier
1870-71	Jouvin	Boffinet	Guy	Bossy	Auriol-Roy-Bry	Carré
1871-72	Jouvin	Boffinet	Guy	Chatonet	Soulié De Bru	Carré
1872-73	Jouvin	Soulié De Bru	Guy	Chatonet	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1873-74	Jouvin	Aube	Guy	Chatonet	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1874-75	Jouvin	Soulié De Bru	Allègre	Cassan	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1875-76	Jouvin	Soulié De Bru	Cassan	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1876-77	Jouvin	Soulié De Bru	Cassan	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1877-78	Jouvin	Pacaud	Cassan	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1878-79	Jouvin	Pacaud	Cassan	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1879-80	Pacaud	Berthus De Langlade	Cassan	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1880-81	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1882	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1883	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1884	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1885	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1886	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Bignonneau	Auriol-Roy-Bry	Lesueur
1887	Pacaud	Berthus De Langlade	Faux	Lesueur	Auriol-Roy-Bry	Gaiffe
1888	Pacaud	Berthus De Langlade	Dr Paillé	Angée fils	Auriol-Roy-Bry	Lusseau
1890	Pacaud	Berthus De Langlade	Dr Paillé	Angée fils	Auriol-Roy-Bry	Lusseau

LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE 1878 À 1914

par Daniel Foussier

En 1878, trois professeurs du collège de Rochefort, MM. Cassan, Ménard et Fouquier, souhaitent fonder une Société de Géographie à Rochefort. Cette idée était dans l'air du temps : les sociétés de géographie se développaient un peu partout en France et dans les pays voisins, avec pour objectif principal d'ouvrir l'opinion à l'intérêt que représente la découverte de nouveaux territoires, le plus souvent dans un esprit colonisateur.

Le terrain était d'autant plus favorable à Rochefort que la ville devait son existence à la Marine. Le port militaire nécessitait la présence de nombreux officiers supérieurs qui avaient parcouru ou parcouraient le monde dans leurs missions, et revenaient ensuite s'établir à Rochefort, riches de leur expérience et soucieux de la faire partager.

Peut-être gardaient-ils la nostalgie des colonies perdues et du brillant passé colonial de la France. En tout cas, il semble qu'ils aient vu, avec la création d'une Société de Géographie à Rochefort, un moyen d'intéresser la population à des horizons nouveaux. Ils se sont donc aussitôt investis dans le projet.

Durant ses cinq premières années d'existence, la Société vit son âge d'or. Le nombre des adhérents augmente régulièrement. Mais les effectifs accusent une nette baisse au cours des dix années suivantes. Aussi envisage-t-on alors une fusion avec les vestiges de l'ancienne Société d'Agriculture. Cette opération permet une stabilisation du nombre des membres titulaires jusqu'en 1914.

Les documents et archives que nous possédons, ainsi que le travail de Serge Dubreuil[1], permettent d'éclairer ces trois étapes de la vie de la société.

De 1878 à 1884

La fondation

Les trois fondateurs ont jugé préférable de rattacher la société à une société déjà constituée. Ainsi, la Société de Géographie Commerciale de Bordeaux est contactée le 19 juillet 1878. Son vice-président, M. Foncin, donne une conférence à Rochefort. La création d'une « section charentaise » de la société bordelaise est décidée. Après une période de réflexion de cinq mois, la « section charentaise » est définitivement

---

[1] *Bulletins* de la Société de Géographie de Rochefort (1879-1914), procès-verbaux des séances, archives manuscrites diverses.

Mémoire de DEA de Serge Dubreuil : « *La Société de Géographie de Rochefort, la Marine et la diffusion de l'idée coloniale sous la Troisième République* ». *1992.*

constituée le 16 novembre. Un bureau est élu : cinq postes sur huit reviennent à la Marine.

Mais la nouvelle société ne tarde pas à se sentir entravée par ses attaches avec Bordeaux car les objectifs poursuivis différent fondamentalement : Rochefort est un port militaire et sa population offre une large ouverture sur le monde extérieur tandis que Bordeaux, port de commerce, s'intéresse en priorité au commerce maritime et aux débouchés qu'il peut procurer. La Société rochefortaise ressent donc très vite « le besoin d'élargir le cadre de ses études, de spécialiser ses efforts »[1]. De plus, la majeure partie des ressources apportées par les cotisations va alimenter la Société-mère.

La séance du 11 mars 1879 permet de rompre définitivement avec Bordeaux. Le 29 mars de nouveaux statuts sont adoptés. Il faut élire un nouveau bureau car le président et les deux vice-présidents sont démissionnaires : « ils avaient cru ne pouvoir suivre [la Société] dans son évolution nouvelle ».[2] Les statuts peuvent être consultés dans le Tome I du *Bulletin*, année 1879, pages 6 à 12. Notons que l'on admet les dames dans la Société !

Très vite il est décidé de publier un bulletin qui non seulement rendra compte de la vie de la Société mais aussi publiera mémoires et communications inédites, nouvelles géographiques émanant du monde entier, comptes-rendus bibliographiques, tribunes de discussion… Bref, un outil précieux pour la vie intellectuelle d'une petite ville. En 1880, le *Bulletin* est tiré à 400 exemplaires. Cette publication contribue beaucoup au renom de la Société, tant par la qualité des intervenants que par l'ampleur des sujets abordés, d'autant qu'elle est diffusée auprès des sociétés correspondantes.

Les sociétés qui organisent des congrès invitent régulièrement des représentants rochefortais qui ne manquent pas de répondre aux invitations. Dès le 1er mai 1879, la Société de Géographie de Paris recherche l'appui de la toute nouvelle Société rochefortaise : il s'agit d'appuyer une pétition relative à la fondation d'une « Compagnie française de colonisation », pétition destinée à la Chambre des députés. Cette Compagnie, soucieuse de « prendre part au grand mouvement d'expansion du monde moderne »[3], constatant l'impuissance du gouvernement dans ce domaine, souhaite y substituer l'initiative privée. Pour cela, un concours de deux millions de capital est réclamé, ou bien le vote de cent mille francs pendant cinq ans ou plus… Le texte de la proposition est longuement discuté et le commandant Silvestre fait adopter sa position : la Société « approuve hautement l'idée de la fondation d'une Compagnie Française de Colonisation, mais avec cette restriction de s'en tenir à une émigration de capitaux, surabondants ceux-là, et suffisants pour coloniser utilement à l'aide de bras indigènes. Employés intelligemment et honnêtement dans notre Indochine, par exemple, les capitaux français développeraient merveilleusement la fortune

---

[1] *Bulletin*, tome 1, 1979.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid*. Séance du 1er mai 1979.

publique, tout en établissant plus solidement dans ces contrées l'influence française »[1].

On s'intéresse aux polémiques entre découvreurs en Extrême-Orient et la Société de Géographie de Rochefort, en présence de ces témoignages divers et de ces prétentions opposées, se tient toujours prête à accepter, dans un intérêt purement scientifique, toutes les communications qui pourraient lui être faites à ce sujet. On discute avec flamme après la lecture d'un mémoire de Lucien Rodanet sur les *Intérêts français dans l'Extrême-Orient* et l'on s'inquiète de la politique expansionniste de l'Angleterre.

La vie matérielle de la Société, en ses premiers mois d'existence nous est connue par les procès-verbaux des séances de bureau. Toutefois, il n'en existe pas de trace avant le procès-verbal du 6 juillet 1879. On y apprend qu'il y a eu une discussion sur le compte rendu de la séance précédente « qui sera fait avec tous les aménagements désirables, eu égard aux regrettables incidents de cette séance ». Nous n'en saurons pas plus ! C'est d'ailleurs la seule fois où un compte rendu de séance n'est pas approuvé sans réserve… jusqu'en 1941 ! Une bibliothèque est très vite créée ; elle bénéficie de nombreux dons et d'échanges de publications avec les autres sociétés. Le bibliothécaire-archiviste, Léon Ardouin, voudrait organiser un musée : une salle a été accordée par la mairie.

Une Société florissante

La Société recrute sans cesse de nouveaux membres. En 1879, ils sont environ 146[2]. Il est possible de donner un aperçu socioprofessionnel de la Société en se fondant sur ces pourcentages : 42,5% des adhérents appartiennent à la Marine, 19,8% exercent une profession libérale, 16,4% sont enseignants ou fonctionnaires, 10,9% ont une activité commerciale et 10,2% sont propriétaires ou sans profession.

En 1884, les effectifs ont considérablement augmenté (339 membres) mais la représentation socioprofessionnelle est sensiblement la même. La Marine est encore un peu plus représentée (45,7%) avec un pourcentage de retraités qui varie de 9,6 à 10,9%. Les membres correspondants deviennent de plus en plus nombreux : 12 en 1879, 117 en 1884. Et c'est là une véritable richesse pour la Société car leurs communications ont souvent une très grande valeur de par la notoriété et l'expérience personnelle de leurs auteurs.[3] A titre d'exemple, on peut citer la communication de Pierre Savorgnan de Brazza sur l'avenir commercial de la côte occidentale de l'Afrique (16 janvier 1880). Ou bien la lecture d'un mémoire d'Elisée Trivier sur l'Uruguay et Montevideo (21 février 1880). Ce dernier ne manque d'ailleurs pas d'envoyer de ses nouvelles au cours de ses différentes explorations. Le docteur Crevaux fait de même et réserve la primeur de ses notes de voyage en Amérique du Sud à la Société. Ferdinand de Lesseps devait venir faire une

---

[1] *Ibid*.

[2] Ce chiffre n'est pas d'une exactitude parfaite car il varie quelque peu selon le regroupement des données fournies par le *Bulletin* tome 1, 1879.

[3] On en trouvera le détail dans *l'Index chronologique des Publications de la Société de Géographie de Rochefort (1842-2002)*, mis à jour en 2002.

conférence. Finalement, c'est Olivier Ritt qui parlera du canal interocéanique du Panama.

L'étude des sujets locaux n'en est pas pour autant négligée. Tout ce qui peut contribuer à la promotion de la région en général et à celle du port de Rochefort en particulier est publié. Si bien que dès 1880, le Conseil municipal accorde une subvention de 500 francs à la Société, qui est renouvelée tous les ans jusqu'en 1900.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent suffire à la tâche. Deux commissions sont créées, de cinq membres chacune : une commission traitant de l'Indochine, l'autre de la Charente et des études maritimes. Au cours de cette année 1880, l'un des fondateurs, Armand Fouquier, démissionne. Il est remplacé au poste de Secrétaire général par le docteur Henri Bourru qui tient une place importante dans la Société pendant toute la décennie.

Après un an d'existence, la Société a réussi à s'imposer parmi ses consœurs. En août 1880, le Président Charles Delavaud assiste au troisième congrès de Sociétés françaises de Géographie à Nancy et la Société rochefortaise obtient des distinctions. Sur le plan local, elle crée un prix destiné à récompenser le meilleur élève géographe du collège.

En 1881, le capitaine Gallieni, venu relater sa mission d'exploration du Haut Niger, est reçu en grande pompe et, dans sa réponse aux différents toasts qui lui sont portés, il rend hommage à la Géographie et à la Marine : « Je bois à la Société de Géographie de Rochefort, aux hommes éminents qui ont compris la nécessité de créer une association destinée à renfermer tous ceux qui à un titre quelconque appartiennent à la Marine. Aujourd'hui, la Géographie centralise toutes les connaissances humaines. Non contente de nous faire connaître la configuration des terres, elle nous enseigne l'origine, les mœurs de ceux qui les habitent ; elle sert de base à la politique, ouvre au commerce de nouveaux et importants débouchés. Cette vérité a été comprise en France depuis une dizaine d'années surtout : de nombreuses sociétés de Géographie se sont créées partout ; les explorations et entreprises lointaines se sont heureusement multipliées. Et parmi ces Sociétés, en est-il une, Messieurs, qui soit dans de meilleures conditions que la vôtre dont les membres appartiennent tous plus ou moins à la Marine ? »[1]

Les propos du capitaine Gallieni paraissent tout à fait justifiés. La S.G.R. est à la pointe des connaissances géographiques et la définition de la géographie du Capitaine Gallieni rejoint celle des rédacteurs du *Bulletin*. La notoriété de Rochefort en bénéficie. Le Ministre de l'Instruction publique demande de faire parvenir au Comité des Travaux Historiques et Scientifiques les manuscrits des notices sur les arrondissements de Rochefort et de Marennes dont la publication lui a été annoncée par le Président de la Société.

Une nouvelle subvention est accordée : 300 francs par le Conseil général. A la fin de l'année 1881, on apprend que la Municipalité va sans doute assurer un local stable et définitif et qu'un généreux donateur (anonyme dans les archives) vient d'offrir des cartes « superbes ». Au début de l'année 1882, le *Bulletin* publie des lettres d'Elysée

[1] *Bulletin*, tome III, 1881-82, p. 84.

Trivier et du Docteur Crevaux. Ce dernier annonce son départ pour les contrées inconnues du Grand Chaco, expédition dont il ne reviendra pas vivant.

Pour encourager l'intérêt porté aux études géographiques, deux concours annuels sont créés : l'un est destiné aux instituteurs de la Charente Inférieure ; le sujet proposé en 1883 portait sur « le rôle colonisateur de la France dans le passé, le présent et l'avenir ». Le second concours concerne les élèves des écoles primaires de l'arrondissement de Rochefort. Ce concours sera par la suite étendu aux arrondissements voisins.

Durant l'année 1883, la ville de Rochefort réalise une exposition « artistique, maritime, scientifique ». La distribution des prix a lieu le 24 septembre et la Société de Géographie obtient un diplôme d'honneur dans la section scientifique. « M. le Maire Parat a trouvé quelques mots heureux comme il sait les dire, pour complimenter la Société de son exposition et des conférences attrayantes de ses maîtres dans l'art de la parole ». Olivier Ritt, membre éminent de la Société, a donné une soirée scientifique dans le jardin de l'exposition. « Pendant plus de deux heures, 1000 à 1200 visiteurs se pressaient autour de la tribune… et de l'écran lumineux ».

Le Président, qui assiste à tous les congrès auxquels il est convié, participe cette année-là à celui de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences qui a lieu à Rouen du 16 au 23 août ; et naturellement au congrès des Sociétés Savantes de Géographie qui se tient à Douai le 6 septembre 1883.

Pour cette période, le trésorier peut annoncer le chiffre de « plus de 300 membres titulaires, soit 1 pour 100 habitants de la ville ». Et il fait état d'une progression plus que satisfaisante du nombre des membres correspondants.

L'année 1883 est clôturée le 10 mars 1884 en séance solennelle. Le docteur Bourru présente le compte rendu des activités pour la quatrième fois. On apprend que le commandant Silvestre a été nommé Commissaire général de la République au Tonkin. L'hommage aux disparus est toujours de rigueur. Des dons précieux ont été effectués : une collection d'objets océaniens appartenant à Pierre-Adolphe Lesson, le journal manuscrit du chirurgien Vivès relatant le voyage de Bougainville autour du monde de 1767 à 1769, et le journal de voyage de René Caillé à Tombouctou, donné par la fille de Jean-Baptiste Clémot. Ce dernier avait prononcé le discours d'inauguration de la statue de René Caillé à Mauzé et l'épouse de l'explorateur lui avait offert ce journal de voyage.

Le rapport de la commission des archives précise que la ville de Rochefort a fait don de mobilier et pourvoit aux frais de chauffage et d'éclairage de la Société. Le bilan de l'année 1883 est donc excellent pour la Société qui ne retrouvera jamais un tel niveau de prospérité.

De 1884 à 1894

Les rubriques habituelles sont toujours présentes dans le *Bulletin*. Les dons en livres, cartes et photographies sont toujours nombreux mais il n'est pas possible de les comptabiliser exactement car le mode de relevé varie selon les années.

En 1886, un léger bémol apparaît dans le rapport financier : « la situation financière de la Société autorise la même confiance et commande en même temps au

Bureau d'apporter, dans l'emploi de nos ressources, le même esprit d'ordre et d'économie que par le passé ».

Le commandant Silvestre envoie régulièrement des nouvelles géographiques qui sont reçues avec un vif intérêt. A l'exposition d'Hanoï, la Société obtient la mention « hors concours » pour la collection de ses *Bulletins* et publications spéciales sur l'Indochine. Les *Bulletins* continuent de publier des communications inédites dont la variété ne cesse de surprendre comme le montre *L'index chronologique des Publications*.

Malgré cette richesse culturelle, les effectifs des membres titulaires stagnent avant de régresser (voir tableau p. 157). Le Conseil Général suspend sa subvention en 1887. Le 21 janvier 1890, le capitaine Trivier arrive triomphalement en France après sa traversée de l'Afrique Équatoriale. La Société offre à l'enfant de Rochefort un banquet d'honneur le 15 février. A cette occasion, le commandant Silvestre lit une pièce de vers d'un auteur anonyme[1]. Une médaille est remise[2].

En 1891, on prévoit le douzième congrès national des Sociétés Françaises de Géographie à Rochefort. Il se tient en août et fait l'objet d'une publication spéciale du *Bulletin.*

Mais la situation financière pourrait devenir préoccupante si le nombre des sociétaires payants continue à diminuer : le trésorier souligne, une fois de plus, l'importance de la subvention de la ville et la nécessité d'opérer toutes les économies possibles.

Le tome XIV du *Bulletin* rassemble toutes les publications et rubriques habituelles d'une année civile complète : 1892. On y trouve en particulier un *Mémoire sur la Généralité de La Rochelle* par Michel Bégon. Le docteur Bourru est élu président de la Société en remplacement de l'amiral Juin qui vient de décéder. Mais, compte tenu de ses charges professionnelles, M. Bourru n'accepte qu'une présidence honoraire. Le commandant Silvestre devient secrétaire général.

En 1894, la Société compte 194 membres titulaires : on est loin des quelque 300 cotisations perçues en 1883 ! Paul Charron, ancien officier de marine et ancien maire de Rochefort, devient président. Les catégories socioprofessionnelles qui constituent la Société n'ont guère varié depuis sa fondation : la marine se taille toujours la part du lion, à côté de cadres administratifs, de professions libérales, de notables et de propriétaires.

L'heure n'est pas à l'optimisme : depuis 1892, on note un déclin du port de Rochefort et l'Outremer a perdu de son intérêt. Une nouvelle orientation s'impose, centrée sur la géographie et l'histoire locales. Cette tendance se manifeste d'ailleurs dans les autres Sociétés de Géographie et se trouve encouragée par les congrès

---

[1] « Des rives de l'Occident aux bords de l'Orient /Il fit connaître ainsi le grand nom de la France / Et par lui nos couleurs / Sur le noir continent / resteront désormais le signe d'espérance, / L'espoir des temps meilleurs » (*Bulletin*, tome XI, 1889-18890, p. 151).

[2] « A / TRIVIER / (Elisée. Camille. Ernest) / Capitaine au long cours / né à / Rochefort (Charente Inférieure / le 15 mars 1842 / Qui a traversé / l'Afrique Equatoriale / 1888-1889 / Ses concitoyens reconnaissants » (*Ibid.).*

récents. Le Bulletin désormais va comporter un chapitre particulier sous le titre *Contribution à la géographie de Rochefort et de la région.*

La fusion avec la Société d'Agriculture (1895)

La nécessité de donner un nouveau souffle à la Société de Géographie s'impose. Il faut recruter des adhérents et pour cela élargir les champs d'intérêts. La fusion avec la Société d'Agriculture qui existe encore à l'état embryonnaire est proposée par le bureau en octobre 1894. Le projet de règlement définitif est examiné à la fin de l'année et au début de la suivante, puis définitivement adopté le 25 février 1895. « En poursuivant la fusion des deux Sociétés, notre bureau a eu pour but de tirer de l'oubli une institution locale qui a eu son heure de célébrité et, en même temps, d'élargir le cadre des études de la Société de Géographie, de manière à pouvoir faire appel aux hommes instruits pour lesquels l'étude de la géographie seule ne présentait pas un attrait suffisant ».

La nouvelle société se divise en cinq sections : Géographie, Agriculture, Sciences et Industrie, Littérature et Beaux Arts, Statistiques et Economie Politique. Les deux bibliothèques mettent leurs richesses en commun ; les réunions ont lieu dans la salle du rez-de-chaussée du Musée, salle occupée jusqu'alors par la Société d'Agriculture.

De 1895 à 1914

Le rapport d'activité de l'exercice 1895 laisse apparaître la grande préoccupation du moment : la défense du port de Rochefort et de l'arsenal : « Est-il besoin de dire que la Société, en même temps qu'elle se livre à des travaux d'intérêt général, n'a jamais perdu l'occasion de soutenir, dans un but d'intérêt national bien plus que local, la défense du port et de l'arsenal de Rochefort, de la basse Charente et des rades ». Sur la proposition de son président, M. Charron, les Sociétés françaises de Géographie, réunies en congrès à Bordeaux, en 1895, ont émis et présenté aux pouvoirs publics le vœu suivant :

« Le XVIe congrès national de géographie rappelle le vœu qui a été formulé dans la session de 1891 (tenue à Rochefort même) et, considérant que le port de Rochefort est, à de nombreux points de vue et plus que jamais, indispensable aux grands intérêts de la France par sa situation au centre du littoral méridional de l'Océan, où, de Belle-Isle à la Bidassoa, il constitue le seul point d'appui de nos forces navales, couvrant Saint-Nazaire et Bordeaux ; que, de plus, ce point est invulnérable aux attaques de la mer ;

Emet le vœu que cet arsenal, déjà démembré, soit rétabli avec de puissantes ressources de combat et de construction, et, enfin, qu'en toute circonstance de mer, les plus grands bâtiments puissent y pénétrer et s'y reconstituer au besoin ».

Tous ces plaidoyers favorables à cette cause, si digne des suffrages de tout homme clairvoyant, ont trouvé place dans notre publication et, par ce fait même, se sont répandus dans les principaux centres intellectuels de la France et de l'étranger.

Les effectifs de la Société fluctuent : après une nette baisse au début des années 1890 (autour de 170 membres titulaires), le chiffre remonte à 194 en 1894, pour atteindre 205 en 1898. Mais dès l’année suivante la tendance est de nouveau à la

baisse (autour de 160 cotisations). Et pourtant le secrétaire général souligne que « la Société s'est attachée à varier ses publications : voyageurs, économistes, amateurs d'histoire, littérateurs, chercheurs…et toujours travaux inédits ». Mais l'auditoire souhaité aux conférences n'est pas au rendez-vous. On s'interroge sur la cause…

La municipalité n'est pas sans s'apercevoir de cette perte d'influence : la subvention annuelle passe de 500 F. à 100 F., ce qui oblige la Société à des économies drastiques. Mais le contenu du *Bulletin*, s'il s'est un peu modifié, témoigne toujours d'une ouverture à la découverte du monde et d'un intérêt pour le patrimoine local.

« Le capitaine Lacroix communique les nouvelles géographiques. Il rappelle que trois expéditions suédoise, allemande et anglaise, se dirigent vers le pôle sud afin d'apporter une contribution nouvelle au problème austral. Il montre combien la météorologie, la géologie et la biologie sont intéressées au sujet de ces courageuses initiatives ».

« M. Silvestre raconte l'excursion que la Société a faite à l'ancien jardin botanique, sous la conduite de M. Foucaud, le distingué botaniste. Il retrace l'histoire de ce trésor scientifique, abandonné à une végétation sauvage et désordonnée ; il indique quels vestiges de plantes subsistent et termine par un regret de voir disparue cette merveille créée par Bégon qui constituait une curiosité de notre ville ».

En ce début de siècle, la Société est riche de 3460 volumes, 1233 cartes de géographie, 289 photographies, 8 boîtes et trois paquets de clichés. La vente de l'ouvrage du commandant Silvestre, *la Malmaison, Rochefort, Sainte-Hélène* apporte quelques fonds. Une annexe au Musée municipal a été créée par la Société : elle est en plein développement…mais la municipalité n'accorde pas le local prévu. Les collections et les vitrines sont donc remises à la ville en 1907.

L'année 1905 voit le décès du président et du trésorier. La présidence est proposée au commandant Silvestre qui refuse cet honneur en des termes dignes d'être rapportés : « dans toute maison bien tenue, il doit y avoir quelqu'un au salon et quelqu'un à l'office ; je suis à l'office depuis longtemps et je désire y rester. Mon travail quotidien me manquerait ».

Finalement, c'est le commandant Benjamin Maurat, chef de bataillon de l'infanterie de marine, qui est élu président…et le demeurera pendant 30 ans. Dans son allocution d'investiture, il rappelle les principes fondamentaux de la Société : « la politique reste à la porte de notre Société…La politique mise à part, nulle question ne demeure étrangère aux études de la Société, dont le but est de rapprocher les travailleurs épars, de les mettre en relation d'idées, de développer l'étude des lettres, sciences et arts et d'en répandre le goût et la connaissance ».

Durant la décennie qui précède la guerre, on n'observe pas d'innovations importantes ni de grands changements. Le nombre des adhérents demeure à peu près stable, avec toutefois une légère augmentation à partir de 1909 jusqu'en 1914. Les réunions ont lieu le troisième mercredi de chaque mois au numéro 8 de la rue Amiral Courbet.

En décembre 1909, le commandant Silvestre démissionne à cause de ses occupations multiples et de ses fréquentes absences de Rochefort. Après son départ, les communications concernant l'outre-mer vont de plus en plus céder la place aux contributions d'intérêt local ou général : alors que l'outre-mer occupait 80% de

l'espace des publications durant la première décennie, il n'en représente plus que 40% durant la dernière décennie et se réduit même au quart des publications à partir de 1910.

Les centres d'intérêt s'orientent donc vers la région, et en particulier son passé. Ainsi voit-on naître en 1888 un soudain attrait, qui réapparaît sporadiquement au fil des bulletins, pour des fouilles effectuées régionalement. Cet extrait d'une allocution du contre-amiral Juin à propos d'une communication du président des Archives historiques de la Saintonge résume bien l'accueil réservé à l'archéologie en ce temps-là : « Il (le président) saura faire parler les bas-reliefs, les frises, les débris de colonnes, de statues, les triglyphes, les métopes, les pierres tumulaires, les inscriptions arrachées à l'oubli. Peut-être à l'aide de ces vieilles choses, et ce sera encore faire de la géographie, M. Audiat fera-t-il apparaître à nos yeux ravis, étonnés, l'ancienne ville de Saintes, la *Carentulus* de Ptolémée, le *Mediolanum Santonum* de l'itinéraire d'Antoine, la grande cité du temps d'Auguste, une des plus belles, des plus opulentes de l'empire Romain, et qu'embellissaient un grand nombre d'édifices publics, un amphithéâtre, plusieurs temples, un aqueduc et que sais-je encore… »[1]. La Société est donc déjà ouverte à l'archéologie. Reste à passer du discours au chantier.

Cependant, dans le discours également, un changement de ton semble s'opérer : on passe de la noblesse du propos qui convient à une société savante à un style moins sévère. Est-ce la présence féminine accrue qui donne à ces messieurs, toujours aux commandes, des façons quelque peu maniérées ? Lors de la séance du 16 mars 1910, le président Maurat décide d'abréger les préliminaires, procès-verbaux et communications, et déclare : « Pendant que j'y suis, permettez-moi, à mon tour, de demander aux dames, dont l'assiduité à suivre nos conférences nous fait honneur et plaisir, mais dont les jolis chapeaux servent souvent d'écrans désagréables aux personnes placées derrière, de vouloir bien sacrifier à la mode, afin de faire disparaître cet inconvénient dû à notre local, qui nous oblige à placer tous nos auditeurs sur le même plan. Et ne voyant pas d'autres remèdes, je me permets de vous dire comme dans la chanson : « Mesdames, s'il vous plait, enlevez vos chapeaux ». Propos que, dix ans plus tôt, il aurait été inconcevable de mentionner dans le *Bulletin.*

En 1912, le capitaine Trivier meurt. Depuis quelques années, on ne trouvait plus trace de lui dans le *Bulletin*. Il n'a droit, curieusement, qu'à une brève annonce de son décès, notifiée avec celles de quelques personnes dont le nom n'est point passé à la postérité. Il serait intéressant d'élucider les causes d'une telle réserve.

Cette même année 1912, le commandant Lemoine accède au poste de secrétaire général adjoint. Très vite, il est amené à remplacer le secrétaire en titre, malade mais non démissionnaire. Le commandant Lemoine va se révéler une figure très importante de notre Société : il en sera en réalité le pivot jusqu'en 1939.

Peut-on dire que pendant toute cette période l'idée coloniale aura été l'axe directeur des motivations et des occupations de la Société ? Certes, sur les 387 mémoires publiés au cours de ces trente cinq années, près des deux tiers concernent l'outre-mer au sens large, ce qui représente environ 250 articles du bulletin ; mais

[1] Séance publique annuelle du 18.02.1888. *Bulletin*, tome IX, 1887-1888, p. 205.

seulement une centaine de ces communications se rapportent à l'ancien empire colonial français.

En fait, aucune partie du monde n'échappe à l'intérêt des membres de la Société. Et, si cette ouverture intègre le vecteur colonisateur, comme le souligne le Mémoire de Serge Dubreuil, elle le dépasse aussi largement comme le montre par exemple l'intérêt porté à l'Amérique du Sud et en particulier aux explorations héroïques du docteur Crevaux.

La motivation première semble bien être celle du savoir, animée par une haute idée de la géographie conçue comme le creuset des autres sciences.

LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE 1914 À 1944

par Monique Foussier

Jusqu'au déclenchement des hostilités, en août 1914, la Société de Géographie est bien vivante. Le bulletin, régulièrement publié, témoin de sa vie, de ses activités, de ses préoccupations intellectuelles et idéologiques, s'en fait l'écho.

Les quatre années de guerre sont difficiles pour une société savante. Les subventions sont supprimées, les adhérents se raréfient. Ceux qui doivent partir au combat y laisseront parfois leur vie. Les autres ont des soucis plus immédiats. Par décence, la Société se met elle-même en sommeil pendant la première année de guerre. Le bulletin est interrompu. Un fascicule unique paraît en 1915 ; mais puisque la guerre se prolonge, on essaie de survivre, tant bien que mal.

1919 est une année de transition : avec la paix retrouvée, la Société va tenter de se reconstruire. Les dix années suivantes, de 1920 à 1930, l'espoir renaît. Les conférences reprennent, le *Bulletin* peut à nouveau paraître à un rythme régulier. Mais la crise économique arrive, elle se concrétise à Rochefort par la fermeture de l'Arsenal. Le *Bulletin* est menacé. Une époque se termine pour la Société.

De 1931 à 1939, le déclin inéluctable se confirme. En 1939, un renouvellement quasi complet du bureau avec des prises de position politique sans équivoque constitue un nouveau tournant dans la vie de la Société.

La période de la guerre (1914 – 1918)

Avant le conflit

Le *Bulletin* témoigne de la grande ouverture de la Société à la fois sur le monde (correspondances, nouvelles et faits géographiques) et sur l'histoire locale : une précieuse notice démographique concernant Rochefort nous donne une image très précise de la population en 1913. Le passé de la ville n'est pas oublié. Par ailleurs, la section agriculture conserve ses rubriques spécifiques…

Les conférences se poursuivent à un rythme mensuel. En janvier, le capitaine de vaisseau Lemoine fait visiter Tunis à ses auditeurs ; en février, c'est le président lui-même qui retrace l'historique du Musée Condé à Chantilly avec toutes les œuvres d'art qu'il recèle ; le Canada vu par le capitaine de vaisseau Jacquet est le thème du mois de mars ; en avril l'abbé Bergey décrit sa paroisse de Saint-Emilion. Puis, avec des accents pathétiques, le commandant Silvestre fait revivre le retour des cendres de Napoléon sur les bords de Seine. Enfin, Achille Silvestre, fils du Commandant, ancien administrateur des Affaires Civiles en Indochine, vient parler du Laos. C'est la dernière conférence avant la déclaration de la guerre.

La situation financière paraît saine. L'exercice 1913 laisse apparaître un léger excédent par rapport à l'année passée : les adhésions ont été plus nombreuses. Notons qu'il est toujours nécessaire d'obtenir un double parrainage pour être admis comme membre de la Société. Le compte de réserve n'a subi aucune modification depuis 1903. Les valeurs qui le composent comprennent : - une obligation foncière 1879 500 francs 3% - une obligation communale 1879 au porteur 500 francs - 60 francs de rente 3% sur l'Etat -12 francs de rente achetés le 26 mars 1902 - Dépôt de la caisse d'Epargne de Rochefort, s'élevant à 1500 francs. Dans ce fonds de réserve est compris, bien entendu, le legs Roy-Bry, en dépôt à la Société et dont les arrérages sont employés aux recherches contributives à l'histoire de Rochefort, conformément aux intentions du testateur. Aucun indice dans les archives consultées ne laisse prévoir les années catastrophiques qui vont suivre.

La guerre

Le premier *Bulletin* publié pendant la guerre s'ouvre sur une nécrologie[1] : celle des membres de la Société morts pour la patrie : on en compte huit jusqu'au 15 avril 1915.

Suit une note destinée aux lecteurs. Il semble intéressant d'en reproduire une partie car elle traduit bien le climat qui devait régner alors au sein du Conseil d'Administration, composé de membres déjà âgés, puisqu'en retraite pour la plupart ; après avoir rêvé d'une revanche facile contre l'Allemagne, ils voyaient une hécatombe se profiler : « au début de la guerre, la Société avait décidé d'interrompre ses conférences et de suspendre la publication du Bulletin : toutes les forces vives de la nation […] devant être tendues vers un seul but, organiser et mettre en œuvre la résistance contre l'ennemi envahisseur. Et cela aurait suffi si la guerre eût été de courte durée. Mais la guerre s'est prolongée; elle se prolonge encore et ne saurait se terminer tant que le féroce ennemi, qui ne rêve rien moins que de faire de la France une province allemande et pense y parvenir par le massacre et la destruction systématique, ne sera pas abattu. C'est un autre effort qui s'impose, un grand et long effort continu, et c'est le pays tout entier qui doit le soutenir : il faut qu'il prodigue sans relâche aux troupes héroïques qui, au prix de leur sang, opposent à l'envahisseur une infranchissable barrière, aide matérielle, soutien et réconfort, gages de la Victoire. Mais pour que de cela, le temps qui s'écoule ne tarisse pas les sources, il faut par tous les moyens entretenir sa vie normale dans le calme, l'énergie et la force morale. Et quels meilleurs facteurs d'énergie morale que ceux fournis par notre glorieux passé, passé de plusieurs siècles ou passé héroïque d'hier, faits d'histoire, que nous recherchons patiemment pour ceux qui nous écoutent ou qui nous lisent et qui éclairent ou confirment la foi immuable qu'il faut avoir dans les destinées de la Patrie ». Le bulletin a aussi un autre devoir : rendre un hommage public aux membres de la Société tombés au champ d'honneur.

Ces objectifs justifient la reprise de la publication. Mais celle-ci sera réduite, proportionnée aux ressources de la Société. Un seul fascicule paraîtra en 1915. On y trouve, entre autres, des articles sur la victoire de Bouvines, le traitement humain courtois et bienveillant qui était infligé aux prisonniers de guerre en 1756 lors de

[1] *Bulletin*, tome XXXVI, 1914-1916.

conflits avec l'Angleterre ; sous la plume de Camille Flammarion, Alésia est évoqué: « un souvenir des antiques luttes de notre pays, déjà en butte à l'animadversion allemande ». J'ai pu, écrit l'auteur, « les Commentaires de César à la main, revivre cette épopée formidable qui n'a donné le triomphe au conquérant romain que par le renfort apporté par les Allemands, jaloux de la suprématie gauloise et alliés des romains ».

Les communications sur l'histoire locale continuent d'être publiées. A ce propos, les notes de Frédéric Arnaud, membre de la Société, « Éphémérides de la mobilisation à Rochefort », constituent une intéressante tranche de vie de la population rochefortaise entre le 28 juillet 1914 et le 8 octobre de la même année.

Le compte-rendu de la réunion de bureau du 1er décembre 1915, le premier depuis le début de la guerre, aborde un point important : la Société doit-elle prendre part à l'emprunt national ? Après une longue discussion, il est décidé d'apporter le maximum possible, soit souscrire pour 100 F. de rente.

L'année 1916 nous offre peu de documents. Seules quelques lettres nous permettent de constater que la Société vit toujours. Elle s'associe au vœu de la Société de Géographie de Marseille pour le rattachement de la Syrie à la France. Elle fait signer une pétition émanant des Amis du Mont Saint-Michel pour la préservation du site. L'invitation de la Société Royale de Géographie de Madrid à participer aux festivités célébrant son 40e anniversaire ne pourra être acceptée. Le ministère de l'Instruction Publique lance en direction des Sociétés Savantes un questionnaire relatif au prix des denrées de première nécessité. Ce même ministère prie les présidents de Société Savantes « d'apporter une extrême prudence dans le choix des articles inscrits dans l'organe de la Société…et de soumettre ses publications à la censure » (lettre du 6 mars 1916).

Par une lettre plutôt comminatoire, datée du 12 novembre 1916, émanant d'un abbé responsable de patronage, nous apprenons que la Société n'a pas payé le loyer d'une salle de la rue Toufaire louée pour les conférences. La réponse du président nous apporte quelques lueurs sur l'état de la Société : « Les cotisations de 1915 n'ont pas été recouvrées, laissant le champ libre à d'autres œuvres plus utiles; en 1916 nous avons essayé de revivre, et pour y arriver, nous avons fait appel à nos membres. Les cotisations bien réduites permettaient de reprendre le mois prochain quelques conférences au but patriotique…si vous voulez bien contribuer à notre œuvre en nous laissant la jouissance de la salle pour deux ou trois séances ».

On suppose que l'affaire a dû s'arranger car le 5 décembre 1916 Germain Bast donne une conférence, la première depuis le début de la guerre, sur « l'Effort charitable déployé par les Etats-Unis depuis le début de la guerre, en faveur de la guerre ». Cette conférence peut avoir lieu grâce au Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés » qui envoie ses conférenciers mobiliser l'opinion. Un compte-rendu de cette conférence est relaté dans le bulletin de 1917. Dans cette même publication, on trouve le début des *Mémoires inédites de M. Quoy, Inspecteur Général du Service de Santé de la Marine* par G. Barbotin.

Une nouvelle conférence est proposée le 15 avril 1918, toujours sous l'égide du comité « l'Effort de la France et de ses alliés ». L'année précédente, plusieurs projets de conférences n'avaient pas abouti, en partie pour des raisons pécuniaires. C'est à l'Apollo-Palace qu'André Rostand, fils du célèbre écrivain, vient parler de « Nos

chers soldats et leurs vaillants alliés ». L'orateur a fait vibrer l'assistance avec le récit de « ces actions admirables, ces actes d'héroïsme, de dévouement sublime, si simplement accomplis pour le devoir, cette mort si courageusement acceptée pour le salut de la France, toutes ces choses magnifiques dont nos poilus sont coutumiers et qui s'opposent si splendidement à la froide cruauté, à la barbarie de leur adversaire »[1].

En ouverture de cette séance publique, le président Maurat avait tenu à expliquer pourquoi la Société avait dû suspendre ses conférences « si goûtées du public rochefortais ». Raisons d'abord morales, puis financières. « Ces dernières raisons subsistent encore malheureusement et pourtant il importe que ne soit pas éteint ce petit foyer intellectuel allumé à Rochefort depuis un si grand nombre d'années ».

Une autre conférence, « Voix d'Alsace », par Léo Claretie, est donnée le 3 juin 1918 dans les mêmes conditions que la précédente. Et enfin, le 4 juillet, le public rochefortais peut applaudir plusieurs orateurs venus s'exprimer à l'occasion de la fête de l'Indépendance des Etats-Unis. Le Sous-Préfet a opportunément rappelé « cette chose trop oubliée : c'est à Rochefort que La Fayette s'est embarqué sur l'Hermione avec ses volontaires pour le nouveau continent le 12 mars 1780 ». Pour terminer, le Major Green, commandant des troupes américaines à Rochefort, remercie les conférenciers, les autorités présentes et le public et résume la situation des forces américaines en France ». La séance prend fin comme elle avait commencé par la Marseillaise et l'Hymne Américain que l'assistance écoute debout et que ponctuent les cris répétés de « Vive l'Amérique ».

On ne trouve aucune allusion à l'armistice. Seule une lettre de l'Académie de Metz, datée du 22 mai 1919 annonce clairement que la guerre est finie et que des activités normales peuvent reprendre.

La Société de Géographie de 1919 à 1930

1919, l'après-guerre

Les activités reprennent, puisqu'en 1919 six conférences peuvent être programmées. En ouvrant la séance du 19 mai, le président annonce que la Société croit pouvoir, en dépit des conditions pécuniaires trop restreintes dans lesquelles elle se trouve après ces années de guerre, reprendre sa vie ordinaire, trop longtemps suspendue…Durant cette longue période d'hostilité, de nombreux, très nombreux vides se sont faits dans ses rangs ; la mort a fauché impitoyablement, beaucoup de membres ont quitté Roch*e*fort. Un appel pressant à de nouvelles adhésions est lancé.

Après avoir évoqué avec émotion la mémoire du commandant Silvestre décédé le 18 décembre 1918, le président donne la parole à l'abbé Gaurier, ancien élève du « vieux cher lycée de Rochefort », géologue, botaniste explorateur « qui a rempli pendant la guerre, dans l'Amérique du Sud, des missions de propagande française extrêmement importantes et qui est venu dire ici d'utiles vérités sur la situation de la France dans les pays du Sud-Amérique et sur les nécessités qui s'imposent pour y

[1] *Bulletin*, tome XXXVII, 1917-18-19, p. 93.

maintenir notre influence »[1]. Suit un tableau des « défectuosités de notre action dans ces pays où nous possédons pourtant les plus ardentes sympathies en regard de la volonté colonisatrice de l'Allemagne qui veut conquérir toute l'Amérique du Sud et se donne les moyens d'y parvenir. Mais heureusement, les populations de l'Amérique du Sud ne sont pas si faciles à soumettre que dans sa morgue insolente, le Boche se le figure ». Mais il nous faut réagir : « là-bas nous aurons à lutter également contre l'Angleterre et les Etats Unis. A cette âpre lutte pour laquelle nous sommes mal outillés, il est temps de nous préparer ». Le public a longuement applaudi.

La conférence suivante, celle du 2 juin, est donnée en séance publique. L'orateur, Paul Bourdarie évoque les « Colonies françaises et les pays alliés face à l'Allemagne ». « Conférence absolument remarquable », souligne l'auteur du compte-rendu qui justifie ce jugement. : « Nous avons entendu là, par le simple enchaînement des faits successifs logiquement déduits les uns des autres, l'histoire de cette période qui s'étend de notre défaite de 1870 à notre victoire de 1918. Avec une précision et une clarté impressionnantes, emporté parfois par des mouvements d'éloquence émue ou indignée qu'inspirait son sujet, le conférencier a montré comment, d'étapes en étapes, d'incidents en incidents appelés les uns par les autres, de transformation en transformation, l'Allemagne victorieuse de 1871 devait fatalement conduire au conflit de 1914. Il y a longtemps qu'il ne fait plus de doute pour personne que ce n'est pas nous, les vaincus qui avons cherché et préparé la guerre de revanche, mais ce sont eux, les vainqueurs, qui patiemment, inlassablement ont préparé la guerre nouvelle pour la domination universelle »[2].

La lettre du 6 juin 1919, adressée au ministre de l'Instruction Publique pour l'octroi d'une subvention, mérite d'être reproduite car elle justifie l'existence de la Société et précise ses buts : « Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur la situation devenue très précaire de la Société de Géographie de Rochefort-sur-Mer et de solliciter le renouvellement de la subvention que le Ministère de l'instruction Publique lui accordait avant la guerre et qui fut maintenue sans interruption jusqu'au début des hostilités. Je me permettrais, pour justifier cette demande, de rappeler que notre Société est une des plus anciennes de France : fondée en 1806, réorganisée en 1879, elle n'a jamais cessé d'entretenir ce foyer d'activité intellectuelle qui rayonne bien au delà de la région, car elle ne limite pas ses recherches seulement à la science géographique, elle puise à toutes les sources, et tous les documents inédits qu'elle cherche et publie constamment constituent pour l'histoire de notre Pays d'abondants et précieux travaux »[3].

Le 30 juin, un membre de la Société, le commandant Thibout, parle du Cameroun. Le compte-rendu de la conférence est bien entendu transcrit dans le bulletin avec une vigoureuse profession de foi de l'orateur[4] : « de tous les combats qui ne sont pas finis, il faut travailler encore au salut du Pays ; alors que toutes les organisations anarchistes, soudoyées par l'Allemagne et agissant pour elle, sont si dangereusement actives, pourquoi les autres, les patriotes, ceux qui veulent que la

---

[1] *Ibid.*, p. 135.

[2] *Ibid.*, p. 138.

[3] Registre des correspondances (du 01-01-1914 au 25-12-1925), p. 46.

[4] *Bulletin*, tome XXXVII, 1917-18-19, p. 141.

France vive et qu'elle soit grande et prospère, de quel droit resteraient-ils inactifs ? » Les accents enflammés du commandant Thibout ont peut-être été un peu excessifs car le président de la Société croit utile d'apporter une mise au point : « nous n'avons pas à juger d'ailleurs les critiques parfois un peu vives du commandant, la Société, suivant sa tradition constante, laissant à ses conférenciers toute liberté de parole, sous la seule réserve de ne soulever aucune controverse politique ou religieuse ». Cette attitude semble avoir été celle de la Société jusqu'en février 1939, date à laquelle un bureau amplement renouvelé affichera des prises de position très engagées.

En dépit de nombreuses difficultés, le bilan de 1919 est plutôt positif : environ quarante nouveaux membres ont été admis et le président, à la séance de rentrée du 27 octobre, peut constater que « le réveil de notre Société après un quasi-sommeil de cinq années n'a pas été trop pénible ; l'assistance nombreuse, si sympathique et si brillante qui s'est donnée rendez-vous ce soir, en témoigne surabondamment….Nous pouvons compter sur votre zèle et votre assiduité, ainsi que sur la présence des dames qui apportent un grand charme à nos réunions ». Toutefois, il serait nécessaire d'obtenir de nouvelles adhésions ainsi que le rétablissement des subventions octroyées avant la guerre.

Dans son rapport d'activité, le secrétaire général précise que la bibliothèque est restée ouverte pendant la guerre et que les relations avec la plupart des autres sociétés ont été maintenues. On envisage de recommencer une publication trimestrielle du bulletin.

Au cours de la séance du 17 novembre, le bureau est renouvelé : Le commandant Maurat est toujours président, les deux vice-présidents sont M. Jacquet et le Dr Julien-Laferrière qui laisse son poste de secrétaire Général au commandant Lemoine, secrétaire-adjoint jusqu'alors. Paul Oui est secrétaire, M. Delsol trésorier et le chanoine Lemonnier, auquel on adjoint M. Jouneau, conserve ses fonctions de bibliothécaire-archiviste.

L'examen de la correspondance échangée cette année-là fournit quelques détails sur la vie de la Société ; des contacts ont repris avec d'autres sociétés : envoi « d'un salut fraternel et souhaits de prospérité » à l'académie de Metz. Reprise des relations avec la Société de Géographie commerciale de Barcelone, avec l'Académie Royale des Sciences, lettres et beaux-arts de Belgique. On répond à quelques lettres de demandes de renseignements, on envoie des messages de félicitation aux nouveaux promus ou décorés et de condoléances à l'occasion des deuils. Chaque nouveau membre est avisé de l'acceptation de sa candidature par une carte personnelle. Le bulletin est, et sera toujours par la suite, envoyé régulièrement au Ministre de l'Instruction Publique. Toutefois, c'est le courrier nécessaire à l'organisation des conférences qui occupe la plus grande place, et cette place sera encore plus importante dans les années à venir.

1920-1930 : la prédominance des conférences

Pendant cette période marquée par les soucis financiers, au cours des réunions de bureau, deux grandes préoccupations apparaissent : organiser des conférences et maintenir la publication.

Le bulletin qui, jusqu'en 1913, paraissait au rythme de quatre fascicules par an (soit un tome annuel), se réduit à une parution semestrielle puis annuelle, si bien que chaque tome réunit deux à trois années[1]. Cette réduction se double d'un réel appauvrissement de la recherche : en-dehors de larges fragments des mémoires inédits de Jean-René Quoy (publiés de 1917 à 1925), les bulletins ne proposent que trente articles en onze ans[2]. Ce sont les comptes rendus des conférences qui, peu à peu, monopolisent la revue.

Dès 1920, le rythme mensuel (hors période de vacances estivales) reprend et même s'accélère. On relève : 9 conférences en 1920, 11 en 1921, 11 en 1922, 12 en 1923, 11 en 1924, 11 en 1925, 10 en 1926, 14 en 1927, 13 en 1928, 10 en 1929, 12 en 1930. Le succès des conférences est régulièrement souligné. Le président remercie les conférenciers avec des termes élogieux et choisis. Des louanges hyperboliques leur sont même adressées lorsque des points sensibles susceptibles d'éduquer l'opinion ont été traités.

Dans son allocution de rentrée du 18 octobre 1920, qui fait le bilan des conférences de l'année écoulée, le président Maurat souligne qu'une note a surtout dominé : « celle du patriotisme éclairé ». Ainsi, au cours de sa conférence du 23 février 1920, le chanoine Lemonnier traite « de la destruction systématique de nos églises dont la plus grande perte fut la cathédrale de Reims, voulue et depuis longtemps décidée. Il touche au cœur le public venu l'écouter par ces propos autant lyriques que polémiques : À quel but tendait ce bombardement visant tous les clochers de la France envahie, sinon à la disparition des emblèmes de notre civilisation, avec l'espoir insensé que notre civilisation elle-même disparaîtrait avec eux… Comme déjà en 1834 Henri Heine le prédisait, ce sont les vieilles divinités allemandes qui se sont levées de leur tombeaux fabuleux, c'est Thor, le vieux dieu allemand qui s'est dressé et avec son manteau d'airain, a démoli les cathédrales gothiques, les antiques églises des villes, les humbles sanctuaires des campagnes[3] ». Au cours de cette même année 1920, le capitaine de vaisseau Lemoine, secrétaire général de la Société, animé du même élan patriotique, choisit pour thème de sa causerie « Jehanne d'arc car la Société de Géographie ne pouvait pas, à l'heure où de toutes les chaires chrétiennes et laÏques, dans le monde entier tombe l'éloge de Jehanne d'Arc, manquer de saluer, elle-aussi, notre grande héroïne, notre grande Sainte ».

Pour la saison 1921, le bureau projette de recruter de nouveaux conférenciers « sans bien sûr grever le budget » et de rétablir les conférences réservées aux enfants de sociétaires « qui de 1872 à 1914 groupaient presque chaque mois, pour une après-midi de jeudi, un jeune auditoire très nombreux et d'ordinaire fort intéressé. Quelques parents ne dédaignaient pas d'accompagner cette jolie jeunesse et leur présence nous était précieuse, car elle contenait, dans de convenables limites le juvénile enthousiasme d'un auditoire toujours avide de cris et de mouvement[4] ».

---

[1] Tome XXXVIII, 1920-1921-1922 ; tome XXXIX, 1923-1924-1925 ; tome XL, 1926-1927-1928 ; tome XLI, 1929-1930.

[2] Vingt articles à caractère historique (parfois très courts), neuf divers, trois documents.

[3] *Bulletin*, tome XXXVIII, 1920-21-22.

[4] *Ibid.*, p. 72.

Le patriotisme et son exaltation font toujours recette. Le compte-rendu de la conférence de l'abbé Bergey, ancien aumônier militaire qui évoque des cas concrets d'héroïsme des soldats français en témoigne : « il a cessé de parler trop tôt pour ceux qui l'écoutaient et tandis que l'assistance, toute entière debout, ne se lasse pas d'applaudir, le Président, élancé vers lui, ne trouve qu'un mot à dire, un vibrant merci! Mais dans cet élan, dans ce seul mot, dans l'étreinte qui suit, il a traduit la pensée de tous ceux qui sont là, leur gratitude pour cette glorification des vaillants, où chacun trouve les siens, l'émotion profonde qui les a réunis et qu'ils emportent avec eux[1] ».

Un autre thème, lié d'ailleurs fortement au patriotisme, relève également de la mission d'éducation dont la Société s'estime investie : les colonies.

Le 19 décembre 1921, M. de Saint-Yves, du Comité Dupleix, vient parler de la France et du monde musulman. Ce comité Dupleix, avec lequel la Société aura des relations jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus payer sa cotisation d'adhésion, était d'abord un comité spécialisé dans les questions coloniales ; mais pour mieux servir, il a dû étendre son action à la politique extérieure : « dans un état démocratique, le gouvernement obéit forcément à la pression de l'opinion publique ; il fallait donc éclairer l'opinion pour que cette pression se produisit dans un sens favorable aux intérêts de la France ». Après avoir démontré que c'est « grâce à l'effort continu depuis des siècles des Missionnaires, hommes et femmes que la France est si grande en Orient », l'orateur précise que « tout cela, c'est le résultat de notre vieille politique musulmane, politique d'alliance avec la Turquie qui maintient l'équilibre en Orient avec de tels avantages pour le développement de nos intérêts moraux et matériels qu'on ne saurait comprendre qu'elle puisse être abandonnée[2] ». L'orateur développe ensuite les moyens, selon lui, de mettre en valeur les patrimoines acquis dans le monde musulman. L'auditoire a applaudi comme il convenait « ces vérités d'une si grande portée actuelle qu'il faudrait en France que tout le monde pût les entendre ».

Pour terminer l'année, Blondel, professeur au Collège de France, vient dire ce qu'il faut penser de l'Allemagne. La conclusion du rédacteur du compte-rendu peut résumer la conférence : « M. Blondel a exposé de pénibles vérités…mais aussi vérités salutaires et dont en quelques mots éloquents, il s'est attaché à tirer les enseignements. Le fourbe génie du germain, le même depuis les temps les plus lointains, nous réserve sans doute plus d'une surprise : en face de cet ennemi sournois qui guette tous les signes de fléchissement, il nous faut demeurer attentifs, nous souvenir que cette tendance à la générosité qui nous est naturelle sera considérée là-bas comme une faiblesse, garder dans nos justes exigences une inébranlable fermeté et nous tenir prêts, nous montrer prêts à repousser victorieusement la nouvelle agression dont on nous menace[3] ».

Toutefois, à mesure que l'on s'éloigne des années de guerre, les sujets retenus pour les conférences se diversifient. La Société semble retrouver une ouverture sur le monde mais les conférenciers sont loin de présenter une objectivité de praticiens de sciences humaines ! Ce qui est tout à fait conforme aux orientations du bureau :

---

[1] *Ibid*, p. 95.

[2] *Ibid*., p. 188.

[3] *Ibid*., p. 230.

les séances de rentrée sont toujours, pour le président, l'occasion de rappeler les vérités premières qui régissent la vie de la Société. En octobre 1922, il précise à nouveau le but des conférences[1] : « l'opinion publique sert de guide à l'Etat…C'est faire œuvre utile, œuvre en fait de salut commun, que de contribuer à instruire, à éclairer la foule des détenteurs de cette force puissante ; leur intelligence, leur patriotisme ne saurait être mis en doute, mais combien d'entre eux savent tout ce qu'il faudrait ? D'un autre côté, n'est-il pas naturel que l'élite intellectuelle dont vous êtes s'emploie à rendre palpable des réalités dont la méconnaissance peut devenir pour notre pays une source de si grands dangers ? »

Parmi les conférences données en 1922, « les Petites Frances du Pacifique » par M. Froment Guieysse et « Strasbourg et le Mont Saint-Odile » par le chanoine Lafond offrent encore de beaux morceaux choisis d'éloquence patriotique. Le premier démontre que le développement et la mise en valeur de notre empire colonial sont liés à la vie-même de la France. Le second termine par une vibrante apologie de « cette fidélité invincible de l'âme Alsacienne qui ne fut jamais amoindrie et qui avec une immense joie et une entière confiance s'est de nouveau blottie dans le sein de la mère-Patrie ».

Les problèmes de politique intérieure préoccupent également la Société. Louis Lépine, ancien préfet de police, vient le 11 avril 1923 exposer ce qu'il faut penser de la réorganisation administrative de la France. L'orateur s'emploie à démontrer tout ce qu'il y aurait à réformer dans ce domaine, selon lui. Et il ne peut pourtant terminer cet aperçu de réforme administrative sans avoir parlé de la Région dont l'idée est si fort en faveur, et pour laquelle il n'a aucune sympathie. Selon lui, la création de régions est inutile, car dans les faits, elles existent déjà.

L'année 1924 s'ouvre sur une causerie de Mme France Darget « enfant prodigue de la poésie » qui célèbre l'Alsace française. Avec une courtoisie délicate, le secrétaire général note que Mme Darget dit en prologue « de beaux vers où s'épanouit sa plus haute inspiration ». Et pour finir, elle fait vibrer l'auditoire avec une ode, « hommage d'amour, hommage de souvenir, pour les morts glorieux couchés aux pentes des Vosges ».

A la réunion-bilan de l'année 1924, le Commandant Lemoine précise une nouvelle fois : « si la Société de Géographie, ouverte sans nulle distinction à quiconque s'intéresse aux travaux de l'esprit, se tient soigneusement en dehors de toute politique, elle n'en est pas moins, selon le vœu de tous ses membres, ardemment patriote, à ce titre elle se doit, elle vous doit de contribuer de son mieux à faire connaître, pour aider à les combattre, les projets haineux de nos ennemis et leur mentalité de barbares si différente de la nôtre[2] ».

Il semble toutefois qu'en 1926, l'un des conférenciers se soit éloigné de la ligne directrice : M. de Gironcourt « en mission chez les Touaregs » prétend « qu'il n'y a vraiment rien à faire dans le Sahara, et nos colonies elles-mêmes ne sauraient valoir les entreprises de pénétration qu'on tente en ce moment ». Ce qui, au lieu des louanges habituelles, lui vaut ce commentaire : « bien entendu, nous laissons à M.

---

[1] *Bulletin*, tome XXXIX, 1923-24-25, p. 42.

[2] *Ibid*., p. 195.

de Gironcourt, comme à tous ceux qui nous font l'honneur de parler devant nous, la responsabilité des opinions qu'il exprime, sans nous croire obligés de les partager[1] ».

Ces divers extraits de conférences témoignent bien de la mission éducative que se donnait la Société pour répondre aux souhaits d'un public « désireux d'être informé et en même temps conforté intellectuellement et émotionnellement ».

Dans leur ensemble, ces conférences sont relatées avec passion et élégance par le secrétaire général. Leurs compte-rendus, publiés dans les bulletins, constituent un riche matériau pour une approche sociologique d'une partie de la société française de cette époque.

Les soucis financiers

La Société n'a pour ressources que les cotisations de ses adhérents. Les différentes subventions qui lui étaient attribuées avant la guerre ne sont plus renouvelées.

Bien que l'exercice budgétaire de 1919 fasse apparaître un excédent de recettes de 631,65 francs, dû à une augmentation du nombre des adhérents, l'année 1920 commence assez tristement : les ressources n'ont pas augmenté à la mesure des espérances, il faut donc restreindre les dépenses. La publication du bulletin sera réduite à deux fascicules au lieu des quatre envisagés précédemment.

Au cours de cette année 1920, la situation est devenue préoccupante : en fin d'exercice, un déficit de 1000 francs est constaté. On va même jusqu'à envisager la suppression du bulletin. Mais il est admis que ce serait « un grave et douloureux préjudice porté à la Société ». Pas question non plus de diminuer le nombre des conférences. C'est pourquoi on se résout à demander le doublement de la cotisation. Ce qui est acquis à la suite d'un référendum organisé près des adhérents. Une large majorité vote la cotisation à 20 francs

Grâce à cette nouvelle rentrée d'argent et à l'adhésion de nouveaux membres, l'année 1921 se présente sous un jour plus favorable. La publication du *Bulletin* peut être reprise à un rythme normal ; toutefois on en diminue le nombre de pages.

L'année 1922 voit planer des menaces sur la situation économique de Rochefort. La séance de rentrée du 24 octobre fait allusion aux difficultés que doit surmonter la Société. « Même si les mesures draconiennes qui menacent si profondément la prospérité de Rochefort, recevaient leur complète exécution, il ne faudrait pas laisser périr ce centre intellectuel, le seul qui rayonne ici pour le plus grand bien de tous ceux si nombreux qui ont le souci des besoins de l'esprit ».

Une autre préoccupation vient se greffer sur un avenir plutôt sombre : depuis sa fondation, la Société est hébergée par la ville, dans un hôtel situé au 63 rue de l'Arsenal, qui abrite la Bibliothèque municipale et le Musée. En retour, la Société fait don de « valeureux ouvrages, publications, riche collection ethnographique ». La municipalité a, paraît-il, besoin de ce local. Comment déménager les milliers de cartes et de documents…et trouver à se loger ailleurs avec des ressources aussi restreintes ?

---

[1] *Bulletin*, tome XL, 1926-27-28, p. 24-25.

A la fin de 1923, la situation ne s'est pas améliorée. Il faut réduire le bulletin à deux fascicules annuels. Les années suivantes témoignent des mêmes préoccupations financières. En octobre 1926, le Secrétaire général constate : « l'orage dévastateur qui durant de longues années n'a cessé de gronder sur Rochefort semble s'abattre sur la ville ». La fermeture de l'arsenal est inéluctable.

On constate une légère reprise en 1927 : « en dépit des heures adverses que vit Rochefort, le recrutement de notre chère Société ne faiblit pas », déclare le président. Mais le secrétaire général est moins optimiste et fait part de ses inquiétudes au sujet du bulletin : « Malheureusement l'impression, à l'heure où nous sommes, est fort dispendieuse, et nos ressources, hélas ! sont bien insuffisantes ; il a fallu le réduire un peu plus que nous le voudrions, mais il fait encore bonne figure, non seulement en France mais à l'étranger d'où nous arrivent de continuelles demandes. Souhaitons qu'en dépit de l'orage qui gronde sur Rochefort, le recrutement de notre Société, l'une des plus vieilles de France et des plus actives voie grandir sa fortune pour que grandissent encore son rôle intellectuel et son utile action[1] ».

Aucune amélioration n'est constatée par la suite. Le bilan de la saison 1930 est assez catastrophique. Le trésorier Camus exprime « la crainte que dans un avenir tout proche, les dépenses viennent à dépasser les recettes. Comme il ne peut s'agir de supprimer le bulletin déjà réduit à sa plus simple expression […] qu'on ne peut guère songer à diminuer les autres dépenses, réduites, elles aussi, autant qu'on a pu le faire; qu'il ne serait pas adroit de diminuer, en ce moment où nos sociétaires viennent en nombre à nos réunions, la série de conférences, il n'y a qu'un seul remède : l'augmentation de la cotisation annuelle ».

Le secrétaire général, avec des accents dramatiques, évoque l'avenir du bulletin : « depuis cinquante ans, il n'a pas cessé de paraître et bien peu de sociétés peuvent en dire autant. Mais vous ne le voyez plus qu'à peine, la dureté des temps, les frais considérables qu'entraîne l'impression du moindre ouvrage, les délais exagérés qu'en dépit de tous nos efforts, nous impose l'imprimerie le font pour nous si rare qu'il risque de cesser de vous intéresser. De quatre fascicules par an, nous avons dû le réduire à deux, puis à un, jusqu'à ce que sonnent des heures meilleures qui nous permettront de reprendre notre élan. Tel qu'il est pourtant, si petit, si réduit, si rarement reçu, il est connu, apprécié, demandé dans le monde entier. Monde entier ? allez-vous dire avec scepticisme, bien ambitieuse expression, et sans doute au moins exagérée ! Non ! Croyez-le bien. En France, toutes les sociétés littéraires, tous les groupements scientifiques se déclarent heureux de le recevoir, et nous envoient en échange tout ce qu'ils publient. D'Amérique nous recevons de beaux volumes illustrés, luxueusement reliés, en échange de ce pauvre petit fascicule ; de tous les pays d'Europe, même de l'infortunée Russie, en proie aux pires malfaiteurs, on le réclame. En Allemagne, de Berlin, de Leipzig, de Munich, bien qu'avec nos ex-ennemis nous ne consentions plus à aucun échange on nous adresse des publications avec prière de renvoyer notre Bulletin et, comme nous ne répondons pas, ce sont des libraires qui se font membres de la Société pour le recevoir. Même du fond de l'Inde, d'Allahabad la ville Sainte, on nous l'a réclamé. Il va partout, il est lu partout, partout

[1] *Ibid.*, p. 102.

il porte le renom de la Société de Rochefort, et c'est grand dommage que nous ne puissions le faire paraître plus souvent, d'autant que les matériaux abondent[1] ».

La fin de l'année 1930 sonne le glas du bulletin, le N° 2 du Tome XLI est sa dernière parution.

La vie de la Société entre 1920 et 1930

Le commandant Lemoine n'exagère qu'à peine quand, avec le lyrisme qui le caractérise, il évoque le rayonnement mondial du bulletin. Nous avons une photographie de la Société au 1er janvier 1925. 41 sociétés étrangères correspondaient avec elle, échangeaient des publications ! Il faut y ajouter les 51 sociétés françaises ou « de la France d'outre-mer », ainsi que 22 membres correspondants, presque tous de renommée au moins nationale.

Les membres titulaires, donc payant une cotisation, étaient au nombre de 180, (16 de moins qu'avant la guerre) …mais on compte 17 femmes ! La plupart, il est vrai, sont filles ou veuves d'anciens membres. Une seule exerce une profession : la directrice du collège de Jeunes Filles.

Parmi les catégories socioprofessionnelles les plus représentées, on trouve les professions médicales et militaires (un peu plus de 30%). Les négociants viennent ensuite (12,3%), puis les propriétaires (9%). La seconde moitié de l'effectif est composée de professions libérales et de cadres administratifs ou commerciaux. Sans oublier le sous-préfet, le proviseur du lycée et un contre-amiral. On note peu d'enseignants ; les quelques artisans répertoriés en 1920 semblent avoir disparu de la liste.

En résumé, la Société recrute dans les catégories sociales les plus élevées. Les officiers supérieurs, essentiellement de la marine se retrouvent aux postes-clés du bureau : mais alors qu'en 1879 les retraités constituaient 9,6% de l'effectif, ils atteignent maintenant 47,9%.

La consultation des registres des correspondances, sur lesquels les lettres envoyées ont été recopiées jusqu'au 31 mai 1938, permet une approche plus vivante de la Société grâce à une accumulation de petits détails. Les registres des comptes rendus des réunions de bureaux apportent eux aussi des éléments intéressants. Comme on peut le prévoir, une grande partie de la correspondance est consacrée aux contacts avec les conférenciers. Le cachet maximum qui peut être attribué est de 150 francs en 1922. En ce qui concerne la tenue vestimentaire, « le bureau adopte d'ordinaire la jaquette mais le veston est même admis ».

A partir de 1924, on commence à organiser un cycle annuel de conférences avec les autres sociétés de l'Ouest : Saint-Nazaire, Nantes, Angers, Lorient et Tours l'année suivante. Cette organisation permet de réaliser des économies sur les frais de voyage des conférenciers qui sont eux-mêmes satisfaits de se déplacer pour plusieurs prestations. A noter que Rochefort n'a jamais été parmi les villes organisatrices. Les secrétaires des Sociétés échangent des noms, des adresses et parfois des renseignements confidentiels sur les conférenciers. Leur venue donne lieu à de multiples tractations sous forme d'un abondant courrier.

---

[1] *Bulletin*, tome XLI, 1929-1930, p. 125.

Le secrétaire général rédige un compte-rendu très complet qu'il adresse aux intéressés car les « journaux locaux ne nous font pas d'ordinaire l'honneur de rendre compte de nos conférences et d'ailleurs, quand il le font par hasard, ce n'est pas en général ce que nous voudrions », écrit-il en 1925.

Les échanges de publications et l'envoi du bulletin font également l'objet de nombreuses lettres. On refuse très courtoisement toutes les invitations à participer à des anniversaires de fondation, inaugurations diverses, congrès scientifiques. Manque de moyens financiers ou dynamisme en sommeil des membres du bureau âgés et qui ne délèguent guère leurs pouvoirs ? On apprend incidemment que, pour des raisons de santé, le Président Maurat a dû cesser ses activités pendant un an : il reprend ses fonctions en octobre 1924. En fait, son absence passerait presque inaperçue tant le commandant Lemoine, secrétaire général, semble être la cheville ouvrière de la Société.

Grâce à lui, nous avons des renseignements très concrets sur le fonctionnement de la Société en 1922. « La cotisation (de 20 francs) vaut pour l'année entière, du 1er janvier au 31 décembre. Mais elle permet en outre aux nouveaux adhérents d'entrer aux conférences dès le mois d'octobre précédent. Les conférences ont lieu 29 rue Toufaire, à la salle de théâtre du patronage Saint-Louis, une fois par mois et plus souvent lorsqu'il est possible. Elles sont annoncées par les journaux locaux et pour chacune d'elles, les membres de la Société reçoivent une invitation personnelle, valable pour eux et leur famille. En outre, le bulletin de la Société, qui publie surtout des travaux inédit de géographie, d'histoire, littérature…est adressé trimestriellement à tous ses membres[1] ».

Une permanence était assurée tous les matins de 9 heures à 11 heures dans le local prêté par la mairie, 63 rue de l'Arsenal. La Société cohabite avec la Bibliothèque municipale et le Musée. Et c'est ce local que la Municipalité, ainsi que nous l'avons déjà noté, veut reprendre à la Société en 1922. A ce propos, le bibliothécaire de la ville, M. Ardouin fournit un précieux témoignage du rôle de la Société dans la vie culturelle rochefortaise : « vous nous avez donné récemment 250 volumes et fascicules qui sont une mine inépuisable de renseignements sur toutes les branches des connaissances humaines. L'échange de votre bulletin avec les autres sociétés analogues vous a mis en relation avec une grande quantité d'académies provinciales, de sociétés littéraires et scientifiques, non seulement françaises mais aussi étrangères ; vous recevez des périodiques du monde entier et vous constituez ainsi une bibliothèque universelle, encyclopédique, qui s'accroît sans cesse, envahit tout et ne vous laisserait plus de place dans votre modeste et unique salle si vous ne déversiez le trop plein de vos richesses dans la bibliothèque de la ville. Vous payez ainsi avec magnificence l'hospitalité qui vous est accordée[2] ».

De plus, une salle d'archéologie et d'ethnographie a été créée au Musée grâce à la Société de Géographie qui n'a pas pu obtenir de la municipalité un local spécifique pour abriter ses collections et ses vitrines. Comment les choses ont-elles évolué ? Nous n'avons pas de détails. Mais par une lettre adressée le 1er mars 1924 à chaque

---

[1] Lettre du 20 octobre 1922, Registre des correspondances (du 01-01-1914 au 24-12-1925), p. 96.

[2] *Bulletin*, tome XXXVIII, 1920-21-22.

membre, nous apprenons que le siège de la Société vient d'être transféré au 118 rue Pierre Loti.

Un autre souci survient en 1925 au sujet du local où sont données les conférences. Ce local appartient au patronage Saint-Louis et semble géré par l'archiprêtre avec lequel le bureau de la Société a conclu un accord dont les termes n'ont pas donné lieu à un acte officiel. Le président du Comité des Ecoles Chrétiennes demande des comptes… et il est prié par le secrétaire général, avec une courtoisie très ferme, de ne pas intervenir là où il n'a pas lieu de le faire. Malheureusement, l'Archiprêtre signifie à la Société qu'un délai de six mois lui est accordé pour vider la salle de la rue Toufaire. Là encore, les choses ont dû s'arranger car les conférences continuent d'avoir lieu rue Toufaire pendant de nombreuses années encore.

A la fin de l'année 1928, l'appariteur dont on apprend à la fois l'existence et le rôle, démissionne suite à une maladie. Le secrétaire général met en place une nouvelle organisation matérielle, tout en exprimant ses regrets de cette défection : « cela nous est très préjudiciable à plusieurs points de vue. Pour la propreté de la salle de la Bibliothèque, elle est assurée par le concierge du théâtre qui porte aussi les invitations aux séances. Pour le recouvrement des cotisations, on en chargera sans doute un employé de la Banque de France qui n'est pas très exigeant ; enfin, pour la permanence à la bibliothèque, qu'il conviendrait d'assurer, plusieurs membres du bureau, dont le président, ont accepté d'y venir, à tour de rôle, chaque jour de 11 heures à midi ».

Enfin, le bureau intervient parfois dans des affaires extérieures lorsque celles-ci ne nécessitent ni déplacement ni argent. Par exemple, à la fin de l'année 1926, le Ministre de la Marine envisage de céder au Muséum d'Histoire Naturelle de la Rochelle toutes les riches collections de l'Hôpital de la Marine. L'indignation du bureau se traduit par une lettre adressée au Préfet maritime de Rochefort dont la dernière phrase pourrait avoir des résonances toujours d'actualité :

« Nous apprenons avec un sentiment des plus pénibles que Monsieur le Ministre de la Marine envisagerait la cession au Muséum d'Histoire Naturelle de La Rochelle de l'importante collection géographique, ethnographique et d'histoire naturelle que possède l'hôpital de la Marine. Il ne nous appartient pas d'insister sur l'utilité pour l'Ecole Annexe du Service de Santé de ces collections accumulées depuis tant d'années. Mais notre Société ne saurait se désintéresser de la disparition, au moins, des parties de ce Musée qui touchent à la géographie et à l'ethnographie, et dont le transfert dans une autre ville, en appauvrissant encore Rochefort déjà si éprouvé nous priverait définitivement de moyens d'étude importants et qui sont précieux aux travailleurs nombreux de notre Société qui en même temps que société de géographie, est société de lettres, sciences et arts. Tout au plus pourrions-nous ne pas insister sur les collections d'histoire naturelle proprement dite, si le Muséum d'Histoire Naturelle de La Rochelle est à ce point dépourvu qu'il les lui faille absolument pour vivre. Permettez-moi donc, Amiral, de vous demander au nom de notre Société qui compte des adhérents dans toutes les parties de la population, de bien vouloir, si vous le jugez convenable, solliciter de Monsieur le Ministre de la marine, qu'il sursoie à la mesure envisagée. La seule annonce qu'il pourrait y être donné suite a soulevé, en effet, une intense émotion dans tous les milieux de la ville

qui ne peuvent s'empêcher de craindre que ce soit là le premier effet de la main-mise voulue par La Rochelle sur toutes les richesses de Rochefort[1] ».

On doit par ailleurs prêter à la Société un certain pouvoir d'influence, comme en témoigne la démarche des demoiselles Trivier, filles du célèbre explorateur. La mort de leur père a laissé celles-ci sans ressources. Alors à la fin de l'année 1928, elles lancent un appel de détresse en direction de la Société. Une recommandation de sa part leur serait utile pour obtenir un emploi au ministère des finances. Le bureau décide d'envoyer ce témoignage : « La Société de Géographie de Rochefort-sur-Mer, pleine d'admiration pour les exploits du Capitaine Trivier, garde à sa mémoire un vivant et fidèle souvenir. Il fut l'un des siens, elle l'encouragea, lui donna tout son appui et elle ne saurait oublier les grands services si entièrement désintéressés rendus par lui à la France. Le Bureau de la Société est heureux de témoigner une fois de plus à ses filles de cette admiration et de la gratitude que lui conservent et que lui doivent tous les Français. Il souhaite vivement que Monsieur le Ministre des Finances puisse accorder à Mademoiselle Trivier la faveur qu'elle sollicite et qui lui permettra de vivre honorablement, en souvenir du vaillant marin qui a dépensé, au service de la Patrie, ses forces et ses ressources[2] ».

Avec la décennie qui s'achève, en même temps que cesse la publication du bulletin, va se clore une période où la Société a fait preuve sinon de dynamisme, du moins d'une ouverture certaine, méritant ainsi son qualificatif de « société savante ». La décennie qui débute connaît de graves crises économiques et sociales. Cette situation, jointe à l'âge avancé d'un bureau qui ne se renouvellera guère avant le début de 1939, va engendrer peu à peu des attitudes et des opinions figées.

La Société de Géographie de 1931 à 1938

L'absence du bulletin nous prive de documents sur cette période. Comme archives, nous possédons seulement un cahier manuscrit où sont retranscrits les comptes-rendus de séance des réunions du bureau ainsi que des registres de correspondance.

Une activité consacrée à l'organisation de conférences

L'organisation des conférences non seulement s'avère l'activité principale de la Société mais semble pour ainsi dire sa raison d'être. En témoignent les procès-verbaux des séances de bureau : recherche d'intervenants, préparation et comptes-rendus des conférences occupent les trois quarts du texte. Il en est de même pour les registres des correspondances.

En huit ans, pas moins de 85 conférences sont proposées au public rochefortais. Elles ont lieu habituellement le mardi, dans la salle de la rue Toufaire, louée à l'archiprêtre de Saint-Louis. L'entrée est gratuite pour les adhérents et leur famille. La fréquence de ces conférences, relativement soutenue au cours des quatre premières années, devient un peu plus espacée en fin de période, passant de douze séances mensuelles à neuf en moyenne durant les quatre dernières années.

---

[1] Lettre du 5 janvier 1927, Registre des correspondances (du 10-01-1926 au 20-05-1932).

[2] Lettre du 18 août 1928, *Ibid*., p. 150.

Les trois quarts des thèmes présentés concernent naturellement le domaine de la géographie, et en premier lieu les territoires d'outre-mer, où figurent majoritairement les colonies françaises. La conférence qui inaugure cette période a d'ailleurs pour titre « la grande France d'outre-mer ». Cette optique coloniale peut concerner notre lointain passé : l'orateur traite des Français de Syrie au temps des croisades sous le titre « la plus ancienne expérience coloniale de la France ».

Le public ne se lasse pas de contempler ainsi le rayonnement de la France même si, comme en décembre 1933, la fréquence de ce thème est quelque peu récurrente. Sont très appréciées également les projections ou simplement les « vues », qui illustrent les propos du conférencier. On regrette que sœur Myriam-Gertrude venue évoquer « l'Inde mystérieuse » le 20 mai 1935, n'ait point proposé davantage de cartes postales « qui se sont vendues avec une grande facilité ».

Les conférences à thèmes non géographiques, une vingtaine environ, abordent des sujets relativement variés. Elles sont accueillies de façon diverse, qu'il s'agisse de littérature (le couple Sand-Musset n'attire guère le public), de thèmes sociaux ou psychologiques (parler de la femme suscite toujours de l'intérêt), et surtout de sujets historiques qui, avec Napoléon ou Louis XVI, témoignent encore de la grandeur de la France.

L'histoire récente est la grande absente de ces rendez-vous du discours, même si se dessine en creux l'hécatombe de 14-18 à travers la conférence du Pasteur Autran, « La natalité française et la défense nationale » (20 mars 1934). L'annonce de cette conférence dans *les Tablettes des deux Charentes* en situe bien l'arrière-fond. « Le sujet qu'il a choisi ne peut manquer d'intéresser vivement notre fidèle auditoire, puisqu'il s'agira de cette grave question de la défense nationale, plus que jamais à l'ordre du jour et qui, à juste titre, soulève ici en particulier, tant de patriotes angoisses… ». Et, lorsqu'en décembre 1937, il s'agit de parler des anciens combattants, le conférencier pressenti, l'abbé Latournerie, déclare forfait : le sujet est « sans intérêt ».

En général, le recrutement des conférenciers semble aisé, du moins en ce qui concerne les candidats. Mais le montant du cachet (300 f. maximum) pose parfois problème. Alors s'engagent des tractations avec les sociétés voisines pour organiser des tournées qui permettront d'obtenir en fin de compte une rémunération convenable pour les orateurs. Ceux-ci, désireux de se faire connaître et attirés par le renom de la Société, acceptent parfois de réduire leurs prétentions. Et au fur et à mesure que baisse le niveau des finances de la Société, on évite le recours aux conférenciers patentés pour faire appel aux personnalités régionales et aux talents bénévoles.

L'absence de bulletin nous prive malheureusement du compte rendu de ces conférences. Mais les procès-verbaux des réunions de bureau comportent toujours un jugement de valeur sur la qualité des prestations. A travers leur lecture, il est presque possible de dresser une échelle d'évaluation : même si elles sont moins nombreuses que les satisfecit, les remarques peu favorables sont tout à fait explicites. Ainsi la conférence de Lefebvre sur l'Ethiopie, le 29 mai 1936, est-elle jugée sans ménagements : « La conférence de M. Lefèbvre a été décevante. L'érudition de M. Lefèbvre au point de vue géographique n'est évidemment pas douteuse mais l'usage de la parole lui manque un peu et si intéressante que fût sa

description de l'Ethiopie, les trop longs développements dont il a cru devoir l'accompagner ont alourdi sa conférence et quelque peu lassé l'auditoire ».

Les archives du courrier, dont la Société prend soin de garder copie des expéditions, permettent une approche intéressante des conférenciers, de leurs humeurs, leurs souhaits et aussi leurs exigences. Le secrétaire général répond lui-même avec la courtoisie quelque peu perfide qui le caractérise. Ainsi la lettre adressée à la fille du célèbre géographe Bruhnes. Cette dernière, après avoir exigé divers changements, non seulement de dates mais même du sujet à traiter, avait finalement condescendu à venir parler à Rochefort le 23 février 1933 avec pour thème « Les canaux de Suez et de Panama ».

Le commandant Lemoine lui écrit pour la remercier : « Madame, je vous envoie un journal local donnant le compte rendu de votre intéressante conférence très goûtée par ceux qui vous ont entendue malgré leur regret d'un autre sujet. Permettez-moi de profiter de l'occasion pour vous remercier de nouveau, d'autant plus vivement que, sans doute, comme vous me l'avez dit, c'est faire acte de dévouement que de venir jusqu'à nous. Nous n'en sommes pas moins heureux d'avoir eu l'honneur de vous accueillir ici comme vous m'en avez fait exprimer le désir par M. Grandazzi et d'avoir pu contribuer à vous faire obtenir les cinq conférences qui ont précédé celle-ci. Veuillez[1] … ».

En fin de compte, avec l'organisation des conférences, la Société a le sentiment de détenir une valeur sûre. Et même si, en fin de période, avec le vieillissement des responsables et les difficultés financières, l'avenir s'assombrit, on continue d'assurer les conférences pour « ne pas arrêter la marche de la Société ».

L'interruption de la publication

L'espoir est longtemps demeuré de pouvoir reprendre la publication. Mais les différentes demandes de subventions aussi bien auprès du ministère de l'Instruction Publique que des collectivités locales n'aboutissent pas. Les Sociétés correspondantes s'étonnent de ne plus recevoir le bulletin et le réclament avec insistance. On leur répond que l'interruption de l'échange n'est que momentanée et que bientôt tout rentrera dans l'ordre.

Le 8 mai 1933, il est noté sur le procès-verbal de séance : « par suite de l'état de nos ressources pécuniaires, le bulletin à paraître portera la date des deux années 1931-1932 ». Et exactement un an plus tard : « l'état de nos finances retarde l'impression du bulletin que certaines sociétés nous réclament cependant ». Le 5 novembre 1934, après avoir une fois de plus déploré la situation financière dont « de nombreuses démissions sont la cause », le bureau admet pour la première fois la possibilité de renoncer partiellement au bulletin mais cette hypothèse est aussitôt réfutée : « Sans doute pourrait-on, sinon supprimer du moins suspendre la publication du bulletin. Mais cette décision serait fort grave : les réclamations réitérées des sociétés qui restent en relation avec nous, au sujet de ce bulletin, très prisé d'elles, nous font un devoir de continuer le plus régulièrement possible cette publication évidemment très onéreuse ». Tellement onéreuse pour le manque de ressources de la Société, que le 4 mars 1935, le bureau s'interroge : « quand

[1] Lettre du 17 mars 1933, Registre des Correspondances (du 08-01-1932 au 31-05-1938), p. 48.

pourrons-nous reprendre la publication de notre bulletin ? Pas de longtemps sans doute ». Une dernière allusion le 4 mai 1936 : « le bulletin prolonge son sommeil et nos ressources ne nous font guère prévoir la possibilité d'en reprendre l'impression ». Prédiction qui s'est, hélas, réalisée.

La débâcle financière

De 1931 à la fin de l'année 1934, les membres du bureau veulent espérer que la situation se rétablira. Soit pour ne pas décourager les sociétaires, soit pour éviter d'affronter la réalité, les bilans financiers n'apparaissent pas dans les procès-verbaux. Ce n'est qu'en octobre 1934 qu'un cri d'alarme est lancé : « devant le nombre croissant de démissions, le bureau, sur la proposition du secrétaire général, a décidé l'impression d'une circulaire constituant un appel envers un certain public que nous espérons accessible ». Cet appel permet d'enregistrer 23 nouvelles adhésions en janvier. Mais parallèlement, 16 membres démissionnent. Silence jusqu'en 1937 ; au cours de la séance de février, on ne peut plus se boucher les yeux ni nourrir de vains espoirs. La situation financière inspire de vives inquiétudes : « le nombre des membres payants a passé ces derniers temps de 200 à 150 et le résultat de ce changement d'effectif a été une baisse considérable des fonds disponibles. Pourtant les conférenciers sont pris au taux économique et l'on a renoncé aux séances supplémentaires. Il est bien difficile de trouver un remède à ce grand mal d'une réelle acuité ».

Et le 8 mars, le Commandant Lemoine qui vient d'accepter la présidence effective de la Société traduit la réalité avec beaucoup d'amertume : « la Société, malheureusement est entrée dans une phase critique, dont les effets se font lourdement sentir. Nombreux sont les anciens membres qui ne paient plus leur cotisation (ce qui équivaut à une démission) ; bien petit est le nombre des membres nouveaux. Des appels seront faits et continués par voie de circulaires…Mais il paraît difficile de faire une propagande par la parole, la meilleure cependant. Si les efforts entrepris ne donnent rien, il faudra bien en venir, même pour assurer la fin de la saison en cours, à cette extrémité de toucher à nos réserves, bien maigres puisqu'elles ne consistent qu'en un petit dépôt à la Caisse d'Epargne et un petit titre de rente, legs Roy-Bry. Espérons que nous n'en serons pas réduits là et que, puisque les conférences bénévoles n'existent plus, un accroissement des adhérents permettra de boucler cette année le budget, et aussi de continuer à assurer l'existence de cette vieille Société, la seule savante de Rochefort, qui n’a trouvé autour d'elle, que rarement et momentanément, l'aide et l'assistance auxquels son but désintéressé, et, disons-le, élevé, devrait cependant lui donner droit ».

En 1938, les conférences ne peuvent être assurées que grâce au concours gracieux de plusieurs orateurs. La séance du 8 octobre 1938 consacre l'effondrement financier. Le trésorier « fait connaître que la caisse est vide et qu'il ne pourra même pas payer les frais courants, solde des employés, etc., à plus forte raison régler les conférenciers éventuels jusqu'à ce que la récolte des cotisations de janvier vienne sinon remplir, du moins alimenter la caisse ». Privée de ressources, administrée par un bureau clairsemé et âgé, la Société est mûre pour une reprise en main.

Le vieillissement de l'équipe dirigeante

Les membres du bureau, nous l'avons déjà constaté par ailleurs, sont déjà des vieillards en 1931. Leur état physique ne s'améliore pas au cours des huit années suivantes. D'ailleurs certains d'entre eux meurent ou démissionnent et sont difficilement remplacés.

En janvier 1931 « M. Oui, secrétaire depuis nombre d'années est nommé vice-président de la Société en remplacement du capitaine de vaisseau Jacquet, démissionnaire depuis de nombreux mois. Le capitaine de frégate en retraite, Maupetit, accepte les fonctions de bibliothécaire ». En juin de cette même année, le trésorier Camus adresse sa démission, « invoquant son âge ». Il ne sera remplacé qu'en octobre par M. Braud qui assurera ses fonctions jusqu'à la fin 1938.

Le poste de deuxième vice-président, qui était vacant, est pourvu par l'intendant militaire en retraite Péponnet en janvier 1933. La réunion du 4 novembre 1935 nous apprend qu'il faut remplacer le capitaine de vaisseau Maupetit (probablement décédé?). Le poste demeure vacant. Puis en mars 1936, le commandant Maurat, président de la Société depuis 1906, meurt. Le compte-rendu de séance du 6 avril 1936 relate ce décès : Le commandant Maurat, président de la Société depuis 30 ans est décédé le mois précédent. C'est Paul Oui qui prononce l'éloge funèbre sous le porche de l'église Saint-Louis : « il a dit, en termes choisis, notre dernier adieu à notre regretté président dont la dépouille a été aussitôt transportée à Lussant pour y être inhumée ». Le bureau souhaitant donner à Mme Maurat une preuve tangible de l'affection et de l'estime portées à son mari, la nomme membre à vie de la Société « qu'il a si grandement honorée et aimée ». En remerciement, Mme Maurat « offre en souvenir du regretté président le portrait de celui-ci, encadré, auprès du portrait de Mme Maurat sur une belle aquarelle de Melle Lucienne Epron ». Nous possédons toujours ce souvenir. Par le registre des correspondances, nous apprenons également que Mme Maurat fait un don de 400 f à la Société. Aucun procès verbal de réunion ne mentionne ce geste.

Ainsi pendant 30 années, le commandant Benjamin Maurat a présidé la Société de Géographie de Rochefort. Il est, pour ainsi dire, mort à la tâche. Il apparaît comme un homme qui présidait fort courtoisement les séances de travail, accueillait et remerciait les conférenciers avec une grande urbanité. Dès l'année 1931, ses absences pour raison de santé se faisaient fréquentes. Et c'est le secrétaire général, le capitaine de vaisseau Lemoine, qui assurait la suppléance.

Il est certain que la personnalité du commandant Lemoine a fortement marqué l'image et l'évolution de la Société. Ce « vieillard de petite taille, rosette et chapeau gris », comme il se décrit lui-même en 1933 aux conférenciers qu'il accueille à la gare, dirige en fait la Société. Ses fonctions de secrétaire lui assurent la mainmise sur le courrier, les relations extérieures et le fonctionnement journalier. Il ne se déplace plus guère mais coordonne le recrutement des conférenciers, l'organisation matérielle des conférences et gère le quotidien.

C'est ainsi qu'il s'efforce d'obtenir de nouveaux locaux. En mai 1931 apparaît la possibilité d'avoir une autre salle pour les conférences et peut-être la bibliothèque : « La Marine louerait l'ancien réfectoire et caserne des marins vétérans qui est aussi l'ancienne église de Rochefort de Colbert »…mais « il faudrait y installer une

tribune ou une scène, et, surtout des chaises, et cela coûterait bien cher. L'archiprêtre aurait, a-t-il dit, trouvé l'argent pour acheter ce bâtiment mais il ne lui sourit pas de faire de coûteuses installations en un local dont la marine veut rester la toute-puissante propriétaire. Nos ressources ne nous permettent pas de faire sans lui ». On conclut par un *non possumus* « qui n'est peut-être que momentané ». Il sera définitif.

Le 9 novembre 1936, le bureau décide de faire don « quelques objets » au Musée de la Marine : « L'installation du Musée de la marine à l'hôtel de Cheusses, œuvre de M. le Commandant Lemoine, secrétaire général de notre Société, étant en bonne voie de réalisation complète, il est apparu au bureau qu'il y aurait lieu d'offrir à cet organe d'exposition et de conservation les quelques objets qui restent dans notre bibliothèque et ne se rapportent pas strictement aux questions géographiques[1] ».

Si les livres et les publications continuent à remplir la bibliothèque – dont l'encombrement atteint un point critique en 1937, les relations extérieures, elles, sont très réduites puisque aucun déplacement n'est envisageable, de même qu'aucune participation financière. A partir de mai 1936, on cesse de payer la cotisation au Comité Dupleix. Une société de Sauvegarde de l'Art français qui a pour but de mettre les vitraux des grandes cathédrales à l'abri des dommages de guerre, reçoit, au début 1936, « un appui moral ».La petite subvention qui l'accompagne est payée par les membres du bureau. Enfin la Société s'associe en 1937 à la protestation de la Société savante de Franche-Comté pour empêcher la vente d'une chapelle à un Américain et elle intervient cette même année au sujet d'une atteinte à l'esthétique de l'environnement : il s'agit de s'opposer au projet de construction d'une route en corniche du Guildo à Saint-Cast par la côte, « véritable acte de vandalisme ».

On donne parfois d'anciens numéros du bulletin. C'est ainsi qu'un Tahitien envoie en remerciement des documents intéressants sur l'Océanie et Tahiti, un dictionnaire Maori, une brochure en langue maorie, une autre sur l'île de Pâques et « une enfin qui donne le journal intime de Pierre Loti à Tahiti, imprimée à Papeete et recouverte d'un brochage curieux ». On vend très épisodiquement : un érudit japonais demande des brochures du bulletin relatant le voyage de la frégate l'Alcmène dans les mers du sud. On les lui envoie moyennant finances.

Les Demoiselles Trivier ont pu, grâce à l'action de la Société, obtenir un secours du Souvenir Colonial Français. Ces demoiselles remercient et demandent « confirmation de la dénomination rappelant le souvenir de leur père, qu'on donnerait à Rochefort à une rue, une place ou un autre endroit ». On leur répond qu'« en effet, la municipalité a baptisé Square Trivier le jardin qui s'étendra entre la poste et la rue de l'Arsenal » (5 janvier 1931). Aucun écho de cette inauguration n'apparaît dans les comptes rendus de séance. Ceux-ci se font d'ailleurs de plus en plus succincts à mesure que passent les années. Les réunions de bureau ne comportent souvent que trois ou quatre membres après le décès du commandant Maurat.

---

[1] Peinture : 2 tableaux (panorama du vieil Alger), 1 vue de Saïgon, 4 huiles sur bois d'Arnaud (Montierneuf, château de Saint-Jean-d'Angle, abbaye de Trizay, une église). 1 soldat en uniforme bleu, 1 officier d'infanterie, 2 marines, 1 tableau de Bayle (vue du port avant l'établissement de l'arsenal). 1 plan en relief en plâtre du canal de Panama. Ethnographie : objets océaniens et africains. 1 fusil et un drapeau tricolore aux armes de Rochefort.

Le 19 octobre 1936, la question de la présidence est soulevée. « Des vues sont échangées entre les membres présents et diverses éventualités envisagées ; mais il convient que le plus grand nombre possible de membres assiste à une discussion aussi importante ». Il n'y avait que trois participants et nous ne connaîtrons pas les « diverses éventualités envisagées ».

Enfin, le 8 février 1938, la Société a un président pressenti : « M. le Commandant Lemoine, secrétaire général depuis si longtemps, âme incontestable de notre Société accepte la présidence ». Cette proposition est acceptée à l'unanimité à la réunion du 18 mars. Le nouveau président « remercie l'assistance et lui dit, ce dont elle ne pouvait douter, qu'il continuera à se consacrer à la tâche qu'il accepte et ne diffère guère de celle qu'il a si longtemps assurée ».

Voilà qui éclaire bien le rôle antérieur du nouveau président ! Celui-ci reconnaît que « les décès et les absences ont réduit le bureau à un nombre insuffisant de membres. Il y aura donc lieu de faire appel à d'autres dévouements. Et le 8 novembre 1937, le pasteur Autran entre au bureau comme « conseiller ». Le pasteur Autran sera l'une des chevilles ouvrières de la Société jusqu'à son décès, à la fin de l'année 1941. Son statut de personnalité locale, « Président de la Ligue des familles nombreuses de Rochefort, ancien député du Cher, chevalier de la légion d'honneur, Vice-président du Comité Central de l'Alliance Démocratique et Président de la section locale » apporte un soutien appréciable à la Société.

Puis, lors de la séance du 6 décembre 1937, au cours de laquelle le secrétaire adjoint Dussoubz soumet deux propositions – qui ne seront d'ailleurs suivies d'aucun effet – pour apporter une solution au problème de la bibliothèque, le président Lemoine suggère de contacter Pierre Arvaud, courtier maritime, « dont le père a été un des fidèles de la Société », pour qu'il fasse partie du bureau. Pierre Arvaud est nommé secrétaire général le 7 février 1938. C'est un tournant pour la vie de la Société : la suite des évènements le démontrera.

Le procès-verbal du 10 octobre note que : « le Président Lemoine qui faisait marcher seul les services de la Société, est tombé malade en juin. M. Arvaud le remplace officieusement. Il a reçu du Commandant Lemoine la correspondance relative à la Société, correspondance à laquelle depuis le mois de juin il n'a pas été répondu ». La situation paraît préoccupante : le bureau, bien sûr, souhaite le rétablissement du président en titre mais « examine de près les possibilités d'avenir qui restent ».

Le 14 octobre, Pierre Arvaud convoque le bureau pour annoncer qu'il a pris contact avec un nouveau conférencier « tombé opportunément du ciel » et précise sa vision d'avenir de la Société. Il pense que celle-ci pourrait continuer à fonctionner tout en conservant « au moins nominalement » le commandant Lemoine à sa tête. Mais il faut en modifier le fonctionnement et pour cela rajeunir les cadres. « Cette manière de voir a été de tous les temps celle de la grande majorité des membres actuels du bureau, dont l'âge a plus ou moins figé le bon vouloir ; certaines raisons, dont la meilleure a été la difficulté du recrutement du bureau, en ont empêché la réalisation. Si elle est aujourd'hui possible, il ne faut pas laisser passer cette occasion ». Pierre Arvaud propose donc la démission de tous les membres du bureau. Il croit d'ailleurs avoir trouvé un certain nombre de candidats pour remplacer

les démissionnaires et compléter le bureau. Il ne restera plus qu'à faire approuver ce choix par l'assemblée générale suivante.

Mais il reste un petit obstacle : le commandant Lemoine est toujours président ! Arvaud obtient de ce dernier une lettre, sinon de démission, tout au moins de passation de pouvoirs. Le 7 décembre 1938, Arvaud déclare que l'état de santé du commandant Lemoine le met dans l'impossibilité d'assurer ses fonctions à la tête de la Société. Les séances d'octobre et de novembre ont pu avoir lieu « grâce à M. Arvaud qui a pris en main la direction de nos services ». Le commandant Lemoine a écrit une lettre aux membres du bureau dans laquelle « il passe ses pouvoirs directoriaux à M. Arvaud afin que celui-ci puisse poursuivre son œuvre avec l'autorité indispensable à la bonne marche de toutes choses et prie ses collègues d'approuver son geste, éclaircissant la situation pour la durée, dont nul ne peut prévoir les limites, de l'immobilisation à laquelle le réduit sa présente maladie ».

Le commandant Lemoine ne démissionne pas. Acharnement de vieillard à vouloir conserver ses prérogatives, ou lucidité qui lui faisait pressentir l'abandon par la nouvelle équipe des valeurs de probité intellectuelle et d'ouverture d'esprit qui caractérisaient la Société ? À partir du 7 décembre 1938, on ne trouve plus trace du commandant Lemoine dans les archives de la Société. Ce sont les *Tablette des deux Charentes* qui nous apprennent son décès le 5 janvier 1939. Il avait 87 ans. Le journaliste Henri Pichon lui rend un vibrant hommage : « les signes de lassitude se limitaient au corps. La mémoire demeurait jeune, l'érudition immense, la modération et la solidité du jugement souveraines. Il s'intéressait à tout comme s'il avait porté quarante ans. Il s'occupait comme s'il eût été immortel, avec une flamme qui ne retombait pas, de la Société de Géographie de Rochefort ». Suit l'énumération de son œuvre, en particulier le Musée de la marine dont il est le fondateur et le conservateur. Cette œuvre désintéressée « toute entière orientée vers le sauvetage des monuments du passé et le culte de nos gloires, celles devant lesquelles s'inclinent la marine, la ville de Rochefort et tous les érudits, tous les lettrés, tous ceux qui eurent comme lui le souci de rappeler à nos élites ce qu'il faut épargner de l'oubli ». L'éloge funèbre prononcé lors des obsèques par le futur président Arvaud, rapporté dans les *Tablettes*, se caractérise par sa brièveté. La conclusion en est conventionnelle : « le vide qu'il laisse parmi nous est immense et plus immense encore sont nos regrets ». Le décès du Commandant Dick Lemoine coïncide exactement avec la fin d'une époque pour la Société de Géographie dont la reprise en main sans ménagement laisse entrevoir un changement de cap.

La Société de Géographie de 1939 à 1944

Les archives concernant cette période sont rares : le cahier relatant les comptes rendus de séances se termine à la fin de l'année 1941. Le registre des correspondances ne comporte que des pages vierges à partir du 31 mai 1938 et le livre de caisse est tenu de manière assez anarchique : les trésoriers semblent s'être succédé avec des périodes où la fonction n'était pas pourvue.

Les *Tablettes des deux Charentes* apportent quelques éléments, mais lorsqu'elles ont été priées de disparaître en septembre 1944, *Le Démocrate Rochefortais* qui prend la suite s'intéresse plus aux hommes qu'à la Société de Géographie.

Janvier et février 1939

Quelques membres de l'ancien bureau sont encore présents lors de la première réunion de l'année (9 janvier) car le nouveau bureau souhaité par M. Arvaud n'est pas encore mis en place.

Il s'agit de préparer la conférence du capitaine de vaisseau Rouch, directeur de l'institut océanographique de Fouras qui, délégué par le ministre pour parler des enseignes de vaisseau Bray et Bellot, veut bien venir traiter ce sujet devant le public rochefortais. Cette conférence aura lieu le 24 janvier, au théâtre municipal mis gracieusement à la disposition de la Société. C'est évidemment M. Arvaud « qui a mené cette petite affaire avec une célérité heureuse. Il a obtenu également le concours de la musique du 3e colonial et l'appui des autorités ». Grâce à une publicité en direction de la jeunesse scolarisée ainsi que la gratuité des places (seul est perçu un droit minime de location) et des annonces dans les *Tablettes* qui recommencent à s'intéresser à la Société de Géographie, on peut espérer une « pleine réussite ». Evidemment, il ne sera pas question d'élire le nouveau bureau au cours de cette soirée. Comme de coutume, on se soucie des conférences.

A la réunion du bureau du 3 février, on pavoise. Un compte rendu plus qu'élogieux de la conférence a été publié dans les *Tablettes*. L'assistance n'a pas ménagé ses applaudissements et a pris grand intérêt aux belles projections qui ont illustré la causerie. Pierre Arvaud, qui tenait le rôle du président, a même émis une suggestion : que le monument Bellot du cimetière soit transféré place de la Gallissonnière (*Tablettes* du 28.01.39).

La soirée a permis de réaliser un bénéfice de 300 f. Les conférences des prochains mois sont à l'ordre du jour et Pierre Arvaud se propose de rencontrer le directeur du Musée Pédagogique de Paris pour obtenir le prêt de clichés en rapport avec les sujets traités. Le nouveau bureau sera élu le 12 février au cours d'une assemblée générale qui inclura également une conférence du Docteur Chastang sur « les saints d'Armorique ». Pierre Arvaud est prié d'indiquer les personnalités pressenties pour composer le bureau. Evidemment, on lui propose la présidence : il « a trop bien montré ses qualités d'organisateur pour qu'on ne songe pas à lui proposer ». Arvaud accepte, remercie et avance les noms de ses futurs collaborateurs: le pasteur Autran et le docteur Gaud seraient vice-présidents, Lucien Descubes, avocat, secrétaire général, M. Racine, courtier maritime, trésorier. On trouvera bien quelqu'un pour occuper le poste de bibliothécaire, vacant depuis des années, ainsi que celui de secrétaire adjoint. Péponnet et Dussoubz, qu'il est tout de même délicat d'écarter, sont relégués dans une commission comptabilité qui comporte aussi M. Belenfant.

De mars à decembre 1939

On apprend au cours de la séance du 6 mars que le bureau a été élu le 17 février. Sa composition est conforme au projet de Pierre Arvaud. Ce dernier installe les nouveaux venus dans leur fonction, règle quelques problèmes matériels et fait connaître ses projets pour les futures conférences.

Celle du docteur Chastang sur « les saints d'Armorique », le 17 février, a donné lieu de la part de Lucien Descubes, nouveau secrétaire général, à un long compte

rendu publié dans les *Tablettes*. Et « toujours le président propose d'attrayantes innovations : un bal fixé au 2 décembre pour lequel le bureau désignera un comité d'organisation. Ce bal sera rehaussé sur demande de MM. Gaud et Autran par des danses et des chants folkloriques qui le marqueront d'une originalité de bon aloi ; ce bal sera réjouissance d'hiver : dès que les beaux jours apparaîtront, des conférences-promenades permettront de présenter la Patrie charentaise aux amateurs de géographie et de tourisme ». Enfin le président qui ne manque pas d'idées pour développer la Société, suggère qu'une plaquette soit gravée à l'intention des adhérents ou des membres bienfaiteurs. La Société de géographie, qui comptait 218 membres en 1928, n'en regroupait plus que 108 en 1938, pour remonter à 127 en 1939.

Le 6 mars également, le commandant Olive fait une conférence sur l'Ethiopie, la Somalie, Djibouti, dont le compte rendu complet est publié dans les *Tablettes*. Désormais, c'est le secrétaire général, Lucien Descubes, qui rédige les comptes rendus de conférence dans le cahier ; et puisque c'est lui qui tient la plume, il ne se prive point de donner son propre point de vue, ce qu'il fait volontiers avec passion.

Hector Talvart vient parler, le 24 avril, de l'influence de la vie de Victor Hugo sur son œuvre : « Cette conférence restera parmi les plus brillantes que nous ayons entendues ». Lucien Descubes est avocat. Il a le verbe facile et sa prose remplit les pages du cahier et parfois les colonnes des *Tablettes*. La conférence de Maurice Descamps, le 8 mai 1939, sur son Voyage à Sainte-Hélène, nous vaut, à défaut de la relation précise de son contenu, des notations originales : « M. Descamps qui s'est défendu d'être un conférencier a montré qu'il était un parfait voyageur. Et si la parole de Démosthène est vraie qui veut que le meilleur orateur d'une salle soit le silence et l'attention du public, M. Descamps est un orateur, le public ayant été captivé par le récit de son voyage et de son séjour à Sainte-Hélène… Sa visite au tombeau de Napoléon, depuis 1890 simple cénotaphe, l'arbre qu'il y planta témoignent de la ferveur patriotique avec laquelle M. Descamps sut évoquer là-bas notre grand génie militaire ».

Le 23 mai, le docteur Mauret vient parler d' « Agadir dans l'histoire ». Le 5 juin, la réunion de bureau fixe le bal prévu au 9 décembre. Et ce même jour, Mme. Quérillac vante les produits de l'Empire, c'est-à-dire le riz, le thé, le cacao, produits des colonies françaises. Le secrétaire s'exerce à l'humour : « Mme Quérillac oppose son riz aux riz étrangers et fournit à son auditoire des recettes que la partie féminine de l'assistance a reçues avec gratitude, sachant bien qu'on prend les hommes autant par cette coquetterie de la table qu'est la gourmandise que par la coquetterie personnelle (où le riz a encore sa part personnelle sous forme de poudre) ».

Une dernière conférence avant la guerre : celle du commissaire principal Delaborde sur la Chine, le 5 juillet 1939. La relation complète en est parue dans les *Tablettes* du 5 juillet mais le cahier y apporte sa notation personnelle : « l'orateur nous plonge dans un pays où le progrès n'a fait qu'exaspérer les défauts d'une race qui paraissait alors inaccessible à certains sentiments de notre humanité occidentale, surtout au patriotisme. Puis ayant décrit cette population remuante, travailleuse mais insouciante, il nous montre comment s'est produit chez elle un revirement d'un ordre nouveau, auquel il ne manque que la spontanéité, la rapidité pour représenter ce qu'on est convenu d'appeler chez nous un miracle, qui vient d'éveiller dans les cœurs

chinois cet amour de la Patrie par qui naissent les héros, par qui les peuples deviennent grands et forts… Cette naissance du sentiment national a permis de repousser les Japonais ».

Avant le départ en vacances, nous apprenons que l'activité de la Société a été satisfaisante et que la situation financière est bonne. Et puis la guerre éclate. Bien entendu, il n'est plus question du bal projeté en décembre. Les comptes rendus de séances de la Société de Géographie s'interrompent momentanément.

L'année 1940

En février, les *Tablettes* font savoir que la Société de Géographie va reprendre la série de ses réunions mensuelles interrompues par la guerre. Le pasteur Autran va traiter d'un sujet d'une actualité brûlante : « Pourquoi nous sommes en guerre ? ». Le secrétaire ayant été mobilisé, il n'est pas fourni de compte rendu de cette conférence. On nous dit seulement « qu'elle a été très appréciée et on comprend très bien pourquoi ». De plus, « son auteur est un orateur de premier ordre. Le verbe de M. le Pasteur Autran est plein de force et d'enthousiasme ».

Le mois suivant, Bernard Frank vient parler de « la bataille des Falklands ». Ce fut apparemment une grande conférence qui eut lieu au théâtre, en présence du vice-amiral d'Harcourt. La musique de la marine avait prêté son concours. « Une atmosphère de vibrant patriotisme ne cessa de régner tout au long de cette soirée ». Et *les Tablettes* ne tarissent pas d'éloges : « depuis le passage de Farrère, Rochefort n'avait pas eu un conférencier de cette classe ; et l'éclat de cette soirée est un des plus beaux titres de reconnaissance que nous devons à la société de Géographie et à M. Arvaud ».

La réunion de bureau de novembre est la première depuis la défaite. Un programme de conférence est arrêté. Hector Talvart doit ouvrir le feu avec « les intellectuels et l'état d'esprit contemporain ». *Les Tablettes* du 25 décembre consacrent à cet évènement un article dont la teneur a le mérite de la clarté sur les opinions du conférencier et de la rédaction du journal local. Hector Talvart est président de l'Académie de La Rochelle : « Il a rappelé opportunément devant la Société de Géographie et des Belles-Lettres (*sic*) de Rochefort le rôle de ces anarchistes de l'aristocratie que sont Valéry et Gide. Sa conférence, parée de toutes les élégances d'une haute culture et où la profondeur de la pensée jetait souvent un vif éclat, fut en effet un réquisitoire qui ne chercha pas à amoindrir les dons de ces artistes du langage. L'orateur n'avait qu'à puiser à pleines mains dans leurs œuvres pour en montrer la nocivité. Il va de soi qu'il ne relègue pas Valéry au même plan que Gide. Le premier se complaît dans des idées exceptionnelles au lieu de distinguer le juste du faux et, pour lui, la foi est un luxe. Il a cultivé et répandu à l'entour le goût du paradoxe qui a contribué à l'affaissement des énergies morales. Plus profonde est l'influence malfaisante de Gide que ses dévots prennent pour un penseur. Son art le rend particulièrement dangereux. En affectant d'être un moraliste, il se pose en fanfaron de ses vices. Toutes les négations l'attirent. Pour lui le mal est l'équivalent du bien. L'orateur, c'est encore Alain dont la vogue passe vite et qui fut le type du philosophe antireligieux. Monsieur Talvart n'a pas limité sa conférence à un réquisitoire. Parmi les principaux écrivains qui ont agi sur nos générations, il en est heureusement d'autres dont il n'a pas à connaître les opinions mais dont l'œuvre

toute entière est consacrée au redressement national. Il cite en premier lieu Charles Maurras. Après avoir également parlé d'Abel Bonnard, M. Talvart a souhaité que la pensée française retrouve, avec la clarté d'expression qui permettait aux maîtres d'autrefois d'être entendu de l'aristocratie autant que du peuple, la conscience de ses responsabilités et une vigueur nouvelle qui enseigne les vertus nécessaires à la régénération de la pensée française ».

Notre secrétaire général, après une apologie de la décentralisation certainement hors conférence, exécute en termes encore plus vifs les deux auteurs dont traitait la conférence et termine par un éloge à Maurras dont l'œuvre « est dressée toute entière contre la mort ; elle est protectrice et touche l'âme par la grande place qu'elle réserve aux valeurs spirituelles et au Catholicisme en particulier ».

Ainsi s'achève l'année 1940. Précisons qu'au printemps certaines rues de Rochefort ont été débaptisées. La rue de la République, en particulier, est devenue rue du Maréchal Pétain. Et à la fin du cahier-mémoire de la Société, les adresses ont été soigneusement modifiées.

L'année 1941

Lors de la séance du 6 janvier – datée par erreur de l'année précédente – on apprend que le trésorier, M. Racine, a démissionné. Par ailleurs, « le bureau adressera par la plume de son président une protestation aux *Tablettes* dont la Société est une cliente assidue et cependant à peine mentionnée dans les comptes rendus que ce journal consacre aux séances qu'elle organise."

La conférence du 19 janvier, donnée par M. Bourdery, concerne l'Islam. Le secrétaire général, qui souligne « le succès très remarquable et très légitime remporté par le conférencier », ajoute que « malgré sa défaite, la France fournit aux populations musulmanes un exemple de grandeur auxquelles elles ne furent jamais insensibles », avec un hommage à peine voilé à « une personnalité prestigieuse et sublime : le chef aux sept étoiles sauveur de son unité, aidé dans sa tâche coloniale, donc musulmane, par le général Weygand, messager en Islam de la Patrie française ».

La conférence de février est assurée par le pasteur Autran ; elle a lieu le 16 de ce mois et le sujet est prometteur : « Renan, Anatole France et Berthelot, trois précurseurs de nos malheurs ». Le secrétaire général nous en rapporte le contenu, agrémenté de ses réflexions personnelles qui oscillent entre le réquisitoire et les coups bas : « Renan, maigre philosophe, Anatole France dont le miel est sans sucre, Berthelot, fondateur de la thermochimie mais chimiste sans chaleur (pour reprendre les heureuses expressions du conférencier) furent cloués au pilori… M. Autran nous a montré quel négateur était Renan et comment de son anarchie religieuse est sortie une anarchie morale et sociale effroyable. Comment encore sa jobardise (le maître *dixit*) concourut à jeter ceux qui le suivaient dans un abîme de mélancolie noire et de désespérance – qui doute de Dieu doute de la Vertu. Les morales sans obligations ni sanctions, celles du philosophe de Koenisberg sont pauvres et pâles à côté de celle qui forme le Décalogue ». Quant à Anatole France, « il marquait son impiété par une ironie délicate et perverse ». Berthelot, « de la race des savants orgueilleux », est tout simplement accusé de malhonnêteté. « Aucun des trois personnages étudiés par le pasteur Autran ne croyait à Dieu. Ce qui est le plus grave, aucun ne pensait que

croire fût essentiel pour vivre. Et la foi qui leur manquait, ils tentèrent par de faux dogmes de l'arracher à ceux qui la possédaient. France, Berthelot, Renan imposèrent la marque de leur doctrine qui cadrait si bien avec la fameuse et stupide doctrine officielle de la neutralité (comme si la vie était neutre, a dit le Maréchal). On a vu le résultat. Ces trois pontifes contribuèrent à proscrire Dieu de nos préoccupations et par voie de conséquence à abaisser l'âme de la France. Aujourd'hui notre patrie est entrée dans la voie du relèvement. N'est-ce pas son chef qui l'autre jour écrivait à la supérieure d'un couvent voisin : quand on a le Bon Dieu avec soi, on est sûr de son succès. Par le pouvoir du Maréchal Pétain, Dieu reprend sa place dans la société française, sa place qui est la première. *Gesta Dei per Francos*. La France est sûre du succès final, puisqu'elle est de nouveau avec Dieu qui n'est jamais vaincu ».

A la réunion du bureau suivante, le 7 avril, le pasteur Autran s'était fait excuser. Mais dans une lettre adressée à ses collègues, il critique « la façon dont le secrétaire a terminé ses deux derniers comptes rendus de conférence : le premier rapportait la conférence de M. Bourdery sur l'Islam et s'achevait sur un éloge du général Weygand qui n'était pas dans le texte de la conférence ; le second avait pour conclusion un éloge du Maréchal Pétain alors que la conférence dont il traitait ne portait que sur le problème de Dieu. M. le pasteur Autran regrette cette intrusion de la politique dans un acte officiel engageant la Société ».

La réplique de M. Descubes est sans appel : « 1) Pour l'éloge du général Weygand, il l'avait soigneusement distingué des propos du conférencier qu'il avait en charge de résumer. 2) Pour l'éloge du Maréchal, il n'admettra jamais qu'on puisse y voir une intrusion politique. 3) Il croit que cet éloge ne peut à aucun moment et en aucun lieu être déplacé ».

Il est question de réunir à Rochefort le bureau des Sociétés de Géographie de France pour la rentrée d'octobre. Les conférences continuent de donner satisfaction. Celle du 23 mars était assurée par M. Falcos, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Bordeaux, avec pour titre « la révision du procès Baudelaire ». L'orateur donne « la primeur de trois belles pièces de vers à la louange du Maréchal Pétain, dont le génie de soldat, de penseur et de chef est analysé en formules très heureuses par M. Falcos ». La conclusion de cette conférence est sans surprise : « Il serait tout à fait inopportun de revenir sur la condamnation des fruits les plus dangereux d'un talent tourmenté, inégal et au fond peu sincère. Un peuple qui veut être fort doit avoir une production littéraire noble ». L'orateur ne peut nier toutefois que Baudelaire manifeste un certain talent quand « abandonnant ses poses, laissant les bas-fonds où il se complaît la plupart du temps, se contente d'exprimer simplement une souffrance, un regret, un remords et ne se donne pas la peine de les travailler ». On nous démontre que « les meilleurs critiques ont jugé sévèrement l'influence désastreuse de Baudelaire et estimé que l'Art ne gagnerait rien à l'étalage, même savant, des laideurs et des monstruosités d'une nature corrompue originellement… Baudelaire a cultivé une hystérie avec jouissance et terreur, et s'est abandonné aux enivrements du mal ».

Au mois d'avril, Guy Duret évoque les poètes de guerre. Notons que les poèmes dont il pensait composer son récital avaient été au préalable soumis à l'approbation du bureau qui les avait « unanimement rejetés et remplacés par des œuvres mieux sélectionnées ». Guy Duret a dénoncé et déploré un tarissement de la veine poétique;

et le secrétaire d'approuver et de conclure : « Ce n'est pas la pléiade de la grande guerre presque toute fauchée et décimée. Au surplus ceux de 1914 pouvaient chanter; la foi qui devait vaincre les animait. Ceux de 1939, osons le dire, étaient trop anxieux, trop envahis par le doute ! Il n'est de forte poésie que dans les sociétés fortes. C'est à l'abri du rempart qu'Homère rassemble son œuvre ».

Après la littérature, c'est la peinture qui est à l'ordre du jour des conférences. Guy Pajot, de la Société des artistes français, doit traiter en mai « de la peinture moderne » (*Tablettes* du 17 mai). Le secrétaire ne manque pas de résumer les propos de l'orateur : « l'apologie de l'impressionnisme, et la sévère et d'ailleurs juste critique, la condamnation du cubisme et du surréalisme ». Et de rappeler que l'art a ses règles ! « Ce qu'il a dit de la nécessité du dessin, de la construction, de la vraisemblance, en un mot de la discipline picturale, doit être appliqué à tous les arts et l'étrille qu'il a passée à ses faiseurs qui épatent pour ne pas […] laisser le temps qu'on les juge, qui prennent leur facéties personnelles pour des règles d'avenir, cette étrille convient à tous les romantiques et révolutionnaires de l'Art qui confondent un bouleversement et une Renaissance, un désordre vain et une création nécessaire ». Picasso, bien sûr, est vilipendé pour la deuxième période de son œuvre : « Sans doute devait-il en retirer un profit qui n'avait rien d'artistique. Mais c'est de cette absence de loyauté et de caractère que peut mourir un art – j'ajouterai un peuple aussi ». Et de citer la conclusion de Guy Pajot : « En France tous les grands génies ont pris naissance, toutes les sciences, tous les arts ont eu leur berceau mais nous n'avons jamais assez compris nos propres forces spirituelles. Il n'y a cependant pas d'exemple où en art, l'étranger ne se soit pas inspiré de nos artistes ». Le secrétaire ajoute : « Et c'est bien vrai puisque Paris, Paris seul a pu prétendre à la gloire d'Athènes et de Rome ».

La séance du 9 juin réunit le bureau au complet : on constate que celui-ci ne comporte que cinq membres (MM. Arvaud, Autran, Gaud, Regelsperger, Descubes). Il est question d'un nouveau local, au premier étage du 37 rue du Maréchal Pétain, que le maire de Rochefort mettrait à la disposition de la Société pour y installer sa bibliothèque.

Le projet de Congrès des Sociétés de Géographie semble prendre corps : on voudrait le prolonger « en une fédération agissante permettant contacts et échanges intellectuels. La constitution de cette Fédération sera inscrite au programme du congrès, ainsi que la renaissance d'une revue ». On constate avec satisfaction que « malgré le départ des officiers de mer, de terre, de l'air, notre Société tient et tient bien ».

Le 30 juin, M. Le Poul présente « la Bretagne telle qu'elle est ». Il s'est certainement acquitté de sa tâche avec talent car non seulement la presse régionale mais aussi « un organe de presse parisien en rendirent compte en termes élogieux ». Et cette soirée fut aussi « une véritable contribution à l'œuvre de décentralisation entreprise par le gouvernement de M. le Maréchal Pétain ». Une réserve cependant : Si l'orateur n'a « rien sacrifié des merveilles de ce pays…il les a soulignées en peintre et en musicien, pourquoi ne l'a-t-il pas fait en historien ? Le patriotisme (et si l'autonomisme breton est une fichaise, le patriotisme breton est fort comme l'est le patriotisme provençal), le patriotisme n'est pas seulement l'amour du sol mais bien plus encore l'amour du passé ». Et avec l'espoir que M. le Poul contera un jour l'histoire de la Bretagne, le secrétaire ajoute : « et le faisant, il prouvera qu'après 150

ans d'erreur centralisatrice et départementale la Province est encore la grande Médiatrice entre le village où sont nos morts et la France à qui sont nos vies ».

Le compte-rendu de séance de bureau, daté du 7 juillet précise que le congrès des sociétés de Géographie de l'Ouest (ce congrès n'est donc plus national ?) se tiendra le 12 octobre. On n'en trouve pas trace dans les archives.

Le cahier se termine par l'annonce du décès du pasteur Autran, décès annoncé également dans les *Tablettes* du 18 novembre. Pierre Arvaud a prononcé « un bel éloge funèbre » et les membres du bureau ont suivi le convoi.

L'analyse des trois années suivantes sera nécessairement très succincte : les seules archives qui livrent quelques informations sur la Société de Géographie sont les annonces dans les *Tablettes* et un livre de caisse peu exploitable. Un cahier des comptes rendus des réunions du bureau a-t-il existé ? Nous n'en avons pas trouvé[1].

Les années 1942-1943-1944

Les *Tablettes* du 21 février 1942 font part de « la séance mensuelle du 24.02. à 20 h 45 : la malchance faite homme, ou Henry Becque, le paria de la gloire par Guy-Georges Duret, journaliste, membre de la Société des écrivains d'Aquitaine ».

La conférence suivante, le 24 mars, par Pierre Bonardy, rédacteur à *Gringoire* et directeur de *l'Atlantique*, a pour sujet « Blason impérial:de sable et d'eau ou l'époque du Transsaharien ». Un compte rendu paraît dans les *Tablettes* du 28 mars : « l'Orateur a traité des explorateurs Caillé, Lapérine, Foucauld…jusqu'à la pose des premiers rails du Méditerranée-Niger sur le consentement de l'Allemagne et l'impulsion du Maréchal ». Un seul regret du journal : le public était peu nombreux. Il est vrai qu'en cette année 42, la Société de Géographie n'est pas le seul organisme à offrir des conférences : « Collaboration » (groupement des énergies françaises pour l'unité continentale) prêchait régulièrement la bonne parole aux Rochefortais. Lucien Descubes lui-même, sous-délégué au Secours national, délégué au Secrétariat général à la jeunesse, secrétaire des Amis du Maréchal, apportait son concours (hors Société de Géographie) à l'édification de la population. Les *Tablettes* tiennent leurs lecteurs au courant de ces manifestations.

Il semble toutefois que toutes les conférences organisées par la Société de Géographie ne soient pas mentionnées dans le journal : le livre de caisse fait état de deux conférenciers sur lesquels on ne possède aucun renseignement. Et, en fin d'année, est mentionnée la causerie de M. Piedagel, professeur au lycée Montaigne de Bordeaux qui vient parler de « l'actualité de Voltaire ».

Ces conférences étaient plus coûteuses que celles des années 30 où la somme de 300 f ne pouvait en aucun cas être dépassée. Ainsi, la venue à Rochefort de M. Piedagel a occasionné une dépense de plus de 800 f. Mais les finances étaient en meilleur état. Le livre de caisse nous apprend également que la balance au 31.12.42. était de 1024,70 f et qu'un somme de 1974,75 f restait due à la caisse de la Société suite au départ de son ancien président Pierre Arvaud. Les circonstances de ce départ ne nous sont pas connues.

---

[1] Seul élément d'information sur le bureau de la Société entre 1942 et 1944 : la mention par Robert Bruneteau, du « Docteur Gaud, président depuis le 23 février 1942 » (« Connaissez-vous notre histoire ? », Bulletin de la société de Géographie de Rochefort-sur-Mer, 2e série, n° 1 (février 1958).

En janvier 1943, M. Massonneau, professeur au lycée de Rochefort, traite de « deux années à Rochefort, 1743 et 1843 ». Puis absence d'information jusqu'en octobre, où, par le truchement des *Tablettes*, on apprend que « le bureau de la Société de Géographie informe ses adhérents que la Société a donné son patronage à la conférence de M. le Comte de Chasseloup-Laubat aujourd'hui 5 octobre à l'Alhambra à 20 heures ». Le sujet n'est pas précisé, mais M. le Comte n'a pas parlé gratuitement : la Société lui a versé un cachet de 355 francs. L'abbé Tonnellier, le mois suivant, est moins gourmand. On relève une dépense de 100 f seulement pour sa causerie « Autour du Grand Bacha, Rochefortais de la première heure ». Enfin l'année se termine par la venue de d'Hector Talvart dont les talents avaient déjà été appréciés en 1939 et en 1940. Le sujet, cette fois, est : « Spiritualité de la région française ».

Les séances de 1944 sont assez bien annoncées dans les *Tablettes* : le 5 janvier, M. Piedagel revient à Rochefort pour parler d'« Alfred de Vigny, professeur d'énergie ». Le 12 février, A. Massonneau, retrace « le bagne à Rochefort ». La séance du 1er mars accueille l'abbé Tellier avec « deux pièces maîtresses de la chaîne en or de la pensée, Aristote et Bergson ». Enfin, le 7 juin, c'est Lucien Descubes qui évoque « Mistral et le redressement français ». On peut supposer qu'il clôt ainsi le cycle des conférences.

Le dernier numéro des *Tablettes* est daté du 9 septembre 1944. *Le Démocrate rochefortais* lui succède aussitôt avec une orientation totalement différente. Grâce à ce journal, nous pouvons avoir des images de Rochefort à la Libération. La commission d'épuration fonctionne. Alfred Arvaud, père de l'ex-président, ancien membre de la Société, « dont l'âme est aussi bossue que le corps, et qui s'était soigneusement caché jusqu'ici vient d'être inculpé d'intelligence avec l'ennemi et de participation à la milice ». L'année suivante, la cour de justice de Bordeaux le condamne aux travaux forcés à perpétuité[1]. Quant à Pierre Arvaud, ancien président de la Société, membre des Amis de la Légion de Rochefort, membre du Mouvement social révolutionnaire, il est placé en résidence surveillée avec obligation de pointer deux fois par semaine. Il semble que Lucien Descubes ait échappé à cette commission d'épuration.

Ainsi s'achève une période qui paraît peu glorieuse pour l'image de la Société. Mais cette image est sans doute elle-même déformée par la teneur des informations disponibles qui sont à la fois incomplètes et orientées. Le président et le secrétaire général ont de toute évidence ignoré la déontologie de la Société de Géographie, instrumentalisée pour servir leurs idées. Mais cette dérive était-elle partagée ? On ne trouve guère de témoignages sur l'attitude des autres membres. Il faut noter toutefois que le docteur Gaud, président de la Société depuis 1942, a démissionné en 1943 du conseil municipal nommé par Vichy. On ignore son rôle au cours de ces années, mais il reste président en 1945, jusqu'à sa mort en 1953.

Quoi qu'il en soit, l'opprobre attaché à certains de ses membres ne semble pas entacher moralement la Société elle-même, qui va se relever de cette épreuve et mobiliser de nouvelles énergies en renouant avec ses valeurs profondes.

---

[1] *Le Démocrate rochefortais*, 7 juillet 1945.

LA SOCIETE DE GEOGRAPHIE DE ROCHEFORT DE 1945 A 1984

par Jean-Pierre Dinand

1945 – 1957 : La réanimation

Au sortir des années de guerre, de l'occupation allemande puis de la libération et de l'épuration qui s'ensuivit, la Société de Géographie était, nous l'avons vu dans un état d'épuisement proche de l'agonie. Elle avait perdu ses membres les plus actifs, lesquels, à vrai dire, lui avaient imprimé une orientation partisane peu conforme à l'objectivité d'une Société dite « savante ». Elle avait conservé, cependant, son président, le docteur Gaud qui continua de diriger la compagnie, vaille que vaille, jusqu'à sa mort en 1953. Il lui fallait ranimer une Société exsangue. Il fut activement aidé dans cette tâche difficile par une équipe renouvelée qui, le 10 décembre 1945, constitua le bureau de l'association, où apparaissent des figures nouvelles, comme Robert Bruneteau et Pierre Tardy[1].

Le dynamique secrétaire-général, Robert Bruneteau, se consacrait en tant qu'instituteur à la formation complémentaire des jeunes adultes agriculteurs, dans le canton rochefortais ; il avait une vocation d'animateur social, qu'il appliqua à la Société pour la faire renaître de ses cendres. Dans cette perspective, il l'orienta vers une mission essentiellement éducative. Il s'attacha à multiplier les conférences, expositions, excursions ainsi que des activités de photographie et de cinéma (animées par M. Richard, lui-même instituteur). Ces prestations redonnèrent quelque lustre à la Société.

De 1946 à 1949, les conférences furent consacrées surtout à des sujets historiques concernant : « l'Amiral Rigault de Genouilly » (par M. Baudrit), « William Ponty » (Mme Quérillac), « Napoléon à Rochefort et à l'Île d'Aix » (M. Gaborit), « les problèmes allemands contemporains » (M. Gossot, inspecteur d'Académie), « la Révolution de 1848 à Rochefort » (M. Massoneau). Un autre grand thème fut les explorations coloniales : « les primitifs de la Côte d'Ivoire » (par le Colonel Laurent), « Madagascar » (par le même), « la descente du Colorado » (par M. de Colmont), « la Martinique » (par M. Revers), « la descente du Niger en pirogue » (par l'explorateur Jean Sauvit). Norbert Casteret présenta « les mystères des cavernes ». Si « La querelle de Voltaire et de Rousseau », exposée par M. Carré (doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers), eut un grand succès, un « conférencier venu de Paris » ne parvint pas à intéresser l'assistance avec « Jean-Paul Sartre et l'existentialisme ».

Des excursions furent organisées par M. Massonneau, à l'île d'Aix, puis à la maison natale de Pierre Loti à Saint-Pierre d'Oléron (la « Maison des Aïeules »). Il y

---

[1] Vice-présidents : MM. Lethel , pasteur, et Massonneau, professeur d'histoire ; secrétaire général : Robert Bruneteau, instituteur ; secrétaires adjoints : M. Delatrre et Mme Schlub, correspondante de la *Charente Libre* ; trésorier : M. Pommier ; bibliothécaire-archiviste : M. Regelsperger ; bibliothécaire-adjointe : Mme Delattre ; membres du bureau : MM. Bourden, industriel ; Jollet, ancien directeur d'école ; Jolly, directeur de l'école Zola ; Massé, radio-électricien ; Naulet, professeur de physique-chimie ; Suire, expert-comptable ; Tardy, professeur de dessin.

eut également des manifestations artistiques avec la chorale de l'Ecole Normale de La Rochelle, dirigée par Mme Favarel, et des danses folkloriques présentées par Mme Riondet.

La Société ne possédait alors aucun local pour ses réunions de bureau, qui se tenaient – de façon épisodique – dans une classe de l'école Zola. Quant à la bibliothèque et aux archives, elles étaient conservées (sous une épaisse couche de poussière) au 37 de la rue Pujos, alors rue de la République, et surveillées par Georges Régelsperger, fils d'un géographe autrefois membre éminent de la Société de Géographie.

En mars 1949, après dix-huit années d'interruption, fut publié un *Bulletin de la Société de Géographie* qui aurait du être le premier numéro d'une nouvelle série. Malheureusement il n'eut pas de suite immédiate, puisqu'il fallut attendre neuf années supplémentaires (février 1958) pour voir paraître à nouveau le n° 1 d'une 2e série. La publication fut alors poursuivie régulièrement.

Le Bulletin de 1949 ne comportait que 16 pages. On y trouve des informations sur le monument à Pierre Loti, et sur les difficultés rencontrées pour réunir les fonds nécessaires à son édification, entreprise et non achevée depuis 1939 ; par ailleurs des renseignements fournis par la Chambre de Commerce sur le Bassin n° 3, et les « Ephémérides rochefortaises de la Révolution de 1848 » par Massonneau.

Après la publication de cet unique Bulletin, la Société continua de se consacrer à l'organisation de conférences : il y en eut près de 150 de 1949 à la fin de 1957. Ces conférences eurent pour thèmes des récits de voyage, des sujets concernant l'histoire, les sciences, la littérature, l'art, le cinéma, la musique… Elles rassemblèrent, semble-t-il, de nombreux sociétaires, sans empêcher, cependant, que la Société ne connaisse de graves difficultés financières qui rendirent impossible, entre autres, la publication d'un bulletin.

Aux sections « Photo et Cinéma » s'ajoutèrent une section « Disques » et, en octobre 1957, une section « Archéologie ». Cette dernière permit par la suite, comme on le verra, de revitaliser la Société. Le Docteur Gaud qui présidait la Société depuis 1942, décéda le 27 novembre 1953. Il fut remplacé dans sa fonction le 1er décembre 1953 par le Colonel Puiffoulloux.

1958 – 1966 : La renaissance

En février 1958, un nouveau conseil d'administration est constitué[1] : on y relève les noms de Robert Fontaine et Pierre Bitaubé, Jacques Duguet, Camille Gabet, Robert Machenaud, qui seront les véritables acteurs de cette renaissance. Le nouveau bureau se dote de commissions (liaisons avec l'enseignement[2] et

---

[1] Président : Colonel Puiffoulloux ; secrétaire général : Robert Bruneteau, instituteur ; secrétaire général adjoint : Robert Fontaine, professeur ; secrétaire chargé des convocations : Pierre Berthommé, instituteur ; trésorier : M. Vinceneux, directeur honoraire de la Banque de France ; trésorier adjoint : Jean Lesbats, instituteur ; bibliothécaire : Georges Régelsperger (devenu presque aveugle) ; assistant technique : Roger Taunay, instituteur.

[2] André Jégou, inspecteur départemental de l'Enseignement du 1er degré ; Melle Launay, directrice du centre féminin d'apprentissage.

publications[1]), ainsi que de sections spécialisées (archéologie[2], cinéma d'amateur[3], disques[4], photographie[5].

Chacune des sections spécialisées organisait chaque mois des séances d'étude et de perfectionnement. En fait, les activités des sections Cinéma, Disques et Photographie furent assez réduites, si l'on en juge par la brièveté des comptes rendus parus dans le bulletin ; elles semblent s'être épuisées au bout de quelques mois et disparurent à partir de décembre 1958. Par contre, la section d'archéologie manifesta d'emblée une grande vitalité et ce surgeon prit assez rapidement une place prépondérante dans la vie de la Société-mère. Il convient donc de distinguer, durant cette période 1958 – 1966, les productions de la Société de Géographie en tant que telle, et celles de sa section d'archéologie.

La **Société de Géographie** se consacrait essentiellement à l'organisation de conférences, qui se tenaient soit à la salle Zola, soit au cinéma A.B.C. Ces conférences payantes lui fournissaient l'essentiel de ses subsides et lui permettaient, entre autres, de soutenir la section d'archéologie. Citons ici Robert Fontaine qui définissait ainsi la situation en 1962 : « Notre société […] est à la fois société savante et société d'éducation populaire. Cette dualité, contradictoire en apparence, est pour elle le moyen d'intéresser par des conférences le plus large auditoire possible, c'est-à-dire, il faut le reconnaître, de trouver un minimum de ressources financières. Ses ressources alimentent alors l'activité de son petit noyau, trop petit noyau, de chercheurs, d'érudits, historiens, géographes, toponymistes, archéologues, dont les travaux trouvent leur consécration dans les pages de nos modestes publications ».

Dans leur très grande majorité, les conférences étaient consacrées à un pays exotique plus ou moins lointain, justifiant ainsi la vocation géographique de la Société. Plus rarement le sujet était d'ordre littéraire ou historique. Au début, la Société faisait appel à un conférencier extérieur, choisi en fonction de ses compétences. Mais à partir de 1959, elle eut fréquemment recours aux conférences de « Connaissance du Monde » dont les thèmes et l'esprit répondaient aux intentions de ses administrateurs. Nous ignorons quelles furent les conditions financières de cette association.

En 1958, les conférences se tinrent à un rythme très soutenu : 19 séances durant l'année. Par la suite, elles s'espacèrent progressivement : 10 en 1959, 13 en 1960, 12 en 1961, 9 en 1962, 9 en 1963. Parallèlement, la fréquentation, d'abord assidue, alla en déclinant. En 1964, le président Fontaine se plaignait amèrement de la faiblesse de l'auditoire et de la « désaffection des élites rochefortaises », notamment celle

---

[1] Pierre Bitaubé, dessinateur ; Edmond Capoulun, ingénieur des Travaux Publics ; Camille Mériot, conservateur du Musée ; Pierre Tardy, professeur de dessin.

[2] Antiquités préhistoriques : Robert Fontaine, professeur. Antiquités historiques : Jacques Duguet, professeur. Archéologie médiévale : Camille Gabet, entrepreneur. Secrétaire-archiviste : Roger Machenaud. Trésorier : Marcel Ropert, professeur.

[3] André Bouclaud, photographe, président ; Guy Massé, radio-électricien, secrétaire.

[4] Jean-Yvon Lasjaunias, pharmacien, président ; Jean Bendriès, agent d'assurances, secrétaire ; Hubert Landart, instituteur, animateur.

[5] Guy Puiffoulloux, docteur en médecine ; André Richard, instituteur ; Geneviève Lacroix, opticienne, trésorière.

« des docteurs et des enseignants ». Il en résulta que les comptes furent déficitaires en 1962. Et *Connaissance du Monde*, estimant que les recettes n'étaient pas suffisantes, refusa de venir à Rochefort en 1963-1964. Les conférences continuèrent cependant dans la « modeste salle Zola, glaciale et austère » (probablement dans l'enceinte de l'Ecole Zola).

En dépit de ces difficultés, la situation générale de la Société paraissait florissante, pour ce qui est du nombre des membres. En 1959 le Colonel Puifoulloux se réjouissait de compter 350 cartes d'adhérents. Au terme de l'exercice 1961-62, le trésorier fait état de 310 cotisants. Mais, malgré ce nombre élevé, les cotisations ne suffisaient pas à couvrir les dépenses de la Société pour l'édition des bulletins, l'envoi des convocations, l'octroi de prix aux écoles. Les recettes des conférences (997 f.) étaient en effet pratiquement consacrées en totalité au paiement des conférenciers (900 f.). Il en résultait un déficit global de 224, 85 f.

Outre les conférences, la Société avait également la responsabilité de publier des bulletins. Le premier (après le précédent de 1949), sortit en février 1958, sur les instances de Jacques Duguet soutenu par Robert Bruneteau et malgré le scepticisme du colonel Puiffoulloux et la résistance du trésorier Vinceneux. Deux éditions eurent lieu chaque année en 1958, 1959, 1960, 1961, puis une seule en 1962, 1963, 1964. Par la suite la Société de Géographie cessa de publier en son nom propre. Son existence n'était pas pour autant remise en cause. Mais cette interruption révélait une évolution profonde dans la structure de l'association, du fait de la montée en puissance de la section d'archéologie.

A la fin de l'année 1957, sur l'initiative du professeur d'histoire Jacques Duguet, plusieurs Rochefortais, enseignants pour la plupart, intéressés par la science historique, avaient éprouvé la nécessité de s'associer, pour se consacrer à des travaux de recherche en cette matière. On pensa d'abord fonder une société historique indépendante ; mais après concertation, il fut décidé de se rattacher à l'association existante, la Société de Géographie de Rochefort, en créant une section nouvelle qui serait dénommée « section d'archéologie ». Il faut entendre ici le terme d'archéologie au sens large, car le groupe fondateur réunissait des compétences diverses : Jacques Duguet était professeur d'histoire, de même que Robert Fontaine ; le beau-père de celui-ci, Camille Gabet, entrepreneur de pompes funèbres, était un spécialiste de la préhistoire ; Pierre Tardy, professeur de dessin, se consacrait à l'île de Ré et Roger Machenaud, instituteur, à Ardillières. Le colonel Puiffoulloux, contacté par Robert Fontaine, donna son accord pour accueillir la nouvelle section dont on espérait qu'elle confèrerait à la Société de Géographie le pôle scientifique qui lui faisait défaut.

La **section d'archéologie** fut donc officiellement créée en octobre 1957. L'équipe se complèta immédiatement par l'adhésion de Pierre Bitaubé, dessinateur. On définit un premier objectif qui était de « dresser l'inventaire des ressources archéologiques déjà connues de la région de Rochefort d'après les anciens textes, visiter les sites, et contrôler leur état présent. » La première tâche fut donc de répertorier les sites d'intérêt archéologique, puis d'en organiser des visites au cours de sorties dominicales. En 1958, on visita Saint-Nazaire et Port-des-Barques avec R. Fontaine, Ardillières (R. Machenaud), Moragne (J. Duguet), Les Eronnelles-La Sauzaie (R. Machenaud), Châteauroux-Le Tail (C. Gabet), puis Saint-Saturnin-du-

Bois, Charras, La Vallée et Archingeay, Taillebourg, Mornac et Breuillet, Le Douhet, Saintes, Loire, Saint-Agnant-les-Marais, Trizay. En 1959, ce furent Soubise et Moëze, Broue et Saint-Symphorien, Sainte-Radegonde et Champagne, Brouage, Le Fa et Thaims, Sainte-Gemme et Sablonceaux, le dolmen de Berthegille et le terrier de Toulon, Saint-Jean d'Angle ; enfin on visita plusieurs sites préhistoriques de la région d'Angoulême, où l'on put s'initier aux techniques de fouilles.

Au début de l'année 1960, la section archéologique débuta sa première fouille sur un site riche en vestiges gallo-romains, découvert à Pépiron près de Saint-Just. Le chantier, qui dura plusieurs années, permit de découvrir une station proto-historique riche en outils en silex et en céramiques ornées, datant de l'âge du fer. L'équipe archéologique se rendit acquéreur du terrain ; elle put y perfectionner ses techniques de fouilles, et recueillir un abondant mobilier. En octobre 1963, on étendit la zone de fouilles, on approfondit un grand puits découvert au printemps précédent puis un second puits. Le dégagement méthodique de la *villa* gallo-romaine de Pépiron se poursuivit en 1964 et 1965.

En 1963, Camille Gabet conduit une fouille (malheureusement après quasi-destruction des vestiges) sur le très riche site Peu-Richardien de La Garenne à Saint-Hippolyte (Néolithique final).

Avec ces deux sites, la Société assit sa réputation dans le domaine archéologique et participa en 1961 à plusieurs congrès (à Rennes, à Châteaumeillant, à Chauvigny) où certains de ses membres présentèrent leurs propres travaux. En 1962, elle présenta quatre communications au Congrès national des Sociétés savantes à Poitiers et au Congrès des Sociétés savantes du Centre-Ouest à Barbezieux : C. Gabet y fit connaître « les laboureurs à bras en Aunis à la fin du XVIII° siècle », J. Duguet « l'origine du nom d'Aliénor d'Aquitaine, M. Colle, « le Chasséen en Saintonge » et G. Leroy fit ajouter, aux colonies étrangères connues en Saintonge et Aunis, le nom d'Echebrune et retrancher celui d'Aumagne. 1964 voit la tenue à Rochefort du XXe Congrès des Sociétés Savantes du Centre-Ouest. A cette occasion, la section organise une excursion archéologique faisant le tour de tous les sites de la région.

Les activités de fouilles permirent de recueillir une collection croissante d'objets anciens dont il fallait assurer le stockage dans de bonnes conditions. Certaines pièces de qualité furent exposées dans un musée provisoire, d'abord dans deux salles de l'ancienne Ecole Anatole France, puis à l'Ecole de garçons Edouard Herriot ; le local s'avéra rapidement trop petit. Enfin les archives et la bibliothèque de la Société nécessitaient d'être regroupées à proximité des matériels de fouilles afin qu'on puisse les répertorier et améliorer les conditions de leur conservation. C'est dire que la section d'archéologie éprouvait la nécessité impérieuse de disposer en propre d'un local suffisamment vaste où elle aurait pu tenir également ses réunions mensuelles.

En avril 1962, Robert Fontaine évoque le problème et une solution possible ; il écrit : « Il nous faut un local […] accessible afin que tous […] puissent le visiter, complété par une salle de travail-laboratoire, pour y étudier les objets récoltés […] et une petite salle de réunion bibliothèque. *Nous avons toujours pensé que la Vieille Paroisse serait le local rêvé pour cela…* » Dès 1959, le maire avait pourtant déclaré qu'il acceptait le principe de la création d'un musée archéologique à la Vieille Paroisse, mais depuis, rien n'avait été fait. Il faudra attendre 1972 pour que le principe soit concrétisé !

Une autre activité importante était la participation de la section d'archéologie aux bulletins de la Société de Géographie. En fait, à partir de 1959, les articles de fond de la revue furent exclusivement rédigés par la section archéologique, la part de la Société proprement dite se limitant à l'énumération des conférences prononcées durant la période précédente.

C'est ainsi que des études très complètes, souvent étalées sur plusieurs bulletins, furent publiées, dues au travail et à la compétence de membres très actifs de la section d'archéologie. Pierre Tardy se consacrait à l'histoire de l'île de Ré, notamment sur les sauniers rétais, sur le nom de l'île de Ré, sur les guerres de religion, la Fronde… Camille Gabet publia sur plusieurs bulletins deux études très complètes, l'une sur les « Variations du littoral d'Aunis et de Saintonge », l'autre sur « Les dolmens de la région de Rochefort ». Jacques Duguet se consacrait particulièrement à l'origine des noms de lieux (« Les Nouillers », « Pérat », « Pont-l'Abbé », « Puy-Badent », …etc.). G. Leroy, également féru de toponymie, publia des études sur « Le Seure », « Taillebourg », « Surgères »… Paul et Paulette Burgaud traitèrent en trois parties de « La Vallée. Essai d'analyse d'un terroir rural de Saintonge ». Roger Machenaud publia « Le moulin seigneurial d'Ardillières », « L'Eglise de Saint-Pierre d'Ardillières », « Les mesures agraires en 1789 dans la région d'Aigrefeuille ». André Baudrit produisit des études sur Le prieuré de Trizay et la guerre de Cent Ans à Marennes et à Arvert.

On le voit, si la Société de Géographie pouvait encore se prévaloir de l'appellation de société savante, c'était bien grâce à sa section d'archéologie. Cela n'allait pas sans entraîner des réactions parfois conflictuelles. Dès l'origine, la décision prise par le groupe des historiens de s'intégrer à la Société de Géographie avait soulevé les réticences de quelques-uns. Une fois créée, la section d'archéologie s'organisa aussitôt en un groupe actif et commença à tenir régulièrement des réunions mensuelles de travail. Mais la Société de Géographie de son côté, cessa rapidement d'organiser de telles réunions… et à partir de février 1959, elle décida que les réunions mensuelles de la section d'archéologie seraient faites dorénavant en son nom propre. S'appropriant les travaux des « archéologues », elle reconnaissait implicitement qu'elle n'avait d'existence scientifique que par eux…

Certains membres de la section d'archéologie souhaitaient cependant conserver leur indépendance et s'exprimer dans une publication dont ils auraient été eux-mêmes responsables. A la fin de l'année 1959, Camille Gabet, l'un des promoteurs les plus actifs de la section, présidait depuis trois ans la section, avec Paul David comme trésorier. En Janvier 1960, Pierre Bitaubé présenta à ses collègues un exemplaire ronéotypé par ses soins d'un nouveau bulletin qui serait produit par la seule section archéologique, en concomitance, sinon en concurrence avec le bulletin de la Société de Géographie. Le projet de Bitaubé était soutenu avec enthousiasme par Paul David qui entraîna l'adhésion de Gabet, Fontaine et Duguet. Ce dernier suggéra un nom pour le nouveau bulletin : il s'appellerait *Roccafortis*. Son but, défini dans le n° 1 de janvier 1960, serait de « créer une plus grande liaison entre nos membres » et de « conserver dans nos archives une trace des communications qui nous sont faites à nos réunions mensuelles. »

Dès lors, à partir de 1960, s'instaura la publication parallèle de deux bulletins : d'une part le *Roccafortis* ronéotypé, consacré aux travaux de la section

d'archéologie, d'autre part le *Bulletin de la Société de Géographie* (imprimé), contenant les articles de fond cités précédemment et rédigés par la même section d'archéologie… Cette dualité se maintint jusqu'en 1966.

Douze numéros du *Roccafortis* ronéotypé furent édités avec des moyens sommaires, de 1960 à 1966. Les activités de la section d'archéologie y apparaissent très abondantes.

En janvier 1960, le bureau de la section archéologique était constitué de Camille Gabet, président ; Edmond Capoulun et Jacques Duguet, vice-présidents ; Roger Machenaud, secrétaire ; Pierre Bitaubé, secrétaire-adjoint ; Paul David, trésorier. Cette équipe assura la majeure partie des recherches entre 1960 et 1966 avec la participation d'autres membres actifs tels que Fontaine, Tardy, Baudrit, Leroy…

On ne peut faire état, dans le cadre restreint de cet exposé, de la totalité des travaux présentés durant cette période. En ce qui concerne l'archéologie, les fouilles de Pépiron constituèrent le sujet principal, traité par Robert Fontaine dans chaque numéro. D'autres sites gallo-romains furent découverts, d'abord au Gua et à Saint-Nazaire, puis sur la route de Marennes, près du cimetière de Breuil-Magné, à Soumard, à Châtelaillon… En 1965, on repéra un oppidum gaulois à Pons, un autre à Saint-Séverin sur Boutonne, et une sépulture gallo-romaine dans la sablière de Saint-Just. La réputation croissante de la Société en matière archéologique lui valut d'être avisée de plusieurs découvertes fortuites qui donnèrent lieu à des études particulières, menées en particulier par Camille Gabet, avec l'aval du directeur de la circonscription archéologique.

Mais, outre les fouilles archéologiques menées durant cette période 1960-66, le bulletin *Roccafortis* ronéotypé faisait état de bien d'autres travaux, fruits des recherches personnelles de certains membres. Ces travaux étaient communiqués au groupe archéologique lors des séances de travail qu'il tenait régulièrement, au moins une fois par mois et parfois plus souvent. Ils étaient très divers : articles d'archéologie (André Baudrit, Edmond Capoulun, P. David, Camille Gabet, L. Vieuille), d'histoire (Pierre Bitaubé, Roger Boutin, Jacques Duguet, G. Leroy, Roger Machenaud, M. Taire, Pierre Tardy), d'histoire de l'art (P. David, Père B. Coutant)…

La publication conjointe de deux bulletins ne pouvait évidemment pas perdurer. A la fin de 1966, il s'avéra qu'une telle dualité n'était pas justifiée, d'autant que la section d'archéologie assurait la rédaction de la quasi-totalité des articles. Une seule publication fut conservée, *Roccafortis*, qui fut alors imprimée et continua d'être éditée avec une régularité qui se poursuit encore aujourd'hui (elle connaîtra cependant une interruption de 1984 à 1988). D'ailleurs le *Bulletin de la Société de Géographie* avait cessé définitivement de paraître après son numéro d'avril 1964. Dès septembre et octobre 1964, le constat avait été fait que la Société de Géographie ne pouvait plus fonctionner normalement, en raison du départ ou du mauvais état de santé de certains de ses membres. En conséquence, il avait été décidé de fusionner la Société de Géographie et la section d'archéologie en ne conservant plus qu'une seule comptabilité. Un bureau unique, remanié, fut nommé ; il avait pour président le colonel Puiffoulloux ; vice-présidents : Robert Bruneteau, Camille Gabet (archéologie), et M. Orcival (relations extérieures) ; secrétaire général : Robert

Fontaine ; trésorier Paul David ; trésorière adjointe : Mlle Roche ; bibliothécaire : Jeanine Bitaubé.

La Société de Géographie de Rochefort, cependant n'était pas morte : sa dénomination fut conservée, eu égard à son ancienneté et à l'image prestigieuse qui lui était attachée. Mais dorénavant elle devait se consacrer essentiellement aux domaines historique et archéologique, sans que cette limitation de son champ d'activité entraînât la moindre réduction de son dynamisme, bien au contraire…

1966 – 1979 : Une période faste

L'ancienne section d'archéologie assurait maintenant à elle seule la continuation de la Société. Elle poursuivait de façon soutenue son activité de recherche dans les domaines de l'histoire et de l'archéologie, et s'exprimait par la publication régulière, à raison d'un ou deux numéros par an, de *Roccafortis, bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*.

Le Musée archéologique de la Vieille Paroisse

Cependant la bibliothèque et les archives de la Société demeuraient entreposées au 37 de la rue de la République (aujourd'hui rue Pujos) et ses collections étaient amassées dans une salle de l'Ecole Edouard Herriot. En 1972, la municipalité dédia l'église de la Vieille Paroisse aux activités de la Société de Géographie, réalisant ainsi une promesse vieille de vingt ans. Après les travaux de restauration[1] de l'édifice qui abritait la maison des syndicats depuis la fin du siècle précédent, la Société disposait enfin d'un local prestigieux, suffisamment vaste pour qu'elle puisse y tenir ses réunions, y rassembler ses documents, livres et archives, traiter dans un atelier les objets découverts lors des fouilles, et exposer les pièces les plus remarquables dans un cadre propre à les mettre en valeur et à accueillir le public. Tout ceci nécessita de grands efforts d'organisation et d'aménagements qui durèrent plusieurs années. Les services municipaux avaient assuré le transfert de la bibliothèque et des archives… dans un désordre total. Il fallut inventorier et classer tous ces documents. C'est Paul David qui en organisa la muséographie. L'inauguration officielle du Musée archéologique de la Vieille Paroisse eut lieu le 16 mars 1979, sous la présidence d'honneur de Jean Verney, directeur régional des Affaires Culturelles. Au terme de ces efforts, par convention avec la commune, la Société disposait enfin d'un cadre qui lui permettait de poursuivre plus efficacement ses activités en les faisant plus largement connaître.

Dans le même temps, l'association poursuivait ses travaux de recherche. Gabet et David continuaient à impulser des fouilles sur divers sites de la région. Les résultats faisaient l'objet de rapports reproduits dans *Roccafortis*, grâce à l'action conjointe de Camille Gabet et de Jacques Duguet, qui assure la responsabilité de la rédaction à partir de 1972.

---

[1] Deux ans de travaux (1977-1978), dans le cadre du contrat « ville moyenne » (Action A8), 1974-1980. Il faut également souligner le rôle moteur de Pierre Bitaubé dans la création du Musée archéologique.

L'intense activité archéologique

Sur le plan archéologique, on poursuivait l'inventaire de Pépiron, dont les ressources s'épuisaient. Mais d'autres sites furent découverts et explorés. En 1967 on fit le relevé d'un site néolithique peu-richardien à Ors dans l'île d'Oléron ; Rouvreau y fit une fouille de sauvetage sur une partie qui avait été bouleversée par la création d'un parc à huîtres (fouilles reprises en 1970-71). À l'occasion de la construction de la base aéronautique de Saint-Agnant, des fouilles importantes furent conduites sur le site néolithique de la Sauzaie : l'un des deux dolmens fut déplacé et consolidé. En 1970-71, des sondages autour des dolmens révélèrent les témoignages d'un habitat peu-richardien. Surtout, on repéra au Chatelet près de Saint-Agnant des vestiges gallo-romains d'un édifice immense, dont Camille Gabet et Paul David dirigèrent la fouille partielle (1967-1971), axée sur l'élaboration du plan et le relevé de superbe mosaïques bicolores : c'est le seul site gallo-romain à caractère monumental du secteur (dimensions exceptionnelles, éléments de gros chapiteaux, de colonnades, mobilier et décors de marbres, nombreux enduits peints…).

Une pierre tombale fut étudiée dans l'église de Saint-Hippolyte. Plusieurs sites à sel protohistoriques furent mis en évidence, à La Vallée (Port-Coutard), Saint-Just (Pépiron), Muron, Chaillevette (marais de Saint-Augustin). Enfin la Société participa aux fouilles d'un tumulus du cimetière néolithique de Bougon (Deux-Sèvres). Les résultats de toutes ces recherches furent étudiés dans le détail par Camille Gabet qui en présenta des rapports complets adressés aux directeurs régionaux des antiquités. Par ailleurs, plusieurs sépultures et sarcophages, découverts fortuitement à Rouffignac, à Saint_Vivien, à Thairé d'Aunis, à Ballon furent signalés à la Société et inventoriés.

En 1970-71, on mesura l'importance des sites à sel gaulois, au nord et au sud de Rochefort, grâce à l'action de prospection régulière de Michel Favre, qui permit la découverte de très nombreuses stations protohistoriques en bordure des marais, sur les limites des anciens rivages. Camille Gabet effectua l'étude exhaustive du site à sel de la Petite Aiguille près de Thairé-d'Aunis. En 1975-76, l'équipe constituée de Camille Gabet, Paul David, Michel Favre et Christiane Perrichet-Thomas, explora en profondeur les sites de Ludène à Loire-les-Marais (Tène finale[1]), et de l'île de Brèze, dans le marais de Saint Augustin en bordure de la Seudre. Il révéla des vases cylindriques dans lesquels se faisait la cristallisation du sel, des supports (pilettes et piliers), de la céramique domestique remontant à 500 ans avant J.C., selon une datation au carbone14.

Frouin déposa au musée une collection de poteries dites « saintongeaises » (XIIe au XVIIIe siècle), trouvées dans le lit de la Charente à Port-Bertaud. De même, à la Gripperie, Jean Guénégan et M. Dolimon procédèrent dans des conditions périlleuses à la fouille d'un puits gallo-romain. Dix-sept nouveaux habitats gallo-romains furent inventoriés entre la Charente et la Seudre.

---

[1] On y remarqua la présence de tessons gallo-romains, ce qui posait le problème d'une éventuelle continuation de l'exploitation du sel avec les méthodes anciennes (obtention de pains de sel par chauffage) au début de l'ère historique.

En 1972-1973, on étudia les matériels livrés par le site gallo-romain de Muron (céramiques, fibules, couteau, divers objets en bronze). En octobre 1974, fut mis en évidence un gisement à Piédemont (Port-des-Barques) ; un ostréiculteur avait remarqué qu'à ce niveau l'estran délivrait, au moment des tempêtes, des vestiges préhistoriques divers, enfouis dans la vase. Des fouilles furent entreprises, rendues difficiles par les marées et les conditions climatiques. Elles procurèrent des fragments de poteries en céramique, des grattoirs, des os d'animaux et des déchets culinaires datant de l'âge du bronze (civilisation d'Artenac).

En 1977 et 1978, les activités de fouilles se ralentirent quelque peu. Un seul chantier fut mené par Paul David dans le cimetière mérovingien du Pré-de-Villeneuve (commune de Moragne) près de Lussant. 37 sarcophages furent mis au jour, ainsi qu'un dépotoir gallo-romain sous certaines tombes. Par ailleurs Michel Favre poursuivait son inlassable travail de prospection, signalant l'existence de multiples sites gallo-romains, généralement peu importants, répartis dans le pays rochefortais, notamment à Saint-Nazaire, Moeze, Soubise, Saint-Agnant, Villeneuve, Saint-Hippolyte, Moragne, Muron, la Casse aux Prêtres, Saint-Laurent-de-la-Prée, Yves. Certains de ces sites étaient menacés par des travaux en cours. Michel Favre notait également la présence de sites à sel à Echillais et à Saint-Agnant et de silex paléolithiques à Saint-Clément.

La publication

Le bulletin *Roccafortis* permettait aux chercheurs de faire le point des résultats obtenus et de développer leurs conclusions. Ainsi Camille Gabet consacre deux articles à la mosaïque du Châtelet (1969-1970) : le site, par son importance, fera l'objet d'une publication hors série de 101 pages en 1973[1]. Camille Gabet traite en 33 pages du site à sel de la Petite Aiguille (1973) ; puis il présente avec Paul David en 1974 le site gallo-romain de Muron, en 1975 le gisement de Piédemont, et avec Christiane Perrichet-Thomas et Michel Favre le site à sel de Ludène (complété par Michel Favre en 1980) ; en 1976 il décrit le site à sel de Brèze. En 1978, Paul David présente le cimetière mérovingien du Pré-de-Villeneuve à Moragne. Par ailleurs C. Gabet s'intéressait tout particulièrement aux fluctuations du niveau marin sur le littoral charentais : il consacra à cette question plusieurs articles de fond entre 1969 et 1977.

Mais outre les archéologues « de terrain », le bulletin était ouvert à tous les membres férus d'histoire, qui trouvaient dans cette publication la possibilité de faire connaître leurs recherches personnelles. Il n'est pas possible de rendre compte de la totalité de ces travaux : 104 articles furent publiés dans 23 bulletins, durant cette période de 1966 à 1979. D'une façon générale, les études portaient sur un point d'histoire concernant une localité du pays rochefortais, qu'il s'agisse d'un monument, d'un personnage, d'une institution, d'un événement ou d'une tradition locale. Parmi les travaux multiples, notons en particulier les études de Jacques Duguet sur la période médiévale (les seigneurs de Didonne, de Châtelaillon, de Tonnay-Boutonne … etc.), celles de Roger Machenaud sur la commune d'Ardillières-en-Aunis, celles de R.-J. Boutin sur Breuil-Magné, sans oublier les

[1] *Le site gallo-romain du Châtelet*, par P. David et C. Gabet, 1973.

contributions d'Yves Bouyer, de G. Leroy, de R. Faille, de Marc Fardet, d'Albert Taire, de Michel Caussin ou d'Anne Audier...

À la recherche du second souffle (1980 -1984)

Pendant cette période, l'abondance des travaux et des publications pouvait faire croire à la prospérité de la Société de Géographie. Huit bulletins paraissent régulièrement jusqu'en 1983, soit 47 articles. Aux fidèles (Anne Audier, R.-J. Boutin, Yves Bouyer, Paul David, Jacques Duguet, Michel Favre, Camille Gabet, Roger Machenaud…) s'ajoutent de nouveaux noms, qui signeront plusieurs articles : Jacques Gachina (préhistoire), R. Oui, Jacques Grézillier, François Julien-Labruyère, sans oublier les contributions isolées de spécialistes comme Jean-Louis Tilhard (céramique sigillée) ou Pierre Dubourg-Noves (sculpture romane). L'ensemble présente donc une indéniable qualité.

L'essoufflement se ressent surtout dans le domaine archéologique. Certes, Michel Favre poursuit sans relâche ses recherches sur le terrain, signalant régulièrement de nouveaux sites : paléolithique à la Casse aux Prêtres ; néolithiques à Saint-Laurent-de-la-Prée, à Rochefort (la Forêt), à Echillais ; gaulois au Grand Vergeroux, à Touvent, à Echillais, à Puy-du-Lac ; gallo-romain prés de Moëze[1]. Malgré leur âge, Paul David et Camille Gabet interviennent en urgence sur un site gallo-romain au Renfermis (Soubise), contribuant ainsi à sa fouille méthodique avant destruction (voir partie suivante). Durant ces années, on se consacra surtout à l'étude et à la description des matériels précédemment recueillis. Plusieurs pièces isolées de grande qualité, souvent découvertes fortuitement, furent présentées par Jacques Gachina : haches en pierre polie de la collection Bitaubé (1979), herminette « d'apparat » trouvée à Benon (1980), deux armes protohistoriques trouvées à Sainte-Gemme (1981), une hache en bronze découverte à Sainte-Gemme, une épée de l'âge du bronze à Forges d'Aunis (1982). Camille Gabet et Paul David mettent un point d'honneur à publier un article de synthèse sur les fouilles de la villa de Pépiron à Saint-Just … dans le dernier numéro de la 2e série du bulletin : le n° 13 daté de 1984. Comment expliquer cette interruption de la publication et des réunions à partir de 1984 ?

Il faut dire que le bilan des années 1960 et 1970 est particulièrement brillant (avec l'apothéose de la création du Musée archéologique), mais la lassitude et le poids des ans font leur œuvre. En fait l'association ne fut pas sans éprouver des difficultés de fonctionnement, surtout à partir de 1977. Les membres réellement actifs, les « mordus » comme l'écrivait J. Duguet en novembre 1977, se comptaient alors sur les doigts de la main, que ce soit sur les chantiers de fouilles ou pour les publications. Trop souvent les séances de travail mensuelles ne réunissaient que quelques personnes, essentiellement les membres du bureau. En outre, l'association connaissait des problèmes de trésorerie qui suscitaient des contestations internes. Elle assumait péniblement l'obligation (instituée par Camille Gabet) de participer financièrement à l'édition du bulletin de la Fédération départementale des sociétés

[1] Sites dont le signalement est mentionné dans les bulletins entre 1980 et 1984. En réalité Michel Favre, qui n'a jamais interrompu son activité, en a découvert beaucoup plus.

savantes[1], alors que les ressources procurées par les cotisations des adhérents allaient décroissant. Le trésorier Paul David ainsi que Jacques Duguet, rédacteur du bulletin et Pierre Bitaubé étaient opposés à cette charge excessive. Camille Gabet démissionna en mai 1978, tout en conservant cependant la présidence d'honneur ; il assumait la présidence de la Société depuis 1966 après avoir dirigé la section d'archéologie. Il fut remplacé par Jacques Grézillier, capitaine de vaisseau en retraite, avec pour vice-présidents Pierre Bitaubé et Jacques Duguet. Mais Jacques Grézillier lui-même démissionna quelques mois plus tard, en octobre 1978, car les problèmes financiers n'avaient pas été résolus, non plus que les difficultés relationnelles qui en résultaient.

Un nouveau candidat à la présidence, Jean-Michel Deveau, fut élu en février 1979. Un an plus tard, en février 1980, il fut remplacé par Pierre Bitaubé, les vice-présidents étant Jacques Duguet et Patrick Prigent ; ce dernier sera remplacé par M. Fauchereau en 1983. Les mêmes seront reconduits aux élections de janvier 1984.

La Société connaissait donc, à la fin de cette période, des difficultés internes qui finirent par entraver son efficience. La parution du bulletin fut compromise ; le numéro 13 ne fut pas distribué. La Société de Géographie entamait un sommeil de quatre longues années…

[1] Fédération des Sociétés Savantes de la Charente-Maritime (dont Camille Gabet est également le président en 1977), créée à l'instigation de Jean Flouret (bulletin départemental : *Revue de la Saintonge et de l'Aunis*).

1988 – 2006 : UN BILAN D'ÉTAPE…

par Philippe Duprat

Pour cette dernière période, dont les acteurs sont encore en place au moment où ces lignes sont écrites, il ne s'agit pas d'élaborer une synthèse historique. Nous nous bornerons à évoquer les circonstances de la renaissance de la Société de Géographie en 1988, avant de dresser un rapide bilan des actions réalisées au cours de ces dix-huit années.

L'année 1988 a été celle de la reprise des activités d'une association entrée en sommeil à partir de 1984. Toutefois, même si la Société de Géographie ne donnait plus signe de vie en tant que structure associative (interruption des réunions et des assemblées générales, fermeture du musée…), le chantier archéologique du Renfermis à Soubise, ouvert par Camille Gabet et Paul David en 1983, a permis le passage de témoin : venu d'abord pour donner un coup de main et apprendre, j'ai, au gré des circonstances et des défections, assumé peu à peu la responsabilité de la fouille, avec l'aide du Service Régional de l'archéologie (en particulier celle de Martine Fabioux), d'une jeune équipe d'archéologues de La Rochelle[1] (conduite à l'époque par Éric Normand[2]) … et de Claude Landraud. Ainsi est née, sur le terrain, entre 1983 et 1986, une nouvelle équipe, avec l'aide et le soutien actif de Paul David, qui pestait de ne plus pouvoir participer physiquement au chantier (mais prenait des photos et tirait des plans), et de Jacques Duguet qui, tous les mercredis, nous aidait à convoyer sur le site les élèves du club archéologique du collège Émile Zola…

À la fin de l'année 1987, nous avons décidé, en accord avec l'équipe précédente, de relancer la Société de Géographie, en programmant une assemblée générale pour janvier 1988, et en travaillant à la parution d'un bulletin[3]. L'assemblée générale, qui s'est tenue le 30 janvier 1988 dans la petite salle n° 6 du Palais des Congrès, a rassemblé 49 personnes : elle a permis la passation de pouvoir entre l'ancienne équipe démissionnaire du président Bitaubé et l'équipe nouvellement élue[4].

---

[1] Future association Archéaunis…

[2] Actuellement ingénieur d'études au Service Régional de l'Archéologie, chargé de la Charente-Maritime.

[3] 42 pages dactylographiées en format A4, avec une couverture bleue illustrée et le même titre que la série précédente : *Roccafortis*. Les cinq articles publiés étaient signés de Paul David, Jacques Duguet, Philippe Duprat, Camille Gabet et Claude Landraud (qui s'était chargé de faire tirer ce bulletin à Bordeaux, pour des raisons d'économie).

[4] Président : Philippe Duprat. Vice-présidents : Jacques Duguet et Marie-Pascale Bault (Conservatrice du Musée d'Art et d'Histoire). Secrétaire : Claude Landraud. Bibliothécaire-archiviste : Danièle Naud (Conservatrice de la Bibliothèque-Médiathèque de Rochefort).

La vie de la Société

La première mesure a consisté à rétablir les réunions mensuelles du bureau : le premier mercredi de chaque mois à 20 h 30. La première réunion a lieu dans une petite salle du palais des congrès, le musée archéologique de la Vieille Paroisse n'étant pas utilisable en l'état. Dès la deuxième séance (le 2 mars 1988), le bureau se réunit à la Vieille Paroisse : dès lors le rythme mensuel sera toujours respecté. À partir de l'année 2006, cette réunion se tient à 18 heures.

Tout au long de l'année 1988, l'équipe se réunit chaque mercredi après-midi à la Vieille Paroisse pour remettre en état le musée, la salle des réserves (fabrication de caisses de rangement supplémentaires pour le mobilier archéologique), la bibliothèque et le clocher. À partir de 1993, une permanence est fixée tous les mercredis de 15 h à 17 h (sauf jours fériés), avec ouverture au public. En 1998, l'horaire d'ouverture est porté à trois heures (15 h – 18 h). En réalité, le musée, ce jour-là, reste ouvert jusque vers 19 h, compte tenu de la diversification progressive des activités.

Le nombre des adhérents évolue de façon significative : il atteint 110 à la fin de 1988, puis 120 en 1989, 130 en 1990, 150 en 1998, grimpe jusqu'à 180-190 dans les années 1999-2002, pour se stabiliser autour de 170.

Quelques modifications interviennent dans le bureau du conseil d'administration élu en 1988. Jean Guénégan remplace Michel Favre en 1989 jusqu'en 1993. Jean-Pierre Hénin lui succède à partir de 1994. Claude Landraud occupe sa charge de secrétaire jusqu'en 2003, année où il est remplacé par Pierre Bardeau : à cette date, un secrétaire adjoint est élu (Patrick Deludin), ainsi qu'une trésorière adjointe (Monique Foussier).

La publication

Depuis 1988, la publication est la raison d'être de notre association. Le principe de la parution annuelle de deux numéros du bulletin *Roccafortis* est acquis : l'un en janvier, l'autre en septembre. Le numéro 2 sort avec un certain retard (à la mi-novembre) pour des raisons de panne de machine à écrire électronique ! Désormais, chaque année, deux numéros de *Roccafortis* paraissent régulièrement (non sans difficulté parfois) grâce à l'action de Jacques Duguet et de Claude Landraud. Peu à peu, l'ordinateur est utilisé pour la composition et la mise en page, en particulier par Jacques Duguet, converti à l'informatique dès 1989. Il suffit de parcourir les huit premiers numéros du nouveau *Roccafortis* pour constater *de visu* l'évolution des techniques. Actuellement le bulletin est entièrement informatisé (conception, mise en page).

À partir du numéro 9 (janvier 1992), *Roccafortis* est imprimé[1], et le principe de la tomaison est décidé, avec pagination suivie pour la reliure. Les numéros 1 à 8 constituent le tome I de la 3e série, le tome II commençant avec le numéro 9. À la

[1] Imprimerie Rochefortaise (Z.I. du Pont Neuf, Rochefort). Depuis 1992, nous sommes resté fidèles à cette petite entreprise familiale de Rochefort (M. et Mme Patrick Gâteau), qui a assuré la sortie régulière du bulletin sans jamais nous faire défaut, même après les dégâts causés par la terrible tempête de décembre 1999.

date du 15 janvier 2007, le tome VI est presque achevé avec le n° 39 de *Roccafortis*. Entre-temps, le bulletin s'est peu à peu nourri pour atteindre 60 à 64 pages par numéro. En 1992, tous les bulletins de la 2e série (cinq volumes) ainsi que les huit premiers numéros de la 3e série ont été reliés – pour des raisons de confort et de sauvegarde – sur le modèle de la belle reliure de cuir rouge de l'ancienne collection (volumes des *Travaux* de 1854 à 1878, et 1ère série du *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, 1879-1930). L'opération a été renouvelée en 2002 (tomes II-III-IV)

L'idée des publications hors série, que l'équipe précédente avait testée avec un certain succès en 1973 (*Le site gallo-romain du Châtelet*, par P. David et C. Gabet), est reprise dès 1988. Lors de la réunion mensuelle du 2 mars, le bureau décide de publier une grosse étude sur la poterie saintongeaise[1], réalisée dans les années 1970 par Paul David (illustrations aquarellées) et Camille Gabet (texte), à petit tirage (70 exemplaires). La même année, suite aux travaux de classement des anciens bulletins, Claude Landraud met en forme un précieux index[2], qui, depuis, a été deux fois mis à jour.

Le mouvement était donc lancé. Ce sont ensuite – à partir de 1993 – 24 ouvrages qui seront régulièrement publiés sur les sujets les plus variés : histoire médiévale (Jacques Duguet), histoire moderne (Jacques Duguet, Pierre Bitaubé, Robert Fontaine), patrimoine (Alain Durand, Jacques Gachina), voyages (Jean-Pierre Dinand), marine (Luc Fournier, Gérard Piouffre), répertoire de cartes (Georges Krebs, Claude Landraud), outremer et colonies (Jean-Louis Bault), souvenirs (Roger Tessier), en particulier les extraordinaires *Carnets de guerre et de captivité d'un Rochefortais (1939-1945).*

En 2006, le pas de la publication numérique a été franchi, grâce à l'énorme travail de Jacques Duguet et au bel habillage de la boîte (réalisé par Patrick Deludin), avec deux CD : l'un rassemblant tous les articles sur l'histoire de Rochefort publiés dans le bulletin de 1957 à 2005 (soit 946 pages, 147 articles, 41 auteurs) ; l'autre compilant toute la 3e série de *Roccafortis* de 1988 à 2005 (soit 36 numéros, 6 tomes, 1962 pages, 373 articles, 69 comptes rendus, 79 auteurs).

La bibliothèque et les archives

La bibliothèque de la Société était dans un triste état au début de l'année 1988. Le plus grand désordre régnait sur les rayonnages conçus par Paul David, et dans l'angle sud-est, bulletins, brochures, cartes et ouvrages divers gisaient à même le sol dans l'humidité. Une petite animée dirigée par Claude Landraud s'est aussitôt occupée de mettre au sec ces ouvrages. Le classement et le rangement des bulletins qui avaient survécu à l'épreuve ont été réalisés en quelques mois. Les exemplaires manquants ont été photocopiés (avec le concours de la bibliothèque municipale), en vue de constituer des collections complètes qui ont été ensuite proposées à la vente : plusieurs bibliothèques de la région en ont fait l'acquisition. Ce travail de fourmi a

---

[1] *La Céramique saintongeaise du XIIe au XVIIe siècle*, 32 p., 54 pl., par P. David et C. Gabet (épuisé).

[2] *Index chronologique des publications de la Société de Géographie de Rochefort* (1842-1988), 50 p. Rééditions revues et complétées : 1995 (59 p.), 2002 (68 p.).

permis la sortie, dès 1988, de l'*Index des publications*. En même temps, 5690 plaques photographiques sur verre datant de la fin du XIXe siècle et du début du XXe ont été sauvées (après nettoyage) et classées par Jean Guénégan[1].

Le classement et le rangement se sont poursuivis sur l'ensemble des ouvrages et des cartes de la bibliothèque, jusqu'en 1996[2] : les parties hautes du clocher ont été garnies d'étagères, et les cartes, classées par Georges Krebs, ont pris place dans un meuble à grands tiroirs. Ce travail a trouvé un premier aboutissement avec la parution, en 1997, du *Répertoire des cartes et atlas de la Société de Géographie de Rochefort* (par Georges Krebs et Claude Landraud). L'équipe de la bibliothèque s'est enrichie de Francis Paul en 1997, de Monique Foussier et de Monique Bertheau en 1998, de Jean-Pierre Dinand en 1999 et de Daniel Taverne en 2001. Le fonds de bibliothèque devenant enfin accessible, l'Université de La Rochelle (en particulier le professeur Laurent Vidal) s'est montrée intéressée par la richesse de notre documentation sur l'outremer et la colonisation au XIXe siècle.

Les archives de toutes les sociétés savantes rochefortaises, qui avaient été mises à l'abri à la Bibliothèque de la Marine par Marc Fardet lors de l'installation chaotique de la bibliothèque dans le local de la Vieille Paroisse à la fin des années 70, ont été restituées à la Société de Géographie en octobre 1993 : le travail de classement, commencé par Marc Fardet, a été poursuivi. À partir de 2004, Jean-Pierre Dinand a entrepris l'informatisation de ces précieuses archives[3], qui remontent à 1806.

Enfin un atelier de rénovation de livres usagés a vu le jour en 2004, parallèlement à une rationalisation de la bibliothèque de prêt, à l'instigation de Renée Krebs, qui a peu à peu rassemblé une petite équipe de fidèles[4].

Le Musée archéologique de la Vieille Paroisse

Au début de l'année 1988, le musée, encombré de meubles et d'objets hétéroclites, tendait à servir d'entrepôt secondaire pour les services techniques. Le nettoyage n'a pas tardé, et dès le 2 mars, nous avons pu rendre le musée accessible et nous y réunir.

Les réserves ont été réorganisées et 60 caisses de bois ont été fabriquées cette même année. Depuis cette date, la réorganisation se poursuit, avec l'adjonction progressive de caisses. Ce travail a permis aux spécialistes de consulter avec profit les réserves.

Quant aux collections archéologiques exposées, elles ont été nettoyées et rafraîchies, afin de permettre le plus rapidement possible la visite du public. Deux journées « Portes ouvertes » ont été organisées les 28 et 29 mai 1988 ; la même année, à l'occasion de la Journée du Patrimoine, le 18 septembre, le musée a

---

[1] Ce travail a été publié en 1992 : « Inventaire des clichés sur verre de la Société de Géographie de Rochefort », par Nicole et Jean Guénégan (*Roccafortis*, 3e série, tome II, n° 10, sept. 1992, p. 47-52).

[2] Claude Landraud, Suzanne et Jacques Mariot, Christian Biget, Georges Krebs.

[3] L'informatisation est actuellement réalisée pour la période 1806-1848. Monique Foussier a informatisé les procès-verbaux de la période 1928-1941.

[4] Dany Rousseau, Colette Cimetière, Nicole Bernard, Maud Tonneau.

accueilli le nombre record de 460 visiteurs (qui s'explique par une fermeture de plusieurs années). À partir de cette date, chaque année, le musée a ouvert ses portes pour les Journées du Patrimoine. Entre 1988 et 2006, treize expositions temporaires ont été présentées.

À la fin de l'année 2003, nous avons entrepris la restructuration de la présentation des collections archéologiques. L'ensemble muséographique mis en place par Paul David entre 1977 et 1979 avait besoin d'une remise à jour et d'un lifting : réduction du nombre des objets présentés, refonte et unification des fonds colorés (bleu-vert clair et gris), création de textes, cartels, dessins et cartes explicatifs, …etc. Comme il nous était impossible de tout changer et que notre budget était très limité[1], nous avons opté pour la conservation des vieilles vitrines – promues au rang de meubles historiques – et pour la simplicité. Il est vrai que le talent technique des uns (Claude Landraud pour le travail sur l'ensemble des matériaux, en particulier le bois et le fer), et le savoir-faire informatique des autres (Patrick Deludin et Pierre Bardeau) ont permis de véritables miracles budgétaires[2]… 2004 a vu l'achèvement de la période préhistorique (mésolithique et néolithique), 2005 celui de la protohistoire et d'une partie du Moyen-Âge, 2006 celui de la période gallo-romaine. À ce jour, il reste à parachever le Moyen-Âge et la période moderne.

Congrès, colloques, conférences, animations diverses

Tout au long de cette période de dix-huit ans, la Société de Géographie a participé à la plupart des congrès et colloques d'histoire et d'archéologie régionales. Il faut noter en premier lieu le traditionnel Congrès Régional des Sociétés Savantes du Centre-Ouest, dont les sessions se sont régulièrement tenues de 1988 à 1997[3] : nous avons organisé l'une d'entre elles à Rochefort (à la Corderie Royale) en septembre 1990. Comme pour l'histoire, chaque année une journée consacrée à l'archéologie régionale est organisée par l'Association des Archéologues du Poitou-Charentes, dont nous sommes membres actifs. L'une de ces journées s'est tenue à Rochefort, à la Corderie Royale, en juin 1991.

Nous entretenons également des relations étroites avec trois associations rochefortaises : le CERMA (Centre d'Études et de Recherches sur le Migrations Atlantiques), le CRDHM (Comité Rochefortais de Documentation Historique de la Marine) et l'ARCEF (Association pour la Restauration du Centre et des Faubourgs). Nous sommes également présents, lors de certains colloques ou congrès particuliers plus spécialisés : ainsi, en 2005, pour le colloque sur l'archéologie monastique en pays charentais à Saintes, ou le Congrès National des Sociétés Historiques et Scientifiques à La Rochelle.

---

[1] Une partie de des fonds de réserve et une subvention exceptionnelle de 500 € accordée par la municipalité en 2005.

[2] L'ensemble de l'équipe est constituée de Pierre Bardeau, Patrick Deludin, Jean-Pierre Dinand, Jacques Duguet, Philippe Duprat, Michel Favre, Monique Foussier, Jacques Gachina, Claude Landraud.

[3] Congrès remplacé depuis quelques années par une journée d'étude départementale à La Rochelle.

En ce qui concerne les conférences, la Société de Géographie en a organisé une à deux par an jusqu'en 1996, privilégiant à partir de cette date la publication, les expositions et le travail sur le musée. En dehors des nombreuses communications données lors du congrès de 1990 et de la journée archéologique de 1991, on compte douze conférences, dont sept à dominante historique et cinq à dominante archéologique.

Notons enfin que des actions d'animation et d'ouverture ont ponctué ces dix-huit ans. Ce sont d'abord des concerts de musique de chambre, qui se tiennent régulièrement dans le cadre magique de la Vieille Paroisse, avec son alliance de pierre et de bois, qui favorise la diffusion naturelle des sons sans réverbération : concerts instrumentaux et vocaux du Conservatoire de Rochefort, concerts d'artistes ou de groupes de passage, concerts de bienfaisance (Innerwheel, …etc.). Depuis 2003, le soir de la Fête de la Musique, les murs de la Vieille Paroisse accueillent un concert donné par le Chœur Grégorien de Rochefort (direction : Daniel Foussier). En 2005 et 2006, le festival régional des Nuits Romanes a fait étape à la Vieille Paroisse, associant pour un soir du début de l'été un artiste, un groupe de théâtre ou de musique, une visite guidée de l'église, et un buffet gourmand.

L'archéologie

Les années 1988-2006 ont représenté, pour l'archéologie, une période charnière. En France, et plus particulièrement en Poitou-Charentes, la professionnalisation généralisée de l'archéologie ne s'est vraiment traduite dans la réalité qu'à la fin des années 80 : l'AFAN, organisme public et national de fouilles, a joué, dans cette mutation, un rôle majeur (remplacé plus tard par l'INRAP).

Jusqu'au début des années 80, l'archéologie bénévole était encore fortement majoritaire, ce qui explique les grandes fouilles conduites par l'équipe Gabet-David dans les années 1960-70 (Pépiron à Saint-Just, La Sauzaie et Le Châtelet à Saint-Agnant, par exemple). Nous avons connu la fin de cette période du primat de l'archéologie bénévole, avec la fouille de la *villa* gallo-romaine du Renfermis à Soubise[1] (1983-1986), et les deux premières interventions sur le site des Chapelles à Port-des-Barques[2] (1987-1988). Les autorisations de fouilles aux bénévoles ont perduré jusqu'en 1990, avec des limitations progressives d'étendue et de durée. C'est ainsi qu'un petit puits a pu être dégagé intégralement à Piédemont[3] (Port-des-Barques), les autres fouilles se limitant à des interventions urgentes après destruction.

Entre 1990 et 1996, peu de chantiers d'envergure ont été confiés à des bénévoles en Charente Maritime. Pour nous, les interventions, fort légères, ont concerné quelques sites fortuitement détruits, comme la *villa* gallo-romaine des Moutiers[4]

---

[1] Camille Gabet et Paul David, puis Hélène Bernard (DRAH Poitiers), puis Philippe Duprat et Claude Landraud.

[2] Claude Landraud et Philippe Duprat.

[3] Claude Landraud, Philippe Duprat, Jean Guénégan.

[4] Michel Favre.

(Rochefort, 1995), ou la sépulture gallo-romaine de Vaucouleurs[1] (Saint-Agnant, 1995).

À partir de 1996, un *modus vivendi* a pu être trouvé entre professionnels et bénévoles, selon certaines normes de qualification et de responsabilité. À Rochefort, l'événement déclencheur de la reprise des activités archéologiques a été, en février 1996, la découverte fortuite d'un vestige du château médiéval de Rochefort, lors des travaux de réfection de la partie sud du mur de soutènement du Jardin de la Marine : après l'action des engins de chantier, un grand fossé apparaissait clairement en coupe avec un important dépotoir à sa base. Le rôle de la Société de Géographie a été ici déterminant : deux adhérents[2], qui observaient les travaux, ont remarqué l'anomalie de la coupe et ont donné l'alerte. Un arrêt providentiel du chantier a permis ensuite une fouille de sauvetage urgent pendant trois semaines[3].

Dès lors, durant la période 1997-2006, plusieurs interventions d'une certaine importance ont été réalisées sous la forme d'évaluations archéologiques[4] : l'ensemble de la *villa* gallo-romaine des Chapelles à Port-des-Barques (1998-1999), la nécropole du Haut moyen-âge et la voie gallo-romaine de Saint-Agnant (1997,1999-2001), le prieuré de Montierneuf (1997, 2002, 2004), le prieuré de Sainte-Gemme (2004). Cette dernière intervention, liée à un projet collectif de recherche (PCR), a donné lieu à une communication lors du colloque sur l'archéologie monastique en pays charentais.

L'archéologie, c'est aussi le mobilier archéologique : son classement dans les réserves du musée, sa mise à la disposition des chercheurs, parfois aussi son traitement[5].

Le bilan, pour l'archéologie, n'est donc pas aussi prestigieux que pour la période précédente, très faste pour les bénévoles, mais le travail s'est inscrit dans une démarche de rigueur scientifique, indispensable dans la recherche archéologique actuelle.

1806-2006, deux cents ans d'existence de plusieurs associations qui se sont côtoyées ou succédé, avec des alternances d'élans, de replis, de sommeils, de renaissances, avec des moments glorieux et des périodes sombres ou tragiques.

Une société savante, en dépit des aides publiques qu'elle peut recevoir, ne vit que par le bénévolat et le dévouement de ses membres : La règle ne se dément pas depuis la création, en 1806, de la Société de Littérature, Sciences et Arts de Rochefort. C'est ce qui en fait la force et la fragilité, car rien n'est jamais acquis. Si la Société de Géographie, dont les origines remontent à l'aube du XIXe siècle, existe encore à l'entrée du XXIe, c'est grâce à la volonté des femmes et des hommes qui l'ont animée.

---

[1] Philippe Duprat, Jean Guénégan.

[2] Georges Krebs, Jean Guénégan.

[3] Philippe Duprat (resp.).

[4] Philippe Duprat (resp.).

[5] Une expérience – peu concluante – a été tentée entre 1991 et 1995 pour le traitement et la conservation des objets en métal provenant des fouilles du Pré-de-Lise à Muron (1990).

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1878-1894)

Année	Président	Vice-Présidents	Secrétaire Général	Secrétaires	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nb Mb.
1878	Gizolme						
1879	Laurent	C. Delavaud Pauher	Fouquier	Ménard L. Delavaud	Ardouin	Texier	146
1880	C. Delavaud	Duplouy Ménard	Fouquier	Parat L. Delavaud	Ardouin	Texier	
1881	C. Delavaud					Texier	
1882	C. Delavaud		Bourru			Texier	
1883 1884	Juin	Jardin Ritt	Bourru	Giraud Lecorre Vincent	Eymery	Texier	300 339
1885	Juin	Polony Mallat	Bourru	Giraud Messager Thèze	Doin Paillé	Texier	
1886	Juin	Polony Mallat	Bourru	Thèze Silvestre Giraud	Paillé Peltier	Texier	
1887 1888	Juin	Mallat	Bourru	Giraud Silvestre Thèze	Paillé Couppé	Texier	
1889 1890 1891	Juin	Mallat Barthélémy-Benoît	Bourru	Giraud Silvestre Thèze	Paillé Perrier	Texier	174
1892	Juin Bourru	Barthélémy-Benoît Vollet	Ardouin	Giraud Silvestre Thèze	Courcelle-Seneuil Perrier	Texier	166
1893	Barthélémy-Benoît	Chastang Vollet	Silvestre	Giraud Léger Thèze	Courcelle-Seneuil Perrier	Texier	
1894	Charron	Chastang Vollet	Silvestre	Giraud Léger Thèze	Perrier	Texier	194

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1895-1910)

Année	Président	Vice-Président	Secrétaire Général	Secrétaires	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nb Mb.
1895 1896	Charron	Vollet Berthus de L.	Silvestre	Thèze Léger Lacroix	Ardouin Giron	Texier	
1897 1898	Charron	Berthus de L. Martineau	Silvestre	Léger Fontaine P. Oui	Ardouin J. Oui	Texier	193 205
1899 1900	Charron	Berthus de L. Martineau	Silvestre	Léger Ollivier P. Oui	Ardouin Moinet	Texier	171 177
1901	Charron	Berthus de L. Martineau	Silvestre	Léger Retail P. Oui	Ardouin Moinet	Texier	159
1902 1903	Charron	Berthus de L. Courcelle-S	Silvestre	Léger Retail P. Oui	Ardouin Moinet	Texier	161 149
1904	Charron	Berthus de L.	Silvestre	Léger P. Oui Maurat	Ardouin Imbert Moinet	Texier	141
1905	Charron Maurat	Courcelle-S. Poisson	Silvestre	P. Oui	Ardouin Imbert Léger	Texier	146
1906	Maurat	Courcelle-S.	Silvestre	P. Oui Léger	Ardouin Imbert	Delsol	158
1907	Maurat	Poisson Durand	Silvestre Julien-Laferrière	P. Oui Bartet	Ardouin Imbert Léger	Delsol	154
1908	Maurat	Durand Lassabatie	Silvestre Julien-Laferrière	P. Oui Léger Bartet	Ardouin Imbert	Delsol	165
1909	Maurat	Lassabatie Festy	Silvestre Julien-Laferrière	P. Oui Léger Bartet	Ardouin Imbert Arnaud	Delsol	183
1910	Maurat	Lassabatie	Julien-Laferrière	P. Oui Bartet Lecomte	Imbert Arnaud	Delsol	180

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1911-1932)

Année	Président	Vice-Président	Secrétaire Général	Secrétaires	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nb Mb.
1911	Maurat	Lassabatie Festy	Julien-Laferrière	P. Oui Arami	Imbert Arnaud	Delsol	168
1912	Maurat	Lassabatie Festy	Julien-Laferrière	P. Oui Arami	Lemonnier Imbert Arnaud	Delsol	184
1913	Maurat	Lassabatie Jacquet	Julien-Laferrière Lemoine	P. Oui Arami	Lemonnier Imbert	Delsol	185
1914 1918	Maurat	Lassabatie Jacquet	Julien-Laferrière Lemoine	P. Oui Arami	Lemonnier Imbert	Delsol	196
1919	Maurat	Jacquet Julien-Laf.	Lemoine	P. Oui	Lemonnier Jouneau	Delsol	127
1920 1923	Maurat	Jacquet Julien-Laf.	Lemoine	P. Oui	Lemonnier Jouneau	Delsol	160
1924	Maurat	Jacquet	Lemoine	P. Oui	Jouneau		
1925 1926	Maurat	Jacquet	Lemoine Dussoubz	P. Oui	Jouneau Imbert	Camus	180
1927 1929	Maurat	Jacquet Juin	Lemoine Dussoubz	P. Oui	Jouneau Imbert	Camus	218
1930	Maurat	Jacquet Juin	Lemoine Dussoubz	P. Oui	Imbert	Camus	
1931	Maurat	Juin P. Oui	Lemoine Dussoubz		Imbert Maupetit	Braud	
1932	Maurat	P. Oui	Lemoine Dussoubz		Maupetit Sermet	Braud	

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1933-1956)

Année	Président	Vice-Président	Secrétaire Général	Secrétaires	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nb Mb.
1933 1935	Maurat	P. Oui Péponnet	Lemoine Dussoubz		Maupetit	Braud	
1936	Maurat	P. Oui Péponnet	Lemoine Dussoubz	Jaulin		Braud	150
1937	Lemoine	P. Oui Péponnet	Dussoubz			Braud	
1938	Lemoine	P. Oui Péponnet	Arvaud Dussoubz			Braud	108
1939 1941	Arvaud	Autran Gaud	Descubes			Racine	127
1942 1944	Gaud		Descubes				
1945 1949	Gaud	Léthel Massonneau	Bruneteau	Delattre Mme Schlub	Regelsperger	Pommier	
1950 1953	Gaud Puiffoulloux		Bruneteau		Regelsperger		
1954 1957	Puiffoulloux		Bruneteau		Regelsperger		

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1958-1987)

Années	Président	Vice-Président	Secrétaire	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nb Mb.
1958	Puiffoulloux		Bruneteau Fontaine Berthommé	Regelsperger	Vinceneux Lesbats	350
1959 1961	Puiffoulloux		Bruneteau Fontaine	Regelsperger	Vinceneux	
1962 1963	Puiffoulloux		Bruneteau Fontaine		Vinceneux	310
1964 1965	Puiffoulloux	Bruneteau Gabet Orcival	Fontaine	J. Bitaubé	David Melle Roche	
1966 1967	Gabet		Fontaine	J. Bitaubé	David	
1968	Gabet	Capoulun Favreau Bruneteau	Fontaine	J. Bitaubé	David	
1969 1975	Gabet		Fontaine		David	150
1976	Gabet		J. Bitaubé		David	
1977	Gabet	P. Bitaubé Duguet	J. Bitaubé		David	158
1978	Grézillier	P. Bitaubé Duguet	J Bitaubé		Favre	
1979	Deveau	P. Bitaubé Duguet	J. Bitaubé		Favre	
1980	P. Bitaubé	Duguet Prigent	J. Bitaubé		Favre	198
1981	P. Bitaubé	Duguet Prigent	J Bitaubé		Verré	125
1982 1983	P. Bitaubé	Duguet Fauchereau	J. Bitaubé		Verré	125 105
1984	P. Bitaubé	Duguet Fauchereau	J. Bitaubé		Rondet	104
1985 1987	-	-	-	-	-	-

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

COMPOSITION DU BUREAU (1988-2006)

Année	Président	Vice-Président	Secrétaire	Biblioth. Archiv.	Trésorier	Nombre Membres
1988	Duprat	Duguet M.-P. Bault	Landraud	D. Naud	Favre	110
1989 1993	Duprat	Duguet M.-P. Bault	Landraud	D. Naud	Guénégan	120 140
1994 1997	Duprat	Duguet M.-P. Bault	Landraud	D. Naud	Hénin	150 145
1998 2002	Duprat	Duguet	Landraud		Hénin	150 191
2003 2006	Duprat	Duguet	Bardeau Deludin		Hénin M. Foussier	180 170

TABLE DES MATIÈRES

Introduction, par Alain Dalançon **p. 3**

La Société de Littérature, Sciences et Arts de Rochefort sous l'Empire et la première Restauration (1806-1815), par Jean-Pierre Dinand **p. 9**

Fondation de la Société p. 9

Structuration de la Société p. 10

Travaux de la Société p. 11

Rapports scientifiques et techniques p. 12

1. Marine et Génie Maritime p. 12

2. Médecine p. 13

3. Travaux d'intérêt local p. 15

Œuvres littéraires p. 16

Productions artistiques p. 18

La Société de Littérature, Sciences et Arts de Rochefort pendant la seconde Restauration (1815-1830), par Jean-Pierre Dinand **p. 20**

Évolution de la Société p. 20

Principaux membres p. 22

Travaux de la Société p. 23

Travaux techniques et scientifiques d'intérêt local p. 23

Études concernant Rochefort et sa région p. 25

Sciences et techniques de la Marine p. 27

Sciences médicales et biologiques p. 28

Littérature et Beaux-Arts p. 29

Pendant la Monarchie de Juillet (1830-1848) : la Société de Littérature, Sciences et Arts (1830-1834), la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres (1834-1848), par Jean-Pierre Dinand **p. 33**

Vie de la Société p. 33

Les grands noms p. 34

Section des Sciences p. 34

Section d'Agriculture p. 35

Section du Commerce et des Arts p. 35

Section de Législation, Philosophie et Littérature p. 36

Travaux de la Société p. 36

Productions littéraires p. 36

Beaux-Arts p. 41

Agriculture p. 41

Génie civil p. 46

Marine p. 47

Médecine et pharmacie p. 49
Géologie, biologie animale, botanique p. 50
Archéologie locale et régionale p. 51
Histoire locale p. 53
Études sur l'arrondissement de Rochefort p. 53

La Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres de Rochefort pendant la Seconde République (1848-1851), par Philippe Duprat p. 56
Vers les comices agricoles p. 57

La Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres de Rochefort sous le Second Empire (1851-1870), par Philippe Duprat p. 60
La transition : le coup d'État du 2 décembre 1851 p. 60
Les années euphoriques (1851-1856) p. 62
Le drainage p. 62
La fabrication de fromage façon Hollande p. 63
L'amélioration de la race bovine p. 64
Les autres questions agricoles p. 65
Les divers domaines d'activité p. 67
La gloire des comices et le désenchantement (1856-1870) p. 70
La spécialisation agricole : les Comices p. 70
Le dépérissement progressif des autres recherches p. 76
Chiffres et statistiques p. 81

La Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres de Rochefort sous la Troisième République (1870-1895), par Philippe Duprat p. 83
La période 1872-1878 : le renouveau p. 84
Les comices p. 84
La publication et la dégradation des finances p. 85
La période 1875-1895 : le déclin et la fin p. 86

Tableaux I-II-III-IV (Société d'Agriculture) p. 90

La Société de Géographie de Rochefort de 1878 à 1914, par Daniel Foussier p. 95
De 1878 à 1884 p. 95
La fondation p. 95
Une Société florissante p. 97
De 1884 à 1894 p. 99
La fusion avec la Société d'Agriculture (1895) p. 101
De 1895 à 1914 p. 101

La Société de Géographie de Rochefort de 1914 à 1944, par Monique Foussier p. 105
La période de la guerre (1914-1918) p. 105

Avant le conflit p. 105
La guerre p. 106
La Société de Géographie de 1919 à 1930 p. 108
1919, l'après-guerre p. 108
1920-1930 : la prédominance des conférences p. 110
Les soucis financiers p. 114
La vie de la Société entre 1920 et 1930 p. 116
La Société de Géographie de Géographie de 1931 à 1938 p. 119
Une activité consacrée à l'organisation de conférences p. 119
L'interruption de la publication p. 121
La débâcle financière p. 122
Le vieillissement de l'équipe dirigeante p. 123
La Société de Géographie de 1939 à 1944 p. 126
Janvier et février 1939 p. 127
De mars à décembre 1939 p. 127
L'année 1940 p. 129
L'année 1941 p. 130
Les années 1942-1943-1944 p. 133

La Société de Géographie de Rochefort de 1945 à 1984, par Jean-Pierre Dinand p. 135
1945-1957 : la réanimation p. 135
1958-1966 : la renaissance p. 136
1966-1979 : une période faste p. 142
Le Musée archéologique de la Vieille Paroisse p. 142
L'intense activité archéologique p. 143
La publication p. 144
À la recherche du second souffle (1980-1984) p. 145

1988-2006 : un bilan d'étape… par Philippe Duprat p. 147
La vie de la Société p. 148
La publication p. 148
La bibliothèque et les archives p. 149
Le Musée archéologique de la Vieille Paroisse p. 150
Congrès, colloques, conférences, animations diverses p. 151
L'archéologie p. 152

Tableaux : composition des bureaux de la Société de Géographie de Rochefort p. 154

Table des matières p. 160